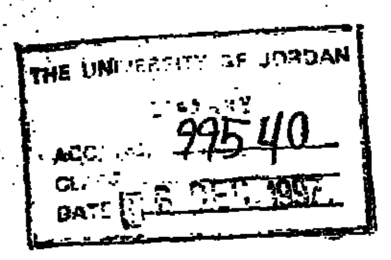
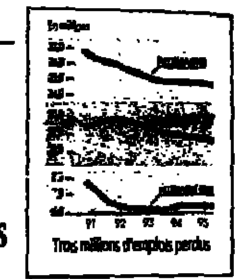








LE MONDE ÉCONOMIE

■ La croissance est de retour
■ 10 pages d'annonces classées

Trois millions d'emplois perdus

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16359 – 7,50 F — MARDI 2 SEPTEMBRE 1997 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La mort tragique de la princesse de Galles

● Les obsèques de Lady Diana auront lieu samedi 6 septembre, à l'abbaye de Westminster
● Son décès à Paris, dans l'accident d'une voiture suivie par des photographes, suscite une polémique sur le respect de la vie privée ● Sept reporters étaient toujours en garde à vue, lundi matin

LES OBSÈQUES de la princesse Diana auront lieu samedi 6 septembre à 11 heures (10 heures GMT), à l'abbaye de Westminster, a annoncé, lundi en fin de matinée, le palais de Buckingham. De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement devraient sans doute assister à cette cérémonie. La princesse de Galles sera ensuite inhumée dans l'intimité familiale, dans la commune d'Althorp, à 100 km au nord-ouest de Londres.

Lady Diana et son ami Emad Al Fayed, richissime Egyptien dont la famille est installée à Londres, ont trouvé la mort dans un accident de voiture, dimanche à l'aube à Paris. La monarchie britannique voulait tenir compte à la fois de la discrétion souhaitée par la famille de Diana et de la vague d'émotion soulevée, non seulement en Grande-Bretagne mais dans le monde entier, par ce drame dont témoignent les nombreux hommages rendus à la princesse.

Les circonstances de l'accident de voiture dans lequel Diana, son ami et leur chauffeur ont trouvé la mort ont déclenché une polémique mettant en cause les photographes de célébrités et la presse en général, dont la princesse aurait été, selon certains, la victime.

Dans l'entretien qu'elle avait accordé à notre collaboratrice Annick Cojean et qui fut sa dernière interview, Diana avait dénoncé la *« férocité »* de certains médias. Sept photographes d'agence – *six Français et un Macédonien* – ont été interpellés sur les lieux de l'accident et étaient toujours en garde à vue, à Paris, lundi matin.

Rien ne permettait d'affirmer, à la mi-journée, qu'ils aient eu une responsabilité directe dans le fait que le chauffeur, roulant à plus de 140 km/h sur une voie où la vitesse est limitée à 50 km/h, a perdu le contrôle du véhicule. En revanche, immédiatement après l'accident, des photos ont été prises. Selon la dizaine de témoignages d'automobilistes présents dans le tunnel, les reporters ont entrepris de photographier l'intérieur de la voiture où gisaient les victimes sans leur porter secours.



Havas absorbe sa filiale presse-édition CEP Communication

HAVAS a décidé d'absorber sa filiale *presse-édition* CEP Communication. Inspirée par la Générale des eaux, actionnaire de référence du groupe, cette décision devait être avalisée, lundi 1er septembre, par un conseil d'administration de CEP Communication, au cours duquel devait également être annoncée la démission de son « patron historique », Christian Brégou. PDG de Havas, Pierre Dauzier le remplacera à la *tête du sixième* groupe européen de presse et d'édition. De plus, Eric Licoys, conseiller de Jean-Marie Messier, président de la Générale des eaux, devait être nommé à la présidence du groupe Express.

Les dirigeants de Havas réfutent l'accusation de *« démantèlement »* de CEP Communication, mais n'excluent pas la cession d'actifs non stratégiques. La régie publicitaire IP *devrait ainsi être cédée*, le 12 septembre, au groupe germano-luxembourgeois CLT-UFA.

Lire page 26

Les deux fédérations enseignantes votent Claude Allègre

DANS un entretien au *Monde*, Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, et Jean-Paul Roux, dirigeant de la FEN, analysent les premiers pas de Claude Allègre et de Ségolène Royal au ministère de l'éducation nationale. Les responsables des deux grandes fédérations enseignantes notent favorablement les priorités affichées par le gouvernement. *« Les décisions prises vont permettre une bien meilleure rentrée »*, selon M. Deschamps. *« Un certain nombre des déclarations ministérielles vont dans le bon sens »*, ajoute M. Roux. Estimant que la désormais célèbre formule de M. Allègre, *« dégraisser le mammouth »*, est *« une ânerie »*, les deux dirigeants syndicaux se disent prêts à discuter de la gestion des personnels et du mode de fonctionnement du système éducatif. Favorables aux emplois-jeunes, ils posent des conditions sur leur statut et leur travail.

Lire page 11

■ Le « réalisme » de Lionel Jospin

Dans son discours de clôture de l'université d'été du PS, le premier ministre a justifié le « réalisme » mis en œuvre par son gouvernement et souhaité, particulièrement, un « consensus républicain » sur l'immigration. p. 8

■ Embargo contre la Sierra Leone

Les seize dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, hostiles à toute intervention militaire contre les putschistes de Sierra Leone, ont demandé un renforcement de l'embargo. p. 6

■ Promodès lance une OPA sur Casino

En lançant une OPA sur Casino, Promodès espère devenir le premier groupe de distribution en France. p. 29

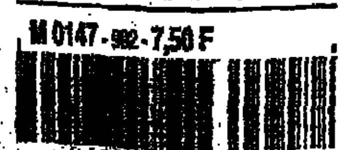
■ Lyon, le périph' de la révolte

Le prix et la gestion du périphérique à péage situé au nord de l'agglomération lyonnaise suscitent un très large mécontentement. p. 13

■ Festival de Salzbourg

Après le succès remporté par les neuf productions lyriques de l'édition 97, emmenée par de jeunes talents, *La Clémence de Titus* entre en lice. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 902 - 7,50 F

Des végétaux sentinelles pour traquer la pollution urbaine

NANCY
de notre correspondante

« Il y a toujours une plante quelque part qui garde la trace d'une pollution. Les végétaux sont des sentinelles. » Jean-Pierre Le Garrec, directeur du laboratoire pollution atmosphérique à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) de Nancy, travaille avec son équipe au développement de techniques d'utilisation des végétaux pour traquer les polluants. L'an dernier, il a déposé dans l'agglomération de Nancy quelques dizaines de plants de tabac de Virginie pour établir une cartographie de l'ozone. L'opération, d'un coût de 220 000 francs, était cofinancée par la communauté urbaine du Grand Nancy et l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique. Cette année, elle s'est étendue à Strasbourg, Mulhouse, Luxembourg, Sarrebourg, Rouen, Le Havre et Caen.

« La feuille de tabac, souligne-t-il, *est un bio-indicateur très sensible à l'ozone. Lorsque le taux monte, les feuilles se névrosent rapidement, c'est très spectaculaire. Les villes aiment bien cette méthode écologique, peu coûteuse de surcroît, qui permet de sensibiliser les populations. C'est plus parlant de voir une plante en train de crever qu'un chiffre s'affichant sur un écran. On fait tout de suite le rapport avec ses poumons. »*

Mais il n'y a pas que les plants de tabac qui peuvent servir d'alerte à la pollution. Preuve en est cette autre étude que le laboratoire développe à partir des feuilles des érables et des tilleuls plantés à Nancy. Le laboratoire est chargé de traquer les poussières provenant de la pollution. *« Toutes les sources de pollution gazeuses émettent des poussières »*, note Jean-Pierre Le Garrec. L'intérêt de ce travail est d'obtenir une image globale de la pollution en ville et de détecter les endroits où de gros dépôts de poussières, donc de *métaux lourds, sont accumulés.*

A plus long terme, le Centre international de l'eau de Nancy étudie la possibilité de laver préventivement les rues les plus fréquentées. *« Ces dépôts de métaux lourds, en cas de gros orage survenant après une longue période de sécheresse, sont en effet envoyés directement et massivement dans les stations d'épuration,* ajoute Jean-Pierre Le Garrec, *ce qui n'est pas vraiment bon pour les bactéries et perturbe le processus. »*

Le scientifique est convaincu que le prochain gros problème de pollution sera lié à l'agriculture et à l'emploi des pesticides. C'est pourquoi son laboratoire travaille en ce moment, à titre expérimental, sur les choux, en Bretagne.

Certains végétaux en effet, comme le chou, ont une surface cirée qui retient particulièrement bien les micropollutions. *« Lorsqu'on procède à des épandages de pesticides dans un champ, 30 % se volatilisent dans l'air sous l'effet du soleil, à cause du vent ou de la pluie. Qu'en advient-il ? Les choux sont d'excellents bio-indicateurs, notamment pour le benzène »*, précise Jean-Pierre Le Garrec, qui songe déjà à d'autres utilisations des végétaux sentinelles, mais cette fois dans l'eau, en transposant en milieu aquatique les techniques aériennes.

Monique Raux

Alger s'oppose à toute ingérence

AU NOM du principe de la *« non-ingérence dans* [les] *affaires intérieures »*, le gouvernement algérien a sévèrement condamné l'intervention du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui avait lancé un *« appel au dialogue »* samedi 30 août, après le massacre perpétré dans le village de Raïs, au sud d'Alger. Le dirigeant historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani, libéré le 15 juillet, a indiqué dans une lettre transmise à Kofi Annan être prêt à *« lancer un appel pour arrêter l'effusion de sang immédiatement et préparer l'ouverture d'un dialogue sérieux »*.

José-Alain Fralon a recueilli les réactions des Algériens de Paris, entre révolte et consternation.

Lire page 6

La difficile rentrée de Jacques Chirac

A L'ÉLYSÉE, les conseillers du président de la République sont, certes, rentrés de vacances, mais leur programme de travail n'est pas encore établi. Trois mois après la défaite de la droite aux élections législatives provoquées par Jacques Chirac, l'heure est encore à la réflexion, voire à l'introspection. Comment en est-on arrivé là ? Que peut-on, que doit-on faire pendant une cohabitation qui ne pourra être que différente des deux précédentes ? Les longues vacances, que chacun a été incité à prendre, ont permis à tous de se reposer et de faire le point. Elles ont aussi facilité rumeurs et règlements de comptes. Ici ou là, Dominique de Villepin, le tout-puissant secrétaire général de la présidence, a été donné comme partant, pas seulement par ceux qui lui vouent une hostilité féroce.

Aujourd'hui, M. de Villepin assure qu'il a gardé la confiance du chef de l'Etat et qu'il restera son principal collaborateur. Certains de ceux dont le nom était avancé pour lui succéder répondent qu'il n'en est pas question. Ainsi Jacques Toubon, qui a rejoint l'équipe élyséenne après son échec aux législatives, explique qu'il est là pour renforcer l'entourage politique du président de la République et pour assurer la liaison avec les partis de l'opposition, mais qu'il n'a aucunement l'intention d'occuper des fonctions techniques ou exécutives, car il n'entend pas renoncer à sa propre carrière électorale.

Toutefois, chacun en convient à l'Elysée, le rôle de la présidence de la République a changé du tout au tout avec la défaite de la droite. Dorénavant, M. Chirac n'est plus associé à l'action de l'exécutif, comme du temps où Alain Juppé semblait n'être que son chef d'état-major. La manière dont le chef de l'Etat et le chef du gouvernement ont occupé leurs vacances en a donné une image presque caricaturale : pendant que le premier passait trois semaines dans l'océan Indien – huit jours à la Réunion, puis quinze à l'île Maurice –, le second ne mettait que quelques centaines de kilomètres entre Paris et lui, quittant même trois jours l'île de Ré pour rendre ses arbitrages sur les dépenses budgétaires.

Thierry Bréhier

Lire la suite page 16

La Lyonnaise de l'US Open



SANDRINE TESTUD

EN QUART de finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis, Sandrine Testud rencontrera la jeune Américaine Venus Williams. Au terme d'une saison où elle a remporté le premier tournoi de sa carrière, la Lyonnaise montre un jeu fougueux.

Lire page 20

TRAGÉDIE **Buckingham Palace devait annoncer lundi 1er septembre les détails des funérailles de la princesse de Galles, *décédée dimanche* à Paris dans un accident de voiture au cours duquel son ami « Dodi » Al Fayed a aussi trouvé la mort. ● UNE ENQUÊTE confiée à la brigade criminelle a *été ouverte pour déterminer* si les reporters photographes qui suivaient la voiture du couple « ont pu jouer un rôle » dans l'accident. Sept photographes, interpellés sur les lieux, *étaient toujours en garde* à vue, lundi. ● A LONDRES, des milliers de personnes assemblées devant les palais de Buckingham et de Kensington rendaient un hommage ému à la *princesse, dont la dépouille avait été* ramenée dans la soirée de dimanche par le prince Charles. ● LA FAMILLE royale a reçu des messages de condoléances du monde entier. *(Lire aussi pages 4 et 5, notre document pages 14 et 15 et notre éditorial p. 16.)***

La mort de la princesse de Galles suscite une émotion mondiale

L'ex-épouse du prince Charles est décédée dimanche à Paris des suites d'un accident de voiture au cours duquel son ami Emad Al Fayed a également été tué. Les circonstances du drame ont provoqué une polémique sur le rôle des « paparazzi » et le respect de la vie privée

ALORS QUE la Grande-Bretagne était en deuil, le palais de Buckingham devait annoncer lundi 1er septembre les détails des obsèques de la princesse Diana, tuée vers 0 h 30 dimanche à Paris, dans un accident de voiture au cours duquel son ami, le millionnaire égyptien Emad Al Fayed, et leur chauffeur ont également trouvé la mort. Les circonstances de l'accident ont soulevé une polémique sur le comportement de reporters photographes qui suivaient le couple et dont sept étaient toujours en garde à vue lundi matin.

C'est la reine Elizabeth qui devait décider de l'organisation des obsèques, mais, elle n'entendait le faire qu'en accord avec la famille de Diana, et notamment avec son frère, le vicomte Charles Spencer, qui vit en Afrique du Sud. Si une partie de la famille Spencer penchait pour une cérémonie intime, Buckingham est soumis à la pression de l'opinion et de la presse qui réclamaient lundi des funérailles à la hauteur de la popularité de la princesse.

Toute la nuit, des milliers de personnes ont veillé la dépouille mortelle de la princesse de Galles, ramenée de Paris dans la soirée de dimanche à lundi et déposée dans la chapelle privée du palais de Saint James, résidence officielle du prince Charles. Non loin de là, une foule nombreuse se pressait devant le palais de Kensington, qui abrite l'appartement de la princesse de Galles, déposant des fleurs et des couronnes mortuaires. Le prince Charles s'était rendu à Paris pour rapatrier le corps de son ancienne épouse, avant de regagner la propriété de Balmoral, en Ecosse, où l'attendaient les deux enfants du couple, les princes William (quinze ans) et Harry (douze ans), ainsi que le reste de la famille royale.

CROISADES ET CROISIÈRES

Alors que la BBC multipliait les émissions spéciales, la famille royale et le gouvernement britannique recevaient du monde entier des messages de sympathie et de condoléances – et autant de critiques du comportement supposé de la presse à l'égard de la princesse. Les journaux britanniques demandent des funérailles nationales pour celle qui fut à vingt ans l'épouse du prince Charles, héritier du trône, dont elle devait divorcer en 1996. C'est que, même si elle n'avait plus droit au titre de princesse royale depuis son divorce, Diana Spencer n'en continuait pas moins d'incarner la face la plus ouverte d'une monarchie britannique sur le déclin.

Sa mort est intervenue au terme de semaines estivales qui auront fait apparaître les facettes multiples de la vie d'une jeune femme qui fut, ces vingt dernières années, l'une des héroïnes les plus en vue de la culture populaire occidentale. Courant août, Diana avait, à nouveau, fait la « une » des magazines en choisissant de passer des vacances au large de la Sardaigne et Saint-Tropez en compagnie d'Emad « Dodi » Al Fayed, séducteur de starlettes, producteur de cinéma et fils du millionnaire égyptien Mohamed Al Fayed, propriétaire notamment du magasin Harrods. Mais, entre deux épisodes de ces vacances, la princesse s'était aussi rendue en Bosnie, poursuivre la lutte qu'elle menait contre les mines anti-personnel. C'était l'un de ses combats, au même titre que l'aide à l'enfance maltraitée et aux malades du sida.

De retour de Sardaigne, elle atterrit samedi 30 août à Paris, toujours avec Emad Al Fayed ; ils dînent à l'hôtel Ritz, propriété des Al Fayed. Ils quittent l'endroit vers minuit à bord d'une Mercedes de l'hôtel, conduite par un de ses chauffeurs, et également acompagnés par le garde du corps de la princesse. Les Al Fayed possèdent plusieurs résidences à Paris. Le couple est suivi par des reporters-photographes en moto ou en scooter. Roulant apparemment très vite, la Mercedes heurte un pylone dans le tunnel de l'Alma, avant d'être projetée contre le mur d'en face. Le chauffeur et Emad Al Fayed ont été tués sur le coup. La princesse est morte deux heures plus tard, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, succombant à une hémorragie pulmonaire. Le président Jacques Chirac et son épouse, ainsi que le premier ministre, Lionel Jospin, notamment, lui ont rendu à l'hôpital un dernier hommage. Emad Al Fayed a été enterré dimanche soir dans le Surrey, après une cérémonie de prières à la principale mosquée de Londres, à Regent's Park.

RÔLE DES PAPARAZZIS

Sept photographes d'agence – six Français et un Macédonien – ont été interpellés sur les lieux de l'accident et étaient toujours en garde à vue lundi matin. Menée par la brigade criminelle, l'enquête, selon le parquet, devra déterminer le rôle que ces journalistes *« auraient pu jouer dans la genèse de l'accident (...) et quel a été leur comportement sur le lieu des faits »*. Les policiers devraient pouvoir entendre le garde du corps, seul rescapé de l'accident.

Nombreuses sont les personnalités politiques qui critiquent aujourd'hui le comportement de la presse et, plus spécialement, celui des paparazzis. C'est aussi le cas du frère de la princesse Diana, le vicomte Charles Spencer, qui a déclaré : *« J'ai toujours pensé que la presse finirait par la tuer. Mais (...) je ne pouvais imaginer qu'ils prendraient une part aussi directe à sa mort, comme cela semble avoir été le cas. »* Dans un entretien accordé cet été au *Monde (lire ce document que nous publions à nouveau en page 15)*, Diana avait elle-même dénoncé la *« férocité »* de certains médias.

Véhicules les moins scrupuleux et les plus indiscrets, les tabloïds britanniques affichaient lundi matin un profil bas. Ils saluaient la mémoire de celle que de nombreux commentateurs qualifiaient de *« princesse du peuple »* ; ils refusaient de plaider coupables et dénonçaient à l'avance tout projet de législation sur la protection de la vie privée. Propriété du groupe Murdoch, le plus populaire et le plus sensationnaliste des tabloïds, le quotidien *The Sun*, écrivait lundi matin : *« Diana est morte en France, pays qui a les lois sur la vie privée les plus dures qu'on puisse imaginer et les paparazzi les plus sauvages. »*

La brigade criminelle enquête sur le rôle des journalistes présents

L'ENQUÊTE confiée à la brigade criminelle devra déterminer le rôle que les photographes *« auraient pu jouer dans la genèse de l'accident de la princesse Diana et de Dodi Al Fayed »* en établissant *« quel a été leur comportement sur le lieu des faits »*, selon le communiqué rédigé dimanche 31 août par le parquet de Paris. Il appartient donc à la justice d'établir la part qui revient aux excès des *paparazzi* et à une vitesse excessive dans l'enchaînement des faits qui ont provoqué la mort de la princesse de Galles, de son ami Dodi Al Fayed et du chauffeur de leur véhicule lancé à grande allure dans Paris, dimanche matin peu après minuit, pour échapper aux photographes de presse. Interpellés sur les lieux par les policiers, sept d'entre eux étaient toujours en garde à vue lundi matin 1er septembre. Il s'agit aussi bien de professionnels reconnus appartenant à des sociétés réputées – Jacques Langevin pour Sygma, Nicolas Arsov pour Sipa, et deux journalistes de Gamma – que de photographes travaillant pour des agences spécialisées dans les reportages sur les célébrités (Angelli, Stills) et d'un indépendant d'origine yougoslave.

La traque a commencé en fin d'après-midi quand des photographes, avertis de l'atterrissage à l'aéroport du Bourget d'un jet privé transportant le couple, se sont mis à l'affût aux abords de l'hôtel Ritz. En fin de journée, ils ont repéré la princesse de Galles et son compagnon à l'entrée du palace parisien appartenant au père de Dodi, le richissime égyptien Mohammed Al Fayed. Après avoir dîné dans l'établissement, la princesse et son ami ont essayé d'échapper à la surveillance de la vingtaine de *paparazzi* postés à l'extérieur du palace en cherchant à rejoindre, peu après minuit, un hôtel particulier du 16e arrondissement. Une diversion a été imaginée par l'équipe assurant leur protection : une voiture de marque britannique conduite par le chauffeur habituel du couple a été utilisée comme un leurre en sortant à vive allure du parking à l'usage des clients de l'hôtel. La princesse de Galles et Dodi Al Fayed se sont installés, eux, à l'arrière d'une Mercedes noire S 280 louée par le Ritz. Le directeur de la sécurité du palace, Henri Paul, a pris le volant, tandis que le garde du corps britannique de la princesse, Trevor Rees-Jones, s'est assis sur le siège du passager avant.

À PLUS DE 140 KM/H

Mais le stratagème a été éventé : la voiture du couple a été aussitôt prise en chasse par cinq ou six photographes circulant sur des motos. Au début de la course-pousuite qui s'est engagée dans les petites rues adjacentes de la place Vendôme, puis sur la place de la Concorde, les photo-journalistes ont réussi à se porter à la hauteur de la Mercedes. Arrivée sur les quais de la rive droite de la Seine, la berline a pu accélérer en profitant de l'absence de feux rouges sur ce tronçon comportant deux foix deux voies à sens unique. Selon les premiers témoignages, la voiture a pu pousser une pointe supérieure à 140 kilomètres/heure.

Après avoir foncé sur une distance d'environ un kilomètre, le conducteur a atteint le tunnel du pont de l'Alma. Sa course a alors été gênée par un véhicule respectant la limitation de vitesse (50km/h) en vigueur sur cette portion de la voie Georges Pompidou. C'est en cherchant à contourner cette voiture que le chauffeur a perdu le contrôle de la Mercedes. La violence du choc contre un pilier central du tunnel a écrasé tout l'avant du véhicule, imprimant la marque du pilier dans le capot de la voiture sur une profondeur de près d'un mètre. La grosse cylindrée a fini sa course en rebondissant contre le mur du tunnel. Aucun des deux-roues lancés à sa poursuite n'a été accidenté. La distance à laquelle se trouvaient les poursuivants au moment du drame reste à déterminer.

Moins de trente secondes plus tard, des photographes de presse sont en tout cas arrivés sur les lieux de l'accident. L'acharnement avec lequel ils ont « mitraillé » la scène a choqué des témoins directs des faits. Selon la dizaine de témoignages d'automobilistes présents dans le tunnel, les reporteurs ont entrepris de photographier l'intérieur de la voiture alors que les victimes perdaient abondamment leur sang. Un touriste américain assure avoir vu un cameraman filmer la Mercedes moins d'une minute après l'accident. Certains photographes ont été jusqu'à repousser ceux qui, voulant porter secours aux passagers, avaient le tort de se trouver dans le cadre. Deux gardiens de la paix, arrivés sur les lieux peu après, ont été enjoints par des photographes de les laisser *« faire leur travail »*.

Vers minuit et demi, les secouristes ont d'abord dégagé le corps de la princesse de la carcasse du véhicule. Deux équipes médicales du SAMU et des Sapeurs-Pompiers de Paris lui ont prodigué les secours d'urgence, puis des soins intensifs, diagnostiquant un traumatisme crânien, une fracture d'un bras, des plaies importantes à une cuisse et un traumatisme thoracique, qui devait être fatal à Lady Diana. Le décès a été constaté à l'hôpital à 4 heures du matin. La mort de la princesse de Galles qui *« présentait un choc hémorragique gravissime d'origine thoracique »* a été annoncée par le Docteur Bruno Riou du service de réanimation de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, en présence du ministre de l'intérieur et du préfet de police de Paris. Hospitalisé dans un état grave, le garde du corps devrait pouvoir être ultérieurement interrogé par les enquêteurs.

Sept reporteurs ont été interpellés par les policiers qui, arrivés en renfort quelques minutes après l'accident, ont aussi saisi un certain nombre de pellicules. Il est probable que d'autres photographes avaient réussi à s'esquiver. Le parquet de Paris a confié l'enquête à la brigade criminelle, assistée par la division de police judiciaire compétente et par le Bureau central des accidents de la préfecture de police de Paris. Le père de Dodi Al Fayed a annoncé son intention de se constituer partie civile dans l'information judiciaire qui devait être ouverte pour « non assistance à personne en danger » par le parquet de Paris.

Erich Inciyan

La Mercedes classe S, une voiture sûre

La voiture dans laquelle la princesse de Galles et Dodi Al-Fayed ont trouvé la mort était une Mercedes de type S 280. Cette luxueuse limousine, dont le poids atteint 1,9 tonne et le prix avoisine les *400 000 francs, constitue le haut de gamme de la marque à l'étoile.* Son moteur affiche une puissance de 197 chevaux pour une vitesse de pointe de 215 km/h. Réputée comme l'une des voitures les plus sûres au monde, la classe S est équipée de deux airbags (sacs gonflables de sécurité) installés l'un dans le volant et l'autre devant le passager avant. Contrairement aux versions plus prestigieuses telles que la S 600, la S 280 utilisée par Lady Diana n'était pas dotée d'airbags latéraux, ni du système ETS (electronic stability program), un mécanisme qui permet de remettre la voiture dans sa trajectoire si le conducteur aborde un virage trop rapidement. De même, ce véhicule ne disposait pas du nouveau système de freinage d'urgence assisté mis au point par Mercedes.

Admirateurs et badauds sur les lieux du drame

« MOI, *je suis venue par curiosité, pour voir un bout du pied de Charles,* avoue la dame en rose ; *je n'avais pas une grande admiration pour elle, toutes ces toilettes...*

– Moi, je suis là pour elle. J'ai été choquée que la reine et Charles se déclarent consternés. Ils sont en grande partie responsables », répond la dame en bleu, *Autant je méprise les princesses de Monaco...*

– Ça ne se compare pas, Monaco, c'est de l'opérette, l'Angleterre c'est autre chose !

– Oui, mais je préfère Di à Stéphanie. C'est comme Grace, elle était sympa ! »

Un silence. *« Grace »* (Kelly) met tout le monde d'accord.

« C'est triste. Cet été, j'ai lu tous les magazines, Gala, Voici, *etc.*, avance une troisième dame avec timidité. *Ce matin, j'avais les larmes aux yeux. »*

Voilà plus d'une heure qu'elles papotent, confortablement installées sous un porche, face à l'hôpital de la Pitié. Simples curieux ou vrais admirateurs de la princesse, ils sont des centaines sur le boulevard de l'Hôpital. Au premier rang, les Anglais. En ce dernier dimanche d'août, tout ce que la capitale compte de sujets britanniques est venu s'agglutiner le long des barricades dressées par la police. Comme sur le pont de l'Alma, autre lieu de mémoire, ils sont de loin les plus nombreux et les plus affligés. *« C'est une tragédie »*, répètent à l'envi les touristes, qui n'en oublient pas pour autant la photo souvenir. *« Tout le monde pensait la connaître. Elle avait notre âge »*, explique une jeune femme.

« Je suis surpris d'être aussi choqué, avoue un Ecossais ; *je devais partir en province cet après-midi, et je suis là. Pourtant je ne suis pas royaliste, mais c'était la seule de la famille à avoir la fibre humanitaire. »* Accoudé au tunnel de l'Alma, un cadre britannique contemple, rêveur, la foule qui dépose des bouquets ou de simples fleurs sur le gazon. *« Diana était attachante,* dit-il, *elle était le point de fixation des fantasmes et des obsessions des uns et des autres. C'est dérisoire qu'elle soit morte ici. Elle avait été dans des endroits beaucoup plus dangereux. »* Pont de l'Alma, l'ambassadeur du Salvador est venu, anonyme, déposer un somptueux bouquet. *« Tout le monde aimait Diana chez nous,* dit-il, *elle n'était jamais venue mais c'est comme si elle y était allée. »*

LES DISCUSSIONS DÉGÉNÈRENT

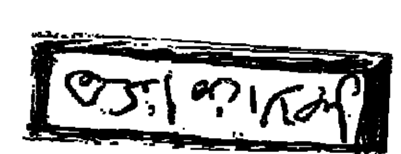
Côté français, les avis sont beaucoup plus partagés. Si les vrais fans et les amateurs de la presse à scandales tiennent le haut du pavé, narrant religieusement les moindres faits et gestes de la princesse, beaucoup parmi les badauds ne partagent pas cette vénération. *« Je pense surtout à ses enfants, le reste, c'est discutable »*, assure une habitante du douzième, venue *« en voisine »* boulevard de l'Hôpital. *« Ce qui me touche, c'est ce qu'elle a fait pour les enfants de toutes les races*, renchérit une institutrice martiniquaise fraîchement débarquée de l'avion, *pour le reste... »* Deux idolâtres les apostrophent : *« Comment dire ça ? C'était une femme très belle, très intelligente, j'aurais aimé qu'elle soit enterrée à Paris ! »*, dit l'une. *« Mine de rien, elle n'était pas seulement connue, elle était exceptionnelle »*, ajoute une jeune fille, venue de Cachan avec ses frères pour *« rendre un dernier hommage »*.

La chaleur et l'ennui aidant, les discussions dégénèrent très vite face à l'hôpital. Principaux accusés : la famille royale, surtout Charles – que tout le monde guette quand même impatiemment – et la presse. Ah, la presse ! *« Non contents d'avoir causé la mort, les vautours sont là, ils sucent ! »*, accuse un badaud, en montrant des dizaines de voitures de télévision garées tant bien que mal tout au long du trottoir. Les photographes se font tout petits. Les journalistes de radio, contraints de prendre du son, se rabattent sur les questions-bateau – *« Vous aimiez Diana ? Pourquoi ? »* –, histoire d'amadouer le public. Les innombrables journalistes étrangers tentent vainement de trouver de « vrais Français » parlant l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, l'indhi, etc.

La foule pourtant est plus perplexe que franchement agressive envers la presse. *« Tout le monde ici lit* Paris Match *ou* France-Soir, *c'est un problème de société »*, lance courageusement un jeune homme. *« Elle a joué avec les médias. Si elle avait été dîner dans un boui-boui du 10e, on ne l'aurait pas reconnue. Quand on s'affiche... »*, renchérit sa voisine. *« Elle était divine, si pure, c'était une étoile*, intervient une infirmière, venue de Poissy porter trois roses. *J'espère que les paparazzi seront punis ! » « Ça s'appelle la rançon de la gloire. La reine des Pays-Bas est beaucoup plus riche, elle ne fait pas parler d'elle »*, tranche un quatrième larron.

Le débat est dans la rue. Mais lorsqu'on s'éloigne des lieux du drame, la passion cède vite le pas à une indifférence à peine voilée. *« Ça fait beaucoup, quand même, pour une seule mort »*, estime, discrètement, un épicier algérien entre deux clients assoiffés. *« C'est bien triste, mais il y a des choses aussi tristes ; le gars qui s'est fait assassiner l'autre jour en laissant quatre gosses...*, dit un voisin qui promène son chien. *En France, elle fait rêver. Moi qui ne suis pas royaliste, j'appréciais qu'elle tienne tête à tous ces gens. »* Dans une laverie automatique, un jeune couple reste perplexe. Elle s'en moque. Lui hésite : *« Quand même, je l'aimais bien. »* Plus loin encore, une famille hausse carrément les épaules : *« C'est dommage pour elle, mais, hélas !, cela arrive tous les jours. Il y a eu deux cent morts en Algérie... »*

Véronique Maurus



PARIS
Samedi soir
repérés par des photographes, la princesse et le milliardaire entrent au Ritz pour changer de voiture. Ils tentent de sortir discrètement par l'arrière de l'hôtel
1
Madeleine
Hôtel Ritz
Rue Cambon
Place Vendôme
Champs-Elysées
Place de la Concorde
Tunnel
3
Av. de New-York
2
Cours Albert-Ier
Alma
Assemblée Nationale
Une course-poursuite s'engage avec des photographes à moto ou scooter.
A bord de la Mercedes : Lady Di, Emad Al Fayed, un chauffeur et un garde du corps.
500 m
3 La Mercedes S 280 s'engage à vive allure dans le tunnel
Concorde
Vers Trocadér.
L'auto percute un pilier central...
... puis le mur de droite

Diana, du mariage de « conte de fées » aux révélations qui ébranlèrent Buckingham

LONDRES
de notre correspondant

« Ceci est de l'étoffe dont on fait les contes de fée », avait déclaré l'archevêque de Canterbury, Mg Runcie, le 29 juillet 1981, lors de la cérémonie nuptiale sous le dôme de la cathédrale Saint-Paul, devant toutes les têtes couronnées, les chefs d'Etat par dizaines et 270 millions de téléspectateurs. Tout le monde comprit ce jour-là qu'un événement « historique » venait de se produire. Charles, l'héritier de l'un des plus vieux trônes au monde, avait choisi pour femme une jeune fille mignonne, âgée de dix-neuf ans, donc de treize ans sa cadette, et qui correspondait parfaitement à l'idée que le peuple se fait d'une future reine. Le bon choix, donc. De l'épouse du prochain chef de l'Etat, les braves sujets attendent traditionnellement quatre choses : qu'elle soit de haut lignage et au fait de l'étiquette pour se couler facilement dans le moule d'une vie dominée par un protocole rigide. Qu'elle se montre ensuite mère de famille exemplaire en donnant rapidement un héritier et un *supplément à celui-ci en cas de malheur*. Qu'elle accomplisse ses devoirs de représentation, qui font l'ordinaire du clan Windsor. Enfin, qu'elle ne rompe pas la magie de la monarchie, d'ascendance germanique, issue des Hanovriens, étendue aux Saxe-Cobourg et rebaptisée Windsor, grâce à laquelle le royaume se sent immortel.

Née le 1er juillet 1961 à Park House, dans un logement de fonction situé sur le domaine du château royal de Sandrigham, prêté au comte de Spencer, alors écuyer de la reine Elizabeth II, Diana est un pur *produit de l'establishment anglais*. Sa grand-mère maternelle, Lady Fermoy, est la meilleure amie de la reine mère Elizabeth. Sa sœur aînée, Sarah, a été l'une des *girl friends* du prince Charles, que Diana a rencontré pour la première fois à l'âge de seize ans, à l'occasion de l'une de ses fréquentes visites. Sa jeunesse est toutefois difficile, car sa mère, Frances, a quitté le domicile familial en 1967 pour rejoindre un richissime homme d'affaires, abandonnant la garde des quatre enfants à lord Spencer. Peu douée pour les études, un vague diplôme de cuisine *et de couture obtenu dans un institut* suisse en poche, la jeune fille est au pair dans une bonne famille puis assistante (à mi-temps, ce qui fait bon genre) dans une école maternelle privée de Londres, dirigée par une amie de sa sœur Jane. La romancière Barbara Cartland, mère de sa belle-mère, Raine, affirme que cette fée du logis n'a jamais, de sa vie, approché un homme ! La dulcinée a du caractère puisqu'elle refuse le rituel des épousailles anglicanes qui oblige la jeune promise à jurer obéissance à son époux. La « dianamania » explose, permettant au passage au gouvernement Thatcher, au plus bas de sa popularité, de faire oublier pour un temps la terrible récession, les émeutes dans les ghettos noirs ou les menaces d'attentats de l'IRA...

Onze mois après les noces naît William, qui deviendra, *« si Dieu le veut »*, 42e monarque, puis, en 1984, Harry. La succession est assurée, les enfants bien élevés, avec amour, sous sa direction, et non laissés à des gouvernantes. La présence de la princesse de Galles au concert Live Aid en faveur de l'Ethiopie touchée par la famine, sa promotion de la haute couture *londonienne* et ses visites aux jeunes laissés-pour-compte l'attestent : la nouvelle venue mobilise les jeunes au service d'une institution dont la popularité jusque-là était réservée aux adultes et aux personnes âgées.

Mais son refus d'être la potiche que l'on exhibe va bouleverser la donne. Car la petite souris un tantinet boulotte se transforme en vraie belle femme, mince et volontaire. La star, que les paparazzi ne lâchent plus, ose même voler la vedette à son royal époux. *« Jusqu'en 1985*, raconte Antony Holden, auteur d'une biographie remarquée sur le prince Charles, *Diana était particulièrement attrayante. Elle commençait déjà à devenir un symbole glamour, mais il restait encore quelque chose de l'adolescente. Elle était jolie, pure, et la fraîcheur en personne. »*

En public, *Her Royal Highness* ne cesse d'afficher son bonheur, épaulant son mari, mais les manifestations de tendresse conjugale se font rares. Une longue enquête, intitulée « Ça barde entre Charles et Di », publiée fin 1985 par la revue américaine *Vanity Fair*, où Diana est comparée à Alexis Carrington, l'héroïne de *Dynasty*, la saga télévisée alors à la cote, provoque un joli tollé. Le prétendu autoritarisme de la *princesse, qui a congédié tout le* personnel précédemment au service de son mari lorsqu'il était célibataire, les fortunes dépensées pour sa garde-robe, l'influence jugée néfaste de sa grande copine Sarah Ferguson, qui épouse Andrew, le fils cadet de la reine, au cours de l'été 1986, ne cessent de défrayer la chronique des échotiers. Pour tenter de calmer le jeu, le couple donne sa première interview télévisée depuis 1981 : l'altesse rayonnante affirme qu'on *« parle trop d'elle »* dans les journaux. Ce qui n'empêche pas la diva de Kensington Palace de ne lire avidement au petit déjeuner que les coupures de presse qui lui sont consacrées.

En 1987, la machine parfaitement huilée du palais de Buckingham, voué au culte du secret, commence à se détraquer. Le service de presse des « Wales » se révèle incapable de maîtriser une situation qui exigerait l'aveu de quelques négligences. Les orages s'accumulent : Charles passe de moins en moins de temps en compagnie de son épouse, qu'il méprise sans le montrer. Les récriminations de cette dernière, qui passe d'innombrables soirées seule, regardant la télévision avec un plateau-repas ou écoutant, le walkman à l'oreille, ses groupes favoris comme Wham ou Dire Straits, pleuvent. Mais l'entêtement majestueux de l'entourage de la reine conduit lentement le ménage à sa perte. Signe de discrédit : l'hebdomadaire dominical *News of the World* n'hésite pas à faire sa manchette avec Diana et son nouveau chevalier servant, un banquier de vingt-neuf ans, qui l'accompagne dans les boîtes de nuit. Egocentrisme, narcissisme, obsession de sa propre image, soif de divertissements et... maintenant des liaisons de plus en plus dangereuses. Le roi de la « presse à caniveau », le photographe Jason Fraser, la surprend un soir en train d'embrasser longuement sur la bouche un officier du régiment des dragons à la sortie d'une soirée. S'effondrant en larmes, elle se fait remettre la pellicule. *« Je me suis fait avoir par son charme. Quand je lui ai donné la bobine, comme par enchantement, elle a cessé de pleurer »*, se souvient le paparazzi.

Malgré le parfum de scandale qui flotte subrepticement dans son sillage, les braves gens continuent de l'aimer et de la respecter. Ils lui savent gré d'être moins distante qu'Elizabeth II, moins sujette à des crises mystiques que Charles, plus féminine que la princesse Anne, moins extravagante que la princesse Margaret. Avec Diana, les Windsor obtiennent cette pincée de strass qui leur manquait tant. A la fois très proche et terriblement distante, moderne mais dotée d'une haute idée de sa dignité. Sous son égide, la dynastie est mise brutalement au goût du jour : présidente de l'Association nationale de lutte contre le sida, la princesse ose serrer la main, sans gant – nous sommes en 1987 –, d'un malade atteint du sida d'un hôpital londonien. Le très conservateur *Mail on Sunday* s'étrangle de fureur : *« Veut-elle finir dans l'Histoire comme sainte des pédés ? »*

1992 est sacrée *annus horribilis* (une année horrible) par la reine, qui, fêtant ses quarante ans de règne, est confrontée à l'écroulement des mariages de trois de ses enfants et à l'incendie du château de Windsor. Pour sa bru, c'est la *descente aux enfers. Le livre Diana, sa vraie vie*, écrit par Andrew Morton avec l'aide des proches de la princesse, révèle les dessous d'un mariage arrangé, dénué d'amour, qui a poussé la princesse à cinq tentatives de suicide. Dans la foulée, le tabloïd *The Sun* publie des photos envoyées par un valet anonyme montrant que le couple fait chambre à part depuis 1986. En septembre éclate l'affaire de la conversation privée et piratée datant de 1989 entre une femme qui pourrait être la princesse Diana et un homme qui pourrait êtreJames Gilbey, *« un ami de longue date »*. Le quotidien à sensation ouvre une ligne téléphonique où, pour 30 francs, le quidam peut entendre la voix des deux tourtereaux. Un peu plus tard, un voyage officiel en Corée, périple de réconciliation préparé par le Foreign Office à la demande expresse du monarque, se termine en fiasco. Pas un regard échangé entre mari et femme, pas un sourire, une hostilité à peine déguisée. Enfin, les feuilles à scandale divulguent l'aventure du futur Charles III avec son amour de jeunesse, Camilla Parker-Bowles, une femme mariée, liaison reprise dès 1983. Le 9 décembre, le premier ministre, John Major, annonce à une Chambre des communes abasourdie la séparation à l'amiable du prince et de la princesse de Galles.

Pour Lady Di, les déboires s'accumulent en 1993-1994. Le palais réduit toutes ses apparitions publiques. Lors d'une tournée au Népal, l'ambassadeur de Sa Très Gracieuse Majesté interdit qu'on joue l'hymne national en son honneur. Des sources proches du palais qualifient une mission humanitaire au Zimbabwe de *« voyage narcissique »*. Plus grave, le président de la commission des plaintes contre la presse l'accuse publiquement de manipuler les médias afin de présenter sa propre version sur les démêlés conjugaux du couple. En mai, la confrontation Charles-Diana prend un cours nettement plus politique avec les assertions du *Daily Mirror* selon lesquelles le contre-espionnage britannique a mis Kensington Palace sur écoutes à la requête du chef de cabinet de la reine, Robert Fellowes, son propre beau-frère, inquiet de ses conversations avec des journalistes *« amis »* ! Dans ses appartements, la maîtresse des lieux se sent enfermée dans un huis clos hostile. Elle soupçonne son plus proche conseiller, Patrick Jepson, copain de promotion du bras droit du prince de Galles, de la trahir.

Car tout est fait pour discréditer la princesse de Galles. A l'instar d'une liaison avec un certain William van Straubenzee à qui son père, pourtant, ne connaissait jusque-là aucune compagnie féminine. Ou ces articles, citant des sources proches de la cour, dénonçant son goût prononcé pour les vacances exotiques ou les onéreuses séances de massage de la plante des pieds chez une esthéticienne. La *matière de ses caprices paraît inépuisable* et susceptible d'infinies variations. *« La princesse n'aurait jamais pu obtenir une place à l'université ; elle a gagné un prince mais n'a pas su le garder. Elle est prisonnière des feux de la rampe ; prête à tout pour détruire le trône »*, écrit Lord Wiatt, proche de la reine mère, reflétant l'hostilité ouverte de la haute aristocratie.

> « Elle a gagné un prince mais n'a pas su le garder. Elle est prisonnière des feux de la rampe, prête à tout pour détruire le trône », écrit Lord Wiatt

Harcelée, Diana l'est jusque dans son gymnase, où un prof indélicat la photographie à son insu, en justaucorps, clichés vendu pour 120 000 livres au *Daily Mirror*, qui les *publie en octobre. Lady Di est* la victime de la formidable guerre des tarifs que se livrent alors les journaux britanniques. Mais ses avocats saisissent les tribunaux, qui contraignent le quotidien travailliste à lui remettre les 80 négatifs la montrant vêtue d'un collant à fleurs et d'un short de cycliste et à verser d'importants dommages et intérêts à une organisation caritative dont elle est la présidente.

Les révélations de l'ancien officier James Hewitt, affirmant avoir été son amant pendant trois ans, et la *love story* qu'on lui prête avec Will Carling, capitaine de l'équipe anglaise de rugby, l'empêchent d'obtenir du premier ministre cette mission d'ambassadrice chargée de l'action humanitaire dont elle rêve. L'interview du prince Charles, le 29 juin 1994, dans laquelle il révèle ses infidélités, et l'incroyable réplique de son ancienne épouse, un an plus tard, dans laquelle la *« reine des cœurs »* dit qu'elle ne s'attend pas à devenir reine, achèvent de consommer la rupture. Peu avant Noël, la reine demande à Charles et Diana de divorcer le plus rapidement possible, ce qui est fait le 28 août 1996.

Cet acte libère celle qui doit désormais se contenter du titre de « Diana, princesse de Galles ». A trente-six ans, la Lady a de la ressource. Elle sait passer de la jet-set, style Dodi Al Fayed, aux hautes sphères de la diplomatie, à l'image de sa campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel. Pour garder sa portée symbolique, une légende se doit de conserver sa part de mystère, à l'instar de Marilyn Monroe, Jacqueline Onassis ou Greta Garbo. Avec sa mort inopinée, Diana est redevenue légende. Comme l'affirmait le poète romantique Keats : *« A jamais jeune, à jamais superbe. »*

Marc Roche

La presse égyptienne avance la thèse d'un complot

ALEXANDRIE
de notre envoyé spécial

Dans le café Saber à Agami, à vingt kilomètres à l'ouest d'Alexandrie, ce Saint-Tropez d'Egypte où la famille Al Fayed possède une superbe villa en bord de mer, les accusations ont fusé après le journal du soir, dimanche 31 août. Une formule est revenue comme un leitmotiv : *« Les Anglais n'auraient jamais accepté qu'un Egyptien soit le beau-père du futur roi d'Angleterre. »* Seul point de divergence : qui a été l'exécuteur des basses œuvres ? Les services secrets de Sa Majesté ou un homme de main de la mafia ?

Réactions spontanées compréhensibles à Alexandrie, ville natale de « Dodi », où tout le monde était sûr du prochain mariage de la princesse de Galles et du *« prince de l'amour »*. Des proches des Al Fayed avaient indiqué à la presse locale que les préparatifs des noces allaient bon train. Le journal *El Messa* de dimanche avait même publié un photomontage où l'on voyait Diana en robe de mariée tenant la main de « Dodi », costume sombre et fleur à la boutonnière.

Mais la passion a débordé la rue alexandrine pour atteindre la très officielle agence de presse égyptienne MENA. *« Le scénario des événements suggère qu'il pourrait s'agir d'un complot »*, a affirmé une dépêche de l'agence. MENA rappelle *« le racisme éhonté dont a fait preuve la presse britannique après l'annonce de la relation de Emad et Diana »*. Le seul fait *« d'être égyptien, arabe et musulman suffit pour allumer la mèche du racisme dans une société britannique qui se targue d'être démocratique »*, a ajouté l'agence, précisant que les Anglais n'auraient pas pardonné au père de « Dodi », Mohamed Al Fayed, d'avoir mis en cause *« des responsables du Parti conservateur qui recevaient des pots-de-vin en échange de services qu'ils lui rendaient »*. Et MENA de conclure : *« Y a-t-il eu accident ou complot pour liquider les deux plus célèbres amoureux de la fin du XXe siècle ? »*

Les journaux du lundi 1er septembre, qui consacrent leur « une » et plusieurs pages intérieures à la mort de la princesse de Galles et d'Emad Al Fayed, ne sont pas en reste. Le syndrome du complot revient dans tous les gros titres avec cette indication, sans autres détails : *« Selon un témoin, l'accident semblait prémédité. »* Les éditorialistes de la presse officieuse ou d'opposition vont encore plus loin. Le journal d'opposition libérale *El Wafd* se demande *« à qui profite la mort de la princesse et d'Emad Al Fayed ? »*. *Al Ahram* évoque aussi la possibilité d'un complot ourdi pour se débarrasser de la princesse et de son ami du pays des Pharaons. Les dessinateurs du même journal représentent Cupidon pleurant sur Lady Di et « Dodi », tandis que *Al Akhbar* titre sur la *« fin tragique d'une romance »*.

Beaucoup d'Egyptiens ne cachent pas leur amertume face à la couverture médiatique de l'événement. *« Il n'y en a que pour la princesse Diana. Personne n'a pensé au pauvre "Dodi". Clinton n'a même pas prononcé son nom en présentant ses condoléances »* : telles sont quelques-unes des réactions des Egyptiens munis d'antennes paraboliques qui zappaient lundi entre les chaînes de télévision étrangères diffusées par satellites. Ils partagent donc l'avis des journaux qui accusent la presse populaire britannique d'avoir agi *« en Grand Inquisiteur »* à l'égard de Emad Al Fayed *« à qui ils avaient collé tous les défauts du monde »*. Une attitude d'autant moins appréciée que « Dodi » était devenu une sorte de héros national égyptien qui avait *« vengé l'Egypte de l'affront de soixante-dix ans d'occupation britannique »*.

> Pour l'agence MENA, le seul fait « d'être égyptien, arabe et musulman suffit pour allumer la mèche du racisme dans une société britannique qui se targue d'être démocratique »

Une firme d'Alexandrie a présenté ses condoléances à la famille Al Fayed sur une demi-page de la section nécrologie d'*Al Ahram*. La popularité des Al Fayed a été confortée par la création d'une société de bienfaisance. La famille est connue pour ses nombreux dons aux hôpitaux (appareils pour dialyse et fauteuils pour handicapés).

Mais si les défenseurs de « Dodi » sont nombreux à Alexandrie, il y a aussi ceux qui trouvent qu'il n'avait pas que des qualités. Des camarades de classe du Victoria College – dont ont été notamment diplômés le roi Hussein de Jordanie, l'acteur Omar Charif et le réalisateur Youssef Chahine – se souviennent d'un jeune homme mélancolique le jour et extraverti la nuit, toujours plus à l'aise avec les jeunes filles qu'avec les livres.

« "Dodi" et Diana, qui étaient tous deux issus de familles dont les parents étaient divorcés et remariés, auraient pu vivre comme Onassis et Jacqueline Kennedy, mais le destin leur a réservé le sort de Roméo et Juliette », a déclaré, en guise d'oraison funèbre, un Alexandrin, ancien compagnon d'Emad Al Fayed.

Alexandre Buccianti

A Londres, des dizaines de milliers d'anonymes pleurent Lady Diana

Plusieurs journaux britanniques ont demandé que des obsèques nationales soient organisées, même si Diana n'avait plus droit au titre de princesse royale depuis son divorce d'avec le prince Charles

La dépouille mortelle de la princesse Diana a été transportée très tôt, lundi 1er septembre, *à la chapelle royale de Saint James* Palace, la résidence officielle du prince Charles à Londres, alors que Buckingham Palace s'apprêtait à annoncer dans la journée les détails de ses funérailles. *« Une fois achevées les formalités de décès dans une morgue privée, le corps de Diana, princesse de Galles, a été transporté à la chapelle du palais royal de Saint James à 00 h 10 locales* (23 h 10 GMT) », a indiqué Buckingham Palace, confirmant que la date et la forme des cérémonies seraient annoncées dans la journée de lundi. Plusieurs journaux britanniques ont demandé, lundi matin, que des obsèques nationales soient organisées, *même si Diana n'avait plus droit au titre de* princesse royale depuis son divorce d'avec le *prince* Charles, il y a un an. La décision *sera prise par la reine Elisabeth, le* gouvernement et la famille de Diana. L'ami de Diana, « Dodi » Al Fayed, a été inhumé dimanche au cimetière de Woking, dans le sud de l'Angleterre.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Londres pleure sa princesse à la manière des petites gens, avec de modestes bouquets, des mots simples, des poèmes d'enfants. Depuis l'annonce de la mort de Lady Diana, dimanche matin 31 août, des dizaines de milliers d'anonymes, britanniques et étrangers, affluent vers son palais de Kensington. La bâtisse de briques rouges semble pourtant déserte, sans le moindre signe de vie, surveillée simplement par une statue de William III d'Orange. Mais la foule, agglutinée contre les grilles, n'en finit plus de déposer des monceaux de roses, de jonquilles, d'iris... Sur les pelouses du parc voisin, des groupes se forment. On allume des bougies, on accroche des photos de la défunte, une fillette offre son ours en peluche. Londres est en deuil, Londres est en fleurs.

En quelques heures, Kensington est ainsi devenu le cœur de la nation et le point de ralliement de tous les touristes de la capitale. Des Italiens, des Français, beaucoup d'Asiatiques viennent s'y recueillir, prier, prendre des photos. Les Anglais, eux, arrivent par familles entières. Ils sont de toutes les origines, de tous les milieux sociaux. On croise des Londoniens d'Islington ou de Bromley, des « *Geordies* » de Newcastle, des « *Scousers* » de Liverpool. Les vieilles dames pleurent, le mouchoir à la main. Les hommes ont la larme à l'œil. Chacun y va de son mot d'adieu, griffonné sur une carte de visite ou un cahier d'écolier : *« A la princesse Diana, une si gentille personne »* ; *« A Diana, notre vraie reine »* ; *« Nous vous aimions beaucoup »*...

Dans un même élan de solidarité nationale, la foule se masse aux abords de Buckingham, le palais de la famille royale, et à la cathédrale Saint-Paul, pour une messe improvisée. Elle n'oublie pas non plus « Dodi » Al Fayed, l'ami de la jeune femme, tué à ses côtés dans l'accident du pont de l'Alma : quelques dizaines de bouquets, et des lettres en arabe, tapissent l'entrée principale du magasin Harrods, propriété de la famille Al Fayed.

A l'image du reste du pays, Londres est dans un état second, profondément choqué. Sur les monuments, les drapeaux sont en berne. Dans les pubs, les téléviseurs restent allumés en permanence. Les chaînes diffusent des émissions spéciales à longueur de journée. Des quartiers chics aux faubourgs populaires, les spectacles sont annulés, les matchs de football reportés.

TABLOÏDS SUR LA SELLETTE

En souvenir de cette princesse surnommée la *« reine du peuple »*, la population imagine déjà des obsèques nationales, accessibles au plus grand nombre. Aux yeux de tous, Diana était un personnage familier. *« Nous avons grandi avec elle, nous savons tout de son histoire, ses joies, ses souffrances »*, résume une Londonienne de trente-cinq ans.

Dans les discussions sur sa mort, les mêmes mots reviennent souvent. *« Ils l'ont tuée »*, répètent les Britanniques au sujet des paparazzi lancés à sa poursuite. *« Ils l'ont tuée »*... comme s'il était écrit que cette traque s'achèverait par un drame, à Paris ou ailleurs. Au-delà d'une poignée de photographes, c'est la profession de journaliste dans son ensemble qui se retrouve mise en cause. Accusés de voyeurisme acharné, les médias sont montrés du doigt. *« J'ai toujours dit que la presse finirait par la tuer »*, a déclaré Earl Spencer, le frère de Diana. Même si aucune violence n'a été signalée, plusieurs cameramen et des photographes ont été pris à partie, à Kensington et Buckingham.

Tout indique que la polémique va prendre de l'ampleur dans les jours à venir. Les critiques concernent surtout les journaux populaires, les tabloïds, dont la princesse était la cible favorite. Rien de ce qui touchait à ses amours ne leur échappait. Sa disparition n'y changera rien. Malgré la controverse sur le rôle des médias, ces journaux à scandales continuent de se vendre par millions. Devant les stations de métro, les vendeurs d'éditions spéciales sont pris d'assaut. Jamais ils n'ont eu autant de succès.

Philippe Broussard

Les journaux à scandales, 48 millions de lecteurs

La presse britannique à scandales comprend neuf titres tirant à plus de 16,2 millions d'exemplaires pour quelque 48 millions de lecteurs. Le journal dominical *News of the World* (10 millions d'acheteurs) et le quotidien *The Sun* (3,8 millions d'exemplaires) – détenus par Rupert Murdoch – se taillent la part du lion des exclusivités tarifées des vedettes ou des anonymes dont l'histoire est susceptible de faire vendre du papier. Pratique courante outre-Manche, le *« journalisme de chéquier » est tant ancré dans les mœurs que nombreux sont ceux qui acceptent de voir leur vie privée passée au crible en échange d'une enveloppe. Le grand rival du Sun* est le *Daily Mirror* (2,3 millions d'exemplaires), proche du Parti travailliste. – *(AFP)*

Une période moins tumultueuse de l'histoire de la monarchie va s'ouvrir

LA MORT de la princesse de Galles devrait mettre une sourdine aux débats monarchiques dans ce pays où la royauté intéresse de moins en moins les jeunes générations. Le deuil est généralement l'occasion d'une union sacrée. Que peut-il se passer désormais ? L'accident survenu à Paris met brutalement fin à l'incessante chronique des faits et gestes de Diana et à l'obsession médiatique dont la famille royale, par elle, faisait l'objet. Cette attention des médias à la dynastie des Windsor fut très souvent préjudiciable, car la princesse ne se privait pas de la critiquer ouvertement et de s'en désolidariser.

Sans doute une période plus discrète de l'histoire de la monarchie britannique s'ouvre-t-elle, le temps pour les « Royals » de resserrer les rangs et de restaurer une image plus traditionnelle de la respectabilité de la monarchie. Le temps peut-être aussi de reprendre leurs idées de réforme de l'institution et de se livrer – avec les travaillistes, qui le souhaitent également – à un profond toilettage de la monarchie. Réformer par exemple une Chambre des lords non élue où les pairs héritent de leur droit de vote. Ou bien réduire le nombre des membres et le train de vie de la famille royale, à l'instar, par exemple, des monarchies scandinaves.

La princesse – tout comme son ex-époux Charles – ne dissimulait guère qu'elle éprouvait plus de sympathie pour le nouveau gouvernement travailliste que pour son prédécesseur conservateur. La campagne de Diana en faveur de l'interdiction des mines anti-personnel avait été reprise à son compte par le Labour, qui avait récemment invité la jeune femme à parler devant une commission parlementaire. Cela n'avait pu se faire en raison de l'opposition des conservateurs, arguant de l'impossibilité constitutionnelle pour un membre de la famille royale de s'adresser aux Communes.

NÉGLIGÉE PAR MARGARET THATCHER

Longtemps mise sur la touche par Margaret Thatcher, dont les relations avec la reine n'ont jamais été empreintes de cordialité, considérée comme quantité négligeable par la « dame de fer », la famille royale britannique a tout à gagner du changement de majorité intervenu en mai. En particulier la jeune génération qui – de Diana à Charles – était moins « confite » dans les vieilles traditions monarchiques et plus en phase avec l'évolution de la société. Tony Blair a bien senti le profit qu'il pouvait tirer de la sympathie que savait attirer Diana. Dans un pays où la monarchie – en dépit de ses affinités historiques avec le conservatisme – ne doit pas se mêler de politique, Diana était devenue un atout pour le Labour. Elle avait un sens du social, un contact avec les gens que les Tories avaient perdu après dix-huit années de pouvoir.

Encore plus engagé dans la réflexion et dans l'action sociale – qui ne se limite pas, pour lui, à des prestations médiatisées –, le prince de Galles n'a en revanche pas réussi à s'attirer les bonnes grâces de ses compatriotes. Son apparence distante, sa liaison avec Camilla Parker-Bowles – devenue la rivale de Diana – lui ont nui, au point que nombre de Britanniques se demandent aujourd'hui s'il est vraiment apte à monter un jour sur le trône. Devra-t-il plutôt céder la place à son fils aîné William ?

POPULARITÉ

Si la popularité posthume de Diana devait s'estomper avec le temps, le prince Charles, devenu veuf, pourrait peut-être, à l'avenir, envisager de régulariser sa longue liaison avec Mme Parker-Bowles. Mais il faudra, pour cela, que l'opinion l'accepte, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

La mort de Diana, un an presque jour pour jour après son divorce, va paradoxalement priver la dynastie des Windsor d'un de ses membres les plus populaires. Si elle n'était pas révérée comme la reine mère, ou respectée comme la reine Elizabeth, lady Di était peut-être le dernier élément du puzzle royal à signifier encore quelque chose pour nombre de jeunes Britanniques, et pas seulement pour eux.

Patrice de Beer

La presse anglaise ouvre son propre procès

LONDRES
de notre envoyé spécial

La presse anglaise n'a pas attendu bien longtemps avant d'ouvrir son propre procès. Dans leurs éditions du lundi 1er septembre, les journaux britanniques ne se contentent pas de revenir en détails sur le destin de la princesse de Galles, ils accordent aussi une large place au rôle des médias dans cette affaire.

Les photographes qui traquaient la voiture de Lady Diana et de son ami égyptien « Dodi » Al Fayed sont-ils responsables, même involontairement, de leur accident ? Plus généralement, les journalistes doivent-ils faire leur examen de conscience sur les atteintes à la vie privée ? A la lecture des quotidiens, les avis divergent.

Il est d'abord questions des « paparazzis » français interrogés par la brigade criminelle. Plusieurs journaux assurent que certains d'entre eux, qui auraient donc échapper aux enquêteurs, ont essayé de vendre des photos montrant la princesse coincée dans la carcasse. Le très populaire *News of the World* fait savoir à ses lecteurs qu'il a refusé ces clichés, proposés à environ deux millions de francs.

Selon une enquête du *Guardian*, le « tarif » de ces photos sur le marché international pourrait atteindre six millions de francs. Le journal souligne toutefois l'embarras des tabloïds, ces journaux friands de scandales. *« Les éditeurs forment un triangle vicieux avec les photographes et les victimes »* estime le *Guardian* qui reproduit toute une série de « unes » du *Sun*, le plus célèbre tabloïd du pays.

Le *Sun*, justement, plaide non coupable. Sous le titre *« Bonne nuit, notre adorable princesse »*, il consacre 46 pages à l'événement. Dans un bref éditorial, le journal implore *« Ne blâmez pas la presse »*. Du moins, la presse anglaise. Car la presse étrangère est montrée du doigt, mais de manière insidieuse : *« Même la plus dure des lois sur la protection de la vie privée n'aurait pas empêché les terribles, terribles événements d'hier matin. Aucune loi britannique ne pourra empêcher des éditeurs en Amérique, en Asie ou en Afrique, d'utiliser leur carnets de chèques. Cela ne pourrait pas non plus empêcher les activités de cameramen étrangers dans des pays étrangers »*.

Le *Daily Mirror*, rival du *Sun*, se garde de donner des leçons. Il se veut même très prudent : *« la presse est accusée avant même que tous les détails de l'accident ne soient connus. Quand ils le seront, on pourra porter un jugement »*. Il reste que, selon le *Sun*, les paparazzis français sont les *« plus sauvages »* qui existent.

De son côté, le *Daily Star* dénonce ce genre de photographes comme la *« malédiction des célébrités actuelles »*. Ce qui ne l'empêche pas de publier des photos de Diana et Dodi en vacances, sous le titre *« 50 jours de bonheur »*. Le *Daily Star* reconnaît toutefois que les médias seraient *« hypocrites »* de nier toute responsabilité.

Cet avis semble partagé par le porte-parole du magasin Harrod's. Dans une déclaration largement reprise, Michael Cole, employé de la famille Al Fayed (propriétaire du magasin), a comparé les photographes français à une *« bande de kamikazes gaulois »*. *« La presse britannique ne fait pas cela »*, a-t-il poursuivi.

Les faits semblent pourtant prouver le contraire. Plusieurs éditorialistes appellent même à une auto-critique générale, jusque dans les médias les plus prestigieux, accusés d'avoir pourchassé Diana et son compagnon. Ainsi, le *Daily Mail* écrit : *« Même s'ils ont choisi de l'oublier hier, la BBC et ITV ne se sont pas gênés, dans le passé, pour reprendre le genre de photos fournis par les chacals. Le* Daily Mail *n'a pas toujours été innocent non plus. Si les journaux de ce pays ne s'imposent pas une autocontrainte, en réponse à l'actuelle vague de dégoût, le parlement pourrait imposer des restrictions dangereuses à la liberté de la presse »*.

Le *Guardian* insiste sur les propos du frère de la princesse, Earl Spencer, qui a notamment déclaré : *« J'ai toujours dit que la presse finirait par la tuer »*. Le journal estime qu'un large débat politique va s'ouvrir dans le pays sur des éventuelles lois protégeant davantage la vie privée. Dans le *Daily Telegraph*, Stephen Glover lance un avertissement aux quotidiens populaires : *« les journaux tabloïds vont devoir faire le ménage chez eux, ou prendre le risque d'y être contraint. Les propriétaires vont devoir revoir la manière dont leurs journaux écrivent sur la famille royale »*.

Dans le « Times », Simon Jenkins, élargit le débat aux lecteurs : « Si les paparazzi sont à la fin de cet égout, le public est à l'autre bout, lascif, salivant par avance »

Dans le *Times*, Simon Jenkins élargit le débat aux lecteurs : *« Si les paparazzis sont à la fin de cet égout, le public est à l'autre bout, lascif, salivant par avance. Que celui d'entre nous qui n'a jamais regardé de telles photos jette la première pierre »*.

De son côté, l'*Independent* donne la parole à l'un de ces photographes, Brian Harris, qui écrit notamment : *« En fait, nous sommes tous responsables de cette tragédie. Les lecteurs, les journalistes, les photographes et les propriétaires de journaux doivent endosser une partie des reproches. »* Brian Harris cite ensuite une phrase célèbre : *« Le public a la presse qu'il mérite »*.

Ph. Br.

La « princesse du peuple » regrettée à travers le monde

« ELLE ÉTAIT la princesse du peuple et c'est ainsi qu'elle restera à jamais dans nos cœurs et nos mémoires » : en ces mots simples, le premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, a résumé l'état de choc dans lequel la mort brutale de Lady Diana a plongé le monde entier. De toutes les capitales de la planète, des plus riches aux plus pauvres, les messages attristés affluent au Palais de Buckingham pour exprimer l'émotion des peuples devant la disparition d'une femme dont le destin a capté l'imagination des gens. Même la télévision officielle chinoise, dans son journal du soir, s'est fait l'écho en fin d'édition de la mort de la jeune princesse, décrivant brièvement les circonstances et sa fuite devant les paparazzi.

Les réactions traduisent l'extraordinaire complexité de la personnalité de Lady Diana, qui, à la fois, comblait une soif universelle de romanesque et fascinait ceux qui la côtoyaient par son courage et sa capacité d'engagement, notamment dans les grandes causes humanitaires . Ses démêlés avec la famille royale britannique, avec les molochs de la presse à sensation, en ont fait une victime que la mort couronne d'un aura de mystère. Les imaginations débordent. La mort à ses cotés de son ami « Dodi » Al Fayed, fils d'un richissime homme d'affaires musulman d'Egypte, bouleverse le monde arabe. Pour le petit peuple du Caire, rapporte les agences, Diana et « Dodi » ont été tués par ses services secrets britanniques qui ne pouvaient admettre leur liaison *(lire page 3)*.

« NATION EN ÉTAT DE CHOC »

« Elle était une jeune femme de notre temps, chaleureuse, pleine de vie et de générosité. Sa mort tragique sera profondément ressentie car elle était une figure familière à chacun », a déclaré le président Chirac dans une déclaration publiée par l'Elysée pour exprimer à la famille et à ses enfants l'émotion de la France. Il n'est pas un grand de ce monde qui n'ait pas eu des mots émus pour sa disparition. En France, le premier ministre, Lionel Jospin, quittant l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle, est venu s'incliner devant la dépouille de la princesse, exprimant sa tristesse devant la fin tragique en France de *« cette belle jeune femme, aimée par les gens, et dont les faits étaient scrutés, les faits et les gestes »*.

Le choc en Grande Bretagne est immense. Tandis que la foule se pressait aux grilles du palais, la reine Elisabeth et le prince Charles, dans un communiqué officiel, ont fait savoir qu'ils étaient *« anéantis »* . *« Nous sommes aujourd'hui une nation en état de choc »*, a déclaré le premier ministre Tony Blair. Diana, a-t-il dit, *« était* un être humain *merveilleusement chaleureux et, si sa vie a souvent été affectée par la tragédie, elle a apporté joie et réconfort dans la vie de tant d'autres personnes en Grande-Bretagne et à travers le monde »*.

« Nous l'aimions beaucoup » : le président Clinton, dans son lieu de villégiature de Martha's Vineyard, en Californie, a longuement traduit son émotion. *« Nous admirions son travail au nom des enfants, au nom de ceux qui souffrent du sida, pour mettre fin au fléau des mines dans le monde et pour son amour pour ses enfants, William et Harry »*, a-t-il dit . Diana était une des figures les plus populaires aux Etats-Unis, où sa vie a inspiré de très nombreux documentaires et téléfilms. Le dernier, diffusé sur la chaîne CBS, *« a princess in love »* (une princesse amoureuse), avait enregistré une audience record. Là, comme en Europe, elle côtoyait beaucoup de monde, dans des milieux aussi divers que la politique, la culture, l'aide humanitaire. Elle était l'amie de Gianni Versace, le couturier italien assassiné cet été à Miami, et de Michael Jackson, qui a annulé le concert qu'il devait donner, dimanche soir, à Ostende.

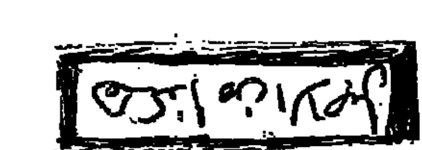
Elle était également l'amie de mère Théresa, dont elle a soutenu le travail pour les pauvres. C'était une personne *« très bonne »*, *« extrêmement compatissante envers les pauvres »*, a déclaré à Calcutta le prix Nobel de la Paix. Son *« engagement inlassable »* a reçu l'hommage d'Emma Bonino, Commissaire européen à l'aide humanitaire, comme du secrétaire général des Nations unies, le ghanéen Kofi Annan, qui a estimé à Venise que la princesse *« a apporté une contribution essentielle à l'allègement des souffrances, notamment parmi les plus pauvres, faibles et malades du monde entier »*.

« CHASSÉE JUSQU'À LA MORT »

Les Nations unies ont notamment insisté sur l'engagement de Diana pour le bannissement des mines antipersonnel. Elle s'était encore rendue au mois d'août en Bosnie pour s'enquérir sur place des drames provoqués par les mines disséminées pendant la guerre. Le ministre britannique de la coopération a suggéré, dimanche, que le plus grand hommage à rendre à la princesse serait d'accélérer le processus d'Ottawa sur l'interdiction de ces mines.

Partout dans le monde, les circonstances de la mort de Lady Di ont également provoqué des interrogations sur le phénomène de la presse à sensation. *« Les vautours chassent Diana jusqu'à la mort »*, titre en « Une » l'*Asian Age*, résumant les manchettes de la presse indienne. Alors que le débat est relancé en Grande-Bretagne sur la modification de la loi sur la presse, le chancelier Kohl, en Allemagne, a estimé, dimanche, que la princesse *« a été victime d'une concurrence toujours plus brutale et dénuée de scrupules existant dans une partie des médias »*. En France, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a estimé nécessaire *« un code de bonne conduite »* pour la presse. Jugeant que *« la loi française était la plus protectrice »* de la vie privée des personnes, la ministre a indiqué qu'elle n'avait pas l'intention de proposer de modifications législatives, mais a souhaité privilégier le débat avec la profession.

Henri de Bresson



La presse à scandales a relancé le phénomène des paparazzi

Nombre de personnalités demandent un durcissement de la législation

« CETTE FILLE *a dû vivre l'enfer.* » Pour la première fois, ce vieux routier des paparazzi doute. Il disait faire ce métier pour le plaisir, pour le jeu – et l'argent –, pour une partie de cache-cache avec les stars et starlettes, qui *« savaient que nous étions là »* et qu'il traquait durant les *« saisons »*, Gstaad l'hiver et Saint-Tropez l'été. Mais, en cette fin d'été, il est K.-O. debout, cherche ses mots, ne comprend pas, depuis qu'un confrère l'a réveillé en pleine nuit pour lui annoncer *« que c'était grave »*, que la vie d'une princesse s'était arrêtée net dans un souterrain sordide de Paris.

Un paparazzo se doit de rester secret comme *« le rat »* – surnom peu reluisant qu'on lui donne –, alors il préfère conserver l'anonymat. Il a compris aussi que sa profession est à un tournant et dénonce les journaux *« sans limite »*, les jeunes qui réduisent le métier *« au constat d'adultère »*, le lecteur qui s'indigne mais qui est le premier *« à se jeter sur la presse à scandales »*. Et de lâcher : *« Nous en prenons plein la gueule, mais finalement cette sale affaire va faire réfléchir tous ceux qui ont perdu le sens de la valeur des choses. »*

Notre paparazzo est l'auteur, il y a quelques années, d'une série montrant Sarah Fergusson, alors belle-sœur de Diana, dans un jardin secret de Saint-Tropez, en train de se faire tendrement triturer les doigts de pied par son « conseiller financier ». 10 millions de francs de vente. Pas blanc, le bonhomme, mais il a raison quand il dit que le métier a été bousculé. Il y a, en fait, toujours eu des *« images non autorisées »*, comme on dit pudiquement dans la profession. Dans les années 60-70, ce fut la saga Jackie Kennedy - Onassis. Dans les années 70-80, la saga Monaco, et cette fameuse photo de Caroline en train d'embrasser le tennisman Guillermo Vilas sur une île paradisiaque. Et toujours des clichés sordides – l'actrice Romy Schneider surprenant des photographes *« déguisés en infirmiers pour prendre des photos d'un enfant mort,* [son] *fils David, sur son lit d'hôpital »*. Mais les enjeux sont aujourd'hui vertigineux, les prix ont grimpé, les photographes sont devenus plus agressifs, produisant des images qui n'ont jamais autant intéressé les journaux.

LONGUE TRAQUE

Quelques scandales récents illustrent cette évolution. Le 5 septembre 1996, deux hebdomadaires italiens ont publié, en version « soft » et « hard », des dizaines de pages représentant Daniel Ducruet, alors mari de Stéphanie de Monaco, en train de s'ébattre avec une strip-teaseuse belge. Scandale, divorce, procès. *Paris-Match* a choqué en publiant une photo de François Mitterrand sur son lit de mort. Patrick Poivre d'Arvor est, lui, accusé par un paparazzo de l'avoir sequestré, violenté et volé, durant l'été 1996, sur une île grecque – les deux protagonistes ont porté plainte l'un contre l'autre.

Mais sans doute rien n'a jamais égalé la longue traque de Lady Diana. Elle était l'ennemie numéro un des paparazzi du monde entier, surtout britanniques, qui estimaient que le personnage « pesait » *« plusieurs centaines de millions de francs par an »*. Les photos les plus spectaculaires, jusqu'au fameux baiser de cet été lors de son idylle avec le milliardaire Dodi Al Fayed, au large de la Sardaigne, ont été prises dans une salle de gymnastique londonienne. L'objectif avait été encastré dans le plafond par le propriétaire australien, qui, depuis, coule des jours heureux dans son pays natal. Surtout, *« Diana ne pouvait pas acheter une baguette de pain sans que la presse anglaise n'en fasse une couverture »*. Depuis son divorce, en août 1996, la traque des médias était encore plus intense. Un jour, elle fait appel à un passant pour forcer un paparazzo à rendre sa pellicule ; un autre, dans une cassette audio enregistrée à son insu, la princesse en pleurs avait supplié deux paparazzi de la laisser tranquille. Et Diana de confier qu'elle devait se cacher *« à l'arrière des voitures, effrayée à l'idée de sortir »*.

Il y a en Angleterre des journaux à scandales – *News of the World, The Sun*, le *Mirror*, le *Daily Mail, The Express* – et des agences photo spécialisées – Big Pictures, Nunn, All Action – qui s'autorisent tout, tant la législation est la plus laxiste avec celle de l'Italie, et relèguent notre presse française et nos agences au rang de plaisanterie. Marché visé ? 48 millions de lecteurs aguichés par ce qu'on appelle *« un journalisme de chéquier »*, en référence aux images achetées à prix d'or. *« En France, le bon paparazzo ne se fait jamais voir*, explique un responsable de *Voici*. *En Angleterre, les photographes s'affichent et harcèlent. Jusqu'à ce que leur proie craque.* » Et Lady Di a craqué.

« SHOOTER » À 500 MÈTRES

« J'ai dit un jour qu'il y aurait des morts, affirme l'avocat de nombre de personnalités, Gilles Dreyfus, *mais la presse et le public qui achète ces journaux ont trop longtemps considéré ces intolérables atteintes à la vie privée comme des plaisanteries. J'ai des clients au bord de la folie.* » Et d'expliquer comment l'actrice Caroline Cellier a vu un hélicoptère – où se trouvait un paparazzo – s'approcher si prêt de sa maison que l'eau sortait de la piscine. Ou comment Charlotte Gainsbourg a découvert dans *Voici* qu'elle était enceinte...

En face, nombre de spécialistes de l'image vantent le travail d'investigation du paparazzi – ils possèdent des cartes de presse –, considéré comme *« le fondement du photojournalisme »* par Goksin Sipahioglu, patron de l'agence Sipa. La jeune génération traque sept jours sur sept, jour et nuit, se déguise, use de matériels sophistiqués pour « shooter » à 500 mètres et de micros pour écouter les conversations, loue des hélicoptères ou *sous-marins*, affectionne les gadgets électroniques. Une optique japonaise, comparable à *« un fût de canon »*, a permis de saisir, dans les bras de Caroline de Monaco, l'enfant d'Inès de la Fressange qu'un prêtre baptisait à un kilomètre...

Les *« rats »* ajoutent que leurs clichés bruts et flous sont *« des instants de vérité volés »* dans un monde où les personnalités imposent à la presse une image policée, stéréotypée, pour assurer la promotion d'un film, d'un disque, d'un livre. La presse populaire anglaise ne s'est pas privée d'épingler l'attitude de Diana, ravie de certaines photos *« quand ça l'arrangeait »*. C'est pourquoi le paparazzo Tony Fitoussi dénonce *« la vaste hypocrisie des stars et têtes couronnées qui étalent leur vie privée, sans pudeur aucune, dans la presse et en font commerce à coups de photos officielles »*. Comment leur donner tort – sur ce point – quand on sait que dès 1957 la famille Grimaldi avait vendu aux enchères les images de la naissance de Caroline de Monaco ?

Reste que des voix multiples, du chancelier Helmut Kohl au chanteur Luciano Pavarotti, en passant par nombre de personnalités politiques françaises et britanniques, viennent de s'élever pour faire cesser les atteintes à la vie privée. Des photographes de presse ont également accusé leurs confrères *« de ne pas faire un travail de photographes, mais un boulot de détectives »*. Sont également au banc des accusés les publications à gros succès populaires comme *Ici Paris, France Dimanche, Paris-Match* ou *Voici* et une presse anglaise qui aurait *« du sang sur les mains »*, comme l'a déclaré le frère de Lady Di. En France, c'est surtout *Voici* qui est visé. L'hebdomadaire croule sous les procès, mais ce journal, rappelle Gilles Dreyfus, *« dégage des bénéfices de vente bien supérieurs aux dommages-intérêts que touchent les personnalités »*. Cet avocat a bien obtenu 200 000 francs pour Annie Duperey ou 300 000 francs pour Isabelle Adjani, avec parfois des publications judiciaires en couverture, mais le phénomène continue.

Le directeur du festival Visa pour l'image de Perpignan, Jean-François Leroy, note que *« ceux qui s'indignent, il ne faut pas qu'ils soient les premiers à acheter cette presse qui va s'acharner maintenant à montrer la douleur des enfants de Lady Di »*. C'est la raison pour laquelle l'organisation Reporters sans frontières appelle de ses vœux un *« débat de fond »*. Mais Gilles Dreyfus craint *« un festival de lâchetés. On dira que Lady Di n'avait pas à prendre un amant, qu'elle n'avait pas à se montrer au Ritz ; les photographes et agences diront que des journaux demandent ces images, et les journaux que les lecteurs en redemandent »*.

Michel Guerrin

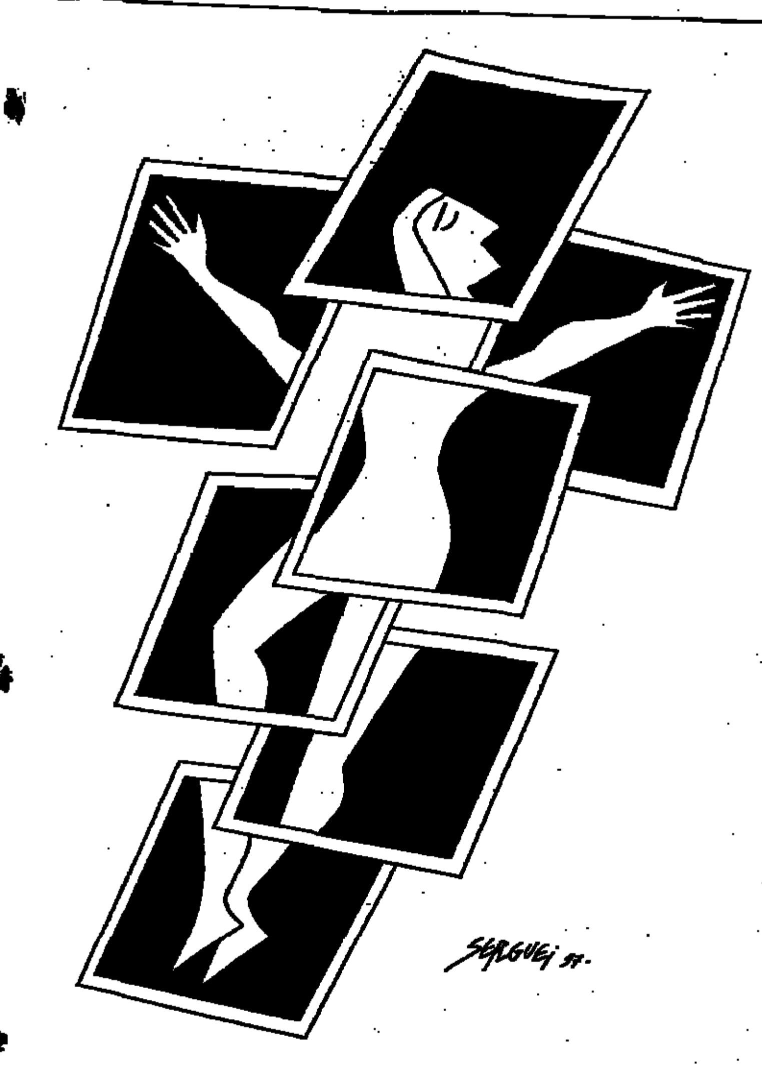
Un mot inventé par Fellini

Le mot *paparazzo* a été inventé en 1959 par le cinéaste Federico Fellini, lors du tournage de *La Dolce Vita*, avec Marcello Mastroianni et Anita Ekberg, pour définir le photographe à sensation. Passablement agacé par les photographes qui titillaient Anita Ekberg, le maestro a donné à un des personnages de son film le nom de Paparazzo. En référence à un camarade de classe napolitain, disent certains. En contractant les mots *« papatacci »* (moustique) et *« razzo »* (éclair), selon d'autres. Le scénariste Enno Flaiano s'était inspiré de Tazio Sacchiaroli, le plus célèbre *« voleur d'images »* de l'époque. Quand le film fut projeté, les spectateurs ont cru que Paparazzo était le nom générique de ce genre de photographes alors encore peu connu hors d'Italie. Le terme est désormais entré dans le dictionnaire italien pour définir un *« photographe d'actualité mondaine »*. Le genre fut repris en 1962 avec Brigitte Bardot dans *Vie privée*, de Louis Malle, en star persécutée par les paparazzi.

Le poids de la presse people en France

● **Hachette Filipacchi Médias** (Lagardère) : la filiale presse du groupe Hachette édite cinquante et un magazines en France, dont les hebdomadaires *Paris-Match* (663 538 exemplaires), *France-Dimanche* (562 539 exemplaires) et *Ici Paris* (448 925 exemplaires). Hachette Filipacchi Medias aura pour directeur général, à compter du 15 septembre, Anne-Marie Couderc, ancien ministre (RPR) délégué pour l'emploi du gouvernement d'Alain Juppé. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 11,1 milliards de francs pour un résultat d'exploitation de 795 millions de francs. Le groupe vise 1 milliard de francs de résultat en 1999.

● **Prisma Presse** (Bertelsmann) : le deuxième groupe de presse en France, d'origine allemande, a été créé en 1978 par Axel Ganz. Il publie parmi ses treize titres les hebdomadaires *Gala* (319 614 exemplaires vendus chaque semaine), *VSD* (265 227 exemplaires) et *Voici* (661 715 exemplaires). En moyenne, en 1996, plus de huit millions de lecteurs ont lu chaque semaine l'un de ces trois magazines. Le chiffre d'affaires du groupe est de 3,3 milliards de francs en 1996, pour un résultat d'environ 300 millions.



Les chasseurs d'images redoutent d'être attaqués

APRÈS LA MORT de Lady Diana, les agences photographiques et les magazines qui publient leurs images sont en effervescence, occupés à préparer des numéros et pages spéciales sur *« le destin tragique d'une princesse »*. Les responsables de ces entreprises de presse affichent leur inquiétude. *« Les médias, les télévisions surtout, vont encore raconter des horreurs sur les paparazzi »*, affirme, excédé, Goksin Sipahioglu, directeur de l'agence Sipa. Les standards de journaux et d'agences ont déjà enregistré nombre de *« messages d'insultes »* sur *« la presse de caniveau »*, et *« les violeurs de vie privée »*.

Les agences photo disent attendre les résultats de l'enquête et s'inquiètent pour les sept photographes interpellés dont elles n'ont *« plus de nouvelles »*. Elles ajoutent que d'autres photographes, qui n'ont pas été interpellés, se trouvaient sur les lieux du drame. Des photos de l'accident seraient d'ailleurs proposées aux magazines pour 6 millions de francs, ont affirmé, dimanche 31 août, les responsables du tabloïd américain *National Enquirer* et du britannique *News of the World*, tout en refusant de les publier. A *Paris Match*, aussi, *« on ne publiera aucune photo volée »*.

Dans les agences, l'embarras est évident, notamment parce que, outre des photographes travaillant pour les agences Stills (spécialisé dans le show-business) et Angeli (qui s'est fait une réputation dans « le paparazzi »), trois photographes interpellés opéraient pour Sygma, Gamma et Sipa, des agences de presse prestigieuses, plus réputées pour leurs images d'actualité que pour la diffusion de photos *« volées »*. Encore plus surprenante est la présence parmi les photographes arrêtés de Jacques Langevin, un photojournaliste chevronné, *auteur d'un scoop célèbre* lors de l'intervention militaire sur la place Tiananmen, à Pékin, et qui lui a valu nombre de prix.

Michel Cabellic, directeur de Gamma, dit vivre *« durement »* cette affaire, d'autant que les images de paparazzi représentent *« un secteur marginal »* – mais dans nombre de journaux, on rappelle que ces agences *« gagnent beaucoup d'argent avec les personnalités »*, alors que la presse est un secteur sinistré. Le directeur de Sipa, Goksin Sipahioglu, affirme que son photographe *« était en scooter et n'a fait que descendre dans le tunnel. Il n'a rien à voir avec l'accident »*. Il dit que Lady Di était *« une femme extraordinaire, différente, que nous étions obligés de suivre parce qu'elle avait un nouvel amour. Nous ne l'avons pas surprise dans sa chambre, mais dans un lieu public. C'est le chauffeur de la voiture qui est devenu fou »*. Il ajoute que *« c'est une tradition photographique que d'arriver avant la police sur les lieux d'un crime ou d'un fait divers. Nous ne sommes pas une agence de paparazzi »*.

Un paparazzo, qui préfère garder l'anonymat, ne comprend pas ce qui s'est passé : *« J'en ai vu des centaines de "courettes"* [poursuite en voiture] *mais, en trente ans de métier, un drame comme ça, jamais ! »* Il conçoit qu'il puisse y avoir *« responsabilité des photographes, mais elle est minime »* et s'attend que la profession soit *« fortement attaquée »*. Nombre de photographes se disent justement ulcérés par les attaques dont ils ont fait l'objet dans la journée du dimanche 31 août : *« TF 1 est la première à faire du "paparazzi" télévisuel. »*

Du côté des journaux, le groupe Prisma – surtout *Voici*, qui a bâti son succès avec les photos volées, mais aussi *Gala* et *VSD* – se trouve en ligne de mire avec ses six millions de lecteurs. Au point de publier un communiqué, le 31 août, qui affirme qu'*« aucun photographe appartenant au groupe, ou mandaté par lui, ne se trouvait sur les lieux de l'accident »*. Chez Prisma, on rappelle que la presse britannique est *« bien plus dure et sans scrupules qu'en France, seul pays européen où la législation défend la vie privée »*. On dénonce aussi *« l'hypocrisie ambiante puisque nous voyons des photos de paparazzi sur l'AFP »*, et on note avec malice que Diana *« intéressait moins* Voici *que* Paris-Match *et* France-Dimanche *»*. Il n'empêche, au sein de *Voici*, on s'attend à une *« Saint-Barthélemy du paparazzi »*. Est-on inquiet pour les ventes ? *« On ne se pose pas la question. »*

M. G.

Avant le drame, un baiser à 10 millions de francs

Durant tout l'été qui a précédé sa mort, Lady Diana a été beaucoup photographiée. Elle arrive avec ses deux enfants, autour du 20 juillet, à Saint-Tropez, *« là où vont tous les gens célèbres pour se montrer »*, affirme un spécialiste. Une vingtaine de photographes la suivent. Début août, un paparazzi italien, Mario Brenna, prend le fameux baiser entre Lady Di et Dodi Al Fayed au téléobjectif, alors que le couple se trouve sur un bateau, au large de la Sardaigne. La série, qui aurait été vendue 4 millions de francs à la presse britannique (*Sunday Mirror, Daily Mail* et *Sun*), a été publiée en couverture de *Paris-Match*. Elle aurait fait, au total, 10 millions de francs de ventes. Lady Di retourne à Londres, puis à Saint-Tropez pour une journée, avant de gagner, en croisière, le port italien de Porto-Fino. Une cinquantaine de photographes sont sur le pied de guerre et de nouvelles images sont publiées. Le bateau regagne la Sardaigne. Le couple atterrit à l'aéroport du Bourget dans la journée du 30 août. L'accident mortel surviendra la nuit suivante.

Le chef historique de l'ex-FIS, Abassi Madani, veut arrêter « l'effusion de sang » dans son pays

L'appel au « dialogue » lancé par l'ONU suscite la colère du pouvoir algérien

L'appel au *« dialogue »* préconisé par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, après la tuerie de Raïs, au sud d'Alger, qui a fait entre 100 et 300 victimes en fin de semaine, selon les sources, a été jugé *« inacceptable »* par le gouvernement algérien. Sortant de son silence, le dirigeant historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani, a proposé de *« lancer un appel pour arrêter l'effusion de sang »*.

L'AMPLEUR de la tuerie de Raïs, le petit village au sud d'Alger dont plus de 200 habitants, selon les témoignages recueillis sur place (98 *officiellement*), *ont été* massacrés dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 août, a amené la communauté internationale à sortir de sa réserve, au grand dam du gouvernement algérien.

La réaction la plus vive est venue du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui, en visite samedi à la Mostra de Venise, a lancé *« un appel à la tolérance et au dialogue »*. *« Les mots ne suffisent plus,* a lancé Kofi Annan [...] *et il nous est extrêmement difficile de prétendre que rien ne se passe, que nous n'en savons rien et que nous devons laisser la population algérienne à son sort. »*

La prise de position de l'ONU – inhabituelle – a été diversement appréciée. Le dirigeant historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani, a saisi la balle au bond et a indiqué, samedi, dans une courte lettre à Kofi Annan, être prêt à demander *« immédiatement »* la fin des violences. Pour la première fois depuis sa libération, le 15 juillet, M. Madani, s'exprimant par l'intermédiaire de son fils, Abbas Salman, se dit *« prêt à lancer un appel pour arrêter l'effusion de sang immédiatement et préparer l'ouverture d'un dialogue sérieux »*.

Comme à leur habitude, les dirigeants algériens ont répliqué sèchement à la prise de position de l'ONU. Elle est *« inacceptable »*, a estimé dimanche Alger, qui a chargé son représentant permanent à New York de *« marquer* [sa] *désapprobation »*. Les propos du secrétaire général des Nations unies sont *« inacceptables car outrepassant les compétences du premier responsable d'une organisation mondiale fondée sur le respect de la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures »*.

A celle du secrétaire général de l'ONU, de nombreuses voix se sont jointes au cours du week-end pour déplorer la tragédie de Raïs. Tandis que le président Chirac a dit son *« indignation »* face à de tels *« actes de barbarie »* et *« sa symphathie pour le peuple algérien »*, le pape, depuis sa résidence de Castelgandolfo, a évoqué la *« spirale injustifiable de la violence »*. Le quotidien officiel du Vatican, *l'Osservatore romano*, s'est montré plus sévère, n'hésitant pas à dénoncer *« la communauté internationale* [qui] *assiste depuis trop longtemps avec détachement à la tragédie systématique qui ensanglante la rive méridionale de la Méditerranée »*.

De son côté, la Ligue arabe a condamné *« les massacres sauvages commis par une clique à la dérive »*. Un autre appel est venu des autorités religieuses d'El Azhar, au Caire, où siègent les plus hautes instances de l'islam sunnite. Dans un communiqué publié dimanche, elles exhortent *« l'humanité et, plus particulièrement, les musulmans, à agir rapidement afin de sauver en Algérie les femmes, les enfants et les faibles, qui sont égorgés comme des animaux avant que leurs corps soient brûlés »*. *« L'islam interdit de manière catégorique le meurtre, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants, de femmes et des personnes faibles et innocentes »*, rappelle le communiqué publié par l'agence de presse officielle égyptienne MENA.

Pendant ce temps, en Algérie, les autorités ont annoncé que le chef du Groupe islamique armé (GIA) de l'ouest algérien, Mustapha Akkal, avait été abattu par les forces de sécurité en fin de semaine dernière, avec trois de ses proches. L'homme, dont la tête était mise à prix pour l'équivalent de 300 000 francs, serait tombé dans une embuscade, selon le quotidien *La Tribune*. Ces derniers jours, selon la presse, près de 90 islamistes auraient été abattus par les forces de sécurité tandis que 19 personnes ont été assassinées à Miramar, sur la côte près d'Alger, et que 14 voyageurs ont été exécutés à un faux barrage dans la Mitidja, dans la nuit de samedi à dimanche.

J.-P. T.

Les Algériens de Paris, entre révolte, consternation et défaitisme

« DEPUIS que je l'ai appris, je passe sans arrêt de la révolte à la consternation, mais tout se brouille dès que j'essaie un tant soit peu d'analyser la situation. J'ai l'impression d'assister à la destruction totale de l'entité algérienne » : comme beaucoup d'Algériens de Paris, Aïcha – qui préfère taire son nom, pour ne pas mettre en péril la vie des siens restés à Alger – a appris avec stupeur les derniers massacres qui ont ensanglanté l'Algérie. *« Un nouveau pas a été franchi dans l'horreur et nous sommes totalement démunis »*, dit cette femme de quarante ans dont la famille a déjà payé son écot tragique à la violence : un de ses oncles a été tué par une bombe piégée et un de ses cousins a été victime d'une balle perdue.

REPORTAGE

« J'ai un pied ici, un pied là-bas, et les deux dans la merde »

Dans un premier temps, les Algériens vivant à Paris hésitent à se confier au journaliste de passage. Prudence élémentaire mais aussi pudeur et orgueil d'une communauté qui ressent de plus en plus mal cette *« barbarie »* qu'on lui colle à la peau. *« Nous avons profondément honte de ce retour au Moyen Age, de ces gens qui ne respectent même pas les règles minimum de la guerre, qui tuent, qui violent, qui humilient »*, s'insurge Ali, réalisateur. *« Nous allons encore en prendre plein la gueule, déjà qu'ici beaucoup considèrent tout Algérien comme un assassin en puissance »*, renchérit un de ses amis.

Alors, avant de répondre, Aïcha, Ali, Ahmed, Lamine, Djemal, venus d'horizons si différents, garderont tous un silence, d'une seconde ou de plusieurs minutes, le temps de brider l'émotion, toujours, la colère parfois, la haine, aussi, qui les étreignent ; le temps de trouver les mots justes pour qualifier l'inqualifiable. Et si la mère d'Aïcha ne veut pas rompre ce silence, c'est, dit sa fille, *« parce qu'elle ne peut imaginer que des « frères », comme ceux de sa génération s'appelaient durant la guerre d'indépendance, s'entretuent ainsi »*. *« Ma mère,* poursuit Aïcha, *ne peut pas croire à ces massacres fratricides et veut leur donner une explication externe : ce serait la faute des Américains, ou d'autres. »* Et puis, quand ils acceptent de se confier, ils parlent, beaucoup et longuement. Chacun dans sa sphère. *« Des vrais musulmans ne peuvent pas faire cela »*, dit l'un. *« Des musulmans ne peuvent faire que cela »*, rétorquera l'autre, trois stations de métro plus loin. Communiste, se qualifiant en souriant de *« fondamentaliste antireligieux »*, il vend des vignettes pour la Fête de *L'Humanité*.

Tous sont constamment en liaison avec l'autre côté de la méditerranée. *« Pour ne pas nous affoler, parce qu'ils ont peur d'être écoutés, ou les deux à la fois, ceux qui sont là-bas ont tendance à minimiser les événements ; ils nous disent que " dans leur coin, ça va " »*, précisera Ahmed, rencontré à Barbès. *« Or,* ajoute ce professeur de littérature obligé de travailler dans un restaurant pour gagner sa vie, *il suffit d'écouter les véritables SOS qu'ils nous lancent pour comprendre leur désespoir ; nous sentons bien que beaucoup d'entre eux aimeraient partir »*. *« Les gens commencent à avoir des sentiments de plus en plus égoïstes : il s'agit d'abord de sauver sa peau et d'espérer que les siens sortiront aussi sains et saufs du carnage »*, confie-t-il. Si ce vieux militant reconnaît qu'il devient *« fataliste, comme si aucune solution n'était possible »*, il souhaite tout de même qu'un *« combat total »* soit déclenché *« contre les deux mafias, les militaires et les islamistes »*.

Les rumeurs qui circulent sont souvent fondées. Beaucoup évoquent ainsi la possibilité d'une reprise des assassinats individuels, ciblés, dont le nombre a diminué pour faire place aux massacres *« collectifs »*. *« Ma famille reçoit de plus en plus souvent des coups de téléphone anonymes, avertissant que l'on aura ma peau, à Alger ou à Paris »*, confie un ancien responsable syndical.

« LES ISLAMISTES SE CACHENT »

S'il y a une unanimité dans cette communauté, si plurielle, des Algériens de Paris, elle se trouve dans la dénonciation commune du pouvoir et des terroristes. *« Les islamistes rendent service au régime, car les violences empêchent toute contestation sociale, permettent aux mille familles de s'enrichir encore alors que le peuple vit dans des conditions de plus en plus dures »*, estime Ali. Pour Djemal, *« ce ne sont pas les gens au pouvoir qui subissent les méfaits de la violence, c'est le peuple qui trinque ; le pouvoir a fait le lit des islamistes et continue à faire leur jeu. Comment pouvons-nous encore croire à la bonne foi démocratique d'un pouvoir qui truque les élections d'une manière si éhontée ? »*

Autre constatation : *« Aujourd'hui, les islamistes se cachent. »* *« D'abord parce qu'il est impossible de dire que l'on fait partie du GIA, mais aussi parce que, au temps de Pasqua, les islamistes avaient obtenu des cartes de séjour à tout va »*, accuse Djemal. Et tous de poser la même question, terrible comme toutes les interrogations qui ne demandent pas de réponse : *« Comment peut-on massacrer des dizaines, voire des centaines de personnes dans des conditions horribles, comment ce massacre peut-il se prolonger pendant des heures, sans que les forces de sécurité, pourtant cantonnées dans les environs, soient intervenues ? »* *« Souvent, les massacres ont lieu dans des villages qui avaient voté pour le FIS, alors, peut-être que le pouvoir veut leur faire la leçon : voilà ce que font vos anciens amis ! »*

« HISTOIRE DE JOURNALISTES »

Les réactions des plus jeunes membres de la communauté sont totalement contradictoires. *« Du vent, du cinéma, je n'y crois pas, c'est une histoire de journalistes »*, veut se persuader Fouad, qui se fondra dans la nuit de Barbès sur ses rollers. *« L'Algérie, connais plus ! »*, semble dire Mohamed. Quelques secondes après, il affirmera qu'il n'en parle plus jamais avec ses amis, *« sauf chaque fois qu'on se voit ! »* *« Beaucoup de ceux qui sont arrivés ces dernières années ou qui arrivent en ce moment sont complètement déboussolés »*, explique Ahmed. *« Ici,* explique-t-il, *c'est un peu la gare de triage, on voit de tout : des « trabendistes »* [les petits trafiquants] *aux démocrates égarés, en passant par les flics de tout acabit, des gens des services secrets, ou même des fondamentalistes. »*

Beaucoup de jeunes arrivent ici, clandestinement, après avoir emprunté des chemins souvent incroyables, comme cet étudiant qui a débarqué à Paris, après être passé par l'Australie. Ces enfants de la barbarie, des massacres islamistes et des rafles des « Ninjas » – les forces de sécurité – qui n'ont pratiquement connu de l'Algérie que des images de violence, de misère et de combine, ne veulent plus entendre parler de rien. *« Trois bières, quelques cachets d'amphétamine ou de tout ce qui peut leur tomber sous la main, et ils vivent leur vie, comme pour rattraper le temps perdu de leur jeunesse évanouie »*, dit Ali. Contrairement aux immigrés de longue date, ils se savent dans une situation juridique précaire, redoutent une expulsion toujours possible. *« J'ai un pied ici, un pied là-bas, et les deux dans la merde »*, résume Fouad.

Et puis, miracle dans cette désespérance d'une communauté qui ne croit plus en son pays d'origine, cette réflexion de Lamine et de Houari, dix-huit et seize ans : *« De toute manière, on retournera là-bas, et si la situation n'évolue pas, on la fera évoluer, pour pouvoir vivre tranquillement chez nous. »*

José-Alain Fralon

Les pays d'Afrique de l'Ouest refusent une solution militaire en Sierra Leone

L'option prônée par le Nigeria a été écartée

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

La Sierra Leone fera l'objet d'un embargo strict de la part de ses voisins ouest-africains, mais les chefs d'Etat de la région se sont refusés, samedi 30 août, à autoriser une intervention militaire visant à chasser le régime putschiste en place à Freetown depuis le 25 mai.

Réunis en sommet à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) n'ont pas accédé à la demande du président sierra-léonais Ahmad Tejan Kabbah, qui souhaitait qu'une force régionale lui rende le pouvoir, confisqué par une junte militaire. Cette modération va également à l'encontre de la politique du Nigeria, qui dispose déjà de 4 000 hommes en Sierra Leone et souhaitait une solution militaire à la crise.

Bien sûr, le général Sani Abacha a été reconduit à la tête de l'organisation régionale, et aucun des participants n'a ouvertement remis en cause le rôle dirigeant du Nigeria. Mais les seize chefs d'Etat présents ou représentés à Abuja se sont seulement déclarés prêts à *« déployer tous les efforts pour résoudre pacifiquement la crise en Sierra Leone »*. A cet effet, ils ont demandé le renforcement de l'embargo contre la Sierra Leone. Celui-ci est déjà théoriquement en vigueur, ce qui n'a pas empêché le port de Freetown d'accueillir, depuis le putsch, plusieurs cargos chargés de riz ou de pétrole.

Depuis les affrontements du 2 juin, des escarmouches ont opposé les troupes nigérianes et guinéennes présentes en Sierra Leone aux forces putschistes, qui fédèrent la grande majorité de l'armée régulière et les guerilleros du Front révolutionnaire uni (RUF). Cette tension, que les autorités nigérianes auraient voulu voir déboucher sur un affrontement ouvert, risque de durer, d'autant que le statut des troupes étrangères en Sierra Leone reste confus. Le général Abacha aurait voulu une Ecomog 2, reprenant le nom de la Force d'interposition au Liberia. Dans ce pays voisin de la Sierra Leone, l'Ecomog, mandatée par les Etats ouest-africains et composée essentiellement de militaires nigérians, a assuré la sécurité des récentes élections au terme d'une guerre civile de sept ans.

ACTIVISME DU GÉNÉRAL ABACHA

La création d'une Ecomog en Sierra Leone aurait été un premier pas vers la création d'une force d'interposition régionale, un projet cher au Nigeria, seul pays de la Cedeao capable d'entretenir pareil dispositif. Mais, si l'on a noté un réchauffement des relations entre le général Abacha et ses pairs francophones de la Cedeao, ces derniers ne souhaitent pas lui concéder sans contrepartie le leadership militaire et politique dans la région. D'autant que la situation intérieure au Nigeria continue d'être instable. L'activisme du général Abacha pour la démocratie en Sierra Leone ne s'est pas accompagné d'un assouplissement à l'égard des opposants nigérians. Dimanche encore, à Lagos, les forces de sécurité ont empêché le lancement d'un livre consacré à Moshood Abiola, le vainqueur présumé de l'élection présidentielle de 1994, toujours détenu sans jugement.

Thomas Sotinel

Plusieurs milliers de personnes fuient leurs foyers au Kenya

NAIROBI
de notre correspondant

Des dizaines de milliers de personnes ont fui leurs foyers, ces derniers jours, craignant une reprise des violences politico-ethniques autour de Mombasa, sur la côte kényane. Dimanche 31 août prenait fin un ultimatum du président Daniel Arap Moi, qui avait ordonné aux auteurs de l'attaque d'un poste de police, le 13 août, de rendre les quarante fusils subtilisés. Les habitants de Likoni, où a eu lieu l'agression, ont déserté la région – une zone qui compte près de cent vingt mille personnes –, effrayés par un possible retour des bandes qui terrorisent les résidents natifs de l'intérieur du pays et par les exactions des forces de l'ordre.

Un député de l'opposition, Salim Mwavumo, élu de Likoni, a demandé dimanche au gouvernement kényan de retirer ses forces paramilitaires qu'il accuse de brutaliser les civils sous prétexte de rechercher les armes à feu, dont une dizaine seulement ont été récupérées. L'église catholique a demandé aux autorités de *« mettre fin à la purification ethnique »*.

Plusieurs localités ont été attaquées depuis le 13 août par des groupes armés qui ordonnent aux étrangers de la bande côtière de retourner dans leur région. Quarante-sept personnes ont été tuées et des dizaines de maisons ont été incendiées. Plus de deux mille cinq cents personnes se sont réfugiées à la mission catholique de Likoni et cinq cents à la cathédrale de Mombasa. La plupart des fuyards sont hébergés chez des amis ou des parents.

L'opposition et le pouvoir s'accusent mutuellement d'être à l'origine de ces violences. L'ultimatum adressé aux bandits a par ailleurs été repoussé de dix jours. *« Ce report signifie simplement que davantage de personnes vont fuir,* a déclaré au *Monde* l'archevêque de Mombasa, Mgr John Njenga. *Il y a des gens au gouvernement qui savent où se trouvent les armes volées,* a-t-il expliqué. *Et l'ultimatum a pour unique conséquence d'effrayer la population. »* Selon l'archevêque, ces violences sont d'origine politique et ont pour but de donner un avantage à la KANU (le parti au pouvoir) lors des élections prévues avant la fin de l'année.

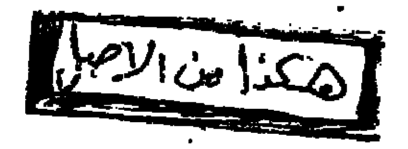
AUTODÉFENSE

En 1992, seules trois circonscriptions sur les vingt de cette province avaient élu un député de l'opposition. Deux d'entre elles ont été touchées par les récents troubles, et, dans la troisième, celle de Changamwe, les habitants organisent leur propre défense en prévision d'une attaque.

Les événements rappellent ceux qui avaient ensanglanté la province de la Rift Valley avant le scrutin de 1992, au moment où des responsables de la KANU, refusant le multipartisme imposé par les donateurs, réclamaient le *majimboisme* (« fédéralisme » en swahili). Deux mille personnes avaient été tuées et trois cent mille étrangers à la Rift Valley chassés des terres des Masaïs et des *Kalenjins* – la tribu du président Moi. L'opposition, réunie au sein de l'Assemblée pour une convention nationale (NCA), veut obtenir des *« réformes minimum permettant des élections libres et honnêtes »* avant le prochain scrutin, et prépare une série de manifestations. De son côté, le gouvernement refuse de reconnaître la légitimité de la NCA (*qui n'a pas été élue*) et, dans ce qui est perçu comme une tentative de diviser ses adversaires, a créé un Comité parlementaire pour le dialogue formé des députés des deux bords.

L'insécurité dans la région de Mombasa a frappé de plein fouet l'industrie touristique du Kenya, qui est sa première ressource en devises (370 millions de dollars en 1996). Les hôtels de la côte enregistrent jusqu'à 60 % d'annulations des réservations.

Jean Hélène



Les dirigeants grecs s'inquiètent du blocage des contacts avec la Turquie

Les tensions sont ravivées au sein du Pasok, le parti socialiste au pouvoir

Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, devait recevoir, mardi 2 septembre, le chef de la diplomatie turque, Ismael Cem, à un moment où les contacts entre Ankara et Athènes semblent une nouvelle fois dans l'impasse, malgré la « déclaration de Madrid », qui devait servir de base à un règlement des différends entre les deux pays, sur la mer Egée et Chypre.

ATHÈNES
de nos envoyés spéciaux

« L'esprit de Madrid » a-t-il déjà cessé de souffler ? Quelques semaines seulement après que le président turc Suleyman Demirel et le premier ministre grec Costas Simitis eurent signé le 8 juillet à Madrid, à l'occasion du sommet de l'OTAN, une déclaration commune, véritable pacte de non-agression, les relations entre les deux pays se retrouvent dans une impasse. Les déclarations répétées de Bülent Etcevit, vice-premier ministre turc, à propos de Chypre ou du différend territorial entre Athènes et Ankara, ont jeté un froid dans les milieux dirigeants grecs. Sans doute n'a-t-on pas oublié à Athènes que le social-démocrate Bülent Etcevit était premier ministre quand l'armée turque est intervenue à Chypre en juillet 1974. Mais ses propos dénonçant les futures négociations d'adhésion entre la République de Chypre (grecque) et l'Union européenne, ou louant la magnanimité des Turcs qui ont laissé aux Grecs la *« ville turque »* de Salonique, lieu de naissance de Kemal Attatürk, ont ravivé l'hostilité des opposants à la ligne Simitis à l'intérieur du Pasok, le parti socialiste au pouvoir.

Depuis les élections de septembre 1996 qui l'ont confirmé à la direction du gouvernement, Costas Simitis a multiplié les initiatives pour désamorcer le conflit gréco-turc, que ce soit à propos de la mer Egée ou de Chypre. Dès le moment où il avait succédé au vieux nationaliste Andréas Papandréou, en janvier 1996, il avait été rudement mis à l'épreuve par une tentative de débarquement turc sur l'îlot désert mais contesté d'Imia. Depuis, il n'a eu de cesse de renouer le contact avec Ankara, et la déclaration de Madrid, signée par les deux parties sous la pression amicale des Américains, représente dans son esprit une étape importante. Celle-ci devait être suivie d'autres, auxquelles travaille le ministère grec des affaires étrangères, encouragé par une assez large convergence de vues entre Théodore Pangalos, le chef de la diplomatie d'Athènes, et son collègue turc, Ismael Cem.

ÉCHEC « PRÉVISIBLE »

La déclaration de Madrid, qui exclut de *« recourir à la force ou [de] menacer d'en faire usage »* subira-t-elle le même sort que les déclarations de bonne volonté signées naguère à Davos entre Andréas Papandréou et l'ancien président turc Turgut Ozal ? L'échec des pourparlers intercommunautaires sur Chypre au début du mois d'août était *« prévisible et gérable »*, dit-on à Athènes, mais la surenchère de Bülent Etcevit, à laquelle la perspective de nouvelles élections turques n'est sans doute pas étrangère, complique la tâche de Costas Simitis et de ses amis. Dans un entretien à l'hebdomadaire *To Vima*, Théodore Pangalos s'en prend vertement à la Turquie, accusée de faire *« comme d'habitude, en parlant comme le souhaitait la communauté internationale sur un plan très général puis en mettant en doute, sur des points concrets, ses engagements »*.

Les rivaux du premier ministre au sein du Pasok et les nostalgiques du « papandréisme » ont ainsi l'occasion de dénoncer la *« naïveté »* de M. Simitis dans son approche des « questions nationales ». Le chef du gouvernement et président du Pasok s'attend à une vive opposition interne lors de la réunion spéciale du comité central de son parti, qui doit être consacrée à la fin de septembre aux relations avec la Turquie.

Au sein même du gouvernement, la « ligne Simitis » ne fait pas l'unanimité. Les anciens concurrents du premier ministre pour la direction du parti font entendre leur différence. Gerasimos Arsenis, ministre de l'éducation et *ancien responsable de la défense*, a estimé, pour s'en plaindre, que la déclaration de Madrid *« légalise pour la première fois les revendications de la Turquie »*. Son successeur au ministère de la défense, Akis Tsohatzopoulos – par ailleurs un des barons du papandréisme –, qui n'avait pas été mis dans la confidence de la réunion de Madrid, a approuvé la déclaration en rappelant les *« principes intangibles »* de la politique grecque (délimitation du plateau continental, extension des eaux territoriales, règlement du problème chypriote) et en soulignant la nécessité de ne rien changer à la politique de défense (y compris au budget militaire, un des plus élevés par rapport au PNB des pays occidentaux).

REFUS DU DIALOGUE

Costas Simitis a donné une satisfaction au moins verbale à son ministre de la défense, ce qui ne veut pas dire que sa marge de manœuvre soit nulle. Sur Chypre sa position est nette : la Grèce mettrait son veto au prochain élargissement de l'UE si l'entrée de la République de Chypre était refusée pour des raisons politiques. Sur les autres points, il faut faire preuve d'imagination. Officiellement, Athènes rejette tout dialogue aussi longtemps qu'Ankara maintiendra des revendications sur les îles de la mer Egée. Mais comment négocier en l'absence de dialogue ? C'est pour sortir de *cette impasse que les deux pays* ont, sur proposition de l'Union européenne, désigné chacun deux sages qui doivent, séparément, faire le point sur les sujets de frictions. Une rencontre des quatre sages pourrait marquer une étape supplémentaire dans la politique des petits pas inaugurée à Madrid, mais Théodore Pangalos l'a exclue dans la situation actuelle. Début novembre, une grande réunion au sommet organisée en Crète sur l'avenir des Balkans devrait être l'occasion d'une première rencontre entre Costas Simitis et le chef du gouvernement turc, Mesut Yilmaz. On pourrait même envisager que les « tables de la loi » de la politique grecque soient laissées de côté *« dans une situation nouvelle permettant de trouver une ligne commune »*.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Les tenants de la « politique Simitis », qui semble répondre aux attentes implicites d'une grande partie de l'opinion grecque, ne veulent pas croire à la répétition tragique de l'Histoire. Ils espèrent que de nouvelles élections amèneront au pouvoir en Turquie un gouvernement stable, enfin dégagé des surenchères nationalistes.

Didier Kunz et Daniel Vernet

Polémique entre Athènes et Rome à propos de Chypre

PARMI les pays qualifiés pour ouvrir des négociations d'adhésion à l'Union européenne, dès le 1er janvier 1998, se trouve Chypre. Mais l'île, toujours divisée entre la République de Chypre, dirigée par les Chypriotes grecs, et la zone turque, occupée par l'armée d'Ankara depuis 1974 et reconnue seulement par la Turquie, va représenter un véritable casse-tête pour les dirigeants européens. La Turquie a en effet menacé de distendre ses relations avec Bruxelles si seule la République de Chypre était admise dans l'UE, tandis que la Grèce brandit son droit de veto contre l'ensemble du prochain élargissement si Chypre est recalée pour des raisons politiques, autrement dit si la division de l'île est un motif de rejet.

Après l'échec des pourparlers au début du mois d'août à Glion-sur-Montreux, en Suisse, la présidence luxembourgeoise de l'UE a appelé les dirigeants des deux communautés à reprendre les contacts. *« La position adoptée par Rauf Denktash* [chef de la République auto-proclamée de Chypre du Nord], *qui conditionne la poursuite des discussions au gel des négociations d'adhésion de Chypre, n'est pas acceptable »*, déclare la présidence au nom des Quinze.

En principe, les pays de l'UE ne reconnaissent qu'un interlocuteur, la République de Chypre. Mais des propos prêtés au ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, qui – selon Reuter – a affirmé après un entretien avec son collègue turc Ismael Cem, que *« Nicosie ne représente pas Chypre dans son intégralité »* et que l'Union devra trouver *« une formule permettant d'impliquer l'autre partie »*, ont suscité les protestations de la Grèce. *« Il doit être reconnu qu'il y a deux Républiques à Chypre, deux entités, deux gouvernements »*, aurait déclaré M. Dini.

Un Israélien a été condamné pour espionnage en Egypte

LE CAIRE
de notre correspondant

La Cour de sécurité de l'Etat du sud du Caire a condamné dimanche 31 août à quinze ans de travaux forcés pour espionnage, Azam Azam, un arabe israélien de 35 ans d'origine druze. Le tribunal a aussi condamné aux travaux forcés à perpétuité un enseignant égyptien, Emad Abdel Hamid Ismaïl. Deux arabes israéliennes, Zahra Youssef Jreis et Mona Ahmad Chawahna, ont été condamnées à la même peine, mais par contumace.

Azam Azam, qui travaillait dans l'usine de textile égypto-israélienne Tefron au Caire, avait été arrêté le 6 novembre 1996 sous l'accusation d'avoir transmis des informations secrètes écrites avec une encre sympathique sur un *sous-vêtement aux deux arabes is*raéliennes. Ces dernières, qui avaient déjà quitté le territoire, ont été accusées d'avoir recruté Ismaïl pour leur fournir des informations sur l'armée égyptienne.

La presse égyptienne qui a accordé une large couverture à l'affaire affirmait que les trois Israéliens étaient des agents du service de renseignements israélien, le Mossad. Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou et son chef de diplomatie David Lévy se sont adressés à de nombreuses reprises au président Moubarak pour qu'il libère Azam Azam. Le raïs a toujours refusé d'intervenir en indiquant que c'était au tribunal de trancher.

Le verdict de la Cour de sécurité de l'Etat a provoqué de vives réactions en Israël où un communiqué du premier ministre a assuré qu'il s'agissait *« du développement le plus sérieux des relations avec l'Egypte »* depuis longtemps. Le communiqué a ajouté que M. Nétanyahou a affirmé que *« Azam est innocent et ne devrait pas rester en prison, pas même une journée »*. Le premier ministre a, une nouvelle fois, téléphoné au président Moubarak pour obtenir sa libération. Le frère du condamné, Sami Azam, a indiqué qu'il fera également appel auprès du raïs. L'avocat du condamné égyptien a, quant à lui, estimé que son client et Azam sont *« les victimes des mauvaises relations égypto-israéliennes »*.

Alexandre Buccianti

CNN acquittée après son reportage sur l'excision

Un tribunal du Caire a débouté samedi 30 août un avocat égyptien qui réclamait 500 millions de dollars de dommages-intérêts à la chaîne américaine CNN pour avoir terni *« l'image de l'Egypte »* en diffusant il y a trois ans un reportage sur l'excision d'une fillette. Le tribunal a jugé *« irrecevable »* la plainte au motif que l'avocat n'était pas concerné par l'affaire. Le juge a également refusé d'accorder une indemnité de 250 millions de dollars pour le père de la fillette estimant que *« l'excision de sa fille a été filmée avec son autorisation »*.

Ce procès avait été intenté en 1994 contre la chaîne d'information et une journaliste égyptienne indépendante, Nevine Yéhia, à la suite de la diffusion d'un reportage aux images insoutenables d'un barbier pratiquant une excision avec un rasoir. En Egypte, la majorité des femmes ont subi l'ablation du clitoris et des petites lèvres vers l'âge de 10 ans. Des dizaines de fillettes meurent chaque année, faute d'hygiène. – *(AFP.)*

L'Unita a commencé à rendre des territoires en Angola

LUANDA. Les anciens rebelles de l'Unita ont annoncé, dimanche 31 août, qu'ils se plieraient aux exigences des Nations unies. Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé jeudi d'imposer, à partir du 30 septembre, un embargo sur les déplacements des membres de l'Unita et la fermeture de ses bureaux à l'étranger, à moins qu'elle ne s'engage *« concrètement et irréversiblement »* à respecter ses obligations. Le mouvement de Jonas Savimbi continue de contrôler de vastes régions du pays, notamment des mines de diamants. *« Nous rendons tous les territoires en notre possession »*, a indiqué Horacio Junjuvili, un délégué de l'Unita. Deux zones clés dans le nord-est du pays, autour de Lusamba et de Bailundo, sont toujours aux mains de l'Unita. L'ONU a indiqué que les rebelles avaient rendu, samedi, vingt-cinq zones moins importantes. Un officier déserteur de l'Unita, Miguel Florentino Sawimbu, a accusé dimanche le mouvement de M. Savimbi d'envisager de reprendre la guerre et d'avoir engagé des mercenaires blancs lourdement armés. – *(AFP, Reuter.)*

Le roi Sihanouk s'oppose à une nouvelle dictature au Cambodge

PHNOM PENH. De retour au Cambodge pour une *« mission de paix »* après un long séjour à Pékin, le roi Norodom Sihanouk a affirmé, dimanche 31 août, qu'il n'accepterait jamais l'installation d'une dictature dans son pays deux mois après le coup de force de Hun Sen qui a écarté du pouvoir son fils, le prince Ranariddh. *« Ma position est claire : je défends les droits de l'homme. Je ne peux pas accepter l'établissement d'un régime dictatorial au Cambodge »*, a déclaré le roi à Siem Reap. De leur côté, les Khmers rouges ont salué en la personne de Norodom Sihanouk *« un roi patriote »* et *« le ciment de l'unité nationale »*. Ces dernières semaines, les Khmers rouges ont aidé les forces royalistes fidèles à Ranariddh à combattre dans le nord-ouest du pays les troupes gouvernementales de Hun Sen et ce, bien que le prince ait démenti tout accord formel avec les rebelles. – *(Reuter)*

Discussions entre l'Ouganda et le Soudan à Pretoria

PRETORIA. Un sommet d'une journée entre les présidents ougandais Yoweri Museveni et soudanais Omar El Bachir s'est tenu dimanche 31 août à Pretoria sous l'égide de leur homologue sud-africain Nelson Mandela, qui tente de réduire les tensions entre les deux pays. Cette rencontre a été organisée à la demande de Khartoum, qui s'efforce de rompre son isolement diplomatique. Après la réunion, M. Mandela a fait état de *« légères tensions »* entre les deux parties même si *« des progrès ont été faits »*. Le chef d'Etat a fait valoir que les discussions se trouvent *« à un stade extrêmement délicat et que le problème avec ce type de sujets est qu'une avancée n'est possible que si la confidentialité est observée »*. Les deux pays s'accusent mutuellement de soutenir les mouvements rebelles présents sur leur territoire. Les rebelles du sud-Soudan, majoritairement chrétiens et animistes, luttent depuis des années contre le régime militaro-islamiste de Khartoum. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **CUBA : le voyage du pape du 21 au 25 janvier 1998** aura *« une dimension politique »*, a souligné samedi 30 août le cardinal Jaime Ortega, archevêque de La Havane, en mettant cependant en garde contre *« les spéculations dans un sens ou un autre »* concernant l'attitude du chef de l'Eglise vis-à-vis du régime cubain. Mgr Ortega a ajouté que ce premier séjour du pape fera naître chez les Cubains des *« attitudes très nouvelles, très changées »*. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **RUSSIE : le président Boris Eltsine** a confirmé, lundi 1er septembre, qu'il ne briguerait pas un troisième mandat. *« C'est en l'an 2000 que mon mandat se termine, et je ne vais plus me présenter »*, a-t-il déclaré, ajoutant qu'une femme pourrait un jour prendre sa place au Kremlin. *« Une femme peut aussi être président »*, a affirmé M. Eltsine, cité par l'agence Itar-Tass. – *(AFP.)*

■ **MACÉDOINE : un officier de police macédonien** a été tué et deux autres ont été blessés, samedi 30 août, lors d'un affrontement avec un groupe d'une cinquantaine d'Albanais armés, infiltrés en Macédoine. Trois d'entre eux ont également été blessés, a annoncé la police de Skopje. Cent sept incidents ont été enregistrés à la frontière entre l'Albanie et la Macédoine depuis l'explosion des troubles en Albanie au mois de mars, a indiqué le ministère macédonien de l'Intérieur. – *(AFP, AP.)*

■ ***ITALIE-ALBANIE : le président du Conseil italien,*** Romano Prodi, a décidé, dimanche 31 août, de reculer de trois mois la date-butoir, initialement le 31 août, pour le rapatriement des quelque 10 000 Albanais réfugiés sur le territoire italien pendant les troubles du printemps. Une aide financière de 210 milliards de lires (720 millions de francs) étalée sur trois ans, et destinée notamment à la reconstruction de structures sanitaires et scolaires, sera octroyée à Tirana. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : un Israélien de soixante treize ans,** qui avait été blessé le 30 juillet au cours du double attentat suicide à Jérusalem, est décédé samedi 30 août. Ce décès porte à dix-sept le nombre de morts, dont les deux kamikazes toujours non identifiés, dans cet attentat qui s'est produit sur le marché Mahané Yéhouda, en plein centre de Jérusalem. – *(AFP.)*

■ ***L'influent ministre des infrastructures,*** Ariel Sharon, *« faucon »* de la droite israélienne, a déclaré samedi 30 août à la radio qu'il était *« impossible »* de faire la paix avec Yasser Arafat. Le ministre, qui a récemment qualifié M. Arafat de *« criminel de guerre »*, a toutefois ajouté croire en la possibilité d'un accord avec les Palestiniens. – *(Reuter)*

■ **IRAN : un Iranien condamné à mort** par un tribunal militaire pour espionnage au profit des Etats-Unis a été exécuté par pendaison la semaine dernière, a annoncé lundi 1er septembre l'agence IRNA. Siavoch Bayani, dont l'arrestation n'a jamais été annoncée officiellement, a été condamné pour avoir transmis *« des informations militaires confidentielles »* aux services de renseignement américains. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **CONGO-KINSHASA : Laurent-Désiré Kabila** a fustigé, samedi 30 août, l'enquête de l'ONU sur les massacres de réfugiés rwandais, la qualifiant d'*« ingérence étrangère »*. Il s'exprimait devant ses partisans qui manifestaient dans les rues contre les enquêteurs de l'ONU, toujours empêchés d'accomplir leur mission par Kinshasa. – *(Reuter.)*

MAGHREB

■ **BERBÈRES : les premières assises berbères de Tafira** (îles Canaries) ont été marquées par la polémique et la confusion la plus totale, a-t-on appris de sources proches des congressistes. Les participants n'arrivent pas à désigner le nouveau président du Congrès mondial amazigh (CMA), une organisation transnationale basée à Paris. Ils n'avaient réussi à élire, dimanche 31 août, qu'un conseil fédéral composé de dix Algériens, dix Marocains, dix membres de la diaspora, quatre Canariens, trois Touaregs et deux Libyens. – *(AFP.)*

GOUVERNEMENT L'université d'été du Parti socialiste, réunie à La Rochelle, s'est achevée, dimanche 31 août, sur un discours de Lionel Jospin, premier ministre et, jusqu'au congrès convoqué à Brest fin novembre, premier secrétaire du parti. M. Jospin s'est employé à justifier le « réalisme » mis en œuvre par son gouvernement depuis trois mois, particulièrement sur le dossier de l'immigration. ● LES DIRIGEANTS du PS ont veillé à donner de leur parti, trois mois avant son congrès, une image d'unité, sans s'interdire pour autant de suggérer au gouvernement certaines mesures en faveur de l'emploi, notamment. ● LA PRÉPARATION du congrès de Brest va démarrer avec la publication des diverses *« contributions », qui dessineront les contours d'une majorité au sein de laquelle le futur premier secrétaire, le jospiniste François Hollande, pourra s'appuyer sur 51 % du parti.*

Lionel Jospin espère un « consensus républicain » sur l'immigration

Devant les militants réunis à La Rochelle pour l'université d'été du PS, le premier ministre a défendu sa politique « réaliste » et nié tout reniement au sujet des lois Pasqua et Debré. Les socialistes ont tenu à donner une image d'unité trois mois avant leur congrès de Brest

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

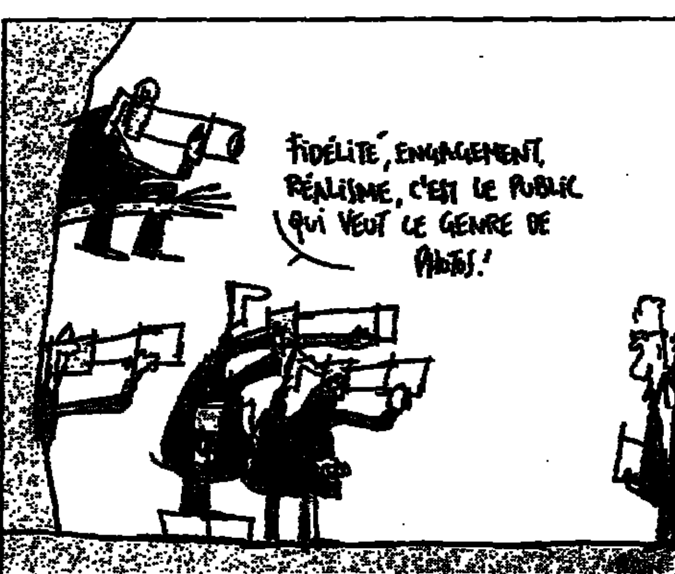
Ni drame, ni fête, ni chahut, ni enthousiasme : l'université d'été du Parti socialiste, qui a réuni huit cent cinquante stagiaires pendant deux jours et demi à La Rochelle, s'est révélée, à la différence de celle de 1996, sage et calme. En présence de dix ministres, les socialistes ont voulu donner d'eux-mêmes une image responsable, évitant toute contestation du gouvernement, non sans faire entendre cependant, à moins de trois mois de leur congrès de Brest, leur petite musique. Ils ont surtout voulu affirmer leur unité.

L'image en a été donnée, dimanche 31 août, lors des discours de conclusion de François Hollande, premier secrétaire délégué, et de Lionel Jospin, premier ministre et premier secrétaire en titre. Au premier rang, assis côte à côte, souriants et détendus, Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, Martine Aubry, Daniel Vaillant, Jean-Christophe Cambadélis, Pierre Moscovici, les principaux protagonistes du congrès de Brest, ont ostensiblement et à plusieurs reprises applaudi, de concert, tant M. Hollande que M. Jospin, surtout lorsqu'ils ont évoqué le rôle du PS et la nécessité de son *« rassemblement » (lire ci-dessous)*. Costume sombre et cravate noire tachetée devant des stagiaires en tenue d'été, le premier ministre, arrivé à Rochefort la veille au soir, venait de faire un aller-retour à Paris pour s'incliner devant la dépouille mortelle de lady Diana.

Anticipant le prochain congrès en défendant son bilan de presque cent jours, en illustrant son *« réalisme de gauche »* et en esquissant un projet de société autour de la notion d'*« équilibre »*, M. Jospin est revenu longuement sur les critiques, *« à la fois confuses et excessives »*, émises chez les jeunes socialistes et par la Gauche socialiste sur la non-abrogation des lois Pasqua-Debré. *« Je ne crois pas*, a-t-il martelé, *que le débat formel sur l'abrogation ou non des lois Pasqua-Debré ait concrètement un sens, car celles-ci ne sont que des amendements dispersés dans l'ordonnance de 1945. C'est ce texte fondateur du droit des étrangers que nous devons, à notre tour, amender. » « Nos projets de loi*, a-t-il ajouté, *changeront profondément la législation et supprimeront des dispositions essentielles des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré. Même M. Debré finira bien par s'en apercevoir ! »*

« MOINES COPISTES »

Se livrant à un exercice quelque peu... « notarial », M. Jospin a énuméré ses prises de position sur l'immigration depuis mars 1995, en rappelant la convention socialiste de 1996, les textes signés par le PS avec les Verts et le PCF, mais en omettant le rapport d'Adeline Hazan adopté en avril et la plate-forme électorale du PS. Reconnaissant qu'il avait parlé d'« abrogation », le 15 mai, lors d'un meeting au Zénith de Paris, il a rappelé qu'il avait ajouté que ces lois seraient remplacées *« par une nouvelle législation respectueuse du droit des gens ». « Ainsi*, a-t-il commenté, *pour certains, un mot de moi l'emporterait sur toutes mes autres déclarations et, surtout, sur tous les textes débattus collectivement, pensés et écrits, soit par les socialistes, soit avec nos partenaires. »* Et de conclure : *« Sur le fond, je suis resté constant dans mon approche et mes positions »*, en promettant que le gouvernement *« a bien l'intention de respecter ses engagements de campagne »*, sans exclure qu'au-delà de la majorité puisse apparaître *« un consensus républicain sur l'immigration » : « Si c'était le cas, les étrangers dans notre pays, mais aussi les Français, pourraient nous en savoir gré. »*



M. Jospin ne s'est pas davantage privé de rappeler à sa majorité *« plurielle »* la double exigence : *« Celle du respect de chacun, celle de rester rassemblés. »* Il a mis en garde, aussi, *« une droite en crise »* contre toute tentation de rapprochement avec l'extrême droite. *« Une telle orientation serait à l'évidence dangereuse pour la vie politique de notre pays »*, a conclu le premier ministre en faisant écho à des propos similaires tenus auparavant par M. Hollande. Adoptant déjà une posture de premier secrétaire, celui-ci avait invité les socialistes à ne pas se comporter en *« moines copistes »*, mais en *« ingénieurs »* pour *« construire ensemble le sens que nous donnons à nos réformes et à nos engagements »*. M. Hollande a ainsi rappelé, sur la fiscalité, *« les réformes qui nous tiennent à cœur »*, comme une diminution du taux de la TVA sur certains produits de première nécessité et la réforme de la fiscalité locale et de la taxe professionnelle. Il a aussi prévenu qu'il faudrait reprendre, *« le moment venu »*, le dossier de la réforme du mode de scrutin régional.

La veille, samedi, les socialistes ont aussi voulu donner une image responsable en montrant qu'ils ne soutiennent pas passivement le gouvernement, mais qu'ils lui faisaient des propositions. Lors d'un débat sur l'emploi, Martine Aubry, Claude Allègre, Henri Emmanuelli, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn ont fait assaut de déclarations convergentes ou complémentaires. Seule Marie-Noëlle Lienemann, remplaçant au pied levé Jean-Luc Mélenchon, a introduit une note discordante en AGITant le double spectre de la construction d'une *« société américaine un peu plus douce »* et de l'impossibilité de tenir le programme du PS *« sans augmenter les prélèvements obligatoires et avec un déficit public inférieur à 3 % »*.

« LOURDE CHARGE »

Gentiment brocardé pour l'utilisation de mots anglais, M. Allègre a plaidé pour la naissance d'une *« industrie de l'éducation »* pour faire face à la compétition économique du vingt et unième siècle, qui sera *« une compétition de matière grise »*. M. Fabius a averti que ce serait *« une faute considérable d'alourdir la charge fiscale et sociale, car cela se retournerait contre l'emploi »*. Invitant à *« une modification d'attitude »* sur les PME et se faisant l'avocat de la semaine de quatre jours, le président de l'Assemblée nationale a redit que les socialistes ont *« la lourde charge de ne pas décevoir en matière d'emploi »*. Quant à M. Emmanuelli, il souhaite que l'on accélère le basculement des cotisations salariales sur une CSG élargie et la modification de l'assiette patronale. Se disant *« obsédé »* par la réduction du temps de travail, il a réclamé les trente-cinq heures *« sans baisse de salaires »*. *« Je prêche face à un gouvernement attentif, efficace et prêt à réussir »*, a commenté l'ancien premier secrétaire du PS.

Un autre débat sur l'Europe n'a pas révélé d'importants clivages entre Pierre Guidoni, Elisabeth Guigou, Pierre Moscovici, Henri Nallet, Alain Richard, Catherine Trautmann et Jack Lang. Invité par le ministre délégué aux affaires européennes à *« user son énergie positivement »*, le président de la commission des affaires étrangères s'est même montré moins catégorique sur son refus de voter le traité d'Amsterdam. *« Nous, socialistes, nous ne voterons pas ce traité si un certain nombre d'événements et d'initiatives ne nous donnaient pas à penser qu'il y a une volonté de sortir d'une sorte d'inertie »*, a assuré M. Lang. *« Je ne doute pas que Lionel Jospin prendra cette initiative, et notre pays est en bonne posture pour cela »*, a conclu le maire de Blois, en montrant que, même sur ce qui pouvait fâcher des socialistes avec le gouvernement, le vent soufflait, à La Rochelle, dans le sens de l'apaisement.

M. N.

Une incitation fiscale à l'emploi

Partisan d'une *« nouvelle alliance entre l'Etat et le marché »*, Dominique Strauss-Kahn a déclaré, samedi 30 août, lors d'un débat sur l'emploi à l'université d'été du PS à La Rochelle, que *« l'idée de lier une partie de la fiscalité des entreprises à la façon dont elles créent des emplois est une très bonne idée »*, même si elle est *« compliquée à mettre en œuvre »*.

***« Dans le film que vous verrez sortir sur vos écrans le 24 septembre,* a indiqué le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, *qui s'appelle « Le budget pour 1998 » – sur une idée originale d'Henri Emmanuelli, avec paroles et musique de votre serviteur et une réalisation de Lionel Jospin, – il se pourrait bien qu'il y ait une mesure de ce genre. »* Cette idée, jugée *« bonne »* par Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, est défendue par Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui avait animé la convention du PS sur la politique économique en décembre 1996.**

Mme Aubry : les 35 heures « sans précipitation »

Samedi 30 août, à La Rochelle, Martine Aubry a assuré que *« certaines grandes entreprises sont prêtes à aller plus loin »* dans la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire en deçà de trente-cinq heures par semaine. Pour le ministre de l'emploi et de la solidarité, *« les trente-cinq heures, qui sont une étape, doivent se faire vite »*, mais *« sans précipitation si l'on veut que cela crée des emplois »*.

Devant les militants socialistes, Mme Aubry a assuré qu'*« il n'est pas question, aujourd'hui, d'abaisser les rémunérations pour la majorité des salariés »*. Elle a rappelé que ces questions seront traitées *« par la négociation »*, lors de la conférence nationale sur les salaires, fin septembre ou début octobre, dont l'objectif sera aussi de consolider la relance par la consommation. Prônant *« un nouveau modèle de développement »*, Mme Aubry a proposé des dispositions *« pour réduire les heures supplémentaires »*.

« Nous avons commencé à rendre confiance aux Français »

LIONEL JOSPIN est intervenu, dimanche 31 août, en conclusion de l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle. *« A ceux qui nous répètent : "Vous n'avez pas le droit à l'erreur", je me demande parfois si l'opinion ne répond pas comme en écho et un peu lassée des échecs : "Vous avez droit au succès, nous aimerions bien que vous réussissiez." C'est ce que nous allons nous efforcer de faire »*, a déclaré le premier ministre, en soulignant que *« se couper des Français, on l'a vu, c'est se condamner à coup sûr à l'échec »*.


VERBATIM

M. Jospin est revenu sur son « réalisme de gauche », pour expliquer : *« Ce n'est pas pour moi un minimalisme, ni l'absence de volontarisme. C'est une volonté politique inscrite dans le réel. (...) Je veux partir des faits pour les transformer. (...) Nous avons commencé à le montrer dans nos choix budgétaires ou fiscaux, comme dans notre politique pour l'emploi ou notre approche de la question de l'immigration. Notre réalisme est bien un réalisme de gauche. (...) Les Français attendent un réformisme économique et social qui modernise le pays, qui l'adapte à la compétition mondiale sans détruire la cohésion sociale, mais en lui donnant des formes nouvelles inspirées par des exigences de justice.*

» Il nous faut réhabiliter l'idée même de la réforme. (...) Je ne crois pas que l'idée réformiste et de transformation sociale soit épuisée sous prétexte que sont retombés, par ailleurs, les grands élans révolutionnaires. Il n'est pas vrai que seuls auraient droit de cité le conservatisme plat ou la réaction drapée d'oripeaux modernistes. La France ne veut pas cela. Elle a aussi démystifié, me semble-t-il, le véritable détournement de l'idée de réforme opéré par la droite et qui consiste à dénommer réforme toute mise en cause d'un acquis historique. Pour nous – et je crois, aussi, pour les Français –, le mot "réforme" reste synonyme de progrès. »

Après avoir retracé l'action du gouvernement pendant ses trois premiers mois – *« Nous avons commencé à rendre confiance aux Français »* – et annoncé que la limitation des mandats électifs *« aura bientôt force de loi »*, M. Jospin a défini son ambition de *« dessiner un projet de société pour la France »*, qui *« ne doit pas être un simple bouquet posé de façon décorative sur la table de la vie quotidienne, non plus qu'une référence rhétorique ». « Il doit éclairer notre démarche, sans doute, mais se déduire aussi des actes concrets que nous posons »*, a-t-il dit.

QUATRE TÂCHES

Résumant son propos par le mot « équilibre », M. Jospin estime que la France *« bougera, elle accompagnera et vivra la modernité si on l'aide à réaliser la synthèse du temps entre hier et demain, si elle peut conjuguer ouverture et identité, efficacité et justice »*. Pour le premier ministre, il faut d'abord *« rééquilibrer la construction européenne »* à travers quatre tâches : *« Faire vivre les dispositions déjà présentes dans les traités et prévoyant que les gouvernements des Etats membres coordonnent leurs politiques économiques » ; « traduire concrètement l'engagement pris à Amsterdam par l'ensemble des gouvernements de mettre l'emploi au premier plan des préoccupations politiques de l'Union » ; « doter l'Europe d'une véritable puissance industrielle » ; « renforcer enfin la capacité de l'Union à se gouverner »*. Sur ce dernier point, il juge que *« la situation actuelle n'est pas satisfaisante, mais deviendrait catastrophique si l'élargissement devait se réaliser sans une réforme institutionnelle préalable »*.

M. Jospin veut aussi *« trouver un nouvel équilibre entre l'Etat et le marché » : « Pour nous, le marché n'est pas la solution de substitution au contrat social : voilà pourquoi nous ne serons jamais des libéraux. Pour nous, l'Etat n'a pas la vocation à régenter la société, ni à corseter l'économie : voilà pourquoi nous ne sommes plus des dirigistes ni des étatistes. Pour nous, l'Etat et le marché doivent aller de pair, dans un nouvel équilibre. »* Enfin, le premier ministre veut *« concilier justice sociale et efficacité économique »*.

« Nous devons revendiquer toute l'attention que nous portons au processus de création de richesses économiques, c'est-à-dire à l'entreprise, a-t-il expliqué, *mais cela ne retire rien à notre ambition de transformation sociale, ni à notre volonté de justice. Simplement, nous devons mener les deux tâches à la fois. Mettre toujours davantage l'accent sur la redistribution en négligeant la production finirait, en effet, par condamner l'idée même de la redistribution. » « Il ne s'agit pas pour autant d'oublier la justice sociale »*, qui se traduira, dans une première étape, par *« une fiscalité équitable »*, a assuré le premier ministre.

Paix armée entre jospinistes et fabiusiens

ANALYSE

François Hollande pourra s'appuyer sur une « majorité de la majorité »

LAURENT FABIUS et ses amis ne cachaient pas leur soulagement au terme de l'université d'été du PS de La Rochelle. Le congrès de Brest du 21 au 23 novembre ne devrait pas être la reproduction de celui de Rennes, il y a sept ans, qui avait consacré les divisions des socialistes.

Défendant l'idée d'un PS manifestant *« unité »* et *« imagination »*, Jack Lang ne cachait pas tout le mal qu'il pensait de la contribution préparée par Daniel Vaillant et signée par de nombreux ministres, jugée *« hallucinante »* et perçue comme l'aveu d'un gouvernement principalement bicolore, à savoir jospino-rocardien. Comme M. Fabius, M. Lang attendait donc de Lionel Jospin qu'il mette un coup d'arrêt au retour de la guerre des clans.

Le premier ministre s'y est employé en souhaitant un congrès *« de rassemblement et de débat »*. *« De rassemblement*, a-t-il expliqué, *car l'ampleur de la tâche qui nous attend et des responsabilités qui en découlent, proscrit à mes yeux toute forme de division ou de retour à des querelles dépassées »* ; mais, a-t-il ajouté, *« de débat politique, car celui-ci est indispensable à la démocratie et reste la condition première du rassemblement »*. M. Jospin a apporté son *« plein soutien »* à François Hollande, qu'il a ainsi adoubé comme successeur, tout en précisant qu'il continuera à s'intéresser au PS avec l'espoir de le voir *« poursuivre sa rénovation »*.

M. Hollande a manifesté le même souci d'apaisement en affirmant que *« le seul combat qui vaille, c'est contre la droite et l'extrême droite et non entre socialistes »*. Le premier secrétaire délégué a préconisé, *« après le temps légitime du débat des contributions »*, *« une motion qui rassemble le plus grand nombre, en associant chacun à toutes les responsabilités »*. Or, c'est sur les motions que les militants votent, et celles-ci déterminent la place de chaque courant au sein du conseil national. Comme le confie un dirigeant du parti, *« les peurs ne sont pas intellectuelles, elles sont numériques »*.

MOTIONS ET CONTRIBUTIONS

La contribution de M. Vaillant va consacrer la naissance d'un pôle constitué par les amis de M. Jospin, de Michel Rocard, de Martine Aubry et de Pierre Mauroy, destiné à être *« la majorité de la majorité »* sur laquelle s'appuiera M. Hollande, dépourvu de troupes propres. Signée par de nombreux ministres – de Claude Allègre à Dominique Strauss-Kahn en passant par Pierre Moscovici, Elisabeth Guigou, Catherine Trautmann ou Martine Aubry –, elle rassemblera aussi de nombreux parlementaires et des premiers secrétaires fédéraux.

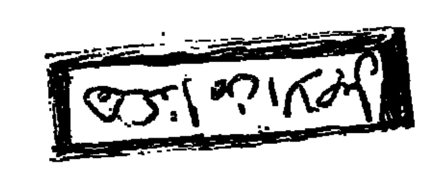
Deux petits courants – Partages, constitué par d'ex-fabiusiens, et Changer, animé par Christophe Clergeau, qui devrait rejoindre les rocardiens de l'Action pour le renouveau socialiste – vont y adhérer. Mais une *« majorité de la majorité »* signifie aussi qu'elle regroupe à elle seule 51 % des sièges du conseil national. M. Fabius semble prêt à admettre ce calcul, à condition qu'il garde, à quelques décimales près, ses 28,84 % de Rennes...

Les assurances ayant été visiblement données du côté de M. Jospin et surtout de M. Hollande, partisan dès l'origine du rassemblement, la direction du PS a bon espoir qu'à Brest seules deux motions seront face à face : celle de la majorité (au sens large) et celle de la Gauche socialiste, de plus en plus oppositionnelle. Une dizaine de contributions devraient être déposées d'ici à la date ultime du 2 septembre à minuit. La contribution du secrétariat national, impulsée par M. Hollande, devrait regrouper tous les secrétaires nationaux, à l'exception de Harlem Désir. Sous réserve du sort de ses amendements – notamment sur le refus du concept de *« droit d'inventaire »* –, Jean Glavany devrait la signer.

A côté des contributions personnelles de M. Fabius, d'Henri Emmanuelli et de Louis Mermaz, les amis de Jean Poperen, les jeunes poperénistes de Combat socialiste, les fédérations du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône – affichant leur autonomie face aux fabiusiens – déposeront des textes. Les rocardiens Alain Bergounioux et Michel Sapin y ajouteront une contribution thématique sur les inégalités.

La plupart de ces « contributeurs » assurent qu'il s'agit de nourrir le débat et non de rouvrir les querelles du passé.

Michel Noblecourt



La minorité des Verts refuse des listes d'union de la gauche et des écologistes pour les régionales

La ministre de l'environnement demande à ses amis de « rester vigilants sur les engagements pris »

En clôture de leur université d'été, les Verts ont réunis leur conseil national inter-régional. Celui-ci a débattu de la stratégie pour les élections régionales. La minorité a reproché aux amis de Dominique Voynet de préparer un « *coup de force* » en mettant les militants devant le fait accompli d'une alliance avec les autres partis de la majorité gouvernementale. La décision a été reportée au mois d'octobre.

CALAIS
de notre envoyée spéciale

La division a fini par l'emporter en clôture de la semaine de travail des Verts. Dimanche 31 août, la minorité a quitté la salle où se tenait le conseil national inter-régional (CNIR) du mouvement écologiste en dénonçant « *un coup de force inaceptable* ». Ce n'est ni le débat sur la politique de l'immigration ni celui sur les trente-cinq heures qui a conduit à cette rupture, mais la stratégie électorale. Les opposants à la direction ont reproché à celle-ci de se préparer à les mettre devant le fait accompli d'une alliance avec les partis de gauche pour les régionales de mars 1998.

Connaissant la sensibilité des militants sur tout ce qui concerne la stratégie électorale, Dominique Voynet, lors de son intervention de samedi, avait tenté d'encadrer le débat. S'étonnant de retrouver les mêmes réticences qui s'étaient exprimées lors de la signature du pacte électoral législatif avec les socialistes, l'ancienne porte-parole – Mme Voynet a abandonné ce mandat pour la durée de ses responsabilités ministérielles – a tancé ceux qui n'avaient pas compris que « *les faits ont validé la stratégie adoptée* ». « *Devons-nous laisser des régions à la droite, et amputer gravement notre capacité d'action pendant six ans, pour l'enivrant plaisir de l'affirmation de soi et de la radicalité du discours pendant la durée d'une campagne électorale ?* », a-t-elle déclaré.

Les proches du ministre se sont évertués, tout au long du week-end, à éviter une remise en cause des discussions engagées cet été avec les autres composantes de la majorité parlementaire qui devraient reprendre en septembre. En revanche, la minorité du mouvement – environ 40 % des mandats lors de la dernière assemblée générale des Verts – a tenté de rouvrir la discussion en présentant un texte réclamant des « *listes autonomes avec les forces écologistes, régionalistes et alternatives dans un maximum de régions et de départements* ».

Leur objectif est, selon Francine Bavay, une de leurs dirigeantes, de « *maintenir un rapport de forces sur les décisions qui vont être prises au gouvernement et de porter les idées écolos* ». La direction du mouvement ne l'a pas entendu ainsi ; évitant le débat sur le fond, elle a proposé simplement la mise en place d'une commission chargée de rencontrer les partenaires de la coalition gouvernementale pour « *étudier l'opportunité d'un accord national pour les régionales et cantonales* ».

Il n'en fallait pas plus pour réveiller les soupçons sur un accord déjà ficelé : pour la première fois, l'opposition, renforcée par quelques figures historiques du mouvement comme Didier Anger, conseiller régional de Basse-Normandie, a alors quitté la salle. Désemparé, le CNIR a décidait de réexaminer la question en octobre.

« RESTER VIGILANT »

Pourtant, dans son intervention, très attendue, Dominique Voynet s'était efforcé de calmer les aigreurs de ses amis, après son refus de se désolidariser du gouvernement sur la réforme de la législation sur l'immigration. Samedi, elle a lancé : « *Je veux dire ici clairement que je n'ai pas changé.* » C'était un préalable à une explication toute pédagogique sur les rôles de chacun : « *Nous n'avons pas au gouvernement, à l'Assemblée nationale, dans les conseils régionaux, au sein des Verts et dans les associations les mêmes champs d'action, les mêmes modes d'intervention, les mêmes marges de manœuvre.* »

Reconnaissant que les Verts avaient eu « *raison d'exprimer leur position* » de manière autonome sur le projet de Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'aménagement du territoire et l'environnement a estimé que « *le mot abrogation est un symbole fort* » : « *Je crois que nous devons ce symbole à tous les résidents étrangers qui vivent ici, pour marquer clairement une rupture avec la politique qui a été menée ces dernières années et qui a déshonoré les traditions de la France.* » « *Il s'agit d'un engagement pris devant les électeurs* », a-t-elle insisté. Mme Voynet a également abordé l'épineuse question de la réduction du temps de travail. Rappelant que l'accord Verts-PS « *prévoit les trente-cinq heures dès maintenant et les trente-deux heures pendant la législature* », le ministre a jugé que « *seule une réduction rapide et forte du temps de travail est en mesure de rompre la spirale infernale du chômage* », ajoutant que son parti demandait la mise en œuvre d'une loi-cadre sur les trente-cinq heures avant le 1er janvier 1999. Elle a enfin exhorté ses amis à « *rester vigilants pour que les engagements pris (...) durant la campagne soient tenus* ».

Sylvia Zappi

Alain Krivine souhaite que le gouvernement « réussisse »

PRAPOUTEL (Isère)
de notre envoyée spéciale

Vigilants, sourcilleux, mais décidés à ne pas jouer les éternels trompettistes de la « *trahison* » : la sixième université d'été de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui réunissait à Prapoutel (Isère), du 28 au 31 août, quelque cinq cents participants – un record pour cette organisation –, avait pris un air presque grave. Certes, on a rappelé les « *deux grands chantiers de la rentrée* » : abrogation « *pure et simple des lois Pasqua-Debré* », « *loi-cadre sur les trente-cinq heures, pour tous, tout de suite, sans diminution de salaire* » ; mais on reçut avec chaleur Gilles Martinet, membre du PS, et on n'a pas sifflé l'envoyé spécial des socialistes, Laurent Dutheil, lorsqu'il a tenté de désamorcer les critiques sur l'avant-projet de loi Chevènement...

Les temps changent. Dans le menu des journées, on retrouvait tout ce qui fait, depuis des lustres, l'identité de l'extrême gauche (cycles de formations sur « Octobre » (1917) ou le « Che », projection de *Reprise*, d'Hervé Le Roux, pour célébrer l'actualité de mai 1968. Mais on s'est aussi penché sur un passé plus récent : soirées-documentaires sur les grèves de novembre et décembre 1995, concerts avec des groupes de ragga toulousains, dont Zebda, venus présenter en avant-première leur CD de « chants révolutionnaires » *parrainé par Marcos, Lucie Aubrac, Leila Chahid ou Bernard Thibault*...

La Ligue a aussi parlé de la rentrée. A un public jeune – beaucoup de militants de Ras l'front –, et constitué de nombreux militants syndicalistes, qui donnaient à ce rendez-vous, selon l'expression de l'un d'entre eux, un air d'« *université d'été du mouvement social* », Alain Krivine a expliqué, dans son discours politique, que si la Ligue n'était « *pas dans la majorité gouvernementale* » – « *parce qu'on ne lui a pas demandé et que de toute façon, vu le cadre de Maastricht, elle n'aurait pas voulu* », ajoutait-il en riant –, elle appartient à « *cette gauche qui a contribué à battre la droite* » et que son mouvement souhaite donc que la majorité « *réussisse* ».

Attention : les critiques ne sont pas éteintes. « *L'idée qu'on peut satisfaire à la fois les travailleurs et le patronat est fausse. Vous ferez rigoler la droite et Le Pen et vous décevrez la gauche et le mouvement social* », a-t-il lancé en s'adressant aux socialistes. « *Cette politique de concessions sans choix politique véritable ne mènera à rien. Pire, elle sera perdante sur tous les fronts.* » Mais, a-t-il ajouté : « *Nous n'attendons pas en nous léchant les babines que ce gouvernement, fait de sociaux-démocrates et de communistes, trahisse.* » Comme le PCF, comme les Verts, la LCR juge stérile le modèle de l'opposition menée par les communistes après leur départ du gouvernement de gauche, parce que, « *si les gens qui ont voté pour le gouvernement n'ont plus d'illusions, le PS a lui aussi appris beaucoup de 1981* ».

Preuve de cette inflexion, les efforts que la LCR mène pour repenser la question européenne. Yves Salesse, un des fondateurs de l'organisation, aujourd'hui conseiller technique du ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, avait été convié, « *à titre personnel* », à développer ses *Propositions pour une autre Europe, Construire Babel*, éditées cette année au Félin. Critiquant la « *carence* » dans laquelle « *très longtemps, sur l'Europe, l'extrême gauche s'est enfermée* », il a longuement expliqué aux militants que, « *être pour une autre Europe, ce n'est pas seulement crier : "Vive l'Europe des travailleurs !" Si le mouvement syndical ne se décide pas à occuper ce nouveau lieu de décision, il se plantera, comme à Vilvorde* ». Et d'expliquer que « [à Amsterdam] *on pouvait évidemment avoir plus, si on avait pris le risque politique d'une crise au niveau européen. C'était possible, dès lors qu'on se décide de sortir du cercle de la négociation politique secrète...* »

Ariane Chemin

Le « virage » de Lutte ouvrière

En avril 1996, à Bercy, Arlette Laguiller avait refusé de participer à un forum du Parti communiste, pour ne pas « *cautionner* » une politique de gauche. Durant la campagne des élections législatives, elle avait indiqué que son parti ne donnerait aucune consigne de désistement entre les deux tours : « *En votant PS, on ne vote pas contre la politique d'Alain Juppé.* » Le 18 mai, au château de Presles, à l'occasion de la fête annuelle de Lutte ouvrière, elle avait qualifié les politiques de droite et de gauche de « *sœurs jumelles* ». Cet été, Arlette Laguiller a *donné les signes d'une nette inflexion*. Ainsi, le 11 juillet, dans un éditorial de l'hebdomdadaire *Lutte ouvrière*, la porte-parole de l'organisation trotskiste indique que « *les hommes de droite et de gauche ne sont pas rigoureusement identiques* ». « *Aider le gouvernement ? Pourquoi pas, si c'est de cela qu'il a besoin, mais surtout poussons-le !* »

Les associations luttant contre le FN rédigent une Charte citoyenne

AVIGNON
de notre correspondante

Cinq cents militants d'associations de lutte contre le Front national ont mis au point, samedi 30 et dimanche 31 août à Châteauneuf-du-Pape (Vaucluse) une Charte citoyenne formulant des exigences « *en matière de démocratie locale* ». Ce document d'une douzaine de pages « *provisoires* » veut servir de base aux discussions, ses rédacteurs jugeant « *indigentes les propositions des partis politiques traditionnels* ».

Cette charte est essentiellement axée sur la démocratie locale participative afin de veiller aux principes d'impartialité, de pluralisme et de transparence. Elle demande donc la prise en compte des votes nuls et blancs, et la création de conseils de la vie citoyenne associés au conseil municipal.

Pour un membre de la Ligue des droits de l'homme, responsable de la rédaction de la Charte, « *il faut non seulement refuser certains abus comme [...] l'interdiction par le maire de certaines publications dans une bibliothèque municipale, mais aussi imposer des espaces institutionnalisés où les lecteurs pourraient donner leurs choix* ». Ce document souhaite aussi une redéfinition des missions des polices municipales.

Les militants de gauche des villes gérées par le Front national, Orange, Marignane et Vitrolles, n'ont pu que constater, comme le dit Serge Julien, président de Alerte Orange, que « *le parti d'extrêmedroite mettait en pratique exactement le contenu de son programme* ».

Un seul incident a émaillé les travaux de cette « université citoyenne » : la venue, samedi après-midi, de Gilles Vivien, conseiller municipal Front national d'Orange. Reconnu par les organisateurs, il a été reconduit sans violence mais fermement à l'extérieur de la salle polyvalente. Les participants ont décidé de se retrouver tous les six mois pour continuer à confronter leurs expériences.

Monique Glasberg

Mme Voynet reconnaît que la hausse du prix du gazole est « une piste »

LE MINISTRE de l'économie et des finances et le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ont qualifié de « *prématurées* », samedi 30 août, les informations du *Monde* (nos éditions datées 31 août-1er septembre) selon lesquelles le gouvernement pourrait procéder prochainement à une hausse de la fiscalité du gazole. Les deux ministres n'ont cependant ni confirmé ni démenti cette possibilité.

Interrogé en marge de l'université du PS, à La Rochelle, M. Strauss-Kahn a déclaré qu'« *il n'y a aucune décision prise dans aucune direction* ». Quant à Dominique Voynet, elle a estimé, en marge de la réunion du conseil national des Verts, à Calais, que *Le Monde* s'était « *précipité* », tout en précisant : « *C'est une piste sur laquelle on travaille, mais rien n'est décidé ni tranché. (...) De nombreuses hypothèses sont évoquées, et moi je plaide pour un rééquilibrage* [de la fiscalité entre l'essence et le gazole], *qui peut prendre de nombreuses formes.* »

Si le gouvernement décidait de « *peser à nouveau sur les coûts des routiers, le pire serait à craindre* », a prévenu l'UNOSTRA, l'un des principaux syndicats regroupant les PME du transport routier, dimanche 31 août. Le syndicat, qui réclame à nouveau l'instauration d'un « *carburant professionnel* » à fiscalité réduite par rapport au gazole automobile, a ainsi confirmé l'avertissement que la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) avait lancé au gouvernement le 23 août.

Le premier ministre devrait prochainement faire savoir s'il retient la proposition élaborée par un groupe de travail interministériel d'une augmentation progressive (entre 5 et 15 centimes par an pendant cinq ans) du prix du gazole ou s'il remet toute décision à plus tard, dans le cadre de l'élaboration d'une « écotaxe » européenne s'appliquant à toutes les sources d'énergie.

Jean-Paul Besset

François Bayrou refuse la formation d'un parti unique de la droite

L'ancien ministre parie sur une « décrispation » au centre de la vie politique

L'université d'été des jeunes de Force démocrate a été l'occasion pour le président de ce parti, François Bayrou, de préciser les termes de son hostilité à la fusion des diverses formations de la droite dans un grand parti conservateur. Pour M. Bayrou, il ne faut pas créer les conditions d'un tête-à-tête entre la droite et l'extrême droite, mais plutôt rechercher un équilibre, au sein de l'opposition républicaine, entre la droite et le centre.

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial

Tirant les conclusions de la défaite de la droite aux élections législatives, le président de Force démocrate, François Bayrou, a défendu, samedi 30 août, une *« troisième voie »* associant *« exigence d'ordre »* et *« générosité »*. Il a donné comme *« mission »* à son parti *« la construction d'un grand parti du centre en France »*. Dans son discours, prononcé devant les Jeunes Démocrates réunis en université d'été à Perpignan, M. Bayrou n'a fait aucune référence au président de la République, ni à l'UDF, dont il est le président délégué.

M. Bayrou a d'abord analysé *« l'échec »* des législatives, affirmant que, *« comme Philippe Séguin »*, il était défavorable à la dissolution. L'ancien ministre de l'éducation nationale a mis en cause le rôle de la techno-structure, affirmant que *« plus les mois passaient, au pouvoir, et moins il était possible de faire entendre les raisons de la vertu politique : la générosité, le bon sens, la sagesse, le simple humour ». « Si reconstruire l'opposition, cela consistait à reprendre les mêmes chemins, les mêmes conduites, les mêmes certitudes closes, alors, les mêmes causes produiraient les mêmes effets (...). Au bout du compte, c'est le même échec que nous rencontrerions »*, a-t-il ajouté.

Agé de quarante-six ans, président d'un des trois principaux partis de l'opposition, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, disposant d'un fief solide avec la présidence du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, auteur à succès, M. Bayrou estime disposer de suffisamment d'atouts pour mener, pour son compte, une entreprise de rénovation au sein de la droite. Il veut tenter à sa manière, selon l'un de ses plus proches conseillers, ce que Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas réussi en 1974, une sorte de *« décrispation »* au centre de la vie politique. En négociant avec François Léotard, le 2 juin, lendemain des élections législatives, l'abandon de la présidence de l'UDF, qui devait lui revenir en 1998, contre la présidence du groupe parlementaire, M. Bayrou a choisi d'asseoir sa stratégie sur le développement de son propre parti, plutôt qu'au sein d'une UDF à laquelle il ne croit guère.

Au-delà des déclarations d'intention, M. Bayrou va devoir trouver un espace politique pour Force démocrate et un contenu à son message centriste, entre le Parti socialiste, recentré par son arrivée au pouvoir, et les deux partis situés à sa droite, Démocratie libérale (UDF) d'Alain Madelin et le RPR de Philippe Séguin.

UN « GRAND PARTI DU CENTRE »

« Notre ambition n'est pas de proposer le énième retour de la droite après le énième échec de la gauche », mais *« une autre voie pour la France »*, a affirmé M. Bayrou. Le *« grand parti du centre »*, qu'il veut bâtir, a vocation à rassembler des gens qui viendront *« de droite »*, *« de gauche »* et, même, *« de ces régions du territoire et de l'opinion qui se sont laissées glisser jusqu'au vote pour l'extrême droite »*.

Pour l'ancien ministre de l'éducation nationale, *« l'opposition de l'avenir, c'est la droite et le centre »*. Il refuse ainsi la fusion de l'opposition prônée par certains responsables de l'opposition. *« Que ceux qui sont à droite le fassent !*, a-t-il lancé. *L'avenir* [de l'opposition] *n'est pas dans la construction d'un grand parti unique de droite, enfermé dans un tête-à-tête avec l'extrême droite. »*

M. Bayrou semble en outre avoir été très frappé par le succès des Journées mondiales de la jeunesse. Présent à la messe du pape à Longchamp, où il n'y avait *« pas un seul ministre du gouvernement »*, M. Bayrou y a vu *« un besoin d'absolu, de spirituel, de fraternité »* au sein de la société. L'ancien ministre de l'éducation nationale veut ainsi que FD soit *« une organisation au service d'une entreprise d'espérance »* et apporte *« une réponse à la fois aux jeunes* [qui étaient] *autour du pape et à ceux qui ne partagent pas leur foi, ou pas la même foi »*.

A sept mois des élections régionales et cantonales, M. Bayrou a enfin rappelé qu'il exclut les accords avec l'extrême droite. Le leader de FD a également critiqué le gouvernement Jospin sur deux points : le plan Aubry pour l'emploi des jeunes et la volonté de revenir à l'autorisation administrative de licenciement. Ce sont deux *« modes de pensée »* de la *« vieille gauche »*, qui sont *« dépense publique et réglementation »*, a-t-il dit, citant le premier ministre travailliste britannique Tony Blair.

Fabien Roland-Lévy

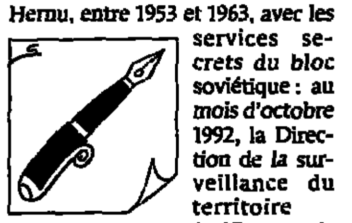
L'appel à la fusion RPR-UDF reporté au 10 septembre

Le maire de Valence, Patrick Labaune (RPR), et le député de l'Aisne Renaud Dutreil (UDF-DL), qui sont à l'origine de l'« appel de Valence » invitant le RPR et l'UDF à la fusion, ont décidé de reporter du 3 au 10 septembre la réunion de lancement de leur initiative. Ils espèrent ainsi bénéficier de quelques jours supplémentaires et de nouveaux contacts, par exemple aux Journées parlementaires de l'UDF qui se tiennent du 5 au 7 septembre, pour gagner à leur cause de nouveaux soutiens, notamment auprès d'élus de terrain, malgré les réticences évidentes des états-majors du RPR et de l'UDF.

Les partisans de la fusion, qui avaient le soutien de huit députés, dont sept UDF et un RPR (*Le Monde* du 28 août), ont reçu celui du président de la région Haute-Normandie, Antoine Rufenacht (RPR), qui s'est prononcé, le 29 août, en faveur de la fusion entre le RPR et l'UDF *« à la base et au niveau national »*.

Charles Hernu et la tentation soviétique

IL AVAIT FALLU plus d'un quart de siècle avant que le contre-espionnage français se convainque de la collaboration de Charles Hernu, entre 1953 et 1963, avec les services secrets du bloc soviétique : au mois d'octobre 1992, la Direction de la surveillance du territoire (DST) avait transmis au président Mitterrand, après les vérifications d'usage, un dossier accablant pour le ministre de la défense décédé en 1990. Il aura fallu attendre encore quatre années pour que *L'Express* publie, dans un article d'octobre 1996, l'essentiel des pièces de ce dossier, que François Mitterrand avait fait placer sous le sceau du secret absolu. Il faudra patienter pour en savoir plus : *« Faute de documents décisifs »*, le livre aujourd'hui publié par les auteurs de l'article de *L'Express*, Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, ne tranche pas la question – cruciale – d'*« une éventuelle poursuite de la carrière d'agent* [de Charles Hernu] *après 1963 »*.


BIBLIOGRAPHIE

Les deux journalistes ont rencontré l'homme qui avait révélé l'affaire à la DST : Mihaïl Caraman, un responsable des services secrets roumains en poste à Paris de 1958 à 1969, avait remis en 1992 un copieux dossier sur l'*« agent Hernu »* à ses homologues français. Dans leur livre, ils dissèquent ce dossier Caraman qui, à ce jour, constitue la pièce principale à charge contre Charles Hernu. Sur cette base, ils détaillent le recrutement de celui qui était alors une des personnalités du radicalisme par les espions bulgares, les versements d'argent qu'il a reçus en échange d'informations. Au travers d'un rapport du KGB qui figurait dans le dossier Caraman, les services rendus aux pays de l'Est par l'élu français sont passés en revue. Après 1956, il ne se contentera plus *« de rapporter les derniers potins de l'Assemblée ou de se lancer dans de brillantes analyses politiques »*. Charles Hernu, toujours en mal de liquidités, livrera *« certains télégrammes chiffrés du ministère des affaires étrangères »*, notent-ils sans en donner le contenu.

N'ayant pu accéder aux archives du KGB, les journalistes ne parviennent pas à étayer leur thèse selon laquelle l'*« agent Hernu »* serait devenu, après le départ de Paris en novembre 1956 de son officier traitant bulgare, un informateur à la solde du service d'espionnage soviétique. Dans les archives du ministère russe des affaires étrangères, ils ont certes trouvé trace des comptes rendus de six entretiens entre Charles Hernu et des diplomates alors en poste à Paris ; mais l'homme politique français n'y fournit pas de secret décisif. Le dossier Caraman vient toutefois appuyer l'argumentation des auteurs. *« Le 20 juin 1957, la résidence soviétique à Paris* [les hommes du KGB à l'ambassade] *a pris en charge le cas Hernu. »*

DOCUMENTS DE L'OTAN

Au moins une fois, Charles Hernu a fourni *« des documents de l'OTAN aux services de l'Est »*. Le jeune député a reçu, toujours d'après le rapport remis à la DST, une série de rémunérations émanant des Soviétiques, dont une somme à l'époque considérable de *« 30 000 francs »* pour sa campagne aux élections législatives de 1958. Mihaïl Caraman en personne a enfin relaté un épisode méconnu aux deux auteurs : en octobre 1962, alors que le service roumain avait ébauché une procédure de recrutement de Charles Hernu, le KGB lui a immédiatement ordonné d'y mettre fin. *« Nous avons donc cessé toute relation avec lui*, explique M. Caraman. *Je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite entre Hernu et les Russes. »*

Il est vrai qu'à ce jour personne ne le sait. Quand Charles Hernu a été nommé ministre de la défense, le service secret roumain a certes fait parvenir un dossier sur l'intéressé à Nicolae Ceausescu, précisent les auteurs. Mais la dictature roumaine n'a pas exploité le dossier. *« La Securitate n'avait connu Hernu que quelques mois : il "appartenait" plutôt aux Bulgares et aux Soviétiques. On comprend l'embarras des services roumains : entre le Charles Hernu qu'ils avaient croisé en 1962 et le ministre de la défense de 1982, que de chemin parcouru ! »*, notent les auteurs. *« Les certitudes ne portent toujours que sur la période 1953-1963 »*, reconnaissent-ils finalement en concluant leur livre.

Erich Inciyan

★ *Enquête sur l'agent Hernu*, de Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, Fayard, 254 p., 110 F.

M. Chevènement soutient les policiers de Vitrolles

DANS UNE LETTRE adressée, vendredi 29 août, au préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement a apporté son *« soutien »* et sa *« totale confiance »* aux policiers de Vitrolles. A la suite d'un incident qui, le 16 août, avait vu un habitant de la ville, excédé par un chahut nocturne, tirer sur des jeunes gens, le journal de la municipalité, *La Lettre du maire* – en l'occurrence Catherine Mégret (Front national) –, avait mis en cause l'inaction supposée du commissariat de police de la ville et reproché au commissaire d'avoir *« laissé s'installer une dérive laxiste dans les quartiers qui devraient mobiliser son attention et ses effectifs »*. Le ministre de l'intérieur salue, au contraire, l'*« action méritoire »* du commissaire de police de Vitrolles. Il affirme que la remise en cause de l'activité et du *« dévouement »* des fonctionnaires de la police nationale en poste à Vitrolles *« est tout à fait inadmissible »* et *« ne peut que nuire à la légitimité des institutions républicaines »*.

M. Queyranne débute une visite en Nouvelle-Calédonie

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'OUTRE-MER, Jean-Jack Queyranne, a commencé, lundi 1er septembre, à Nouméa, une visite officielle d'une semaine en Nouvelle-Calédonie. Il s'est déclaré, dès son arrivée, *« convaincu que nous parviendrons dans les semaines et les mois qui viennent à trouver ensemble les voies et les moyens d'un nouveau "vivre ensemble" de tous les Calédoniens »*. M. Queyranne a immédiatement entamé ses entretiens avec les principales personnalités politiques indépendantistes et anti-indépendantistes du territoire. Cette visite intervient avant la remise, le 15 septembre, au premier ministre, d'un rapport sur le projet d'implantation d'une usine de traitement de nickel dans le nord de l'île, et avant le congrès du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) prévu les 26 et 27 septembre.

DÉPÊCHES

■ **HÔPITAUX : l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH)** a appelé, vendredi 29 août, le gouvernement à ne pas *« poursuivre la politique de restriction budgétaire draconienne, qui pénalise déjà les petites structures »* hospitalières. Si ces restrictions *« n'ont pas, pour le moment, eu de conséquences sérieuses sur la qualité des soins dispensés dans les grandes structures*, estime l'ISNIH dans un communiqué, *c'est probablement grâce aux efforts supplémentaires fournis par le personnel hospitalier »*. Les internes regrettent aussi que le gouvernement n'ait pas remis en cause les ordonnances d'Alain Juppé réformant la Sécurité sociale.

■ **EMPLOI : selon une étude du ministère de l'emploi et de la solidarité** (*Premières informations*, n°34 2, août 1997), *« pour la première fois depuis 1990, l'année 1996 se caractérise par une baisse des effectifs des titulaires de contrat aidé dans le secteur non marchand »*. En fin d'année, 410 000 personnes occupaient un tel emploi, soit 34 000 de moins que fin 1995. Cette baisse *« tient exclusivement à la diminution des entrées en contrats emploi-solidarité »* (CES), dont le nombre avait été réduit par le gouvernement Juppé au profit d'allègements de charges sociales sur les bas salaires. Sur l'ensemble de l'année 1996, la baisse du nombre de CES a été de 16 %.

ÉLECTIONS CANTONALES

La gauche perd un canton dans le Gers

GERS
Canton de Masseube (premier tour).
I., 3 700 ; V., 2 740 ; A., 25,94 % ; E., 2 653.
Georges Barthes, div. d, m. de Saint-Blancard, 1 362 (51,33 %)... *ÉLU.*
Jean-Pierre Bru, PS, m. de Masseube, 930 (35,05 %) ; Noël Lardeau, PC, adj. m. de Masseube, 361 (13,60 %).

[Détenu depuis près de trente ans par Joseph Lamothe (PC), décédé, le canton rural de Masseube est enlevé, dès le premier tour, par le divers droite Georges Barthes, ancien président de la FDSEA.

20 mars 1992 : I., 3 864 ; V., 2 996 ; A., 22,46 % ; E., 2 752 ; Joseph Lamothe, PCF, 1 608 (58,43 %) ; Emmanuel de Luget, PS, 333 (12,10 %) ; Bernard Esquirol, UDF, 595 (21,62 %) ; André Abadie, FN, 216 (7,84 %).]

LA RÉUNION
Canton de Saint-Denis-6 (second tour).
I., 7 316 ; V., 2 657 ; A., 63,68 % ; E., 2 350.
Dominique Rivière, PS, 1 404 (59,74 %)... *ÉLU.*
Pierre Dupuy, RPR, 946 (40,25 %).

[La droite de Saint-Denis, qui voulait faire de cette élection cantonale partielle un test de son unité, a échoué puisque son candidat, Pierre Dupuy (RPR), est nettement distancé par Dominique Rivière (PS), soutenu par le maire de Saint-Denis, Michel Tamaya, député socialiste et conseiller général sortant, contraint de donner sa démission en raison de la loi contre le cumul des mandats.

27 mars 1994 : I., 6 912 ; V., 3 369 ; A., 51,25 % ; E., 3 101 ; Michel Tamaya, PS, 1 810 (58,36 %) ; Pierre Dupuy, RPR, 1 291 (41,63 %).]

HAUTE-CORSE
Canton de Belgodère (premier tour).
I., 3 053 ; V., 2 305 ; A., 24,50 % ; E., 2 285.
Joseph Firroloni, div.d., m. de Belgodère, 812 (35,53 %) ; Claude Imperiali, RPR, m. d'Aregno, 452 (19,78 %) ; Pierre Oberti, PS, 416 (18,20 %) ; Gilbert Billon, RPR, m. de Cateri, 410 (17,94 %) ; François Loverini, UPC, 116 (5,07 %) ; Philippe Suzzoni, FN, 79 (3,45 %)... *BALLOTTAGE.*

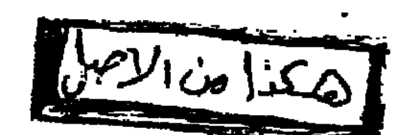
[La loi sur le cumul des mandats avait contraint le conseiller général sortant, Paul Patriarche (div.d.), à donner sa démission après son élection aux législatives de juin contre le sortant, Pierre Pasquini (RPR), ancien ministre des anciens combattants d'Alain Juppé. La droite reste divisée. Joseph Firroloni (divers droite), soutenu par le nouveau député, totalise presque autant de suffrages que les deux candidats se réclamant du RPR. Toutefois, même si, au premier tour, quatre candidats dépassent la barre des 10 % des électeurs inscrits, qui permet de se maintenir, le second tour devrait donner lieu à une triangulaire. Gilbert Billon (RPR), arrivé en quatrième position, pourrait se désister en faveur de Claude Imperiali (RPR), qui le devance de 42 voix. Pierre Oberti, présenté par le PS et le PRS, sera soutenu par le Parti communiste. Cette élection prend valeur de test dans la perspective des élections territoriales de mars 1998, où la droite, bien que majoritaire en Corse, persiste dans des divisions.

22 mars 1992 : I., 2 975 ; V., 2 455 ; A., 17,47 % ; E., 2 417 ; Paul Patriarche, RPR, 1 006 (41,62 %) ; Ange Vincentelli, div. g., 601 (24,86 %) ; Pierre Mancini, div. g., 485 (20,06 %) ; Rigeru Maupertuis, nat., 236 (9,76 %) ; Philippe Suzzoni, FN, 63 (2,60 %) ; Laurence Chastain, PCF, 26 (1,07 %).]

GERS
Canton d'Auch-Sud-Est (premier tour).
I., 6 686 ; V., 2 571 ; A., 61,54 %) ; E., 2 499.
Henri Datas, div.d., m. de Seissan, 834 (33,37 %) ; Claude Bourdil, PS, adj. m. d'Auch, 738 (29,53 %) ; Patrick Fueyo, PRS, 381 (15,24 %) ; Jacques Guareschi, FN, 225 (9,00 %) ; Bernard Laborie, PCF, c. m. d'Auch, 218 (8,72 %) ; Bérangère Chambon, Verts, 103 (4,12 %)... *BALLOTTAGE.*

[La gauche devrait être en mesure de conserver, au second tour, le canton d'Auch-Sud-Est, devenu vacant après la démission de Claude Desbons (PS), maire d'Auch, et élu député en juin. Bien qu'arrivé en deuxième position, Claude Bourdil (PS) devrait pouvoir compter sur les voix communistes et radicales.

20 mars 1994 : I., 6 654 ; V., 4 249 ; A., 36,14 % ; E., 4 008 ; Claude Desbons, PS, 1 779 (44,38 %) ; Geneviève Broussy, RPR, 1 351 (33,70 %) ; Bernard Laborie, PCF, 284 (7,08 %) ; Jacques Guareschi, FN, 242 (6,03 %) ; Jean Daguzan, AREV, 151 (3,76 %) ; Humbert de Bottet, Verts sout. GE, 105 (2,61 %) ; Micheline Lavogez, div.d., 78 (1,94 %) ; Gérard Viault, PLN, 18 (0,44 %).]



RENTRÉE SCOLAIRE Dans un entretien au « Monde », Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, et Jean-Paul Roux, responsable de la FEN, analysent avec satisfaction les priorités définies par Claude Allègre et Ségolène Royal au ministère de l'éducation. ● ESTIMANT que les relations avec le ministère sont *« saines »*, selon le mot de M. Roux, les deux responsables syndicaux fixent les conditions d'une négociation sur plusieurs dossiers, de la réorganisation du fonctionnement de l'éducation nationale aux emplois-jeunes. ● M. ALLÈGRE n'a pas achevé sa bataille budgétaire pour 1998, les redéploiements de crédits dans son ministère ne suffisant pas à financer l'ensemble des mesures annoncées. ● PREMIER VOLET d'une enquête sur les collèges : comment des élèves exclus ou désertant l'école peuvent être pris en charge dans une structure de *« rescolarisation »*.

FEN et FSU distribuent des bons points à Claude Allègre et à Ségolène Royal

Dans un entretien au « Monde », les dirigeants des deux fédérations enseignantes notent favorablement les premiers pas ministériels. Puisque leurs préoccupations sont « partagées » par le gouvernement, ils se disent prêts à négocier une nouvelle donne en matière d'éducation

MICHEL DESCHAMPS est secrétaire général de la FSU (Fédération syndicale unitaire). Jean-Paul Roux est secrétaire général de la FEN (Fédération de l'éducation nationale). Les deux responsables des principaux syndicats d'enseignants analysent les premiers pas du gouvernement en matière d'éducation.

« Depuis leur nomination, Claude Allègre et Ségolène Royal ont multiplié les annonces. Vous paraissent-elles de nature à répondre aux priorités de la rentrée ?

– **Michel Deschamps** : nous avions quatre revendications essentielles : l'allocation de rentrée scolaire, les cantines, le réemploi de tous les non-titulaires, le rétablissement des 5 000 postes supprimés par le précédent gouvernement. Je considère que les trois premières revendications ont été bien traitées. J'ai des inquiétudes quant au rétablissement des postes supprimés, mais les décisions prises vont permettre une bien meilleure rentrée. Cela ne définit pas encore une politique éducative.

– **Jean-Paul Roux** : je constate qu'un certain nombre des déclarations ministérielles vont dans le bon sens. Elles reprennent des idées que nous préconisons depuis plusieurs années. En outre, elles me semblent confortées par la récente étude de l'Insee (*Le Monde* du 29 août). La massification est en passe de réussir, c'est bien. Mais on n'a pas réussi la démocratisation. Le système scolaire marche plutôt mieux pour le plus grand nombre et le niveau monte. Et pourtant, de plus en plus de jeunes sont exclus. Alors qu'on est en passe d'atteindre 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, la priorité, ce sont les autres. Pour les 20 % restants, il faudra probablement dix fois plus de moyens et cent fois plus d'imagination. Cette préoccupation me paraît partagée par le gouvernement.

– La « fin de la cogestion » entre le ministère et les syndicats, annoncée par Claude Allègre a-t-elle changé la nature de vos relations avec la Rue de Grenelle ?

– **M. D.** : non. Selon Claude Allègre, le ministre propose, *ouvre la* négociation avec les organisations syndicales, puis arrête une décision. Je n'ai rien à redire à cette méthode. Nous ne voulons pas assumer une responsabilité qui n'est pas la nôtre. Je me demande simplement si le ministre n'en est pas resté à une idée très conventionnelle des rapports entre gouvernement et syndicats. Nous contribuons aujourd'hui à un syndicalisme nouveau, qui participe à la définition de l'intérêt général, sans approbation ni contestation systématique. On ne renverra pas le syndicalisme jouer dans sa cour.

– **J.-P. R.** : les relations entre le ministère et les syndicats me paraissent *enfin saines*. Chacun est à sa place. Pour l'instant, il semble que le niveau de concertation soit bon et la méthode correcte. Les deux ministres manifestent une certaine considération à l'égard du rôle du syndicalisme. Comme nous n'avons jamais pratiqué la cogestion, nous n'avons nullement l'impression d'être déstabilisés.

– La volonté affichée de *« dégraisser le mammouth »* éducation nationale a fait florès dans l'opinion publique. Etes-vous prêt à discuter de la réorganisation de la gestion des personnels ?

– **M. D.** : la formule est une ânerie. Il y a en revanche une vraie réflexion à mener sur la façon dont les décisions sont prises à l'éducation nationale. Comment la société pèse-t-elle sur les choix éducatifs, y compris à travers le Parlement ? C'est la question de fond. A partir de là on peut discuter de la gestion, du mode de fonctionnement, sans tabous. *Quant à la déconcentration* du mouvement des personnels, nous ne comprenons pas que le ministre en ait fait une priorité. Aujourd'hui, les moyens informatiques permettent de gérer 300 000 personnes. Le problème de M. Allègre est plutôt de savoir capter ce qui remonte des établissements et des rectorats. Je lui ai demandé un audit sur le fonctionnement de la déconcentration. Il semble avoir accepté ce principe de mise à plat, pour qu'ensuite nous ayons une négociation.

> « Donner le plus à ceux qui ont le moins : si c'est vraiment une politique, la nouvelle équipe nous trouvera avec elle »

– **J.-P. R.** : le mammouth est un *fossile*. Or le *système éducatif* est bien vivant. Sa gestion est déjà largement déconcentrée. Si Claude Allègre veut, dans la concertation, s'attaquer à la gestion des recrutements, nous sommes prêts à formuler des propositions. Un ministère *qui* a en charge *10* millions de jeunes, qui est porté par plus de 1 million de personnes, doit être géré au plus près des réalités du terrain.

– M. Allègre et Mme Royal ont affirmé à plusieurs reprises que leur souci premier était les élèves et non les enseignants. Qu'en pensez-vous ?

– **M. D.** : je préférerais qu'ils ne limitent pas *a priori* leur ambition. Si leurs déclarations opposaient les intérêts des enfants et ceux des enseignants ce serait évidemment une erreur. Derrière ces déclarations, il y a l'idée que les métiers de l'éducation, leurs syndicats, sécrètent du corporatisme. Je n'en disconviens pas. Le syndicalisme *nouveau dont nous parlions* essaie de prendre cela en compte. Je ne prétends pas que les intérêts des jeunes et ceux des personnels soient spontanément conciliables. Il faut interroger leurs contradictions et donner au syndicalisme le courage de combattre ses propres pesanteurs.

– **J.-P. R.** : cette affirmation ne me choque pas. Pour l'immense majorité des personnels de l'éducation nationale, l'enfant, l'élève est bel et bien la priorité. Elle n'est pas incompatible avec une défense bien construite de l'intérêt des personnels *en termes de formation*, de rémunération et de conditions de travail. Lors de la négociation de 1988 sur la revalorisation, nous avions montré que nous sommes capables de mettre en synergie l'intérêt commun des jeunes et des personnels.

– Le gouvernement veut réactualiser le principe de « discrimination positive ». Doit-il s'agir de donner uniquement des moyens supplémentaires ou de revoir les principes de travail des enseignants ?

– **M. D.** : donner le plus à ceux qui ont le moins : si c'est vraiment une politique, la nouvelle équipe nous trouvera avec elle. L'expérience, notamment des ZEP, nous amène à dire qu'il faut revoir en urgence cette politique de discrimination positive. Il y a risque, dans les endroits les plus en déshérence du territoire, que l'on demande moins aux jeunes, en contrepartie d'une paix sociale d'ailleurs toute *relative*.

» Quant à revoir les principes de travail des enseignants, cela nous paraît une nécessité absolue. Il faut continuer à ouvrir cette « boîte noire » qu'est la classe. Je ne crois pas aux mesures autoritaires, il ne s'agit pas de juger des « bons » et des « mauvais ». La recherche pédagogique a des moyens totalement indigents, la formation continue est insuffisante, cela me paraît beaucoup inquiétant.

– **J.-P. R** : donner plus à ceux qui en ont le plus besoin est une évidence. Certes, 25 élèves par classe est une bonne norme pour la moyenne. Mais il faut peut-être tomber à 15, voire à 10 dans certains secteurs. L'expérience des ZEP mérite une réelle évaluation. Le zonage est parfois artificiel. Comment mesurer les succès ? Cette question n'est pas seulement affaire de moyens.

– Le financement des mesures annoncées par Claude Allègre par des redéploiements budgétaires vous inquiète-t-il ?

– **M. D.** : oui. Qu'il y ait des redéploiements dans un budget aussi énorme ne me choque pas en soi. Mais c'est une procédure à laquelle François Bayrou avait déjà beaucoup recouru. On a gratté les fonds de tiroir et je crains que l'on ne troque des tâches prioritaires contre des tâches indispensables.

– **J.-P. R.** : les ministres ont donné un signe à cette rentrée, qui reste encore celle de François Bayrou : 800 classes vont être rétablies, avec 300 postes. Ce n'est peut-être pas tout ce que l'on demandait, mais il s'agit d'un geste fort. C'est à cette aune-là que nous discuterons du budget 1998.

– Les conditions de mise en place de 75 000 emplois-jeunes dans l'éducation nationale vous paraissent-elle satisfaisantes ?

– **M. D.** : sur le principe, tout le monde est d'accord. Mais la question des conditions dans lesquelles ces jeunes doivent travailler est essentielle. Il faut se préoccuper tout de suite de la sortie du système, l'anticiper. Ne pas répéter l'erreur commise avec les TUC et les CES. Cinq ans sur un parking, cela ne va pas. Or, rien n'est prévu de ce point de vue dans le projet de loi. Par exemple, comment valoriser cette expérience pour ceux qui décideront de passer un concours de la fonction publique ?

– **J.-P. R** : qui peut refuser la proposition du gouvernement de créer 350 000 vrais emplois pour les jeunes ? Il faut y aller. Mais pas dans n'importe quelles conditions : quel sera leur statut, quelle garantie dans la durée, quelles missions pour des emplois à caractère nouveau ? »

Propos recueillis par Michel Delberghe et Béatrice Gurrey

Deux fédérations incontournables

Michel Deschamps, cinquante-quatre ans, dirige la Fédération syndicale unitaire (FSU) depuis sa création en 1993. Lors des dernières élections professionnelles, en décembre 1996, cette jeune fédération, née de la scission de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a remporté un véritable succès. Avec 229 600 voix dans le premier et le second degré, elle représente 46,7 % des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, soit une progression de 7,5 % par rapport au scrutin de 1993.

Jean-Paul Roux, cinquante-cinq ans, a été élu secrétaire général de la FEN en mars 1997, lors du dernier congrès de la fédération à Rennes, en remplacement de Guy Le Néouannic, qui avait atteint la limite d'âge. La FEN, autour de laquelle s'est organisée la galaxie enseignante depuis 1947, n'a cessé de perdre du poids au profit de la FSU. Aux dernières élections dans le premier et second degré, elle est arrivée en deuxième position, avec 20 % des suffrages.

Les paramètres d'une équation budgétaire difficile à résoudre

UNE PLUIE d'annonces, qui s'est poursuivie durant l'été, a suivi la nomination de Claude Allègre et de Ségolène Royal au ministère de l'éducation nationale, début juin. Comment les financer ? D'emblée, Claude Allègre a balayé l'obstacle budgétaire. Refusant d'entrer dans une *« logique de comptable »*, le ministre a multiplié les déclarations pour expliquer que l'on entrait *« dans l'ère du qualitatif et non du quantitatif »*, bref qu'il fallait redéployer. *« Ce n'est pas l'argent qui compte le plus »*, déclarait-il à *L'Expansion* du 28 août, soulignant qu'il refusait *« de se conduire comme un irresponsable et réclamer des rallonges mirobolantes »*.

UN DES BUDGETS LES PLUS DÉLICATS

Le budget 1998 de l'éducation sera pourtant l'un des plus délicats à construire. Les deux ministres ont mené une bataille budgétaire qui semble jusqu'à présent avoir tourné à leur avantage. Dès le 26 août, Ségolène Royal annonçait la réouverture de 800 classes, qui devaient être fermées en raison des suppressions de postes décidées par le précédent gouvernement (*Le Monde* du 27 août). Parmi elles, environ 300 postes « nouveaux » figureraient au budget 1998.

Un décret d'avance budgétaire, publié le 10 juillet, a autorisé 11 milliards de dépenses nouvelles, dont 6,5 milliards pour le relèvement de l'allocation de rentrée scolaire et 2 milliards pour la mise en place des emplois-jeunes, tous ministères confondus. En outre, un fonds social de 290 millions de francs a été créé pour aider les familles les plus démunies à payer les cantines scolaires.

La politique dessinée par Claude Allègre et Ségolène Royal, tendant à réhabiliter le principe de discrimination positive – donner plus à ceux qui ont moins –, coûte cher. Dans *Le Figaro* du 1er septembre, Ségolène Royal annonce son intention de développer l'accueil des enfants de deux ans dans les maternelles, une mesure *« qui nécessite des moyens différents »*. La ministre déléguée à l'enseignement scolaire a affirmé sa volonté de relancer la politique des zones d'éducation prioritaires. Un plan contre la violence à l'école est également annoncé.

Même en s'appuyant sur la baisse démographique attendue (78 000 élèves de moins cette année), même en procédant à des redéploiements à l'intérieur de l'enseignement primaire et secondaire ou à des « transferts » entre enseignement scolaire et enseignement supérieur et en utilisant les crédits d'heures supplémentaires, cette politique demandera des moyens nouveaux.

D'autant qu'il faut y ajouter le réemploi d'environ 28 000 maîtres auxiliaires, la création de 500 postes d'ATER (attachés temporaires d'enseignement et de recherche) et de 2 500 postes de maîtres de conférences dans l'enseignement supérieur, qui devraient figurer au budget 1998.

Enfin, Claude Allègre a promis de faire financer à 100 % par l'Etat les emplois-jeunes destinés à l'éducation nationale, et à éventuellement dépasser le SMIC pour les jeunes les plus diplômés.

LE PROBLÈME DE LA « QUINCAILLERIE »

Il convient de ne pas oublier l'effort qui doit être consenti pour les nouvelles technologies. Dans *Le Point* du 30 août, Claude Allègre fait ses exercices comptables : *« Le problème de la quincaillerie sera résolu très vite*, affirme-t-il. *Pour acheter un ordinateur par classe, il faut 8 milliards. Mais si je les loue, ce qui est plus intelligent, c'est 1 milliard par an, 0,3 % de mon budget, donc... »*

Ce budget, qui se montait à 356 milliards de francs en 1997, recherche comprise, dont 324 milliards pour l'enseignement scolaire et supérieur, pourrait donc bien être celui qui connaîtra la plus forte hausse de tous les départements ministériels. Mais Claude Allègre, qui s'est déjà frotté aux services de Bercy cet été, n'a pas encore tout à fait gagné sa bataille budgétaire.

B. G.

En Seine-Saint-Denis, une structure d'accueil pour réapprivoiser les collégiens perdus

Violences dans les établissements, exclusion, pauvreté et désarroi de certains élèves, difficultés des enseignants dans les zones d'éducation prioritaire, nous entamons la publication d'une série de reportages sur les nouveaux défis que doit affronter le système scolaire.

« MOI, IBRAHIM, je vous écris cette lettre car je veux m'engager à respecter mes professeurs. [...] Quand je reviendrai en classe, vous ne verrez plus l'Ibrahim d'avant mais le nouveau Ibrahim qui veut travailler en tranquillité pour finir l'école et avoir un travail pour que ma vie ne soit pas gâchée. Alors c'est pour ça que je vous demande une autre chance pour que je passe ma sixième et que j'aille en cinquième et pour réussir ma vie. » Ibrahim a treize ans. Ces quelques phrases sont tirées de la lettre de motivation qu'il a rédigée après trois semaines passées au dispositif de rescolarisation de Sevran-Aulnay, en Seine-Saint-Denis.

LES FRACTURES DE L'ÉCOLE

Créée en 1995 – dans un département où le nombre d'incidents et de délits au sein des établissements scolaires ne cesse d'augmenter –, cette structure est pilotée par l'éducation nationale en collaboration avec la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Elle a pour mission d'accueillir des jeunes de moins de seize ans déscolarisés. Tous ceux qui ne veulent plus entendre parler de l'école, ou dont l'école ne veut plus entendre parler.

La plupart de ces jeunes ont été exclus provisoirement ou définitivement de leur établissement à l'issue d'un conseil de discipline. D'autres ont déserté volontairement le collège. Au détour d'une convocation devant la justice suite à un acte de délinquance, le juge pour enfants découvre qu'ils ne vont plus en classe. *« Ce qui est difficile à évaluer, c'est le nombre de jeunes, censés être sous obligation scolaire, mais qui sont dans la nature »*, s'inquiète un éducateur. Ibrahim, quant à lui, a été renvoyé de son établissement pour son *« comportement insupportable »*. *« Je ne peux pas être autrement dans cette classe. Si je ne fais pas de bêtises, les autres me traitent de bouffon »*, explique-t-il.

« DE TOUTE FAÇON, JE SUIS NUL »

La grande majorité des adolescents accueillis au dispositif de rescolarisation ont commis des actes de violence dans leur collège. Certains vont mal dans leur tête et dans leur vie familiale. Leur échec scolaire est vécu comme une sanction supplémentaire, et ils développent une solide haine de l'école. Parce qu'ils se sentent les derniers de la classe, ils se font caïds. Beaucoup reprochent de ne pas être entendus et vivent mal la routine des cours. *« Souvent, la bêtise qu'ils ont faite est liée, selon eux, à une injustice qu'ils ont vécue et qui prend alors des proportions énormes chez des gamins en grande détresse psychologique »*, témoigne un enseignant spécialisé, qui avoue avoir parfois *« l'impression de mettre la blouse blanche le matin tellement ces gamins vont mal »*.

Dans certains cas, une parole blessante suffit pour que la violence explose. *« De toute façon, je suis nul. L'école, c'est trop dur pour moi »*, lancent certains jeunes. *« J'ai été mis au dispositif parce que j'ai frappé une fille de ma classe. Elle est partie voir un surveillant et elle lui a dit comme quoi j'agressais ma classe. Sa meilleure amie me l'a dit, je l'ai appelée à la sortie et je lui ai mis deux claques. J'espère que ça ne se reproduira plus. Je souhaite revenir en classe tranquillement et que ça ne se reproduise plus. Je reviendrai pour travailler en silence. Et aussi, j'espère que plus personne ne m'ennuiera. Et aussi parce que j'ai des difficultés en math et en français »*, écrit Rida, quatorze ans, élève de sixième à Aulnay-sous-Bois.

Rida a fait les quatre cents coups dans son collège. Jusqu'à entrer en cours à quatre pattes en aboyant. Considéré comme *« la terreur »*, *« le caïd »* de sa classe, il vit sous l'emprise de son père, qui a toujours refusé que l'on place son fils dans une structure spécialisée. Rida a de grandes difficultés scolaires et répond aux mauvaises notes par l'agressivité. Lui ne serait pas opposé à intégrer une classe de soutien.

« C'EST CEUX QUI AIDENT »

Issan serre nerveusement ses mains et raconte, la tête baissée, qu'il s'est *« bagarré avec un surveillant »*. *« Je l'aimais pas. Il jouait au gentil. »* Les mots sortent difficilement, mais Issan se souvient très bien du jour où il a annoncé à l'une de ses professeurs de collège qu'il ne viendrait plus en cours. *« Elle m'a répondu : ça m'est égal, tant mieux. » « J'ai des problèmes avec des profs. Je fais des bêtises, je leur réponds, je travaille quand je veux. Je venais au collège mais j'allais pas à tous les cours. Mais y'a des profs sympas : c'est ceux qui aident. »*

Issan a quinze ans. Avec ses sept frères et soeurs, il habite la cité des 3 000 à Aulnay-sous-Bois. *« La cité, c'est bien, on bouge, on fait du foot. »* A la prochaine rentrée, il intégrera une quatrième technologique. *« Ça fait longtemps que je voulais aller en techno*, explique-t-il. *Je veux faire de l'électronique et passer un BEP après ma troisième. »* Ses deux mois passés au dispositif de rescolarisation lui ont permis de décompresser : *« C'est mieux que le collège. T'as le droit de dire ce que tu penses. J'ai appris des trucs que je savais déjà mais que je faisais pas. Dire bonjour, par exemple. »*

Sandrine Blanchard

PROCHAIN ARTICLE
Rudy et Kalinda, deux élèves en rupture

Retour dans le quartier marseillais du Panier, après l'agression de policiers par des jeunes

Deux garçons de ce « village » en cours de réhabilitation ont été incarcérés

Il y a dix jours, une violente altercation a opposé **des jeunes et des policiers dans le quartier du Panier, à Marseille (Bouches-du-Rhône). Deux *des jeunes ont été mis en examen et incarcérés.* L'ancien quartier des truands de la cité phocéenne est en cours de réhabilitation depuis plus de vingt ans. Artistes et intellectuels se sont peu à peu installés dans ce quartier habité par des immigrés mais la greffe prend mal.**

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Marseille ne s'en souvient déjà plus. Le 20 août, à 23 h 30, au beau milieu du Panier, l'ancien quartier des truands de la cité phocéenne, une dizaine de jeunes et le même nombre de fonctionnaires de police se sont affrontés à coup de poings et d'antivols. Résultat : un brigadier hospitalisé, deux jeunes écroués, un émoi encore visible parmi les policiers marseillais et un juge d'instruction à la recherche d'un suspect.

Mercredi 20 août au soir, huit policiers attachés à des services administratifs fêtent la mutation de l'un d'entre eux, place de Lenche, à la terrasse d'un restaurant d'où l'on distingue le vieux port. Situé à 100 mètres de l'hôtel de police, plus connu sous le nom d'*« évêché »*, l'endroit est balayé par un mistral qui martyrise les parasols. Au milieu du brouhaha des discussions, un cri surgit d'un groupe de jeunes : *« Mélina »*, *nom de code radio employé par* les policiers marseillais. La tension s'accroît lorsqu'un jeune téléphone au café, demande à parler à l'un des fonctionnaires, qui fut un temps en faction devant le poste de police voisin, et l'insulte. Une vérification d'identité, menée par des personnes peu habituées au travail de terrain, et l'altercation dégénère. Les jeunes, qui se sentent sur leur territoire, se mettent à frapper. L'un d'eux, un antivol à la main, entre dans la bagarre. C'est lui qui blessera gravement le brigadier Marchand.

Une semaine plus tard, le 27 août au petit matin, une unité du groupement d'intervention de la police nationale (GIPN), chargée habituellement de lutter contre la grande criminalité, participe cagoulée au coup de filet lancé par les policiers marseillais sur le quartier. Les autorités policières veulent en faire un symbole : on ne touche pas aux policiers, même au Panier.

Les sept jeunes interpellés ce jour-là sont relâchés, à l'exception de l'un d'entre eux, mis en cause pour vol dans une affaire incidente. Tout juste majeur, ce grand gaillard de 100 kilos était de tous les coups. Jouant les gros bras, il passait son temps place du Refuge à contempler avec les autres l'étendue d'un territoire d'à peine 4 hectares. Adepte de la chasse nocturne des véhicules immatriculés hors du département, Djamel pensait sans doute que le Panier était une citadelle imprenable, une terre d'enfants d'immigrés.

Deux jeunes ont finalement été incarcérés et mis en examen pour coups et blessures et vols. Dans les cafés du Panier, tout le monde les *connaît. Gérald, à peine dix-huit* ans, et Nicolas, vingt-cinq ans, symbolisent malgré eux l'évolution de ce village dont on peut faire le tour sans y apercevoir d'entrée. *« Gérald devait en arriver là un jour. »* Installé à une table de bar du passage des Treize-Coins, l'un de ses copains accepte de briser ce qu'il appelle lui-même *« la loi du silence »*. *« Ici, même les anciens protègent les jeunes. Gérald vivait avec l'ombre de son père derrière la tête tout en étant comme les autres : sans arrêt sur son scooter. »* Décrit par les policiers comme *« un truand moyen »* du Panier, ce père, aujourd'hui décédé, n'a jamais quitté l'esprit de son fils.

Gérald tentait sans doute d'être à la hauteur de la mauvaise réputation de ce bout de Marseille, véritable phare à l'entrée du vieux port. Les vols ont remplacé les règlements de comptes au 11.43, mais l'ambiance du quartier l'aidait à cultiver son personnage. Aujourd'hui encore, les films célébrant le Milieu continuent à être tournés dans les ruelles du Panier. L'équipe réalisant actuellement le téléfilm *Les Rois de Marseille* s'est ainsi attaché les services des jeunes les plus difficiles, histoire d'avoir la paix lors du tournage.

> « Avec les caïds, au moins, il existait un code de conduite »

Jadis, la Vieille Charité, sous ses arcades, hébergeait les pestiférés. Aujourd'hui transformée en centre culturel, elle abrite les élites, mais la greffe prend mal. Attirés par ce qu'ils percoivent comme *« un Montmartre marseillais »*, les artistes et les compagnies de danse ne font que passer. L'immigration d'antan continue. Les Comoriens ont remplacé les Algériens et les Italiens. Ils s'entassent dans des taudis pour 1 500 francs par mois, pour le plus grand bénéfice des marchands de sommeil. Pour les cinq mille habitants du quartier, la surface moyenne des logements est de 35 mètres carrés. *« L'avenir est sans doute à la mise en valeur touristique et artistique du site, mais aujourd'hui le Panier est encore bien vivant*, remarque le président du comité d'intérêt de quartier du Panier, Jean-Claude Madonna. *Il fait cohabiter dans un espace réduit des communautés très différentes. Les jeunes ne veulent pas que l'on considère leur village comme un zoo. Il y a deux ans, ils ont jeté des œufs sur le petit train qui promène les touristes dans les ruelles. »*

La réhabilitation ne se fait pas sans mal. Sur les murs des immeubles en attente de rénovation, des graffitis affirment : *« La réhabilitation, c'est un mensonge de vingt-cinq ans. »* Le dépôt de bilan de sept des dix sous-traitants de Theg, chargé de l'ensemble des travaux, n'arrange rien. Les gros investisseurs ne croient apparemment pas à l'avenir de ce quartier. Malgré son irrésistible et bien légitime désir d'être unique, cette colline historique de Marseille connaît des évolutions bien ordinaires. Le grand banditisme des années 70 a laissé la place à une petite délinquance propre aux cités des banlieues. La paix sociale y est menacée par le chômage, et l'insécurité ressentie par des habitants qui n'ont fermé leur porte à clé que dans les années 70, date où les contremaîtres du port venaient de moins en moins souvent embaucher dans les bars du Panier.

« Ces deux petits, Gérald et Nicolas, je les ai vu naître. Ici, il y en a à peine dix comme eux. Eh bien, ils nous feraient presque regretter le temps des caïds. Avec eux, au moins, il existait un code de conduite », conclut un grand-père de cinquante-sept ans au milieu d'une rue envahie par l'air chaud de la fin de journée.

Jacques Follorou

Les hindous de Paris fêtent Ganesha dans la joie et la couleur

LES ÉPAULES plombées par des arceaux décorés de plumes de paon, torse et pieds nus, quelques hommes dansent, au son des flûtes et des tambours. Derrière eux, tracté par une quarantaine d'hommes, et surmonté d'un dôme rouge et blanc, un char s'avance, que des femmes en sari escortent de leurs chants.

Dans un mélange enivrant de couleurs et de parfums, les hindous de Paris célébraient, dimanche 31 août, le plus puissant de leurs dieux, Ganesha, en promenant sa statue dans les rues du 10e et du 18e arrondissement. L'initiative en revient au temple Sri Manika Vinayakar Alayam, fondé en 1985, le seul à Paris à pratiquer le culte de ce dieu.

Fils de Shiva, Ganesha a hérité de tous ses pouvoirs, mais il est aussi dieu du savoir, de la vie, de la famille. C'est un dieu heureux. Sa fête est la plus importante de l'année. Le ventre rebondi, une tête d'éléphant, entouré de fleurs, « il » apparaît sur son char, décoré de feuilles de manguier, de noix de coco et de bananes. Sur un bitume lavé afin d'être purifié, plusieurs centaines de personnes se pressent, précédées d'une odeur d'encens. Les pénitents sont les premiers, qui tournent sur eux-mêmes comme des taureaux blessés. La coutume voudrait qu'ils *s'enfoncent des aiguilles dans* le corps, mais cette pratique n'est pas autorisée en France.

OUVERTURE ET LIBERTÉ

Le parcours est ponctué de *tables d'offrande, devant lesquelles* le char s'arrête. Des jeunes gens jettent alors sur le sol des *noix de coco, dont les éclats rejaillissent* à plusieurs mètres alentour. Symboles de persévérance, ces *fruits évoquent aussi les difficultés* que l'on brise et dont on se libère. Les commerçants offrent boisson et nourriture aux participants. C'est une journée de joie, de don et de partage.

Au milieu du camphre et du sucre que l'on brûle, des fleurs et des fruits, les couleurs des saris répondent à la diversité des visages. Car l'hindouisme n'est pas la religion d'une communauté. A côté des Sri-Lankais, les plus nombreux, l'on rencontre aussi des Mauriciens, des Africains, des Réunionnais, et des Européens en grand nombre. L'hindouisme séduit par l'ouverture et la liberté qu'il apporte.

Un couple, parmi d'autres, s'en fait l'écho. Elle vient de la Réunion ; lui, né catholique et blanc de peau, s'est converti au bouddhisme, puis à l'hindouisme quand il a rencontré sa femme ; tous deux travaillent à France Télécom. *« On est tolérants, l'hindouisme est une religion pacifique »*, plaident-ils. Un peu plus loin, une Cambodgienne, venue en France en 1975, explique qu'elle s'est convertie il y a deux ans, lors de la vague de miracles qui a parcouru le monde. *« Il n'y a pas une vérité, chacun possède la sienne »*, dit-elle en souriant. Les autres religions ne sont pas perçues comme des rivales. Au contraire, l'absence de barrière entre l'hindouisme (polythéiste) et les monothéismes conduit même certains hindous à se rendre à Lourdes, à adorer la Vierge et Ganesha côte à côte.

Religion du bien-être, l'hindouisme plaît à ceux dont la quête spirituelle ne se satisfait pas des dogmes et des structures. *« On prend ce qu'on veut, rien n'est imposé »*, *expliquent deux jeunes* Parisiens, non pratiquants et pourtant sensibles à l'ouverture d'esprit qui caractérise ce qui apparaît plus comme une philosophie que comme une religion.

Indifférents à ces adeptes dilettantes, les Sri-Lankais affichent leur joie à pouvoir enfin célébrer *leur dieu dignement. Certes, il* leur manque encore un vrai temple, puisque ce qui leur en tient lieu *n'est qu'en location. Mais ils sont* heureux. Même si leur fête est un peu ternie : le Sri Lanka est membre du Commonwealth, et la princesse Diana n'était pas pour eux une étrangère. Couleurs et parfums n'effacent pas une certaine tristesse.

L. W.

Accueil triomphal du « Norway » (ex-« France ») au Havre

PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES ont salué, dimanche 31 août, l'arrivée au Havre (Seine-Maritime) du paquebot *Norway*, l'ex-*France*, de retour dans son ancien port d'attache pour une escale de deux jours. Attendu au passage des digues du port du Havre vers 8 heures, le paquebot a surpris tout le monde en arrivant en avance. Longuement applaudi, le *Norway* a fait retentir sa sirène à plusieurs reprises, tandis qu'un orchestre de jazz saluait à terre son arrivée. Quelque 6 000 personnes ont visité gratuitement le plus long paquebot du monde (315 mètres), lancé le 11 mai 1960 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et désarmé en octobre 1974, avant d'être repris en août 1979 par un armateur norvégien. Le président de la Norwegian Cruise Line, Kristian Siem, a annoncé que le *Norway* ferait vingt-huit escales en France, dont cinq au Havre, en 1998, dans le cadre d'une exploitation régulière en Europe.

DÉPÊCHES

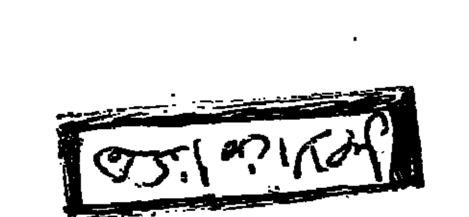
■ **TÉTINES : Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat en charge de la consommation**, a ordonné, samedi 30 août, la saisie de quatre modèles de tétines soupçonnées d'être contaminées par une substance cancérogène. Tous les lots de tétines pour biberons de marque Rémond, modèles Varitétine, Supertétine, tétine Sampal et tétine Préma, fabriqués avant le 1er juillet 1997 doivent être retirés du marché. *« Ces tétines sont repérables au numéro de lot indiqué sur leur emballage : ce numéro se termine par un chiffre inférieur à 707 »*, ajoute un communiqué du secrétariat d'Etat.

■ **MALTRAITANCE : une femme,** handicapée mentale légère, a vécu *« recluse »* pendant trente-six ans dans un pavillon de la banlieue d'Auxerre (Yonne), au service d'une octogénaire, avant d'être découverte par les services sociaux. Illettrée, la domestique, aujourd'hui âgée de soixante et onze ans, était entrée au service de sa patronne en 1961, après avoir passé plusieurs années dans un hôpital psychiatrique. Chargée des travaux ménagers, elle vivait dans une pièce située au sous-sol du pavillon, où elle faisait l'objet de fréquentes réprimandes, et était parfois battue à coups de canne. La patronne, âgée de quatre-vingt-trois ans, a réfuté les accusations. *« Je l'aimais comme ma fille »*, a-t-elle déclaré.

■ **VIOL : un policier stagiaire parisien**, accusé d'avoir violé deux de ses collègues féminines, a été mis en examen pour viol et écroué à la prison de la Santé à Paris, à la mi-juillet. Le policier était affecté au dépôt du palais de justice de la capitale. Une plainte a été déposée par une de ses victimes et le policier a reconnu les faits, tout en affirmant ne pas avoir forcé la jeune femme. Une autre collègue a alors porté plainte à son tour.

■ **VIOLENCES : un homme de trente ans a été agressé**, il y a quelques jours, dans la banlieue de Strasbourg, par trois jeunes, dont un mineur, qui lui ont assené des coups de pavé au visage après son refus de leur donner une cigarette. Interpellés ce week-end, les trois jeunes ont été écroués pour *« violence volontaire avec armes, en réunion »*. La victime, restée plusieurs heures dans le coma, souffre également d'une déchirure du flanc due à un coup de couteau.

■ ***ÉDUCATION* : estimant que l'allocation de rentrée scolaire** (ARS) et l'aide à la scolarité (AS) *« ne sont pas en adéquation avec le coût réel de la scolarité »*, la Confédération syndicale des familles (CSF) réclame une simplification des aides. Elle propose la création d'une allocation collège (AC), versée en plusieurs mensualités et qui remplacerait à terme l'ARS et l'AS. La CSF précise que le système actuel ne permet pas aux familles les plus modestes de faire face aux frais de scolarité. Elle propose que le montant de l'AC varie, en fonction des revenus familiaux, de 2 000 à 4 200 francs.



TRANSPORTS Le collectif contre la Transversale Est-Ouest (Téo), nouveau périphérique nord de Lyon à péage, organise à partir du lundi 1er septembre et pendant toute la semaine des opérations « péage libre » ainsi qu'une manifestation, samedi. ● CE COLLECTIF, qui réunit des usagers, des associations, le PCF, la CGT, la CFDT, la Fédération nationale des taxis indépendants, les Motards en colère, a recueilli 25 000 signatures. Il exige *« la mise hors-circuit du concessionnaire »* et la gratuité du péage. ● EN RÉAMÉNAGEANT plusieurs « itinéraires alternatifs », la Communauté urbaine s'est volontairement placée en dehors du contrat de concession qui la lie aux groupes Bouygues et Dumez. ● LORS DE LA RÉUNION de la Communauté urbaine de Lyon, le 8 septembre, les élus débattront du mode de gestion qu'ils souhaitent pour Téo.

La municipalité de Lyon remet en question le nouveau périphérique à péage

Héritage de Michel Noir, cette infrastructure concédée au privé, mais financée en partie par les collectivités locales, est vivement contestée par les usagers. L'affaire irrite Raymond Barre : la ville pourrait tenter de renégocier un contrat qu'elle juge déséquilibré

LYON
de notre correspondant régional

Depuis l'ouverture, le 22 juillet, du périphérique nord de leur agglomération, les automobilistes lyonnais boudent la Transversale Est-Ouest (Téo), un nouvel axe de dix kilomètres – dont sept en tunnels et souterrains, qui franchit deux fleuves et trois collines, dont celle de la Croix-Rousse –, censé faciliter leurs déplacements et éviter la traversée du centre-ville. Explication : son coût, seize francs. Plusieurs associations ont l'intention de lancer, à partir du lundi 1er septembre, une guerre d'usure contre Téo, qui a coûté 6 milliards de francs au lieu des 3,7 prévus, tout en étant financée, sous forme de travaux et de subventions, à hauteur de 52 % par la communauté urbaine (le Grand Lyon) et le conseil général. *« Sans cet apport financier des collectivités locales, le montant du péage aurait été doublé »*, explique un document de la Communauté.

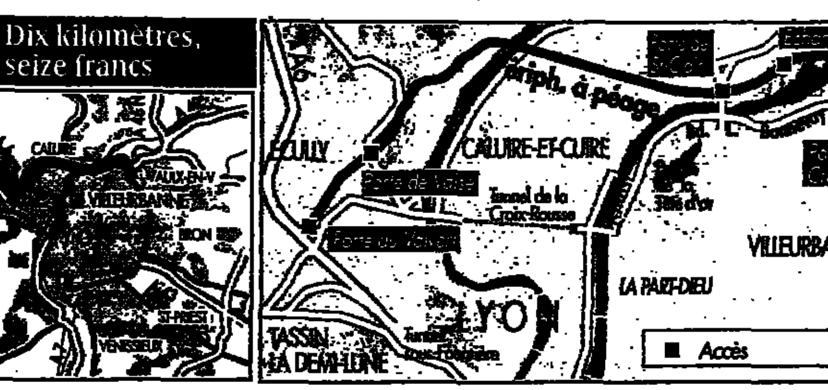
La société concessionnaire du boulevard périphérique nord de Lyon (SCBPNL), qui regroupe Bouygues, Dumez et GTM (64,5 % du capital) et des banques, ne s'attendait pas à un démarrage aussi laborieux. Tout avait été pensé, prévu, calculé, par le concessionnaire et le maître d'ouvrage, le Grand Lyon, pour rabattre vers Téo le plus grand nombre possible de véhicules. Dès 1989, un contrat « en béton » avait été établi entre le groupe Bouygues et l'ancien maire Michel Noir et de très confortables indemnités prévues en cas de difficultés, notamment géologiques (le concessionnaire vient d'adresser à la communauté urbaine une addition de 600 millions de francs *« pour sujétions imprévues »*) et pour garantir au constructeur-exploitant un trafic élevé tout au long des trente-cinq années de sa concession.

C'est ainsi que les collectivités locales se sont engagées à indemniser la SCBPNL en cas de construction, par elles-mêmes ou par l'Etat, de nouveaux axes qui réduiraient le trafic sur Téo. Le contrat prévoit également un droit de regard du concessionnaire sur d'éventuelles modifications de voirie susceptibles de gêner l'exploitation de Téo. Enfin, très discrètement, des dispositions limitant le libre choix des automobilistes à ses abords ont été annexées au contrat et ont transformé le jour de son ouverture le Téo en débouché presque obligatoire du boulevard Léon-Bonnevay : ce périphérique gratuit, à deux fois deux voies, à l'est de l'agglomération, emprunté quotidiennement par des dizaines de milliers d'automobiles pour rejoindre le tunnel de la Croix-Rousse ou le centre, a été brutalement rétréci à une voie *dans chaque sens*.

Simultanément, la signalisation des itinéraires alternatifs était effacée, des feux rouges placés sur certains axes concurrents pour ralentir la circulation : ces « verrous » ont provoqué des embouteillages, inconnus jusqu'alors en période estivale.

Le 22 juillet, Raymond Barre qui regagnait en voiture l'hôtel de ville fut l'une des premières victimes du « grand chambardement » opéré par les services de la communauté urbaine dont il est le président. *« C'était dantesque*, confia-t-il. *Téo est une très belle réalisation, mais ça ne fonctionne pas. »* Depuis lors, le maire – courroucé, mais prisonnier d'un contrat très défavorable aux collectivités locales – est resté muet mais pas inactif. Il a notamment fait rétablir autour de Téo une signalisation plus claire et plus honnête. Lundi, les voies de circulation supprimées sur le boulevard Léon-Bonnevay ont été rétablies.

Le porte-parole du Collectif « pour la gratuité et contre le racket », Gérard Claisse, directeur de recherche au CNRS et spécialiste en économie des transports, interprète l'attitude du maire *« comme un appel à l'indiscipline civique »*. Son premier adjoint, Christian Philippe, est beaucoup plus nuancé : *« le droit d'aller et de venir n'était plus assuré convenablement dans l'agglomération (...). Personne ne peut contester les mesures que nous venons de prendre, puisque rien dans le contrat ne dit que l'automobiliste lyonnais doit emprunter absolument Téo »*.



GRATUITÉ

Quelques semaines avant l'ouverture de Téo, le président de la communauté urbaine avait déclaré qu'il appliquerait *« tout le contrat, rien que le contrat »*. Aujourd'hui, dans son entourage, on affirme que les *« exigences du concessionnaire »* et les *« largesses accordées par le concédant »* ont conduit à la rédaction d'un *« contrat totalement déséquilibré »* et que l'on ne pourra pas échapper à une rénégociation. La gestion et les méthodes de l'ancien maire Michel Noir (ex-RPR) et celles de l'actuel président du conseil général du Rhône, Michel Mercier (UDF-FD), sont vivement critiquées. *« Nous reprochons à la précédente municipalité d'avoir, un peu trop rapidement et sans débat, accepté certaines des conditions posées par le concessionnaire. Ce dernier s'est battu pour obtenir ce qu'il désirait. Il n'a fait alors que son travail. Par contre, les intérêts de la collectivité n'ont pas été défendus avec la même vigueur »*, déplore M. Philippe.

Les élus communistes réclament la gratuité de Téo et la participation de l'Etat aux grands équipements de voirie à hauteur de 45 %, indique le député du Rhône et maire de Vénissieux, André Gérin. Les maires PS plaident pour une reprise de la société concessionnaire et sa transformation en société d'économie mixte. Ils demandent aussi le réaménagement immédiat des tarifs. De son côté, Etienne Tête, conseiller régional écologiste, estime que Raymond Barre *« peut encore soulever l'illégalité du contrat »* devant le tribunal administratif : dans *Le Progrès de Lyon*, M. Tête évoque *« l'enquête judiciaire sur les comptes suisses de Pierre Botton (...) gendre et ancien principal collaborateur de Michel Noir »* qui furent *« alimentés par le groupe Bouygues* [et] *sont peut-être de nature à justifier cette illégalité »*.

Claude Francillon

L'exemple toulousain

Bernard Gil, porte-parole des opposants toulousains au péage de Roques-sur-Garonne, devait être présent à la manifestation lyonnaise. Après un an de lutte quotidienne du collectif anti-péage qu'il anime pour obtenir la gratuité du passage sur cette ancienne voie rapide transformée en autoroute concédée, l'Etat et les Autoroutes du sud (ASF) de la France ont fini par accepter de rendre la section contestée au domaine public *(Le Monde du 9 avril)*. Mais les collectivités locales devront débourser 200 millions de francs. Elles seront aidées à hauteur de 20 millions par trois enseignes de grandes surfaces qui se trouvent sur l'itinéraire. Le rachat d'un péage est une première en France. – *(Corresp.)*

HORIZONS

DOCUMENT

La dernière interview d'une âme rebelle

Sollicitée en juin par « Le Monde », la princesse avait rapidement donné son accord. Il s'agissait pour elle d'exposer ses convictions publiques, sans rien évoquer de sa vie privée, et de réfléchir au pouvoir de l'image. Ce fut son unique entretien dans la presse écrite

ENVIE de m'échapper. De quitter le clavier, la télé, les images répétées, vite usées, du tunnel obstrué, de l'auto dévastée, de l'hôpital cerné, du cercueil *et des fleurs, et des pleurs... Envie* de prendre la fuite, de laisser le téléphone saturer la boîte vocale et de jouer lâchement les abonnés absents pour ne pas rejoindre la liste des chroniqueurs omniprésents : « Vous qui avez connu la princesse... » Envie de crier « Ponce ! » Tant de choses fausses sur Diana ont déjà été dites et tant de volte-face, soudain, sur une musique funèbre...

Envie de témoigner, pourtant. Envie de raconter une interview inattendue, unique, offerte avec naturel et responsabilité. Comme un ultime message, une sorte de mise au point sur ses valeurs et ses priorités, son engagement et *sa lucidité*.

Elle avait, avec les malades ou les plus démunis, des gestes qui ne mentent pas, des regards qui ne se travaillent pas, une tendresse qui ne se mime pas

C'est qu'elle en dit des choses, si l'on y regarde de près. Elle n'était pas conventionnelle. Et sous son regard bleu qui devenait timide lorsqu'elle inclinait légèrement la tête, la princesse de *Galles avait l'âme rebelle*.

Envie d'être juste, surtout. On l'a si mal jugée. C'est peut-être l'unique raison pour accepter de revenir sur ce que les médias appellent *« la dernière interview de Diana »*, et la seule dans la presse écrite. C'est là un mystère qui n'en finit pas d'étonner les journaux britanniques et les réseaux de radios et de télévisions du monde entier.

Pourquoi au *Monde* ? Oui, pourquoi ? Je serais tentée de répondre : parce que *Le Monde* l'avait demandé. Mais sans doute n'était-il pas le seul. Alors pourquoi ? Le saura-t-on jamais ? J'avais appelé Kensington Palace, un après-midi du mois de mai, et exposé au secrétariat de la princesse le projet d'un « Retour sur images » qui comprendrait douze grandes photographies de ces trente dernières années et serait l'occasion de rencontres avec les « héros » de ces images. La princesse, me semblait-il, s'imposait *dans la sélection*.

Pas seulement parce que c'était de loin la personne la plus photographiée au monde, mais parce qu'il y avait dans les clichés retraçant son engagement humanitaire une vérité, une sincérité lumineuse. *Parce qu'elle avait, avec* les malades ou les plus démunis, des gestes qui ne mentent pas, des regards qui ne se travaillent pas, une tendresse qui ne se mime pas.

Accepterait-elle d'en parler ? Lui plairait-il d'exposer ses *convictions et de réfléchir* au pouvoir de l'image ? On me pria d'écrire. C'est ça ! m'écriai-je. Une lettre parmi cinq cents ! *« Mais la princesse lit toutes les lettres ! »*, précisa l'assistante. Et de fait, le jour même où elle reçut le courrier, la princesse fit prévenir par téléphone que le projet l'enthousiasmait. Quand pouvais-je venir à Londres afin de l'interviewer à Kensington Palace ? Au fait, à quelle photo avais-je pensé ?

Ce fut aussi simple que cela. De son travail, de son engagement et de son rôle de *« messager »*, Diana, princesse de Galles, avait envie de parler. Peut-être heureuse *qu'un journal réputé austère* prenne son combat au sérieux. Peut-être flattée, qui sait, de figurer dans une sélection de photos *comprenant à l'origine* Gorbatchev, Arafat, Walesa, Mandela. Peut-être décidée, enfin, à afficher résolument une nouvelle indépendance, un destin maîtrisé et une récente sérénité. En quelque sorte à prendre date.

« La nouvelle Diana » titrait ce mois-là le magazine *Vanity Fair* en exposant en couverture une photo de la princesse plus rayonnante et sexy que jamais. C'est vrai, Diana avait changé. Son regard et son rire étaient ceux d'une femme *libre qui n'entendait pas se laisser* dicter sa conduite par quiconque ni son discours, celui d'une femme moderne, mûrie par les *épreuves, dénuée* de complexes, sûre de ses convictions.

Fallait-il pour autant la situer sur l'échiquier politique ? Crier à l'hérésie comme le firent les conservateurs britanniques parce que, sur un sujet qui lui tenait à *cœur – l'interdiction des mines* antipersonnel –, elle loua le gouvernement qui ralliait sa cause et blâma celui qui, toujours, refusa ? A qui fera-t-on croire que c'était une surprise ? Et que ses déclarations mettaient en danger l'esprit de la *Constitution ? Les Tories* eurent bonne mine de crier une nouvelle fois haro sur la princesse et de demander à la reine de la discipliner et de lui clouer le bec ! Tant qu'on parlerait du soi-disant « faux pas », on oublierait ses autres déclarations autrement plus frondeuses.

Son coup de patte à la famille royale (*« Du jour où je suis rentrée dans cette famille, plus rien ne pouvait se faire naturellement ! »*). Sa défiance à l'égard de l'establishment (*« C'est pour cela que je dérange certains cercles. Parce que je suis beaucoup plus proche des gens d'en bas que des gens d'en haut. Et que ces derniers ne me le pardonnent pas »*).

Son amertume envers une presse *« féroce »* (*« Elle ne pardonne rien, elle ne traque que l'erreur. Chaque intention est détournée, chaque geste critiqué »*). Et puis cette allusion aux valeurs qu'elle entendait transmettre à *ses deux fils* (*« Mon père m'a toujours appris à traiter quiconque comme un égal. Je l'ai toujours fait et je suis sûre que Harry et William en ont pris de la graine »*).

Ce ne sont pas forcément, en effet, les valeurs qui ont cours à Buckingham Palace. Mais Diana, qui emmenait fréquemment William en visite, chez les sans-abri comme dans les hôpitaux, avait, sur l'éducation d'un futur roi, des idées très précises. Elle ne menaçait pas la monarchie comme on *l'en a accusée. Elle savait* au contraire ce qu'il convenait de faire pour lui donner un sens, une essence, une vocation, un souffle.

Car Diana était lucide. Intuitive plus qu'intellectuelle. Sensible plus que rationnelle. Elle devinait plus qu'elle n'analysait. Elle ressentait plus qu'elle ne déduisait. Constamment à l'écoute, toutes antennes dehors, appliquée à bien faire. *« J'ai toujours fait de mon mieux. »* Elle voulait être parfaite. Et elle le fut souvent. Elle apprit vite et seule. Et sans encouragement. Etait-ce son regard légèrement en oblique ? Etait-ce son sourire, une seconde incertain ?

Son visage frémissant, auquel il arrivait encore de rosir, illustrait la transparence et la fragilité. Et l'on eût dit qu'elle quêtait la même chose dans le visage de l'autre, une absence de fard, une vraie sincérité. Elle avait envie de faire confiance. Elle avait besoin d'amitié.

Elle rayonnait, Diana. L'âme à fleur de peau. Et la peau transparente. Ce n'était pas une question de beauté. *Simplement de vérité*. C'est ce qui frappait le plus quand on la rencontrait, derrière son sourire poli, sa poignée de main déliée, son battement de cils charmant. L'impression d'accéder immédiatement au cœur. Le sien était ardent.

Annick Cojean


TIM ROOKE-REX FEATURES-SIPA

Les 9 et 10 août, la princesse Diana s'était rendue en Bosnie-Herzégovine (ici, à Tuzla). Elle participait une nouvelle fois à la campagne dénonçant les ravages provoqués par les mines antipersonnel.

Hugo Vickers, biographe de la famille royale britannique

« Diana a été victime de l'expansion formidable des médias à l'échelle planétaire »

Selon cet observateur, la princesse de Galles était devenue une « cible idéale » pour les journaux hostiles à l'establishment

« Quelle leçon tirez-vous de cette tragédie ? »

– Comme l'a déclaré lord Spencer, le frère de Diana, la persécution médiatique a finalement tué celle qui était devenue une superstar, une véritable icône. Après le mariage, la famille royale pensait que l'intérêt des tabloïds allait *diminuer, comme cela avait été le* cas avec les autres ducs et princes. Or, c'est l'inverse qui s'est passé. Insatiable, la presse était prête à déjouer toutes les chausse-trapes pour obtenir des exclusivités. Je tiens de bonne source que, ces derniers temps, la princesse de Galles était à ce point obnubilée par l'hystérie journalistique qu'elle faisait régulièrement passer au crible ses appartements de Kensington pour tenter de découvrir d'éventuels micros. Elle avait peur d'envoyer une lettre par la poste.

» Je pense que sa vie de princesse aurait été plus simple si elle avait choisi de ne jamais parler aux médias. Mais elle avait besoin de la presse pour faire connaître les choses qui lui tenaient à cœur : la lutte contre les préjugés envers les victimes du sida, la drogue, la boulimie ou, *plus récemment*, les mines antipersonnel.

– Quelles sont les conséquences pour la famille royale ?

– Ce drame ne peut que rehausser son prestige. Le deuil entraîne en effet l'union sacrée. L'opinion va témoigner sa sympathie envers ses enfants. J'espère qu'elle en fera de même pour le prince de Galles, qui est désormais responsable de leur éducation à un âge difficile et qui saura se montrer sage et compréhensif.

» L'affaire provoquée par son entretien au *Monde* avait éclaté alors que la situation de la monarchie s'était plutôt améliorée au cours de l'année en cours. Le divorce entre Charles et Diana avait mis fin à une situation explosive dont la presse avait largement tiré profit. Le raz-de-marée des travaillistes lors de l'élection générale du 1er mai avait concentré l'attention de l'opinion sur les actions du nouveau gouvernement. La venue au pouvoir de Tony Blair, premier *ministre démuni* de toute expérience ministérielle, qui n'était même pas né lorsque la reine a été couronnée, a accentué le rôle pivot de la souveraine.

» En vertu du système de monarchie parlementaire, Elizabeth II, qui a connu neuf premiers ministres au cours de son règne, assure la continuité, la durée, la permanence de l'Etat. Enfin, les Windsor ont adopté un mode de vie plus discret et moins coûteux. Si la cote de popularité de la monarchie continue de baisser, la faute en est aux médias.

– Dans l'entretien accordé au *Monde*, la princesse affirmait être persécutée par les journaux.

– Diana a été victime de l'expansion formidable des médias à l'échelle planétaire, qui se disputent un marché hyper-concurrentiel. Par ailleurs, parce qu'elle restait « à demi-détachée » de la famille royale, la princesse était une cible idéale pour les propriétaires de journaux, comme Rupert Murdoch, hostiles à l'establishment anglais, dont les Windsor sont le pur produit.

» La règle d'or est de suivre l'exemple de la reine et de se taire. Le prince Andrew, duc d'York, qui n'a jamais *rien révélé* sur les tenants et les aboutissants de son mariage raté avec Fergie, l'a bien compris. Résultat : il est plus populaire que jamais.

– Les critiques de Diana envers le précédent gouvernement conservateur ne violaient-elles pas la sacro-sainte règle de stricte neutralité politique des *« royals »* ?

– Il ne s'agit pas d'épingler vicieusement la précédente administration de droite dont le chef, John Major, a beaucoup aidé Diana après l'annonce de sa séparation, en 1992. « Désespérant » est le genre de terme que les jeunes filles issues du même milieu social que la princesse utilisent volontiers pour faire part de leur frustration devant un problème spécifique. Le prince Charles est l'objet des mêmes critiques pour être prétendument trop proche de Tony Blair.

» Ces attaques sont également exagérées dans la mesure où il appartient au futur roi d'être associé d'une manière ou d'une autre à l'action gouvernementale. Le souverain ne reçoit-il pas une fois par semaine le premier ministre ? Si Charles était trop lié à l'opposition, ce serait bien plus inquiétant.

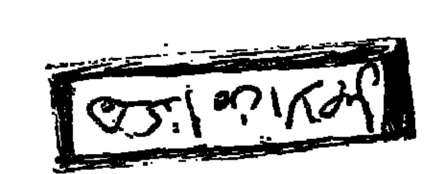
– Quel aurait dû être le rôle idéal pour Diana ?

– Sa situation était impossible. On peut la comparer à celle de Jackie Kennedy après Dallas. Diana n'était pas à court d'argent, loin de là, mais un milliardaire comme Dodi Al Fayed lui offrait une certaine continuité avec le style de vie qui était le sien avant son divorce : hélicoptère, yacht, gardes de sécurité, résidences somptueuses, serviteurs.

» Comme elle l'avait confié au *Monde*, elle a été très maltraitée en Grande-Bretagne, alors qu'on la fêtait à l'étranger, comme ce fut le cas d'ailleurs pour Margaret Thatcher après sa démission. Bien que fille du comte de Spencer, elle était *persona non grata* dans les dîners des grandes familles aristocratiques anglaises. Par légitimité, les Marlborough, à Blenheim, ou les Devonshire, à Chatsworth, s'étaient ralliés à Charles, le futur roi.

» La solution la plus sage pour *Diana* eût été de se cantonner à l'action humanitaire au sens strict, à son rôle de mère élevant les deux princes William et Harry, tout en tentant de se préserver un semblant de vie privée à l'abri du regard des médias. »

Propos recueillis par Marc Roche



Lady Diana avait reçu notre collaboratrice Annick Cojean le 13 juin à Londres. La princesse avait accordé ce rendez-vous au « Monde » afin d'évoquer les grandes causes humanitaires qu'elle défendait. Nous republions ci-dessous l'enquête parue dans nos éditions du 27 août.


JOHN PRYKE/REUTER/MAXPPP

La princesse au grand cœur

CETTE fois, c'est elle l'hôtesse. Et ce rôle lui va bien, qui confère à ses gestes un surplus de souplesse, et glisse dans son regard bleu roi des paillettes de gaieté et un éclair d'audace. Oui, la princesse reçoit. A 11 heures précises, indiquait même le fax. Et s'il n'y avait eu ce chauffeur de taxi qui, entendant « Kensington Palace », en déduisit qu'il ne pouvait s'agir que de l'Hôtel du même nom et pila net devant le portier, j'aurais été à l'heure... Mais la princesse n'a pas le rigorisme d'une reine qui égrène les secondes puis retire son sourire comme d'autres leur chapeau. La princesse est chez elle, décontractée, indépendante. Sans doute est-ce bien le seul endroit où elle ne risque point d'être la cible de téléobjectifs.

Elle porte une robe courte et sans manches, assortie à ses yeux, à moins qu'ils ne la reflètent. Un collier de grosses perles. Des chaussures à talons. Une assurance tranquille dont témoignent son sourire et le geste délié et gracieux avec lequel elle tend la main. Surtout elle paraît libre, et ce naturel est une jolie surprise chez celle que le protocole recommande d'appeler « Ma'am » (une contraction de « Madam », à ne pas confondre avec le fameux *« Ma'am Scarlet »* prononcé par une nounou africaine dans un film mythique américain). Mais, après tout, n'a-t-elle pas accepté avec spontanéité le principe d'un entretien autour d'une photo ? L'idée l'enchantait, a-t-elle fait répondre dès réception de la lettre. Elle était prête à jouer le jeu. La photo ? Il n'y avait que l'embarras du choix. Chacune des siennes faisant l'objet de mille et une publications, on dérogerait pour une fois à la règle en proposant à la princesse – certainement la personne la plus photographiée du monde – de lui apporter une sélection de clichés dans laquelle elle ferait son choix.

C'est dans le salon privé du premier étage que Diana propose de s'installer. Une pièce chaleureuse et féminine, avec des tons pastel, des dégradés de beige, quelques meubles anciens et des sièges confortables, et, partout où c'est possible, des cadres en bois ou en argent accueillant des photos. Celles, surtout, de ses deux fils, William et Harry ; celles de ses deux sœurs, et de son frère ; celle de son père, le comte Spencer, aujourd'hui disparu. La princesse a, paraît-il, des tiroirs de photos. Mais c'est la sélection opérée par *Le Monde* qui, tout de suite, l'intéresse. Pas de photos volées, privées, intimes. Mais les photos connues d'un personnage public qui, en braquant l'attention sur un problème de société ou une cause humanitaire, ont renforcé le mythe d'une princesse au grand cœur.

Diana les regarde une à une, en fournissant chaque fois, avec entrain, la légende des photos : où, quand, avec qui... *« Je fais très attention aux gens,* dit-elle, *et je me souviens d'eux. Chaque rencontre, chaque visite est particulière. »* Un hôpital pour enfants, un accueil de sans-abri, un centre de réinsertion, un laboratoire de recherche sur le sida, un refuge pour femmes battues, une tente pour lépreux au Zimbabwe, un camp d'aide alimentaire au Népal... *Mais la princesse s'arrête.* Dans sa main, la photocopie d'une photo prise en 1996 au Pakistan. *« Ce petit garçon est mort,* dit-elle sans détacher les yeux du cliché. *Je l'avais pressenti avant de le prendre dans mes bras. Je me rappelle son visage, sa peine, sa voix... Cette photo m'est très chère. »* Elle la met de côté, sur un bout du canapé, et continue, d'un regard plus distrait, à feuilleter le reste des clichés. Elle éclate de rire, parfois, quand un d'entre eux la surprend dans une pose trop officielle. Mais elle revient à la photo de l'enfant. S'il faut en choisir une, *« c'est celle-ci,* dit-elle, *sans aucune hésitation. »*

QU'Y A-T-IL à expliquer ? Ce n'est ni de la coquetterie ni un calcul d'image. La photo la touche *« parce qu'elle est vraie »*, voilà. Entourée de parents d'autres petits malades, la princesse, ce jour de février 1996, se sentait à sa place, en harmonie, en sympathie, en *« communion »* avec le groupe. Son émotion n'était pas feinte, son recueillement était profond. Les battements de cœur du petit étaient, dit-elle, la chose la plus importante du moment. Elle aurait voulu lui communiquer de sa force, de sa santé, de son amour. Comment parler de princesse au travail ?

La photo témoigne d'une expérience humaine, pas d'une corvée officielle. *« Au fond, c'est un instant privé dans une manifestation publique. Une émotion privée qu'une photo transforme en comportement public. Curieux couplage. Pourtant, si j'avais le choix, c'est encore dans ce type d'environnement, avec lequel je me sens parfaitement en phase, que je préférerais être photographiée. »*

Privé, public... Où se situe la frontière ? La princesse brouille les cartes en la pulvérisant, introduisant du privé dans la sphère publique. Autrement dit en chargeant d'affectivité et d'émotion les devoirs et fonctions de sa charge. Il n'y a plus de carapace, plus de protection, plus le moindre surmoi. L'engagement est sincère et il est maximal. Risqué aussi. Les foules le sentent depuis le premier jour, séduites par sa compassion, et sa complicité immédiate avec la rue. L'Establishment, les politiques et princes du faux-semblant apprécient nettement moins. En une apparition, la princesse a révélé leur froideur, leur distance, leur cynisme.

Voyez ses gestes avec la grand-mère de Bosnie qu'elle presse sur son cœur, avec un jeune homme atteint du sida dont elle retient longuement la main entre les siennes, avec cette petite unijambiste angolaise qu'elle assoit sur ses genoux. Elle embrasse, caresse, enlace. *« Je touche, oui. Je crois que chacun en a besoin, quel que soit son âge. Appliquer la paume de sa main sur un visage ami, c'est entrer tout de suite en contact, communiquer de la tendresse, marquer sa proximité. C'est un geste qui m'est naturel, qui vient du cœur. Il ne se prémédite pas. »* Elle ne joue pas les dames patronesses, se moque du protocole, néglige les officiels, refuse toute position qui placerait ceux qu'elle visite en position humiliante.

Ses élans n'ont pas manqué de provoquer bien des froncements de sourcils dans la famille royale. Le « style » Diana décoiffait. Surtout quand il devint évident qu'au-delà d'afficher une image plus moderne il reflétait un autre rapport aux gens. La jeune femme a dû brider ses impulsions, et il lui arriva de douter de son rôle. *« Du jour où je suis rentrée dans cette famille, plus rien, de toute façon, ne pouvait se faire naturellement ! »*

C'EST donc la foule qui, peu à peu, lui a donné confiance. Ce sont les malades, les enfants, les exclus qu'elle visitait avec une assiduité inédite qui l'ont convaincue de la justesse de son approche et de son don du contact.

Et c'est en eux que, en des moments difficiles, elle a puisé une énergie et presque une raison de vivre. *« Je me sens proche des gens, quels qu'ils soient. On est d'emblée au même niveau, sur la même longueur d'onde. C'est pour ça que je dérange certains cercles. Parce que je suis beaucoup plus proche des gens d'en bas que des gens d'en haut, et que ces derniers ne me le pardonnent pas. Parce que j'ai une vraie relation de proximité avec les plus humbles. Mon père m'a toujours appris à traiter quiconque comme un égal. Je l'ai toujours fait et je suis sûre que Harry et William en ont pris de la graine. »*

Il est des valeurs sur lesquelles la mère du futur roi ne transige pas. C'est une jeune femme déterminée qui parle. Une princesse de trente-six ans qui ne sait pas encore quel cours suivra sa vie personnelle mais qui, quoi qu'il arrive, entend poursuivre son engagement. *« Etre en permanence dans l'œil du public me confère une responsabilité particulière. Notamment celle de jouer de l'impact des photos pour faire passer un message, sensibiliser le monde à une cause importante, défendre certaines valeurs. »* Ambassadrice ? Porte-parole de prestige ? *« Si je devais définir mon rôle, j'utiliserais plutôt le mot de messager. »*

Ses obligations officielles ont fondu avec la prononciation de son divorce et ses interventions ne sont plus le fait que de son seul choix. Là encore, elle affiche sa liberté. *« Personne ne peut me dicter ma conduite. Je travaille à l'instinct. C'est mon meilleur conseiller. »* La lutte contre les mines antipersonnel, le sida, la recherche contre le cancer, les léproseries – la photo la représentant serrant les mains de lépreux aurait fait plus pour démythifier la maladie que les campagnes de presse organisées depuis vingt ans –, demeurent ses priorités.

Mais que de controverses, d'humiliations, de débats. *« A chaque fois ! »*, soupire-t-elle. Une visite dans un centre de sans-abri, et on l'accuse de vouloir embarrasser le gouvernement conservateur. Un geste de tendresse envers un malade du sida (au début des années 80), et certains conservateurs y voient une indulgence coupable pour l'immoralité. Son contact spontané, en Inde, avec des « intouchables » ? Les vieux amis de l'Empire s'étranglent à l'unisson. Sa visite à Lahore, dans l'hôpital créé par Imran Khan, le mari de son amie Jemima ? La presse embraye sur l'accusation de Benazir Bhutto jugeant scandaleux le soutien politique apporté ainsi par Diana à son hôte, considéré comme un opposant. Sa présence dans une salle d'opération africaine lors d'une transplantation cardiaque ? On l'accuse d'indécente coquetterie, les journaux focalisant l'attention du public sur un cliché la représentant en gros plan, masque de chirurgie sur le visage, et les yeux... maquillés !

« La presse est féroce, dit-elle. *Elle ne pardonne rien, elle ne traque que l'erreur. Chaque intention est détournée, chaque geste critiqué. Je crois qu'à l'étranger, c'est différent. On m'y accueille avec gentillesse, on me prend comme je suis, sans a* priori, *sans guetter le faux-pas. En Grande-Bretagne, c'est le contraire. Et je crois qu'à ma place n'importe qui de sain serait parti depuis longtemps. Mais je ne peux pas. J'ai mes fils. »*

L'ÉPISODE le plus frappant fut probablement son voyage en Angola, au début de cette année. La princesse avait préparé de très longue date ce déplacement organisé par la Croix-Rouge, destiné à attirer l'attention sur le drame des victimes de mines antipersonnel (plus de 70 000 Angolais) et soutenir la campagne mondiale visant à les interdire.

On la vit donc passer des heures à écouter les témoignages de jeunes gens mutilés par les mines, des médecins, des démineurs. On la photographia portant armure et visière blindée pour traverser un champ de mines et suivre les opérations de désamorçage. Mais c'est Londres qui déclencha les gros titres, et la polémique, une fois de plus, prit le pas. Les milieux conservateurs se déchaînaient, le Foreign Office restait tapi dans l'ombre.

« Un canon devenu fou », lâchait un député, comte de son état. *« Une naïve, mal conseillée et totalement irréaliste ! »*, affirmait avec commisération un autre représentant. *« Mal informée surtout,* raillait un speaker en esquissant un parallèle douteux avec Brigitte Bardot. *Le sujet est beaucoup trop compliqué pour sa petite tête d'oiseau. »* Rarement critiques avaient atteint un tel degré. Jamais misogynie n'était apparue avec tant de force. Le gouvernement se tut officiellement, mais son malaise était évident, étant donné son obstination à juger *« efficace, nécessaire pour nos forces armées »* un certain type de mines. Diana fut profondément blessée. Encore la campagne conservatrice obligea-t-elle toute la presse à braquer ses projecteurs sur l'Angola. *« La polémique a ruiné une journée de travail, mais décuplé la couverture média. »*

Alors elle ne cache pas sa joie devant la décision immédiate du gouvernement travailliste de rallier les pays prônant l'interdiction totale des mines. *« Sa position sur ce sujet a toujours été claire. Il va faire un travail formidable. Son prédécesseur était tellement désespérant. J'espère que nous parviendrons à convaincre les Etats-Unis de signer en décembre, à Ottawa, la charte d'interdiction. »* Car il s'agit bien d'un engagement à long terme. Elle ne fait pas de *« politique »*, mais de l'*« humanitaire »*. Et elle entend suivre les dossiers. Malgré quelques échardes.

« Au fil des ans, j'ai dû apprendre à me situer au-dessus de la critique. Mais l'ironie fait qu'elle m'a été utile en me donnant une force que j'étais loin de penser posséder. Cela ne veut pas dire qu'elle ne m'a pas blessée. Au contraire. Mais cela m'a communiqué la force de continuer sur le chemin que j'avais choisi. »

Ce n'était donc pas l'affaire du « baiser sur le yacht » qui allait lui faire renoncer, mi-août, au voyage en Bosnie. Le message sur les mines y perdra de sa force, mais Diana prouvera qu'on ne l'intimide plus, que les paparazzi ne gouvernent pas sa vie et qu'elle sait maintenir le cap.

La sincérité, dit-elle. Tout est là. Comme sur la photo de Lahore... On ne fait rien de bien qu'on ne ressente avec son cœur. *« Rien ne me communique plus de bonheur que d'essayer d'aider les plus vulnérables de cette société. C'est un but et une partie désormais essentiels de ma vie. Une sorte de destin. Quiconque en détresse m'appellera, j'accourrai, où qu'il soit. »*

Annick Cojean

22 FÉVRIER 1996

Lady Diana

« Nous sommes au Pakistan, à l'hôpital Shaukat Khanum de Lahore, spécialisé dans le traitement du cancer. Je suis venue y passer une journée pour rencontrer les enfants malades, encourager le personnel, et peut-être aider à la collecte de financement. Ma visite a été annoncée et il y règne une effervescence sympathique et joyeuse. Je parle aux uns et aux autres, m'attarde avec certains enfants. Tout à l'heure, il y aura la distribution de bonbons et le spectacle préparé par une quarantaine de petits patients costumés. Mais un petit malade accroche soudain mon regard. Un petit garçon sérieux, avec des yeux tristes, et un corps épuisé. Et je ne vois plus que lui. Je ne peux pas dire pourquoi. Je sais qu'il va mourir. "Puis-je le prendre dans mes bras ?" dis-je à sa maman. Elle est souriante, ravie. Nous rions gentiment pendant qu'on me confie l'enfant. Mais voilà qu'il supplie, d'une petite voix anxieuse : "S'il vous plaît, ne vous moquez pas de moi." Mon Dieu ! Comment pourrions-nous ? Je reste interdite. La maman lui explique que nous parlions simplement. Mais l'enfant ne voit pas, ne voit plus. Oui, l'enfant est aveugle. Une tumeur lui ronge le cerveau. Je le serre très fort dans mes bras. » L'enfant est mort peu après, je l'apprendrai lors d'une visite ultérieure. Je ne l'oublie pas. »


MEIGNEUX/SIPA

Juillet 1997-Londres

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Célèbre

ELLE était belle. Elle *était sympathique* et généreuse. Elle avait, un temps, donné un éphémère nouveau visage à la monarchie britannique. Elle *était la mère du futur roi* d'Angleterre. Elle avait, aussi, participé aux déboires qui ont affecté la cour de St James, signes d'un vieillissement institutionnel, voire d'une *obsolescence* que rien ni personne ne pouvait, ne pourra probablement juguler. Pour toutes ces raisons, la princesse Diana était une célébrité. L'une de ces personnes dont *la* vie et la mort font la « une » des médias. L'une des femmes les plus photographiées au monde, disait-on, même si, depuis son divorce avec le prince Charles en 1996, elle ne jouait plus qu'un rôle marginal dans la vie de la monarchie britannique.

C'est qu'elle était plus encore que ce personnage de conte de fées qui se termine en tragédie. *Elle* incarnait aussi une époque qui pratique, jusqu'au délire parfois, le culte du corps, de l'hédonisme, de la beauté physique, une époque dont les stars *médiatiques sont des acteurs*, des mannequins et des grands couturiers. L'assassinat de Gianni Versace ne fut-il pas, il y a peu de temps, un événement mondial ? Pour toutes ces raisons, la princesse Diana était devenue une héroïne, un personnage central même, du paysage global médiatique, univers d'écrans de télévision, d'émissions de radio, de couvertures de presse *écrite, dont nous sommes tous*, peu ou prou, les consommateurs. A cet empire des paillettes, à ce marché mondial des images, à cette foire aux secrets, *vrais ou faux*, à *ce maelström de* privatisation de la vie publique et de « publicisation » de la vie privée, il est difficile d'échapper. Seuls les hypocrites oseront soutenir *qu'ils n'ont jamais, ne* serait-ce qu'une fois cédé aux charmes trop jolis ou équivoques de cet univers, notre univers.

***Déjà*, certains affirment *que la* princesse est morte, précisément, de sa célébrité. Ils accusent la presse de l'avoir harcelée, traquée, pourchassée. *Elle-même, dans* un entretien accordé cet été au *Monde*, dénonçait la « férocité » de certains médias. Déjà, la demi-douzaine de photographes qui suivaient Lady Diana et son compagnon, Emad Al Fayed, le *samedi soir fatal*, sont préjugés coupables d'avoir poussé le chauffeur de leur voiture à la faute et à l'accident qui allait leur coûter la vie, à tous les trois. *Pour être aussi catégorique*, il faudra attendre prudemment les résultats d'une enquête qui ne fait que commencer. La princesse évoluait dans le village *médiatique planétaire où les cé*lébrités sont, tour à tour, victimes, complices et manipulatrices de la presse, dans des jeux plus complexes, plus imbriqués que ne le soupçonnent ceux qui vouent aujourd'hui aux gémonies les paparazzi.**

L'heure paraît plus propice à rappeler que Diana avait aussi su mettre sa célébrité au service de quelques grandes causes, en*fance maltraitée, sida, lutte* contre les mines antipersonnel, qui ont perdu une étincelante avocate.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, *Le Monde* Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le sionisme centenaire en quête de renouveau

« LE PARLEMENT israélien est né ici, il y a cent ans ! », s'est exclamé le président de la Knesset, Dan Tichon, devant près de deux mille personnes rassemblées, dimanche soir 31 août, à Bâle pour la cérémonie de clôture des célébrations du centenaire du mouvement sioniste. Commémoration oblige. Il n'a pas manqué de rappeler que c'est précisément dans la même salle, cent ans auparavant jour pour jour, que Theodor Herzl et près de deux cents délégués sionistes s'étaient réunis pour poser les fondements du futur Etat d'Israël.

L'aspiration à la paix est revenue comme un leitmotiv, tant dans les débats qui ont marqué ce centenaire que dans les discours de clôture. *« Malgré les terribles événements endurés au cours des cent dernières années, la paix est la motivation principale des juifs, et elle arrivera »*, a lancé le président de l'Organisation sioniste mondiale (OSM), Avraham Burg. *« La voie de la paix est longue et ardue, pavée de difficultés, mais c'est la voie que nous avons choisie »*, lui a répondu en écho Dan Tichon.

Mais des différences de sensibilité sinon de conception ont transparu entre le président de la Knesset et membre du Likoud et le dirigeant sioniste du Parti travailliste – qui avait pris la tête du mouvement de protestation contre la guerre du Liban. Des contradictions à l'image de *la société israélienne* et qui n'épargnent pas le mouvement sioniste. Ainsi Dan Tichon a-t-il condamné *« les actes de terrorisme arabes qui visent à saboter le processus de paix et à replonger la région dans la guerre »*. De son côté, Avraham Burg a dénoncé *« la brutalité »* et a invité au *« partage de la spiritualité »*.

Cent ans après, quel futur pour le sionisme ? Au cours d'un colloque académique souvent animé, une trentaine de chercheurs et d'historiens de divers horizons se sont efforcés de faire le point sans toutefois parvenir à une conclusion définitive. Plusieurs courants se sont manifestés au sein d'une même diaspora hétéroclite, mettant en lumière des approches contrastées. Si la création de l'Etat hébreu a été parfois perçue comme un juste retour des choses au lendemain de la Shoah, le dynamisme des pionniers et les principes fondateurs n'ont pas suffi, a-t-il été souligné, à réconcilier Israël avec son environnement géopolitique. Dans la perspective historique des nationalismes du XXe siècle, d'après l'historien Miroslav Hroch de l'université de Prague, le sionisme, ou mouvement de libération juif, ne pouvait guère échapper aux fluctuations des contextes locaux qui l'avaient façonné, contrariant ainsi les espoirs de Theodor Herzl. Entre assimilation et ghettoïsation, des tendances parfois contradictoires l'emportaient régionalement, selon des affinités religieuses, ethniques ou laïques.

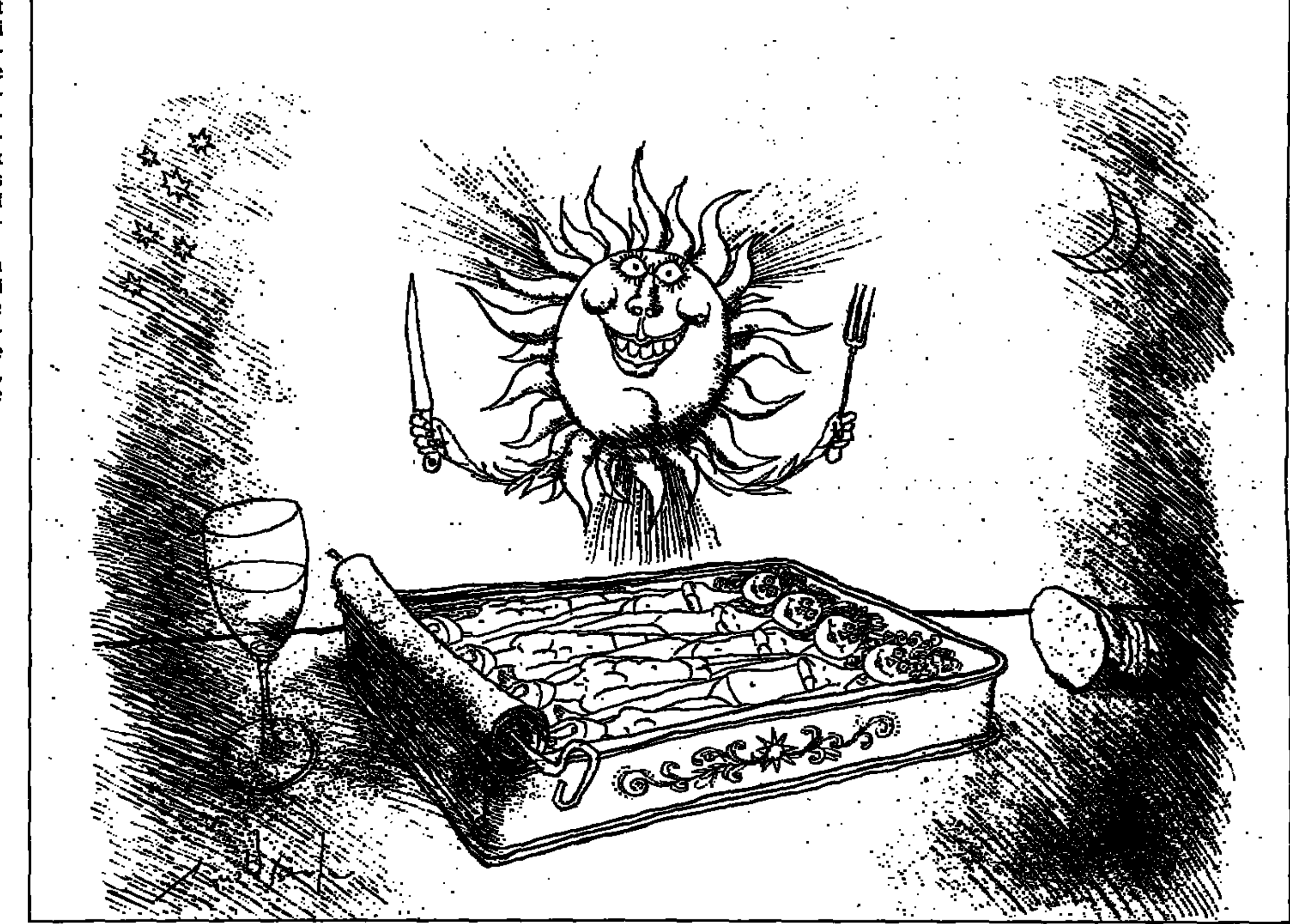
L'antisémitisme et son paroxysme nazi ont poussé les vainqueurs du Reich à s'entendre à Yalta sur la création d'un nouvel Etat au Proche-Orient, avec toutes les conséquences qui en ont découlé. Pour une diaspora qui représente à l'heure actuelle près des deux tiers de la population juive à travers le monde, l'héritage du sionisme constitue, selon l'historienne Rita Thalmann, une manière de défi permanent lié aux *« problèmes nouveaux suscités par l'existence d'une entité nationale juive avec ses lois, ses institutions et sa culture »*. Dès lors, certains intervenants ont regretté l'absence des *« nouveaux historiens »* israéliens, plus *critiques*, pour débattre plus largement du post-sionisme.

Conscient d'un inévitable vieillissement du sionisme, Avraham Burg cherche à lui donner un nouveau souffle. *« Je ne veux pas vivre le futur comme le passé*, explique-t-il. *Le message du sionisme se trouve dans la non-violence, et mon post-sionisme est le judaïsme. »* Quant à l'avenir du processus de paix, il pense que, *« plus Israël aura de sécurité, plus les Palestiniens auront de souveraineté et d'indépendance »*.

Enfin, le président de l'OSM a eu beau dire, dès son arrivée, qu'il n'était pas venu à Bâle pour parler des banques helvétiques, la polémique sur le rôle de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale n'a pas pu être totalement esquivée. En marge des cérémonies officielles, M. Burg ne s'est pas privé d'exprimer son point de vue dans des déclarations à la presse. Tout en se félicitant du dialogue engagé et en assurant qu'il n'y avait plus d'animosité entre la Suisse et Israël, il a appelé ses hôtes à redoubler d'efforts pour venir en aide aux survivants de la Shoah.

Jean-Claude Buhrer

Rentrée *par Ronald Searle*



IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le travail, unique solution

« DANS L'HONNEUR et pour la victoire ! », telle est la formule rituelle qui consacre la réception des compagnons de la Libération. Avant de remettre au général de Gaulle, fondateur de l'ordre, le collier de grand maître, le chancelier, l'amiral Thierry d'Argenlieu, a rappelé les circonstances de cette création dans notre siècle de fer d'une chevalerie nouvelle. Le général de Gaulle lui-même a *évoqué devant ses compa*gnons cette page de notre histoire, en ajoutant que la libération n'est pas achevée, que le redressement de la patrie reste à faire.

M. Paul Ramadier, président du conseil, le reconnaissait lui aussi au même moment dans son discours de Limoges. Mais que faudrait-il pour parvenir à cette renaissance ? Il faudrait que l'esprit de sacrifice et de discipline nationale, dont les compagnons de la Libération ont donné le grand exemple, fût suivi dans la paix par tous les Français. Il faudrait qu'un même fleuve réunît dans sa course les courants divers qui nous divisent. Est-il donc si difficile de maîtriser les passions ?

M. Paul Ramadier a parlé de discipline. Il a adjuré les agriculteurs de ne pas rechercher un profit parfaitement vain si le pays en pâtit. Il a dit aux ouvriers que des hausses inconsi*dérées de salaires qui conduiraient* à une accélération de l'inflation conduiraient aussi à une accélération de leur propre misère. Il a montré que l'unique solution est dans le travail.

La France ne sera libérée définitivement que par son propre effort. La volonté du travail, au-dessus de toutes les divergences d'opinions, devrait nous unir.

Rémy Roure
(2 septembre 1947.)

La difficile rentrée de Jacques Chirac

Suite de la première page

La cohabitation a ses règles, et la jurisprudence, créée par François Mitterrand, est examinée à la loupe à l'Elysée comme à Matignon. Mais la personnalité des hommes ne peut que la faire évoluer. D'autant plus que le contexte est bien différent : l'autorité politique de M. Chirac est nettement plus atteinte que ne l'avait été celle de son prédécesseur en 1986 et, même, en 1993. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on assure néanmoins que ce constat ne suffit pas à résumer la situation actuelle, autrement plus complexe. La défaite électorale, estime-t-on, n'a pas définitivement affaibli M. Chirac. Il lui faut maintenant apprendre à jouer avec le temps : débarrassé de la pression du quotidien, le président retrouve les marges de manœuvre d'un homme à qui il reste encore plus de quatre ans et demi avant la fin de son mandat.

Devant les Français, la compétition va pourtant être permanente entre les deux hommes qui se partagent la tête de l'Etat. Les spécialistes de la communication élyséenne y trouveront l'occasion de démontrer leur talent, même si les conflits qui les ont opposés au reste de l'équipe présidentielle n'ont pas cessé. Il est en effet notoire que des divergences ont parfois opposé Dominique de Villepin à Claude Chirac et Jacques Pilhan, aujourd'hui au service de M. Chirac après avoir servi son prédécesseur, dont il avait véritablement conquis la confiance lors de la première cohabitation. Le président de la République sait qu'il lui faudra peser soigneusement chacune de ses interventions pour reconquérir une opinion publique qui lui reste hostile, alors qu'elle continue à faire confiance à M. Jospin.

Pour l'heure, M. Chirac s'est efforcé de conjuguer son rôle de chef de l'Etat et sa vocation naturelle à être le point de repère de l'opposition. Cependant, ni Philippe Séguin au RPR ni François Léotard à l'UDF – ni, au sein de celle-ci, Alain Madelin à Démocratie libérale et François Bayrou à Force démocrate – ne sont prêts à obéir, le doigt sur la couture du pantalon, au président de la République. Pour s'en convaincre, il suffit de mesurer la fermeté de leur refus d'une fusion de l'UDF et du RPR, demandée par une partie de leurs troupes qui se croyaient, sans doute, dans le droit-fil d'un des souhaits présidentiels exprimés le 14 juillet. Le choix de M. Toubon pour enrichir les rapports de l'Elysée avec l'opposition ne peut, non plus, être bien vu par le nouveau président du RPR, tant les rapports entre les deux hommes ont toujours été difficiles.

Renforcer le « maillage » du milieu politique est pourtant indispensable. D'où l'appel aux services de M. Toubon, mais aussi de Roger Romani, fin spécialiste des arcanes parlementaires. La mission des conseillers du chef de l'Etat a, en effet, radicalement changé. Fini le temps où l'essentiel de leur travail consistait à faire part à leurs interlocuteurs au sein des cabinets ministériels des souhaits présidentiels, à analyser les dossiers pour proposer au décideur suprême des solutions. Aujourd'hui, il leur faut connaître ce que prépare un « adversaire » qui dispose seul de toute la capacité d'expertise et d'information de l'administration. D'où l'importance des « réseaux » et des « amitiés ». Mais les uns et les autres doivent être maniés avec précaution. Sauf dans les domaines particuliers de la diplomatie et de la défense, les liens sont coupés entre le gouvernement et la présidence de la République. Ne subsistent que ceux qui passent par les hommes clés de toute cohabitation : directeur de cabinet du premier ministre, secrétaire général de l'Elysée.

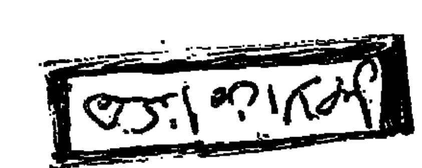
M. DE VILLEPIN CONTESTÉ

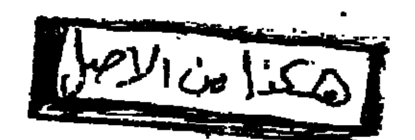
Le poids de M. de Villepin en est, pour l'heure, renforcé. Pourtant la contestation de son rôle n'a jamais été aussi vive que durant cet été. Il s'est trop volontiers posé en clé de voûte de la « chiraquie » au pouvoir ; il a trop fait sentir aux autres clans de la droite que, vaincus au premier tour de l'élection présidentielle, il leur faudrait attendre longtemps le pardon ; il a trop fait peser sa récente autorité sur les collaborateurs de l'Elysée, comme sur tous ceux qui ont accompagné M. Chirac au long de sa carrière, pour que toutes ses victimes ne tentent pas d'en faire le bouc émissaire de la défaite. Il ne peut donc être surpris si ceux qui, hier, se seraient gardés de la moindre moquerie à son endroit, n'hésitent plus, aujourd'hui, à proférer des phrases assassines.

M. Chirac va donc devoir choisir. Il lui faut revoir l'organisation de sa « maison », puisque les services qu'elle doit lui rendre ont radicalement changé. Il peut donc considérer que ses conseillers doivent avoir un « profil » différent de ceux qui l'ont assisté pendant deux ans, les mêmes hommes ne pouvant pas remplir des missions aussi différentes, du haut en bas de la hiérarchie des collaborateurs. Mais il peut, à l'inverse, estimer que l'expérience et la mémoire sont des outils trop précieux pour s'en priver. Les hommes et les femmes en place connaissent ses habitudes, les dossiers qui sont sur le bureau de M. Jospin comme ils l'étaient sur celui de son prédécesseur. C'est là un atout pour M. de Villepin qui, au poste de directeur du cabinet de M. Juppé au ministère des affaires étrangères, avait déjà vécu une cohabitation.

Le chef de l'Etat tranchera sans doute vite. Faute de quoi les querelles de clans qui ont déchiré son entourage ces derniers mois, s'aggraveraient. Ce qui rendrait plus délicate encore, pour lui, une cohabitation qui s'annonce déjà bien dificile.

Thierry Bréhier.





LE MONDE / MARDI 2 SEPTEMBRE 1997

MARCHÉS La Bourse de Hongkong, la plus sévèrement touchée pour la première fois depuis le début de la crise en Asie, perdait 5 %, lundi 1er septembre, celle des Philippines 2,29 %, tandis que celle de Singapour reculait de 0,9 % et celle de Malaisie de 0,96 %. ● LES INVESTISSEURS sont inquiets des conséquences d'une possible hausse des taux décidée pour défendre le lien entre le dollar local et le dollar américain. ● L'INDONÉSIE vient à son tour, pour tenter de limiter la glissade de la roupie face au dollar, de limiter le montant des échanges à terme pour les non-résidents. ● UN SEMBLANT de calme était observé sur le marché des changes. Les interventions massives des banques centrales, comme celle de l'agence d'investissement de Brunei à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars pour soutenir le ringgit malais et le dollar de Singapour vendredi, ont permis une stabilisation.

La Bourse de Hongkong est touchée par la crise financière asiatique

Les restrictions de changes décidées par les gouvernements de Malaisie, de Thaïlande et d'Indonésie ont permis d'instaurer un calme relatif sur les monnaies. Mais les craintes de hausses des taux d'intérêt font chuter les Bourses, notamment dans l'ex-possession britannique

LA CRISE financière asiatique se prolongeait, lundi 1er septembre. La Bourse de Hongkong, la plus sévèrement touchée pour la première fois, perdait 5 %, celle des Philippines 2,29 %, tandis que celle de Singapour reculait de 0,9 % et celle de Malaisie de 0,96 %. Les monnaies locales, à l'inverse, semblaient se stabiliser après les fortes chutes enregistrées ces dernières semaines face au dollar américain.

Les investisseurs continuent de fuir la zone, inquiets de l'incapacité des gouvernements locaux à mettre en place de véritables plans de redressement. Les 16,7 milliards de dollars du Fonds monétaire international pour enrayer la crise thaïlandaise ont du mal à convaincre. Lundi le baht et la Bourse sont restés stables, mais les financiers estiment qu'il ne s'agit que d'un répit. La Thaïlande, après la Malaisie, a pris des mesures de restriction des mouvements de change et ce genre de décisions ne fait effet qu'à court terme. Il démontre aux investisseurs que les gouvernements du sud-est asiatiques sont plus prompts à faire appel aux recettes du dirigisme déjà critiqué par les marchés financiers qu'à avancer sur le chemin des réformes que souhaitent ceux-ci.

L'Indonésie vient à son tour, pour tenter de limiter la glissade de la roupie face au dollar, de limiter à 5 millions de *dollars par banque* le montant des échanges à terme pour les non-résidents. Le gouvernement de Djakarta espère ainsi enrayer la spéculation contre sa monnaie. Mais l'effet de ces mesures est d'augmenter la défiance des opérateurs, qui contestent ce retour au contrôle des changes abandonné depuis des décennies et s'inquiètent des brusques changements de politique monétaire des gouvernements de la région.

Même constat pour la Malaisie. Les financiers attendaient que le premier ministre Mahathir Mohamad abandonne les restrictions imposées la semaine passée étant donnés leurs effets négatifs. Mais le gouvernement de Kuala Lumpur les a, au contraire maintenues, et il a enfoncé le clou en attaquant à nouveau les marchés, ainsi que le Fonds monétaire international qui lui réclame d'abandonner ses grands travaux somptuaires comme la construction d'une nouvelle capitale. Des rumeurs ont couru au cours du week-end sur une démission du ministre des finances, *Anwar Ibrahim*, en raison de son désaccord sur les moyens d'appréhender la crise.

Ces restrictions ont un autre effet secondaire, celui de pousser à la *hausse les taux d'intérêt. La croissance* économique en sera pénalisée et les boursiers craignent une contraction du résultat des entreprises. A Manille, les taux d'intérêt se sont envolés suite aux demandes *faites aux établissements* de crédit par la Banque centrale d'augmenter leurs niveaux des réserves obligatoires pour contenir la masse monétaire en circulation.

L'événement le plus inquiétant de ce début de semaine concerne Hongkong, jusque-là relativement épargnée par la bourrasque asiatique. La Bourse y a connu un séance agitée lundi 1er septembre, les opérateurs craignant une tension sur les taux. Le Hang seng, l'indice de la bourse de Hongkong a perdu 5 % à 13 425 points. Les investisseurs sont inquiets des conséquences d'une possible hausse des taux décidée pour défendre le lien entre le dollar local et le dollar américain. Les taux interbancaires à trois mois ont grimpé de 0,75 à 9 % vendredi avant de se replier lorsque l'Association des banques a obtenu de ses membres de publier une recommandation commune de ne pas élever les taux directeurs de la banque centrale.

En Indonésie toutefois le mouvement de restriction des changes est parvenu à convaincre les opérateurs qu'il permettrait une prochaine baisse des taux. Il a été accueilli avec satisfaction par une stabilisation de la Bourse lundi.

Concernant les monnaies, les interventions massives des banques *centrales, comme* celle de l'Agence d'investissement de Brunei à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars, pour soutenir le ringgit malais et le dollar de Singapour vendredi, ont permis de restaurer un *semblant de calme*.

Contagion ou pas ? les économistes continuent d'être partagés sur la réponse. Mais on note que lundi la Bourse de Shanghaï continuait de baisser pour la troisième séance consécutive, perdant, lundi, 3,22 %.

Au Japon, le Nikkei terminait la séance lundi de 1,4 % à 17 984, 30 points, son plus bas niveau depuis le 15 avril. Tokyo redoute les effets de la crise asiatique sur ses principaux marchés extérieurs – le marché régional représente 42 % de ses exportations – qui donneraient un coup de frein supplémentaire à sa croissance déjà très ralentie.

Eric Le Boucher et Babette Stern

Une devise « imprenable » ?

Avec la Chine en arrière-plan, le dollar de Hongkong est-il à l'abri de la crise qui frappe les monnaies asiatiques ? Tel est l'avis de nombreux financiers dont l'Américain George Soros. Il estime que le lien entre la devise de Hongkong et le dollar américain résistera. *« Je suis convaincu que la liaison ne sera pas coupée par la contrainte »*, a-t-il indiqué au *Sunday Morning Post* de Hongkong. Il a précisé n'avoir pas pris de position contre le dollar Hongkong en estimant que quiconque le ferait *« ne s'enrichira pas »*. Ce lien, établi en 1983, fait obligation aux banques locales émettant des bons et obligations de détenir des dollars américains au montant des dollars Hongkong (HK) en circulation avec un taux de 7,8 dollars HK pour un dollar. Le Hongkong Monetary Authority (HKMA), qui agit comme banque centrale, dispose de 82 milliards de dollars de réserves. Il bénéficie maintenant en outre du soutien de Pékin. Lundi 1er septembre, la Bourse a perdu 1,4 %, les investisseurs craignant qu'un relèvement des taux soit néanmoins indispensable pour défendre la monnaie.

GIAT Industries attend toujours sa recapitalisation

DE COMBIEN et selon quelle procédure le groupe public GIAT Industries, qui produit notamment le char Leclerc et qui a enregistré 12 milliards de francs de pertes en 1995 et 1996, devra-t-il être recapitalisé ? Après le conseil d'administration du groupe, qui a eu lieu vendredi 29 août (*Le Monde* du 30 août), des divergences d'appréciation notables sont apparues entre, d'une part, le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et, d'autre part, le ministère de la défense, autorité administrative de tutelle de l'industrie française d'armement.

Le représentant de la direction du Trésor, Jean-Yves Larrouturou, a créé la surprise en annonçant au conseil d'administration que l'Etat apportera 3,7 milliards de francs pour recapitaliser l'entreprise. Le capital initial de GIAT Industries était de 2,9 milliards de francs. La situation négative du groupe résulte de la prise de commandes à pertes lourdes (*comme l'acquisition de 436 chars Leclerc* par les Emirats arabes unis), de la baisse de ses achats de blindés, d'artillerie et de munitions par l'armée française, et de l'état gravement déficitaire de la filiale belge Hertsall, qui a obligé GIAT à provisionner 1,9 milliard de francs, dans son bilan 1996, et dont les activités devraient être cédées en novembre à l'Américain Colt. Les dirigeants du groupe, y compris son PDG, Jacques Loppion, ont été pris au dépourvu par l'annonce d'un projet de recapitalisation à hauteur de 3,7 milliards de francs. Les syndicats, également, qui la jugent notablement insuffisante. La double question du montant et de la procédure ne semble pas tranchée par le gouvernement.

SITUATION DE QUASI-FAILLITE

Au ministère de la défense, on laisse entendre que l'objectif est de parvenir à une recapitalisation qui ne puisse pas s'apparenter à une simple remise à jour – jusqu'à mi ou fin 1998 – de la trésorerie d'une entreprise quasiment en situation de faillite. *« Ou on renfloue le groupe de façon qu'il continue à être présent sur les marchés, ou on ferme »*, dit-on *dans* l'*entourage du ministre de la défense*, Alain Richard. GIAT Industries est actuellement en discussions avec un client important, l'Arabie saoudite, où un char Leclerc vient de faire une expérimentation jugée *« encourageante »* en vue d'un contrat qui pourrait porter sur une commande de 450 exemplaires.

Les experts de la défense considèrent que la recapitalisation devrait atteindre 4,5 à 5 milliards de francs pris sur le « collectif » budgétaire de fin d'année. Au total, ce « collectif » pourrait s'élever à quelque 9 à 10 milliards de francs, dès lors qu'il prendrait aussi en compte les dépenses occasionnées par les opérations extérieures de la France (Bosnie, Albanie et Afrique) et le coût supplémentaire engendré par la hausse du prix des carburants.

Dans l'attente d'un arbitrage de Matignon, de telles sommes sont considérées comme excessives par les experts du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. En 1996, la précédente recapitalisation de GIAT Industries, à hauteur de 3,7 milliards de francs, avait été prélevée sur les crédits annuels d'équipement des armées. Cette *solution est écartée par le ministère de la défense*, dont le budget d'équipement pour 1997 est déjà menacé d'être amputé de 3,8 milliards de francs.

Jacques Isnard

La liberté retrouvée des paludiers de Guérande

Nous poursuivons la publication d'une série de portraits d'entreprises, retraçant l'histoire d'un métier, au cœur de l'économie d'une région.

GUÉRANDE
de notre envoyé spécial

Guérande, Gwen Ran, le pays blanc. C'est ici que Charles Perraud a trouvé sa terre d'élection. Un damier d'eau millénaire sur une presqu'île sculptée par la mer et modelée à main d'homme pour y piéger doucement, *grâce au* jeu de la gravité, du soleil et du vent, le sel. 2 000 hectares de miroirs scintillants peuplés de hérons et semés de salicorne – une plante de vase qui donne un savoureux vinaigre –, un monde à échelle humaine, fragile derrière ses digues que les marées bousculent sans les noyer. Univers de patience, d'observation du ciel, où il faut prévoir le temps qu'il fera dans une heure, dans la nuit ou à la pique du jour.

UN MÉTIER, UNE RÉGION

Paludier (de *palus*, le marais), Charles Perraud revendique ce titre, une passion autant qu'un métier. Président du groupement des producteurs de sel, qui compte 187 membres – soit 80 % des paludiers de Guérande –, cet économiste titulaire d'un BTS de gestion est au cœur de *la révolution* du marais salant. *« Depuis le 1er janvier,* se réjouit-il, *chaque grain de sel récolté sur les œillets est commercialisé par le groupement. »* L'an passé, les Salins du Midi (rachetés au printemps par la firme américaine Morton) écoulaient encore la moitié de l'« or blanc » de la presqu'île à des prix si bas que la profession périclitait. Les jeunes ne reprenaient pas le métier du père, et les nouvelles vocations, quand elles se manifestaient, venaient d'hommes étrangers au milieu, *« des électriciens de bateau, des infirmiers, soudeurs, paysagistes, ou encore des moniteurs d'auto-école... ».*

Après un bras de fer avec les Salins du Midi, les Guérandais ont repris leur liberté. Ils en avaient assez que la compagnie azuréenne les considère comme des cas sociaux, sous prétexte que la production de l'Ouest n'excède pas 12 000 tonnes, contre 1,3 million de tonnes en Méditerranée. L'orgueil des paludiers a été piqué au vif lorsque leur encombrant partenaire d'hier (qui exploite encore 10 % des œillets du cru) n'a pas pris au sérieux ni soutenu l'image de la « fleur de sel de *Guérande », dont* la qualité (pureté, richesse en magnésium, saveur) *surpasse* ce que les Bretons appellent *« la soi-disant fleur de sel de Camargue ».*

Sous l'esprit de clocher perce une véritable stratégie économique. A la fin des années 70, Charles Perraud et ses amis ont joué une cinquantaine de fois une pièce de théâtre de leur composition, *Presqu'île à vendre*, y compris dans une salorge (grenier à sel). Le pays a compris que, pour échapper à un traitement touristique, il fallait exploiter le gisement du milieu, se souvenir que la troque (or blanc contre blé écrasé par les moulins de la côte) était une valeur en soi jusqu'au milieu du siècle dernier, quand le marais nourrissait plus de 2 000 paludiers. Dès 1979, soucieux d'assurer la relève, donc la survie du marais, le groupement a ouvert des sessions de formation des paludiers, à raison de dix professionnels *« éduqués »* et installés par an. Les candidats se bousculent (plus de cent par an aujourd'hui), et la technique guérandaise essaime sur les îles de Ré et de Noirmoutiers, vers l'Afrique (Bénin et Guinée), où les hommes de l'art enseignent la *« culture du sel »* (par évaporation et cueillette), préférée à la production en fours, qui provoque la destruction de la mangrove.

En 1988, après une étude de marché sévère, les producteurs de la presqu'île ont créé leur groupement, une coopérative, et tiré les leçons de leurs faiblesses. Il fallait au plus vite restaurer le crédit du sel de Guérande, se montrer exigeant sur sa propreté, sa granulométrie, son conditionnement. La matière première a été sélectionnée, tamisée (mais jamais lavée ni traitée selon des procédés chimiques). Après avoir recruté un professionnel de l'agroalimentaire et de la distribution, le groupement a mis en lumière les qualités culinaires du sel de Guérande auprès des grands chefs, tout en déployant une gamme attrayante, de la fleur de sel (cristaux récoltés avec une *grande dextérité à la surface de l'eau) au gros* sel, en passant par tous les états de la matière : gros sel marin, gros sel gris, sel moulu nature ou aux aromates. Ces efforts ont payé : en 1991, les produits de Guérande ont obtenu le Label rouge. Certains sont aussi entrés dans la *gamme « Nature et Progrès », qui consacre* les méthodes biologiques. Dans le même temps, Charles Perraud a veillé à la gestion des stocks pour ne plus connaître ces années noires où le sel était bradé, puis ces années de ruine où les réserves étaient à sec. Il manquait une dernière étape : *contrôler une firme de négoce* pour garantir un meilleur prix aux paludiers (autour de 1 300 francs la tonne). En 1994, le groupement a racheté un négociant en difficulté. La bataille avec les Salins du Midi pouvait commencer. Charles Perraud et les siens ne se reconnaissent plus désormais qu'un seul maître : le ciel, qu'il faut interroger sans cesse, surtout entre mai et octobre, lorsqu'une journée ratée coûte quinze jours de revenus.

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
La haute couture redécouvre Le Puy et ses dentelles

Les banques suisses affichent des bénéfices records

BERNE
de notre correspondant

Si leur image en a pâti, les banques suisses n'ont guère ressenti jusqu'à présent les effets de la polémique sur les fonds en déshérence et des critiques qui leur sont adressées dans la gestion de cet épineux dossier. Mais les menaces de boycottage brandies aux Etats-Unis ne sauraient les laisser indifférentes. En Suisse, leur éclatante santé tranche avec la morosité ambiante alors que les caisses de l'Etat sont vides et que la population doit se serrer la ceinture. *Aussi des voix s'élèvent-elles pour* les inciter à faire un geste et à penser aussi un peu aux intérêts du pays. Le ministre de l'économie, Jean-Pascal Delamuraz, a d'ailleurs déclaré, samedi 29 septembre, qu'il allait lui-même intervenir auprès des banques pour qu'elles contribuent au redressement de l'économie.

Au premier semestre, les trois principaux groupes bancaires du pays ont dégagé un bénéfice net cumulé de 4,6 milliards de francs suisses (FS) (18,5 milliards de francs), soit une progression moyenne de 73 %. La hausse a été de 84 % pour la Société de banque suisse (SBS), de 70 % pour le Crédit suisse (CS) et de 67 % pour l'Union de banques suisses (UBS).

En chiffres absolus, l'UBS arrive en tête avec un bénéfice net de 1,856 milliard de FS, suivie par le CS (1,413 milliard) et la SBS (1,326 milliard). Ces résultats mirobolants s'expliquent à la fois par la bonne tenue des marchés financiers, les mesures de restructuration engagées et l'allègement des provisions, qui avaient été considérablement renforcées durant l'exercice précédent. La baisse du franc suisse a également influé sur la croissance des produits et des charges.

Des trois grandes banques, la SBS s'est révélée *« la plus performante »*, selon les analystes, en réalisant un rendement des fonds propres de 19,2 % au premier semestre. Le CS et l'UBS ont également obtenu de bons résultats pendant la même période avec des *taux de, respectivement*, 17,2 % et 16,4 % de rentabilité. Les trois banques espèrent dépasser les objectifs qu'elles s'étaient initialement fixés pour l'ensemble de l'année.

Les banques suisses attribuent leur succès autant à leur constant développement à l'étranger qu'à leurs opérations de restructuration. Ainsi, la banque d'affaires Warburg, acquise en Grande-Bretagne, a assuré à la SBS plus de la moitié de son bénéfice. CS First Boston joue un rôle analogue au sein du groupe Crédit suisse. Le groupe CS table maintenant sur la fusion avec Winterthur Assurances, qui doit être approuvée le 5 septembre par les actionnaires, pour prendre un nouvel élan. Ces réorientations stratégiques se répercutent sur l'emploi avec des diminutions d'effectifs en Suisse et d'éventuelles augmentations à l'étranger.

Jean-Claude Buhrer

DÉPÊCHES

■ **COGEMA : l'entreprise publique de retraitement nucléaire** a indiqué qu'elle allait faire appel de la décision prononcée vendredi 29 août par le tribunal de Cherbourg (Manche) ordonnant la suspension du chômage technique à l'usine de la Hague. Cette mesure avait été prise à la *suite d'un mouvement de grève déclenché* le 18 août.

■ **REXEL : la filiale de distribution de matériel électrique** du groupe Pinault Printemps Redoute a annoncé son intention de prendre le contrôle total de sa filiale américaine Rexel Inc., dont elle détenait 50,4 %. Rexel va dépenser environ 1,6 milliard de francs pour racheter la totalité des actions de Rexel Inc.

■ ***ALLEMAGNE : les producteurs d'électricité Veba et RWE*** ont *pris le* contrôle du troisième réseau allemand de téléphone cellulaire, E-Plus. Après avoir racheté pour 2,26 milliards de marks (7,6 milliards de francs) les 30,125 % que possédait le sidérurgiste Thyssen, ils détiennent désormais 60,25 % du capital de ce réseau.

■ **OLIVETTI : le groupe italien envisage**, selon le *Financial Times* du 1er septembre, de céder à l'américain Wang sa filiale Olsy. Cette société, qui affiche un chiffre d'affaires de 4 500 milliards de lires (près de 15 milliards de francs), regroupe les activités de vente de grands ordinateurs d'Olivetti et les services qui leur sont attachés.

■ **CRAZY GEORGE'S : le distributeur d'équipement de la maison** en location-vente prévoit l'ouverture d'un deuxième magasin en France, au Havre. Ce magasin sera plus petit que celui de Bobigny, qui avait déclenché une polémique, lors de son ouverture en 1996, du fait des taux d'intérêt prohibitifs pratiqués auprès des ménages modestes.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 1er SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+1,11 %
CAC 40 : 2801,38

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	975	980	+ 0,51	+ 2,29
Cr.Lyonnais(T.P.)	950	958	+ 0,84	+ 17,54
Renault (T.P.)	1830	1840	+ 0,54	+ 15
Rhone Poulenc(T.P)	2233	2245	+ 0,53	+ 18,77
Saint Gobain(T.P.)	1300	1303	+ 0,23	+ 2,84
Thomson S.A (T.P)	970	—	—	– 5,36
Accor	910	918	+ 0,87	+ 39,72
AGF-Ass.Gen.France	217	216	– 0,46	+ 28,95
Air Liquide	929	919	– 1,07	+ 13,45
Alcatel Alsthom	744	746	+ 0,26	+ 78,98
Atos (ex.Axime) CA	633	633	—	+ 5,50
Axa	387	387,60	+ 0,15	+ 17,45
Bail Investis.	752	740	– 1,59	– 0,13
Bancaire (Cie)	669	674	+ 0,74	+ 9,77
Bazar Hot. Ville	565	549	– 2,83	+ 23,67
Bertrand Faure	296	306	+ 3,37	+ 51,41
BIC	439	441,30	+ 0,52	+ 13,44
BIS	500	508	+ 1,60	– 4,69
B.N.P.	259	263,90	+ 1,89	+ 31,42
Bollore Techno.	776	786	+ 1,28	+ 37,89
Bongrain	2150	2180	+ 1,39	+ 8,61
Bouygues	486	493	+ 1,44	– 6,36
Bouygues Offs.	258,20	256,80	– 0,54	+ 93,08
Bulle	60,50	60,45	– 0,08	+ 89,20
Canal +	979	979	—	– 14,57
Cap Gemini	370	371,60	+ 0,43	+ 48,10
Carbone Lorraine	1502	1488	– 0,93	+ 54,52
Carrefour	3661	3781	+ 3,27	+ 11,99
Casino Guichard	302	—	—	+ 25
Casino Guich.ADP	237	—	—	+ 24,73
Castorama Dub.(Li)	713	716	+ 0,42	– 19,82
C.C.F.	300,70	303	+ 0,76	+ 26,25
Cegid (Ly)	592	597	+ 0,84	+ 0,50
Cerus Europ.Reun	35	34,90	– 0,28	+ 8,31
Cetelem	613	622	+ 1,46	+ 3,66
CGIP	1700	1710	+ 0,58	+ 19,49
Chargeurs	360	345	– 4,16	+ 34,24
Christian Dalloz	2380	2381	+ 0,04	+ 28,63
Christian Dior	855	853	– 0,23	+ 1,91
Ciments Francais	227	221	– 2,64	+ 52,41
Cipe France Ly #	610	621	+ 1,80	+ 0,48
Clarins	729	725	– 0,54	– 4,73
Club Mediterranee	486,50	481	– 1,13	+ 42,81
Coflexip	581	579	– 0,34	+ 110,54
Colas	802	800	– 0,24	+ 6,66
Comptoir Entrep.	10,25	10,10	– 1,46	+ 5,20
Comptoirs Mod.	2729	2770	+ 1,50	– 1,07

Valeurs	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
CPR	455	470	+ 3,29	+ 13,58
Cred.Fon.France	63,50	63,10	– 0,62	– 4,51
Credit Lyonnais CI	328	340,90	+ 3,93	+ 156,31
Cred.Nat.Natexis	360	367	+ 1,94	+ 22,82
CS Signaux(CSEE)	198	198	—	– 15,70
Damart	4300	4380	+ 1,86	+ 5,54
Danone	904	910	+ 0,66	+ 25,88
Dassault-Aviation	1330	1307	– 1,72	+ 11,20
Dassault Electro	523	526	+ 0,57	+ 38,20
Dassault Systemes	394,70	394	– 0,17	+ 64,64
De Dietrich	250	248	– 0,80	+ 26,85
Degremont	413	420	+ 1,69	+ 9,88
Deveaux(Ly)#	710	710	—	– 1,38
Dev.R.N-P.Cal Li #	44,35	44,40	+ 0,11	+ 2,86
Dexia France	524	529	+ 0,95	+ 17,08
DMC (Dollfus Mi)	113,40	113,40	—	– 3,85
Dynaction	146	144	– 1,36	+ 17,93
Eaux (Gle des)	678	683	+ 0,73	+ 6,66
Eiffage	315	305	– 3,17	+ 88,74
Elf Aquitaine	675	684	+ 1,33	+ 44,82
Eramet	293	295	+ 0,68	+ 8,05
Eridania Beghin	790	806	+ 2,02	+ 3,42
Essilor Intl	1502	1507	+ 0,33	– 4,30
Essilor Intl.ADP	1390	1395	+ 0,35	+ 7,30
Esso	525	530	+ 0,95	– 0,57
Eurafrance	2300	2277	– 1	+ 1,56
Euro Disney	8,60	8,60	—	– 16,50
Europe 1	1399	1374	– 1,78	+ 24,90
Eurotunnel	7,05	7	– 0,70	+ 2,18
Fimalac SA	510	504	– 1,17	– 4,56
Finextel	● 106	117	+ 10,37	+ 45,88
Fives-Lille	415	424	+ 2,16	– 13,46
Fromageries Bel	4106	4110	+ 0,09	– 4,37
Galeries Lafayette	2210	2220	+ 0,45	+ 20,26
GAN	740	740,10	+ 0,07	+ 30,42
Gascogne (B)	533	535	+ 0,37	+ 17,07
Gaumont #	434	431,10	– 0,66	+ 0,35
Gaz et Eaux	2595	2565	– 1,15	+ 27,21
Geophysique	748	742	– 0,80	+ 106,11
G.F.C	512	511	– 0,19	+ 8,83
Groupe Andre S.A.	558	561	+ 0,53	+ 40,60
Gr.Zannier (Ly) #	152	149	– 1,97	+ 27,13
GTM-Entrepose	337	336	– 0,29	+ 48
Guilbert	780	781	+ 0,12	– 23,05
Guyenne Gascogne	2025	2100	+ 3,70	+ 1,60
Hachette Fili.Med.	1275	1220	– 4,31	– 5,62
Havas	370,90	376,20	+ 1,42	+ 3,35
Havas Advertising	684	676	– 1,16	+ 17,56
Imetal	848	841	– 0,82	+ 9,29
Immeubl.France	332	338	+ 1,80	+ 18,45
Infogrames Enter.	780	765	– 1,92	+ 27,80
Ingenico	148,80	151,40	+ 1,74	+ 24,00
Interbail	154	155	+ 0,64	– 31,68
Intertechnique	1395	1390	– 0,35	+ 79,35
Jean Lefebvre	302,10	302,50	+ 0,13	+ 11,82
Klepierre	790	789	– 0,12	+ 13,38
Labinal	1450	1498	+ 3,31	+ 53,16
Lafarge	392	398,60	+ 1,68	+ 38,04
Lagardere	162,50	163,80	+ 0,80	+ 29,82
Lapeyre	367	380	+ 3,54	+ 27,51
Lebon	212	212	—	+ 23,90
Legrand	1074	1086	+ 1,11	+ 22,85
Legrand ADP	746	752	+ 0,80	[illegible]
Legris indust.	239	238	– 0,41	+ 8,92

Valeurs	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
Locindus	767	767	—	[illegible]
L'Oreal	2167	2209	+ 1,93	[illegible]
LVMH Moet Hen.	1263	1282	+ 1,50	[illegible]
Marine Wendel	622	620	– 0,32	[illegible]
Metaleurop	82	80	– 2,43	[illegible]
Metrologie Inter.	16,40	16,60	+ 1,21	[illegible]
Michelin	341	340,50	– 0,14	[illegible]
Moulinex #	147	152,50	+ 3,74	[illegible]
Nord-Est	119,50	118	– 1,25	[illegible]
Nordon (Ny)	392	381,50	– 2,67	[illegible]
NRJ #	863	859	– 0,46	[illegible]
Olipar	76,40	78	+ 2,09	[illegible]
Paribas	418,40	419,20	+ 0,19	[illegible]
Pathe	1134	1135	+ 0,08	[illegible]
Pechiney	262,40	260,10	– 0,87	[illegible]
Pernod-Ricard	283,50	287,10	+ 1,26	[illegible]
Peugeot	681	679	– 0,29	[illegible]
Pinault-Print.Red.	2592	2625	+ 1,27	[illegible]
Plastic-Omn.(Ly)	461,20	475	+ 2,99	[illegible]
Primagaz	515	511	– 0,77	[illegible]
Promodes	2189	2287	+ 4,47	[illegible]
Publicis #	552	535	– 3,07	[illegible]
Remy Cointreau	120,80	120,20	– 0,49	[illegible]
Renault	154	152,50	– 0,97	[illegible]
Rexel	1700	1735	+ 2,05	[illegible]
Rhone Poulenc A	222,80	227,70	+ 2,19	[illegible]
Rochette (La)	27,10	27	– 0,36	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	5530	5500	– 0,54	[illegible]
Sade (Ny)	189,60	190	+ 0,21	[illegible]
Sagem SA	2967	2965	– 0,06	[illegible]
Saint-Gobain	834	829	– 0,59	[illegible]
Salomon (Ly)	425	423,10	– 0,44	[illegible]
Salvepar (Ny)	464	468	+ 0,86	[illegible]
Sanofi	583	593	+ 1,71	[illegible]
Sat	1550	1550	—	[illegible]
Saupiquet (Ns)	629	623	– 0,95	[illegible]
Schneider SA	323,30	322,20	– 0,34	[illegible]
SCOR	249,50	249	– 0,20	[illegible]
S.E.B.	950	891	– 6,21	[illegible]
Sefimeg CA	402	395	– 1,74	[illegible]
SEITA	187	183,80	– 1,71	[illegible]
Selectibanque	66,80	69,90	+ 4,64	[illegible]
SFIM	915	920	+ 0,54	[illegible]
SGE	131,10	132	+ 0,68	[illegible]
Sidel	440	443	+ 0,68	[illegible]
Silic CA	803	800	– 0,37	[illegible]
Simco	455	450	– 1,09	[illegible]
S.I.T.A	1150	1136	– 1,21	[illegible]
Skis Rossignol	113	114,80	+ 1,59	[illegible]
Societe Generale	754	756	+ 0,26	[illegible]
Sodexho Alliance	2745	2800	+ 2	[illegible]
Sommer-Allibert	215,50	210,10	– 2,50	[illegible]
Sophia	220	223,90	+ 1,77	[illegible]
Spir Communic. #	458,90	460	+ 0,23	[illegible]
Strafor Facom	418	406,10	– 2,84	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	611	623	+ 1,96	[illegible]
Synthelabo	733	765	+ 4,36	[illegible]
Technip	734	743	+ 1,22	[illegible]
Thomson-CSF	163,10	162,60	– 0,30	[illegible]
Total	569	584	+ 2,63	[illegible]
UFB Locabail	600	601	+ 0,16	[illegible]
UIF	417	440	+ 5,51	[illegible]
UIS	203,90	200,20	– 1,81	[illegible]
Unibail porteur	582	585	+ 0,51	[illegible]

Valeurs	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
Union Assur.Fdal	630	[illegible]	– 0,79	[illegible]
Usinor	105,30	[illegible]	– 0,66	[illegible]
Valeo	365	[illegible]	+ 1,36	[illegible]
Vallourec	362	[illegible]	+ 0,69	[illegible]
Via Banque	158	[illegible]	+ 0,63	[illegible]
Worms & Cie	330,70	[illegible]	+ 1,54	[illegible]
Zodiac ex.dt.divid	1322	[illegible]	+ 2,87	[illegible]
Elf Gabon	1392	[illegible]	+ 0,57	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	121	[illegible]	+ 0,24	[illegible]
Adecco S.A.	2070	[illegible]	+ 1,44	[illegible]
Adidas AG #	735	[illegible]	+ 1,08	[illegible]
American Express	473,10	[illegible]	+ 0,14	[illegible]
Anglo American #	310	[illegible]	+ 0,64	[illegible]
Amgold #	332	[illegible]	– 1,20	[illegible]
Arjo Wiggins App.	17,15	[illegible]	+ 2,04	[illegible]
A.T.T. #	294	[illegible]	+ 1,92	[illegible]
Banco Santander #	169	[illegible]	+ 0,59	[illegible]
Barrick Gold #	139	[illegible]	+ 0,43	[illegible]
B.A.S.F. #	207,30	[illegible]	+ 2,74	[illegible]
Bayer #	224	[illegible]	+ 1,60	[illegible]
Cordiant PLC	11,30	[illegible]	+ 2,21	[illegible]
Crown Cork ord.#	302,20	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV#	280,10	[illegible]	+ 1,08	[illegible]
Daimler Benz #	453,80	[illegible]	+ 0,19	[illegible]
De Beers #	192	[illegible]	– 0,26	[illegible]
Deutsche Bank #	354,50	[illegible]	+ 2,11	[illegible]
Dresdner Bank	240	[illegible]	+ 3,33	[illegible]
Driefontein #	44,75	[illegible]	– 1,67	[illegible]
Du Pont Nemours #	373	[illegible]	+ 1,82	[illegible]
Eastman Kodak #	392,50	[illegible]	+ 1,78	[illegible]
East Rand #	1,44	[illegible]	+ 1,38	[illegible]
Echo Bay Mines #	31,30	[illegible]	– 0,95	[illegible]
Electrolux #	430	[illegible]	+ 0,69	[illegible]
Ericsson #	253,50	[illegible]	+ 1,73	[illegible]
Ford Motor #	262,50	[illegible]	– 0,26	[illegible]
Freegold #	32,10	[illegible]	+ 0,77	[illegible]
Gencor act.regr.	15,35	[illegible]	—	[illegible]
General Elect. #	380,90	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
General Motors #	382,90	[illegible]	+ 0,52	[illegible]
Gle Belgique #	523	[illegible]	+ 1,91	[illegible]
Grd Metropolitan	56,40	[illegible]	—	[illegible]
Guinness Plc #	54	[illegible]	– 2,59	[illegible]
Hanson PLC reg.	29,50	[illegible]	– 1,01	[illegible]
Harmony Gold #	29,35	[illegible]	—	[illegible]
Hitachi #	55,50	[illegible]	– 4,32	[illegible]

Valeurs	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
Hoechst #	239,40	[illegible]	+ 0,45	[illegible]
I.B.M #	615	[illegible]	– 0,32	[illegible]
I.C.I #	95,70	[illegible]	+ 1,56	[illegible]
Ito Yokado #	■ 325,30	[illegible]	– 1,50	[illegible]
Kingfisher plc #	71,90	[illegible]	+ 0,27	[illegible]
Matsushita #	111	[illegible]	– 2,52	[illegible]
Mc Donald's #	■ 281,40	[illegible]	+ 3,34	[illegible]
Merck and Co #	561	[illegible]	– 0,17	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	59,60	[illegible]	– 2,09	[illegible]
Mobil Corporat.#	441,60	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Morgan J.P. #	656	[illegible]	—	[illegible]
Nestle SA Nom. #	7050	[illegible]	+ 1,56	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	72,20	[illegible]	+ 1,10	[illegible]
Nokia A	465	[illegible]	+ 2,53	[illegible]
Norsk Hydro #	326	[illegible]	+ 2,45	[illegible]
Petrofina #	2145	[illegible]	+ 3,03	[illegible]
Philip Morris #	264,30	[illegible]	+ 0,64	[illegible]
Philips N.V #	430	[illegible]	+ 3,02	[illegible]
Placer Dome Inc #	100,40	[illegible]	+ 0,59	[illegible]
Procter Gamble #	811	[illegible]	– 0,12	[illegible]
Quilvest	330	[illegible]	—	[illegible]
Randfontein #	11,40	[illegible]	+ 1,75	[illegible]
Rhone Poul.Rorer #	583	[illegible]	+ 0,68	[illegible]
Rio Tinto PLC #	94,55	[illegible]	+ 0,26	[illegible]
Royal Dutch #	307,10	[illegible]	+ 1,39	[illegible]
Sega Enterprises	180	[illegible]	– 4,94	[illegible]
Saint-Helena #	26,55	[illegible]	– 1,31	[illegible]
Schlumberger #	467,50	[illegible]	– 0,32	[illegible]
SGS Thomson Micro.	561	[illegible]	+ 0,35	[illegible]
Shell Transport #	41,05	[illegible]	+ 2,31	[illegible]
Siemens #	370	[illegible]	+ 2,29	[illegible]
Sony Corp. #	527	[illegible]	– 1,13	[illegible]
Sumitomo Bank #	90,40	[illegible]	– 4,75	[illegible]
T.D.K #	463	[illegible]	– 0,32	[illegible]
Telefonica #	156,40	[illegible]	+ 1,79	[illegible]
Toshiba #	34,30	[illegible]	– 2,62	[illegible]
Unilever #	1225	[illegible]	+ 1,06	[illegible]
United Technol. #	468,20	[illegible]	+ 2,30	[illegible]
Vaal Reefs #	314	[illegible]	– 0,95	[illegible]
Volkswagen A.G #	4370	[illegible]	+ 1,85	[illegible]
Volvo (act.B) #	155,60	[illegible]	+ 0,96	[illegible]
Western Deep #	150	[illegible]	– 2	[illegible]
Yamanouchi #	145	[illegible]	—	[illegible]
Zambia Copper	17,40	[illegible]	– 1,14	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 1er SEPTEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	7,496 ↑
CEPME 9% 89-99 CA#	109,02	0,395 ↓
CEPME 9% 92-06 TSR	122,25	1,800
CFD 9,7% 90-03 CB	121,60	5,607
CFD 8,6% 92-05 CB	—	4,854
CFF 10% 88-98 CA#	106,41	8,685 ↓
CFF 9% 88-97 CA#	100,42	8,285 ↓
CFF 10,25% 90-01 CB#	117	4,858
CLF 8,9% 88-00 CA#	111,42	2,414
CLF 9% 88-93/98 CA#	102,13	5,301
CNA 9% 4/92-07	123,50	3,033 o
CRH 8,6% 92/94-03	117,15	1,578
CRH 8,5% 10/87-88#	—	4,262 d
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,78	4,798 ↑
EDF 8,6% 92-04 #	—	3,489
Finansder 9% 91-06#	123,78	6,953 o
Finansd.8,6% 92-02#	115	5,184
Floral9,75% 90-99#	—	1,122 d
OAT 88-98 TME CA#	100,54	2,995 ↓
OAT 9/85-98 TRA	—	5,298
OAT 9,50% 88-98 CA#	104,59	1,848
OAT TMB 87/99 CA#	99,93	2,013 o
OAT 8,125% 89-99 #	106,82	2,271
OAT 8,50% 90/00 CA#	—	3,726 ↑
OAT 85/00 TRA CA#	104,55	6,399
OAT 10% 5/85-00 CA#	114,39	2,740
OAT 89-01 TME CA#	—	2,905 ↓
OAT 10% 90-01 ecu	115,68	5,205 ↓
OAT 7,5% 7/86-01 CA#	—	0,842 d
OAT 8,5% 91-02 ecu	112,57	4,028
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,69	6,998
OAT 8,50% 89-19 #	127,40	7,312 d
OAT 8,50% 92-23 CA#	128,02	3,074
SNCF 8,8% 87-94CA	106,08	5,159
Suez Lyon.Eaux 90	961	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	82	81
Baccarat (Ny)	616	628
Bains C.Monaco	660	660
Bque Transatlant.	194,50	204
B.N.P.Intercont. ◆	800	800
Bidermann Intl. ◆	110	110
B T P (la cie) ◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy	440	[illegible]
Champex (Ny) ◆	24,20	[illegible]
CIC Un.Euro.CIP	407	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B)	2051	[illegible]
Concorde-Ass Risq	1289	[illegible]
Continental Ass.Ly	559	[illegible]
Darblay	570	[illegible]
Didot Bottin	774	[illegible]
Eaux Bassin Vichy	3750	[illegible]
Ecia	948	[illegible]
Ent.Mag. Paris ◆	1450	[illegible]
Fichet Bauche ◆	72,95	[illegible]
Fidei ◆	35,50	35,50
Finalens ◆	325,50	325,50
F.I.P.P. ◆	329	329
Fonciere (Cie) ◆	595	[illegible]
Fonc. Lyonnaise #	724	[illegible]
Foncina # ◆	465	[illegible]
Francarep	282	[illegible]
France S.A	1248	[illegible]
From. Paul-Renard ◆	2050	[illegible]
Gevelot ◆	1350	[illegible]
G.T.I (Transport) ◆	194,90	[illegible]
Immobail	140,20	[illegible]
Immobanque	630	[illegible]
Locamion (Ly) ◆	463	[illegible]
Lucia	60,10	[illegible]
Monoprix ◆	243,10	[illegible]
Metal Deploye	400	[illegible]
Mors	7,50	[illegible]
Navigation (Nle)	104	[illegible]
Optorg ◆	326,50	326,50
Paluel-Marmont ◆	300	300
Exa.Clairefont(Ny)	912	[illegible]
Parfinance ◆	282,10	[illegible]
Paris Orleans	268	[illegible]
Promodes (CI) ◆	1920	[illegible]
PSB Industries Ly	442	[illegible]
Rougier #	363	[illegible]
Saga	85	[illegible]
S.I.P.H. ◆	344,70	[illegible]
Sofragi	4910	[illegible]
Taittinger	3250	[illegible]
Tour Eiffel	290,10	[illegible]
Vicat	544	[illegible]
Caves Roquefort	1900	[illegible]
Elyo	320	[illegible]
Finaxa ◆	340	[illegible]
Gaillard (M) ◆	1600	[illegible]
Givaudan-Lavirotte ◆	1291	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	150	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg ◆	1981	[illegible]
Hotel Lutetia	308	[illegible]
Hotels Deauville ◆	565	[illegible]
Immeubl.Lyon(Ly)#	540	[illegible]
L.Bouillet (Ly) ◆	307	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 1er SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	49,95	48,75
AFE #	493	485
Aigle #	296	296
Albert S.A (Ns)	175	180
Altran Techno. #	1912	1920
Arkopharma#	300	305
Montaignes P.Gest.	2756	2803
Assystem #	319,90	320
Bque Picardie (Li) ◆	719	719
Bque Tarneaud(B)#	352,10	351,50
Bque Vernes	169,90	165
Beneteau #	831	833
B I M P ◆	103,10	103,10
Boiron (Ly) #	334	340
Boisset (Ly) #	680	699
But S.A.	295	292,70
Cardif SA	742	750
C.E.E #	149,20	141,80
CFPI # ◆	380	380
Change Bourse (M)	219	219
CNIM CA#	222	218
Codetour	359	360
Comp.Euro.Tele-CET	425	430
Conflandey #	317,80	314,90
C.A. Hte Normandie	316	315
C.A. Paris IDF	789	784
C.A.Ille & Vilaine	323,90	322
C.A.Loire Atl.Ns #	290	290
C.A.Morbihan (Ns)	324	325
C.A.Pas de Calais	526	527
C.A.du Nord (Li)	550	550
C.A. Oise CCI	315,80	314
C.A. Somme CCI	330	319
C.A.Toulouse (B)	420	420
Devanlay	600	590
Devernois (Ly)	580	580
Ducros Serv.Rapide ◆	76	76
Emin-Leydier (Ly)#	410	414
Europ.Extinc.(Ly)#	389	388
Expand s.a	560	561
Factorem	690	690
Faiveley #	222,20	233,30
Finacor ◆	70,70	70,70
Fininfo	700	700
Fructivie	656	660
Gautier France #	242	246
Gel 2000	45	45,60
GFI Industries #	923	935
Girodet (Ly) # ◆	34,50	34,50
GLM S.A.	269	269
Grandoptic.Photo #	985	991
Gpe Guillin # Ly	224	220
Kindy #	181,10	181,10
Guerbet	237	232
Hermes internat.1#	507	520
Hurel Dubois	692	670
ICBT Groupe #	229	236
I.C.C.	134,10	134,80
ICOM Informatique	465	469
Idianova ◆	74	74
Int. Computer #	82	83
IPBM	67	67
M6-Metropole TV	600	590
Manitou #	742	754
Manutan	458	458
Marie Brizard #	671	669
Maxi-Livres/Profr#	42	42
Mecelec (Ly)	60	60
MGI Coutier #	307	302
Monneret Jouet Ly#	157,50	157
Naf-Naf #	71	71
Norbert Dentres.#	835	800
NSC Groupe Ny ◆	810	[illegible]
Onet #	1002	[illegible]
Paul Predault #	165	[illegible]
P.C.W. ◆	19	[illegible]
Petit Boy #	93,95	[illegible]
Phyto-Lierac #	390	[illegible]
Pochet ◆	818	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)	240	[illegible]
Radiall # ■	737	[illegible]
Robertet #	1279	[illegible]
Rouleau-Guichard ◆	345	[illegible]
Securidev #	112,50	[illegible]
Smoby (Ly)#	630	[illegible]
Sofco (Ly) ◆	32,35	[illegible]
Sofibus ◆	388,50	[illegible]
Sogeparc (Fin)	354	[illegible]
Sopra #	602	[illegible]
Steph.Kelian # ◆	95	[illegible]
Sylea	540	[illegible]
Teisseire-France	175	[illegible]
TF1	495	[illegible]
Thermador Hol. #	297	[illegible]
Trouvay Cauvin #	111,50	[illegible]
Unilog	825	[illegible]
Union Fin.France	610	[illegible]
Viel et Cie #	123	[illegible]
Vilmorin et Cie #	460	[illegible]
Virbac	562	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 1er SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	49,85	[illegible]
Belvedere	780	[illegible]
BVRP	180	[illegible]
Coil	220,50	[illegible]
Electronique D2	888	[illegible]
FDM Pharma n.	212	[illegible]
Genset ◆	350	[illegible]
Guyanor action B ◆	13,55	[illegible]
High Co. ◆	150	[illegible]
Infonie	93,70	[illegible]
Joliez-Regol ◆	68,10	[illegible]
Mille Amis ◆	60,10	[illegible]
Naturex	80	[illegible]
Oliter	1245	[illegible]
Picogiga ◆	207	[illegible]
Proxidis	18,60	[illegible]
R21 Santé	430	[illegible]
Stelax	7,95	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 1er SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI. ◆	745	[illegible]
Crédit Gén.Ind. ◆	8,50	[illegible]
Générale Occidentale ◆	178	[illegible]
Sté lecteurs du Monde ◆	150	[illegible]
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

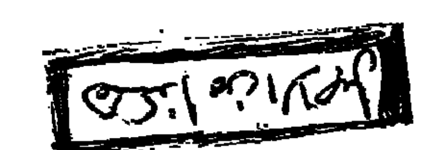
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 29 août

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	143,51	136,68
Agipi Actions (Axa)	117,82	112,21
BANQUES POPULAIRES		
Valorg ◇	2445,56	2409,42
BNP 3615 BNP		
Natio Court Terme	14262	14262
Natio Epargne	2226,34	2204,30
Natio Ep. Capital C/D	17158,04	16988,16
Natio Ep. Croissance	3206,25	3143,38
Natio Ep. Patrimoine	140,67	137,91
Natio Epargne Retraite	159,60	156,47
Natio Epargne Trésor	11295,25	11272,70
Natio Euro Valeurs	1051,44	1030,82
Natio Euro Oblig.	1021,67	1011,55
Natio Euro Opport.	1099,44	1077,88
Natio Inter	2212,81	2169,42
Natio Opportunités	197,84	193,96
Natio Revenus	1111,70	1100,69
Natio Sécurité	11485,86	11485,86
Natio Valeurs	1360,95	1334,26
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	92798,57	92798,57
Oblig. tres caté.	271,25	267,24
CDC-GESTION Groupe Caisse des dépôts		
Livret Bourse Inv. D ◇	832,47	808,22
Nord Sud Dévelop. C ◆	2659,41	2654,10
Nord Sud Dévelop. D ◆	2512,86	2507,84
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C ◇	313,56	307,41
Patrimoine Retraite D ◇	304,07	298,11
Sicav Associations C ◇	2431,24	2431,24
CDC TRÉSOR		
Fonsicav C ◇	19742,70	19742,70
Mutual. dépôts Sicav C ◇	19389,56	19370,19
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA ◇	280,05	274,56
Écur. Capitalisation C ◇	252,73	252,73
Écur. Expansion C ◇	83242,54	83242,54
Écur. Géovaleurs C ◇	3622,14	3551,12
Écur. Investis. D PEA ◇	225,14	220,73
Écur. Monépremière ◇	11379,95	11379,95
Écur. Monétaire C ◇	13087,85	13087,85
Écur. Monétaire D ◇	12464,51	12464,51
Écur. Trésorerie C ◇	321,36	321,36
Écur. Trésorerie D ◇	308,88	308,88
Écur. Trimestriel D ◇	1996,64	1996,64
Éparcourt-Sicav D ◇	192,90	192,90
Géoptim C ◇	12760,39	12579,81
Géoptim D ◇	11720,94	11547,72
Horizon C ◇	2264,82	2220,41
Prévoyance Ecur. D ◇	105,03	105,03
Sensipremière C ◇	13169,53	13136,69
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C ◇	12069,05	12044,96
Écur. Sécoripremière C ◇	12022,58	12010,57
CNCA INDOCAM		
Amplia ◇	120209,66	120209,66
Atout Amérique	196,85	192,05
Atout Asie	110,21	107,52
Atout Futur C	802,72	783,14
Atout Futur D	755,66	737,23
Coexis	1961,45	1928,66
Dieze	2176,14	2139,76
Elicash ◇	954177,78	954177,78
Epargne-Unie	212	206,83
Eurodyn	2632,36	2568,16
Indicia ◆	1739,07	1696,34
Moné.JC ◇	12001,36	12001,36
Moné.JD ◇	11619,84	11619,84
Oblifutur C	549,46	540,28
Oblifutur D	526,51	517,71
Oraction	1790,21	1746,55
Revenu-Vert	1206,33	1186,17
Sévéa ◆	117,95	115,07
Synthésis	18237,20	17914,73
Uni Association ◇	121,24	121,24
Uni Foncier	1416,94	1382,38
Uni France	861,05	840,05
Uni Garantie C	1903,45	1871,68
Uni Garantie D	1455,84	1431,50
Uni Régions	1783,96	1740,45
Univar C ◇	310,96	310,96
Univar D ◇	298,01	298,01
Univers Actions	250,75	244,63
Univers-Obligations	250,31	246,15
CIC BANQUES		
Francic ◆	754,42	752,45
Francic Pierre	139	134,95
Francic Régions	1972,95	1915,48
CIC PARIS		
Associc ◇	1125,13	1125,13
Cicamonde	1601,22	1564,56
Converticic	409,82	403,76
Ecocic	1751,71	1730,69
Mensuelcic	10141,77	10041,36
Oblicic Mondial	3999,80	3940,59
Oblicic Régions	1174,41	1152,85
Rentacic	165,17	162,85
CRÉDIT LYONNAIS		
Eurco Solidarité	1390,92	1377,15
Lion 20000 C	17230,64	17230,64
Lion 20000 D	16528,79	16528,79
Lion Associations C	11106,04	11106,04
Lion Associations D	11106,04	11106,04
Lion Court Terme C	26530,43	26530,43
Lion Court Terme D	24056,12	24056,12
Lion Plus C	1577,22	1546,29
Lion Plus D	1504,51	1475,01
Lion Trésor	2456,61	2432,29
Oblilion	2163,35	2141,93
Sicav 5000	733,75	719,36
Slivafrance	1234,94	1210,73
Slivam	590,99	579,01
Slivarente	245,81	240,99
Slivinter	806,78	790,96
Trilion	5216,96	5150,81
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizés	2351,85	[illegible]
CM Option Dynamique	132,27	[illegible]
CM Option Equilibre	261,97	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	162,98	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	924,83	924,83
Créd.Mut.Ep.Ind.C	141,58	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	23037,61	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde	1694,01	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1894,54	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre	1109,65	[illegible]
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	101,80	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	860,45	[illegible]
Saint-Honoré Capital	20028,72	[illegible]
St-Honoré March. Emer.	952,34	[illegible]
St-Honoré Pacifique	767,35	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux ◇	1839,41	[illegible]
Stratégie Actions	1156,51	[illegible]
Stratégie Rendement	1988,76	[illegible]
LA POSTE		
Amplitude Amérique ◇	119,58	116,66
Amplitude Europe C ◇	161,59	157,65
Amplitude Europe D ◇	158,89	155,01
Amplitude Monde C ◇	1064,61	1038,64
Amplitude Monde D ◇	1015,64	[illegible]
Amplitude Pacifique ◇	109,22	106,56
Elanciel D PEA ◇	180,44	176,04
Émergence Poste D PEA ◇	151,30	147,61
Géobilys C ◇	661,54	[illegible]
Géobilys D ◇	625,90	[illegible]
Kaleis Dynamisme ◇	1104,33	[illegible]
Kaleis Équilibre ◇	1073,43	[illegible]
Kaleis Sérénité ◇	1042,40	[illegible]
Latitude C ◇	149,31	[illegible]
Latitude D ◇	135,85	[illegible]
Oblitys D ◇	623,13	[illegible]
Plénitude D PEA ◇	205,93	[illegible]
Poste Gestion C ◇	14930,68	[illegible]
Revenus Trimestr. D ◇	5230	[illegible]
Solstice D ◇	2370,68	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	38153,05	[illegible]
Actimonétaire D	31067,08	[illegible]
Cadence 1 D ◆	1073,40	[illegible]
Cadence 2 D ◆	1063,17	[illegible]
Cadence 3 D ◆	1063,83	[illegible]
Capimonétaire C	412,24	[illegible]
Capimonétaire D	371,96	[illegible]
Sogeoblig C/D ◆	9297,52	[illegible]
Interoblig C ◆	7584,46	[illegible]
Intersélection France D	725,53	[illegible]
S.G. France opport. C	2045,18	[illegible]
S.G. France opport. D	1952,38	[illegible]
Sogenfrance C	1865,19	[illegible]
Sogenfrance D	1704,88	[illegible]
Sogépargne D ◆	314,43	[illegible]
Soginter C	2538,19	[illegible]
Fonds communs de placements		
Favor D ◆	1598,55	[illegible]
Sogelance D ◆	1693,78	[illegible]
Sogenfrance Tempo D ◆	211,55	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.





DISPARITIONS

■ **DIANA, PRINCESSE DE GALLES**, est morte dimanche 31 août à Paris des suites d'un accident de la circulation. Elle était âgée de trente-six ans *(Lire pages 2 à 5 et 14 et 15).*

■ **ROGER NAHON**, qui fut notamment président de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), est mort jeudi 28 août à Clamart (Hauts-de-Seine). Né le 5 septembre 1914 à Ault (Somme), Roger Nahon a travaillé au *Populaire* après-guerre, après avoir participé à des mouvements de Résistance à Lyon. Il a ensuite été très actif au sein de divers organismes professionnels de la presse, comme la Commission paritaire des journaux et publications, la Fédération nationale de la presse française, le Conseil des messageries de presse, le Fonds d'assurance-formation des journalistes des entreprises de la presse parisienne ou la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse créée en 1984. Mais c'est surtout à la CCIJP, qu'il présida régulièrement à partir de 1960, ainsi qu'à la Mutualité nationale de la presse, du livre et des industries connexes (MNPL), qu'il présidera dès 1975 et dont il était le président d'honneur, qu'il consacra l'essentiel de ses efforts. Roger Nahon fut aussi rédacteur en chef de la revue *Rond-Point* (1964) et conseiller technique de Georges Fillioud, secrétaire d'Etat à la communication, de 1983 à 1985. Il fut aussi vice-président du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) en 1979, et en était membre d'honneur.

NOMINATION

HAUT COMITÉ POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES

Xavier Emmanuelli, ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, président du SAMU social de Paris, a été nommé président du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, en remplacement de Louis Besson (*Le Monde* du 29 août), par décret du président de la République publié dans le *Journal officiel* du 30 août.

[Né le 23 août 1938 à Paris, docteur en médecine spécialisé en anesthésie-réanimation, Xavier Emmanuelli a été, en 1971, un des fondateurs de Médecins sans frontières aux côtés de Bernard Kouchner et de Claude Malhuret, avant de présider l'organisation humanitaire de 1979 à 1988 et d'en devenir le président d'honneur à partir de 1988. De 1987 à 1992, il a été médecin-chef des maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis, puis, de 1992 à 1995, responsable médical du Centre d'hébergement et d'accueil pour les personnes sans abri (Chapsa) de Nanterre. En décembre 1993, il a créé le SAMU social de Paris, à la demande *de Jacques Chirac, maire de Paris. De mai* 1995 à juin 1997, Xavier Emmanuelli a été secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence dans le gouvernement d'Alain Juppé.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 29 août est publié :

● **Coopération transfrontalière :** un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux, fait à Karlsruhe le 23 janvier 1996.

Au *Journal officiel* du samedi 30 août sont publiés :

● **Loyers :** un décret relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération de Paris, pris en application de l'article 18 de la loi du 6 juillet 1989. Ce texte limite la hausse des loyers en région parisienne.

● **Théâtres :** un décret portant modification du statut des théâtres nationaux de l'Odéon, de Chaillot, de la Colline et de Strasbourg.

● **Accords internationaux :** un décret portant publication des amendements à l'annexe du protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, adoptés à Londres le 14 septembre 1995 ;

Un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili, relatif à l'action conjointe dans le domaine de la formation des diplomates, signées à Paris le 10 avril 1997 ;

Un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République libanaise relatif à un programme de coopération pour l'évaluation et le développement de la recherche, signé à Beyrouth le 5 avril 1996 ;

Un décret portant publication de l'acte portant révision de l'article 63 de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich le 17 décembre 1991 ;

Un décret portant publication des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat) et des amendements à l'accord d'exploitation relatif à l'Inmarsat, adoptés à Londres le 19 janvier 1989 ;

Un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, relatif au maintien du consulat général de France à Hongkong sur le territoire de la région administrative spéciale de Hongkong, signées à Pékin le 15 mai 1997 ;

Un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, relatif à la réouverture du consulat général de France à Canton, signées à Pékin les 3 et 12 mars 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Margaret et Yves MENNETEAU,
directeur honoraire
au ministère de l'intérieur,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Kelvin,

frère de

Magali,

le 13 août 1997, chez

Patrick et Odyle.

Résidence Renaissance,
place Raimu,
83000 Toulon.

– Gilles BIZEUL,
Nadia OUADAH
et Mathilde,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Clémence,

le 12 août 1997, à Paris.

40, avenue d'Italie,
75013 Paris.

– Le docteur
François-Xavier GENSBURGER
et son épouse,
leurs enfants,
Olivier, Antonin, Robin et Julia,
sont heureux d'annoncer l'arrivée de

Pablo.

54, rue Tres-Cloîtres,
38000 Grenoble.

– Lionel HUET
et
Nathalie CAYROL,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Vincent,

le 25 août 1997, à Paris.

14, rue Colette-Audry,
93310 Le Pré-Saint-Gervais.

Un tarif dégressif de 50 % est *accordé sur une* deuxième parution (Texte identique)

Décès

– Saint-Malo. Paris.

M. Paul Colin,
son époux,
Jean-Pierre (†),
Dominique (†),
François Colin,
Marie-Madeleine Gervais, née Colin,
Bernadette Colin,
ses enfants,
Arlette Colin,
Anne Millot,
Christian Gervais,
Serge Hamcon,
ses beaux-enfants,
Laurent, Marion, Clothide, Clara,
Morgane et Solenne,
ses petits-enfants,
Les familles Poupinet, Coudert
et Colin,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Paul COLIN,
née Thérèse COUDERT,

survenu à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 29 août 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Idenc, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), suivie de l'inhumation au cimetière du Chesnay (Yvelines), à 17 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Delphine Hérold-Wright,
Kevin, Jacquot, Bernard et Loulou,
pour vous dire que

Muguette HÉROLD,

nous a quittés le 29 août 1997, vous envoient ce signe où le jour a rejoint la nuit.

On se retrouve tous mercredi 3 septembre 1997, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, entrée boulevard Edgar-Quinet.

« Je t'raime », 13 Hawthorne Drive,
Stalybridge-Cheshire,
SK 151 UB, Grande-Bretagne.

– Yves, Laurence (Julie), Julien,
Laurence-Amélie, Mycle, Marijane,
Auguste, Max, Nina, Jean-Jacques,
Marion, Sophie, Nathalie, Olivier,
Pascal, Paule et Elizabeth,
ont le chagrin de faire part du décès de

Henry HAZEMANN,
architecte DESA,

le 18 août 1997.

Les cendres seront dispersées le 5 septembre, à 11 heures, au Jardin du souvenir, cimetière du Père-Lachaise (au crématorium).

– *Le président de l'Université des Antilles et de la Guyane,*
Les personnels enseignant et administratif,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Eric LEPOINTE,
maître de conférences à l'Université
des Antilles et de la Guyane,

survenu le 28 août 1997.

– Anne-Marie Locard,
sa grand-mère,
Elisabeth et Henri Locard,
ses parents,
Tessa et Nicolas Thomas
et Constance,
Marguerite et Pierre Bouteille,
Camille et Benoît,
Etienne,
ses sœurs et beaux-frères, neveux et nièces, son frère,
Ainsi que tous ses amis et cousins,
ont le très grand chagrin d'annoncer la mort de

Jacques LOCARD,

à l'âge de vingt-quatre ans, après plus de dix-huit mois de courageux combat contre une leucémie, survenue le 29 août 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame de la Paix, à Caluire (Rhône).

« Merci la vie, merci la vie,
merci pour tout ce que vous avez fait
quand j'étais petit. »
Jacques, le 14 juillet.

Ses parents recueilleront les dons pour le Centre Edouard-Herriot leucémie et greffe.

27, chemin de Vassieux,
69300 Caluire.

– Le docteur et Mme Armand Piwnica,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Jean Piwnica,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Charles PIWNICA,
née Hena NAJFELD,

survenu le 29 août 1997.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 septembre, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

– *On nous prie d'annoncer le décès,* dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Roland TAFFOREAU,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,
maire honoraire
de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime).

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 14 août 1997, dans le cimetière de la ville qu'il a reconstruite et administrée de 1947 à 1983.

R. Tafforeau et Mme,
18110 Saint-Eloy-de-Gy.

Mme R. Tafforeau,
Mme R. Galles-Tafforeau et M.,
7, rue du Docteur-Schweitzer,
45100 Orléans.

Remerciements

– Nathalie Valcourt Poperen,
Claude Poperen,
Et leurs familles,
adressent ici leurs remerciements aux très nombreuses personnes qui leur ont manifesté leurs sentiments à la suite du décès de

Jean POPEREN.

Dans l'impossibilité de répondre à chacun, ils souhaitent que ce communiqué, en dépit de sa brièveté, traduise leur émotion face à tous les témoignages d'estime et d'amitié qui se sont exprimés.

Anniversaires de décès

– Il y a un an, le 2 septembre 1996,

Georges DUPONT

nous quittait.

Que celles et ceux qui gardent présent son souvenir aient une pensée affectueuse pour lui.

– Le 1er septembre 1942,

Joël SZNAJDER

est mort en déportation.

Sa fille, Rose, ses petits-enfants, Serge et Christophe, se souviennent.

Expositions

– Le Monde d'Henri Barbusse vu par

Simone DUMAS.

Dessins, peintures, documents.
7 septembre-2 novembre 1997.

2, place du Méridien,
94800 Villejuif.
Tél. : 01-42-11-11-21.

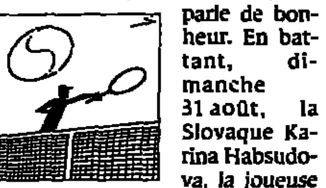
TENNIS *Cédric Pioline rencontrera Michael Chang en huitièmes de finale des Internationaux des Etats-Unis. Le Français, finaliste à l'US Open en 1993 et à Wimbledon en juillet, a battu l'Indien Leander Paes (3-6, 7-6 (7-5), 1-6, 6-3, 6-4). Le numéro deux mondial a éliminé l'Arménien Sargis Sargsian (6-1, 6-3, 7-5).* ● *L'AUTRE CHOC attendu opposera l'Américain Andre Agassi à l'Australien Patrick Rafter.* ● *LA FRANCAISE Sandrine Testud s'est qualifiée pour la première fois de sa carrière en quarts de finale d'un tournoi du Grand Chelem en battant la Slovaque Habsudova (6-3, 4-6, 7-6 (7-1). Elle sera opposée à l'Américaine Venus Williams.* ● *MARY PIERCE s'est inclinée face à Monica Seles (1-6, 6-2, 6-2). L'Américaine, n° 2 mondiale, rencontrera la Roumaine Irina Spirlea (n° 11) qui a créé la surprise en battant la Sud-Africaine Amanda Coetzer (n° 5).*

Sandrine Testud s'ouvre la porte des quarts de finale à l'US Open

La joueuse française vit la meilleure saison de sa carrière professionnelle. Elle rencontrera au prochain tour Venus Williams. A dix-sept ans, l'Américaine, dont la progression est fulgurante, est considérée comme une des nouvelles petites merveilles du tennis féminin

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Sandrine Testud a la victoire pimpante. Sa voix est haute, son verbe assuré, elle raconte, elle parle de bonheur. En battant, dimanche 31 août, la Slovaque Karina Habsudova, la joueuse française s'est qualifiée pour le premier quart de finale d'un tournoi du Grand Chelem de sa carrière. Bien sûr, elle est épuisée et une journée de repos ne lui fera pas de mal. Et puis il y a ces tendons d'Achille qui la font souffrir. C'est sûr, le match n'était peut-être pas le plus beau de sa vie. Qu'importe. Elle a vingt-cinq ans, elle est dix-septième joueuse mondiale et, aujourd'hui, elle fait partie des huit dernières dans un tournoi majeur. Ce n'est pas une fin mais c'est une étape essentielle.



Sandrine Testud a commencé le match en trombe. Avec des mises en jeu de géomètre, de même que ses retours de service, elle a dominé le jeu du fond du court et a découragé les rares aventures de son adversaires au filet. Opiniâtre comme Sandrine, Karina Habsudova s'est appropriée le deuxième set avec un tennis aussi solide. Piquée au vif, la Lyonnaise s'est engouffrée dans la manche ultime. Elle a mené quatre jeux à un ; elle a été rattrapée. Rivées derrière la ligne de fond de court, transformée en tranchée, les deux joueuses se sont emmenées jusqu'au tie-break. *« Je n'avais pas trop envie de renouer avec l'exploit de Wimbledon*, plaisante Sandrine. *Le match contre Nathalie Tauziat m'a servi de leçon. »*

Le match en question est l'une des parties les plus crispantes du tournoi féminin des championnats d'Angleterre. En ce deuxième mercredi où le ciel ne parvenait pas toujours à se décrasser de la grisaille, Sandrine avait rencontré Nathalie en huitième de finale, sur un court annexe. Elle avait battu Monica Seles au tour précédent, cela avait été beau. Contre Nathalie, Sandrine avait servi pour le match et pour une place en quarts de finale. Elle avait même eu trois balles de match, dont deux d'affilée, mais, là, une averse lui avait tout gâché. Après la pluie, elle avait laissé partir, impuissante, le match, vaincue 12 jeux à 10 dans le troisième set.

Aujourd'hui, Sandrine a pensé à ce match : *« Je me suis dit que je ne pouvais pas perdre comme j'avais perdu la dernière fois. J'étais fatiguée, mais il reste toujours quelque chose au fond de soi-même. »* Elle dit encore : *« A Wimbledon, je ne pouvais plus avancer ni frapper. Aujourd'hui, mon bras est parti. »* Des points gagnants, de gros services, et elle s'est vite envolée dans le tie-break. Karina Habsudova n'y a gagné qu'un point.

Sandrine Testud était attendue à un tel niveau de compétition. Déjà, en 1996, elle avait montré les atouts de son jeu. Et ils étaient impressionnants. Son tennis est comme semble l'être son tempérament : fougueux et passionné. Ses balles sont lourdes, ses retours accrocheurs, son application à frapper est charmante, son plaisir de jouer rafraîchissant. A Roland-Garros, en 1996, elle n'avait cédé que de si peu face à Iva Majoli. Trois mois plus tard, à l'US Open, elle avait servi un premier set de feu face à Monica Seles avant de s'écrouler, épuisée, dans la seconde manche.

Cette année, Sandrine a mieux cerné ses faiblesses et apprivoisé cette sensibilité exacerbée, ce moral prompt à s'enfuir. Sa saison est, de loin, la meilleure d'une carrière de sept ans. Elle a été quart de finaliste à Long Island et à Key Biscayne, au printemps ; elle a gagné le premier tournoi de sa carrière sur la terre battue de Palerme, en juillet. Trois jours avant le début des Internationaux des Etats-Unis, elle s'était inclinée en finale du tournoi d'Atlanta contre Lindsay Davenport. En route, elle avait accroché à son tableau de chasse Monica Seles et Iva Majoli, championne de Roland-Garros et quatrième joueuse mondiale. Elle était arrivée à l'US Open fatiguée. Tant pis, elle *« avait fait sauter le verrou »* au deuxième tour en battant, à nouveau, Iva Majoli.

UNE MONTAGNE EN PERSPECTIVE

La joueuse française explique volontiers ce qui a changé. Un entraînement plus dur et mieux adapté, et sans doute plus long. Depuis deux ans, à la faveur d'une rencontre avec Vittorio Magnelli, entraîneur de l'équipe italienne, elle vit et s'entraîne au centre fédéral de Rome avec les joueuses transalpines. Vittorio est son futur mari ; la cérémonie est prévue en 1998. Elle dit qu'elle est heureuse, qu'elle a mûri. *« Je suis plus solide en général, j'arrive à gérer les moments importants*, estimait-elle au début du tournoi. *Les filles savent que je joue bien. Moi, je prends les choses commes elles viennent. »*

En quarts de finale, elle rencontrera, mardi 2 septembre, Venus Williams, dix-sept ans, l'une des nouvelles petites merveilles du tennis féminin. L'Américaine, qui dispute son deuxième tournoi du grand chelem, parvient à ce niveau de compétition pour la première fois. Depuis sa défaite au deuxième tour de Roland-Garros contre Nathalie Tauziat, sa progression est ahurissante. Son service est devenu une arme qui ne s'enraye plus et ses coups se sont affinés. Ses précédentes adversaires s'en sont fait une montagne. *« Elle ne me fait pas peur »*, assure Sandrine Testud.

Un choc Pioline-Chang en huitièmes de finale

Avec son tennis insolent et jamais très loin du filet, Leander Paes était un joueur à prendre avec des pincettes sur une surface rapide. Cédric Pioline ne s'est pas laissé prendre, ni laissé faire. Après un premier set enlevé par l'Indien, il arrachait le deuxième au *tie-break*. Un coup de barre dans le troisième set pour le Français et puis un cavalier seul, Cédric Pioline monopolisant, cette fois, la volée (3-6, 7-6 (7-5), 1-6, 6-3, 6-4). Le finaliste de l'US Open 1993 et finaliste 1997 de Wimbledon rencontrera, mardi 2 septembre, Michael Chang, deuxième joueur mondial et finaliste de l'US Open 1996, vainqueur de l'Arménien Sargis Sargsian (6-1, 6-3, 7-5).

Une autre tête d'affiche alléchante des huitièmes de finale opposera Andre Agassi, vainqueur de Marc Woodforde (6-2, 6-2, 6-4), à l'Australien Patrick Rafter, qui a éliminé le Français Lionel Roux (6-1, 6-1, 6-2). Sergi Bruguera, lui, (n° 7) rencontrera le Chilien Marcelo Rios (n° 10).

Monica Seles, elle, a fini par effrayer Mary Pierce. La Française, qui avait remporté le premier set, a laissé filer le match, débordée par la hargne de l'Américaine, finaliste à l'US Open en 1995 et 1996 (1-6, 6-2, 6-2). Dimanche, pour Mary, une chance est passée.

Bénédicte Mathieu

Un temple de la consommation où l'on grappille des échanges

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Un bref instant de silence à la mémoire de la princesse Diana a été respecté, dans l'après-midi de dimanche, sur le nouveau court central Arthur-Ashe des Internationaux des Etats-Unis. Les organisateurs ont attendu le début du match-phare de la journée, opposant Andre Agassi à Marc Woodforde, afin que l'hommage soit rendu dans un central à peu près plein. Le public s'y est plié de bonne grâce, puis s'est ébroué pour se plonger goulûment dans le jeu. Flushing Meadow, qui a passé les premiers jours du tournoi à célébrer la mémoire d'Arthur Ashe, champion américain mort du sida en 1993, a cette fois choisi de vivre.

L'endroit s'y prête. Une petite demi-heure de métro par la ligne 7 permet de s'extirper du cœur palpitant de Manhattan pour trouver un monde drôle et fascinant, brodé de pacotilles et de dollars et peuplé de vainqueurs comme de perdants. Ici, le tennis n'est pas un objet de contemplation poétique : il se consomme. Les Américains aiment les sensations fortes, ces points qui font jaillir cris ou rires. Ils circulent, s'arrêtent, grappillent un set, un jeu, s'envolent dès qu'ils s'ennuient. Quand ils restent le temps d'un match, ils sont stupéfaits.

Il y a les chouchous : les joueurs américains, bien sûr, ou bien le Brésilien Gustavo Kuerten. Samedi 30 août au soir, le public a multiplié les vagues et les hourras pour encourager le champion de Roland-Garros, avant de l'accompagner au vestiaire par une ovation. Auparavant, la foule avait salué, ébahie, le courage et la force de la jeune Croate Mirjana Lucic, battue en trois sets par Jana Novotna. Flushing Meadow aime Mary Pierce pour la force de son tennis mais ne la comprend pas pour l'irrégularité de ses coups. Le public new-yorkais regrette l'absence de Steffi Graf.

DOUBLE VITRAGE DANS LES LOGES

Les matchs de Patrick Rafter sont courus. Filles ou garçons, beaucoup sont amoureux du bellâtre australien, surtout lorsque, après quelques jeux, l'abondance de sa transpiration le fait ressembler au vainqueur d'un concours de tee-shirts mouillés. Contrairement aux Français, qui s'entêtent à les ignorer, les Américains sont fous des doubles. Ils adulent Gigi Fernandez et Natasha Zvereva, la paire la plus forte et la plus folle du monde, et ont envahi, dimanche 31 août, le vieux court central pour rigoler devant les frasques de Cyril Suk et de Goran Ivanisevic.

Ici, on ingurgite des nouilles chinoises, de la bière mexicaine, des ailes de poulet à la sauce épicée qui macule les doigts ou des hamburgers, évidemment. Il n'y pas de Coca-Cola : Pepsi lui a soufflé le contrat d'exclusivité avec Flushing Meadow. Les VIP trinquent dans les loges du nouveau central, munies de baies au double vitrage pour éviter d'infliger aux joueurs le cliquetis des ballons de vin blanc californien.

Plus loin, dans le village de toile, partenaires, agents ou entraîneurs font et défont les affaires. Flushing Meadow, enfin, offre l'une des vues les plus imprenables sur Manhattan. Au soir, vers 20 heures, il faut grimper jusqu'au rang Z, celui situé le plus haut et d'où l'on distingue à peine les expressions des joueurs, pour respirer, écouter monter le bruit de quelques grillons tenaces et laisser le soleil plonger derrière les buildings. Dans la lumière du presque automne, Manhattan s'offre en ombre chinoise sur fond rouge. Et le ciel s'embrase.

B. M.

Le FC Metz leader invaincu du championnat de France

UNE SEMAINE après avoir battu le vice-champion parisien (2-1), le FC Metz a dominé le champion de France monégasque sur le même score, vendredi 29 août, en Principauté, à l'occasion de la cinquième journée du championnat de France de football de première division, consolidant ainsi sa place de leader avec un cinquième succès en cinq rencontres. Les Lorrains, actuellement *« en pleine réussite »*, comme le reconnaît leur entraîneur, Joël Muller, se sont imposés grâce à deux buts signés Vladan Lukic (21e) et Robert Pires (90e), plongeant du même coup les Monégasques en fin de classement puisque les joueurs de Jean Tigana occupent désormais la 14e place avec déjà trois défaites et aucune victoire à domicile.

Trois jours après son exploit européen contre le Steaua Bucarest (5-0), le Paris-Saint-Germain a encore fait la preuve de son potentiel offensif face au Stade Rennais, sèchement battu (4-1), samedi 30 août. Et pourtant le PSG évoluait sans le Brésilien Leonardo, qui assistait au match depuis les tribunes avant son départ pour le Milan AC. Mais deux coups francs signés Bruno Ngotty (34e min) et Paul Le Guen (89e), et un doublé de l'Italien Marco Simone (69e et 73e) ont permis au PSG de se maintenir à la deuxième place du classement à trois points de Metz.

Autre équipe à l'honneur au cours de cette 5e journée : le SC Bastia. Le club corse, toujours invaincu (avec Metz) et meilleure défense (2 buts encaissés), s'est imposé à Lyon (2-0), avec deux buts inscrits par les anciens Lyonnais Laurent Casanova (1re) et Franck Jurietti (31e). Un Olympique lyonnais euphorique à l'extérieur (deux victoires en deux matches) mais malchanceux à Gerland (trois défaites en trois rencontres). A noter, enfin, la victoire de Bordeaux sur Auxerre (3-2) après un match à rebondissements au cours duquel les Girondins ont été menés 2-1, le premier succès à domicile des Nantais, face au Havre (2-0), et les trois premiers points de Cannes, qui est allé battre Châteauroux (2-1), désormais lanterne rouge.

En deuxième division, les trois leaders, Troyes, Lorient et Valence, se sont imposés à domicile, respectivement face à Niort (1-0), Martigues (5-1) et Louhans-Cuiseaux (2-1). Le Mans, défait par Nîmes sur son terrain (1-2), Martigues, Saint-Etienne, qui a arraché un match nul à Amiens (0-0), et Toulon, balayé par Nancy (3-0), occupent les quatre dernières places du classement.



Le championnat de France de football de D1

5e journée

Monaco-Metz	1-2
Guingamp-Marseille	1-1
Paris-SG-Rennes	4-1
Bordeaux-Auxerre	3-2
Lyon-Bastia	0-2
Lens-Montpellier	0-0
Toulouse-Strasbourg	1-1
Nantes-Le Havre	2-0
Châteauroux-Cannes	1-2

Classement

	Points	J	G	N	P	Diff.	Cote	Séries
1 Metz	15	5	5	0	0	[illegible]	[illegible]	GGGGG
2 Paris-SG	12	5	4	0	1	[illegible]	=	GGGPG
3 Bastia	11	5	3	2	0	[illegible]	=	GGNNG
4 Bordeaux	10	5	3	1	1	+1	▲	GPNGG
5 Lens	8	5	2	2	1	+3	▼	GPNGN
6 Marseille	8	5	2	2	1	+2	▼	GGNPN
7 Toulouse	8	5	2	2	1	+2	=	GGNPN
8 Montpellier	6	5	1	3	1	0	▲	NPNGN
9 Strasbourg	6	5	1	3	1	0	▲	NGNPN
10 Lyon	6	5	2	0	3	-1	▼	PGPGP
11 Nantes	6	5	2	0	3	-1	▲	PPPGG
12 Auxerre	6	5	2	0	3	-2	▼	PPGGP
13 Guingamp	5	5	1	2	2	0	▲	GNNPN
14 Monaco	4	5	1	1	3	0	▼	PNGPP
15 Le Havre	4	5	1	1	3	-2	▼	PGNPP
16 Rennes	4	5	1	1	3	-6	▼	PPNGP
17 Cannes	3	5	1	0	4	-6	▲	PPPPG
18 Châteauroux	2	5	0	2	3	-4	▼	PNPNP

Les cartons

		Rouges	Jaunes
1	Toulouse	0	3
2	Nantes	0	5
3	Montpellier	0	6
18	Auxerre	1	8
19	Lens	1	9
20	Paris-SG	1	10

Les buteurs

1 Simone (Paris-SG) — 5 buts
2 Rodriguez (Metz) — 4 buts

Les attaques

1 Paris-SG — 13 buts
2 Metz — 11 buts
3 Bordeaux — 9 buts

Les défenses

1 Bastia — 2 buts
2 Guingamp — 4 buts
Metz — 4 buts
Lens — 4 buts

6e journée (vendredi 5 septembre) Marseille-Lyon (le 4) / Le Havre-Toulouse (le 4) / Strasbourg-Paris-SG / Rennes-Metz / Cannes-Monaco / Bastia-Bordeaux / Lens-Nantes / Auxerre-Châteauroux / Montpellier-Guingamp

Douleur et soupçon sur le football américain

ATLANTA
correspondance

A les regarder de loin, on les croirait facilement construits à l'épreuve des balles. Et assez solidement harnachés pour faire obstacle aux mauvais coups et à leur souffrance. Mais l'impression est trompeuse. Les footballeurs américains, qui ont poussé, dimanche 31 août, la porte d'une nouvelle saison, n'ignorent rien de la douleur. Ils possèdent simplement une façon bien à eux, souvent radicale et rarement sans danger, d'en étouffer les effets : l'absorption régulière, parfois excessive, de médicaments analgésiques et anti-inflammatoires. Un recours illégal et puni par la loi, mais sûrement aussi répandu dans les vestiaires que l'utilisation du sac de glace pour soigner un début d'entorse.

En mai 1996, Brett Favre a osé le premier briser la loi du silence. Le *quarterback* des Green Bay Packers, les derniers vainqueurs du Super Bowl, a publiquement avoué sa dépendance à la Vicodin, un *painkiller*, le nom américain de ces pilules-miracles. Admis dans un centre de désintoxication, il a froidement expliqué, à la fin de son traitement, que les médicaments l'avaient souvent aidé à tenir sa place malgré une série de blessures et les traces encore visibles d'un grave accident de la route survenu six ans plus tôt. Aux Etats-Unis, l'« affaire » a fait grand bruit. Largement commentée par la presse nationale, elle a semblé choquer l'opinion et a incité les dirigeants de la National Football League (NFL) à se pencher d'un peu plus près sur la question.

« Il s'agit certainement de l'un des problèmes les plus sérieux que devra régler notre sport, a avoué l'un d'eux sous couvert d'anonymat. *Il nous faut rapidement inventer les moyens de le combattre, mais ce ne sera pas facile. »* Difficile, en effet, de poser un verrou sur l'armoire à pharmacie des quelque 1 500 joueurs de la NFL. Ou, plus encore, de freiner le trafic illégal et clandestin de médicaments. A en croire plusieurs témoignages rapportés par la presse, certains gros consommateurs de *painkillers* obtiendraient leur dose de pilules auprès d'employés de laboratoires pharmaceutiques en échange de billets d'entrée au stade.

UN CONTINGENT D'« ACCROS »

En avril dernier, le *New York Times*, menant sa propre enquête, a découvert que le mal toucherait aujourd'hui entre 10 et 15 % des effectifs de la NFL. Un contingent d'« accros » aux médicaments anti-inflammatoires dont les plus bavards cherchaient à se justifier en évoquant, pêle-mêle, la pression du jeu, du public et des médias, et l'impérieuse nécessité de conserver sa place dans l'équipe. *« Les gens aiment voir un gars de 140 kilos foncer tête baissée dans un autre*, expliquait un joueur. *Mais personne ne pense aux conséquences sur l'organisme. Le public nous voit seulement le dimanche, mais la violence des chocs est souvent plus intense encore pendant la semaine, aux entraînements. Il faut encaisser ou quitter le terrain. Je ne connais pas un seul coach qui apprécie de voir l'un de ses gars rejoindre le vestiaire à la première alerte. »*

Même avis chez Jim Kelly, l'ancien *quarterback* des Buffalo Bills, aujourd'hui retiré des affaires. *« Ce sport se joue dans la douleur*, raconte-t-il. *Si vous ne pouvez pas supporter la souffrance, alors il est sûrement préférable d'essayer le golf, comme je le fais aujourd'hui. »* Cynique ? Sans doute. Mais Jim Kelly veut bien jurer que le phénomène est plus répandu encore que l'opinion veut bien le croire. Une certitude née de sa propre expérience. *« Je me souviens d'un match contre Pittsburgh en 1996*, poursuit-il. *Un gars de l'équipe adverse m'avait salement démoli la clavicule. La douleur était à peine supportable. A la mi-temps, on m'a fait une piqûre d'anti-inflammatoires. A la reprise, j'avais l'impression d'être John Travolta dans* La Fièvre du samedi soir. *Je pouvais bouger le bras de bas en haut comme un danseur de disco. »*

Seul ennui, mais de taille : le danger de l'accoutumance. Le témoignage de Brett Favre a ému toute l'Amérique. Mais la plupart des « accros » n'ont pas le courage de l'aveu. *« Le spectacle doit continuer*, raconte Robert Huizenga, l'ancien médecin des Raiders de Los Angeles, auteur en 1994 d'un livre sur les pratiques médicales du football américain. *Le public aime l'idée que ses joueurs puissent frapper dur sans jamais céder à la douleur. Mais personne ne songe aux conséquences à long terme et aux souffrances que doivent endurer ces gars passée la quarantaine. »*

Dimanche 31 août, les Etats-Unis ont repris le chemin du stade. La saison 1997-1998 de la NFL a repris sans une bonne poignée de ses meilleurs joueurs, tous couchés sur le flanc par une mauvaise blessure. Certains reprendront leur place dès la rencontre suivante. Une guérison pas vraiment miraculeuse.

Alain Mercier

Les gymnastes tricolores veulent innover aux championnats du monde

LA SEMAINE DERNIÈRE, tout en peaufinant à Saint-Etienne leur préparation aux Mondiaux de Lausanne, qui ont débuté lundi 1er septembre, les gymnastes françaises piaffaient d'impatience. A quinze ans, Magali Ruffato s'apprête à vivre son baptême en compétition internationale. Isabelle Severino, dix-sept ans, vivra ces championnats comme un ultime test pour décider ou non de la retraite qu'elle évoquait après sa 13e place au concours général des Jeux olympiques d'Atlanta (1996). Elvire Teza, Cécile Canqueteau et Ludivine Furnon, qui trouvent le rendez-vous olympique de Sydney, en 2000, bien lointain, brûlent de marquer l'histoire de leur sport grâce à la présentation d'un nouveau mouvement.

Elvire Teza devrait être la plus remarquée à Lausanne avec deux innovations : la combinaison d'une lune dorsale et d'un salto arrière aux barres asymétriques et un saut écart latéral avec extension dorsale à la poutre. La miniature réunionnaise de seize ans (1,50 m pour 40 kilos) est déjà célèbre pour avoir mis au point, en 1995, une périlleuse figure qu'elle est seule au monde à réaliser : une vrille poisson en travers de la poutre. La réception enroulée autour de l'agrès effectuée sur le ventre exige un estomac et des intestins « blindés ».

Homologué l'an passé par la commission technique de la Fédération internationale de gymnastique (FIG), le succès du « Teza » a inspiré les coéquipières d'Elvire. Ludivine Furnon doit présenter un saut latéral inédit à la poutre. Cécile Canqueteau s'est remise à travailler un lâcher aux barres asymétriques imaginé il y a deux ans. *« C'est un mouvement qui existe déjà,* explique-t-elle. *Un salto Jaeger auquel j'ai ajouté un demi-tour. Il a déjà été tenté en compétition mais jamais réussi. »*

NOUVEAU RÈGLEMENT

« Plusieurs juniors ont des mouvements originaux à l'étude, explique l'entraîneur de l'équipe de France masculine Jean-Louis Bourbon, *mais d'autres finissent par se les approprier puisqu'on doit attendre pour l'homologation une présentation réussie en championnats du monde ou aux Jeux olympiques. »* Bien que plus respectées dans le monde de la gymnastique depuis la nomination d'un couple d'entraîneurs chinois à la tête de leur équipe, les Françaises ne peuvent encore briguer les podiums mondiaux face à l'« empire soviétique » éclaté ou aux Etats-Unis. La suppression des « imposés » leur a donné envie de briller par leur audace et l'esprit novateur de leur gymnastique. A l'instar d'homologues masculins qui ont laissé leur nom à un mouvement – Jacques Def (barre fixe) en 1981, Willy Moy (barres parallèles) et Sébastien Darrigade (barres parallèles) l'an dernier – elles devaient présenter leurs créations à Lausanne *dès les qualifications,* lundi.

Pour les voir homologuées par la FIG, elles doivent les réaliser sans la moindre erreur, en suivant scrupuleusement les schémas et les explications écrites déposés auprès des juges. Si le comité technique les estime suffisamment originales, il les baptisera de leur patronyme. *« Sinon,* dit Jacques Def, *elles auront au moins la satisfaction rarissime d'avoir été les premières à réaliser quelque chose. » « Le plus important sera la valeur accordée par les juges aux exercices nouveaux »,* explique Yvette Brasier, chef de la délégation féminine française à Lausanne, juge internationale et experte technique auprès de la FIG. Un mouvement original peut rapporter, pour la note finale sur 10, une bonification pouvant aller jusqu'à un point.

Le caractère obligatoire – jusqu'aux derniers Jeux olympiques – de la présentation d'enchaînements « imposés » déterminants pour le classement des concours « libres » n'a pas contribué à stimuler les imaginations, les meilleurs mondiaux préférant miser sur des valeurs sûres. En modifiant des mouvements déjà connus, ou en s'appliquant à les exécuter à la perfection, ils se garantissaient titres et médailles. Seules quelques exceptions, comme le Japonais Mitsuo Tsukahara, en 1972, ou la Soviétique Elena Chouchounova, en 1980, ont cumulé créativité et palmarès mondiaux et olympiques.

Le nouveau règlement, qui favorise les acrobaties, devrait réveiller l'envie de créer. *« Le gymnaste est aussi là pour réfléchir et faire évoluer son sport,* dit Jacques Def. *Lorsqu'on pratique un sport depuis l'enfance, il se meut en jeu de construction. Ça devient un véritable travail de recherche avec l'entraîneur. » « Ce sont parfois les gamelles des autres aux entraînements qui nous donnent des idées »,* remarque Elvire Teza. Elle pourrait, si elle ne chute pas à Lausanne, entrer dans l'histoire en devenant la première Française à donner son nom à un mouvement à deux agrès différents.

Patricia Jolly



IUNDT/SEGUIN/TEMPSPORT

ELVIRE TEZA a acquis une réputation internationale en mettant au point ce périlleux mouvement à la poutre qui porte désormais son nom et qu'elle est toujours la seule au monde à réaliser. Elle tentera d'entrer dans l'histoire aux Championnats du monde de Lausanne en devenant la première Française à inscrire deux fois son nom au code de pointage, si elle parvient à exécuter parfaitement la nouveauté qu'elle a minutieusement préparée aux barres asymétriques en dehors de ses entraînements réguliers. Seizième du concours général des Jeux olympiques d'Atlanta, la Réunionnaise, âgée de seize ans, s'entraîne depuis quatre ans au centre national de Marseille sous la direction de Shi Mao et Lin Xuan, un couple de Chinois naturalisés français qui ne tarissent pas d'éloges sur l'intelligence et le mental de battante de leur élève.

Dans le sillage de Florian Rousseau, le cyclisme français sur piste se couvre d'or

EN REMPORTANT six des douze titres mis en jeu lors des championnats du monde de cyclisme sur piste organisés à Perth (Australie), les pistards français ont une nouvelle fois démontré leur suprématie, après leurs triomphes des Mondiaux de Manchester (quatre médailles d'or), en 1996, et des Jeux olympiques d'Atlanta, la même année. Dimanche 31 août, Florian Rousseau, vingt-trois ans, a mis un point final à une semaine de rêve. Le jeune Orléanais est resté l'homme le plus rapide du cyclisme en s'adjugeant le plus beau des triomphes : la vitesse, le tournoi-phare du programme, a donné lieu à une démonstration de Florian Rousseau, qui, comme à Manchester, n'a pas perdu la moindre manche pendant toute la compétition. En finale, le champion olympique de Barcelone (1992) et d'Atlanta, l'Allemand Jens Fiedler, a été balayé par celui que les Australiens ont surnommé *« le Français volant ».*

« Il a fait un tournoi parfait, au-dessus du lot », s'est extasié Daniel Morelon, l'ancien champion devenu un des deux entraîneurs du sprint français avec Gérard Quintyn, lequel s'occupe directement de Florian Rousseau à l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP). Facile vainqueur de l'Australien Darryn Hill en demi-finale et de la première manche de la finale, Florian Rousseau, s'est laissé surprendre dans la seconde manche. Son adversaire a tenté sa chance par un démarrage brutal avant la fin du premier tour de piste. *« L'an dernier, Fiedler m'avait battu en quart de finale à Atlanta,* se souvient Florian Rousseau. *Mais je l'avais accroché et j'avais pris conscience dans ce match de mes possibilités à cette occasion. »* Distancé d'une vingtaine de mètres, l'Orléanais est revenu dans les deux derniers tours et l'a débordé dans l'ultime ligne droite.

« L'efficacité de notre système de détection et d'entraînement »

« J'ai l'habitude des efforts longs grâce à tout le travail fait sur le kilomètre », a commenté le champion français, qui venait de remporter son quatrième titre mondial individuel chez les seniors : ce deuxième titre consécutif en vitesse s'ajoute à ses premiers deux titres de champion du monde du kilomètre, obtenus en 1993 et 1994 ; il a également été sacré champion du monde de vitesse par équipes (avec Vincent Le Quellec et Arnaud Tournant) et champion olympique du kilomètre à Atlanta.

Chez les dames, la Vendéenne Felicia Ballanger a réédité son exploit de Manchester en conservant ses deux titres dans les épreuves de vitesse et du 500 mètres départ arrêté. Dans cette dernière épreuve, la Française Magali Faure-Humbert, révélée à vingt-huit ans, a remporté la médaille de bronze. Les coureurs de l'équipe de France ont ramené des médailles dans sept des neuf épreuves auxquelles ils ont participé. Ils ont échoué au pied du podium dans les deux dernières, le kilomètre (Arnaud Tournant) et la course aux points, que Philippe Ermenault a terminée à la quatrième place. *« C'est un bilan extraordinaire,* s'est félicité Patrick Cluzaud, le directeur technique national français. *Cette année, nous avions renouvelé en partie l'équipe et nous ne pensions pas avoir les mêmes résultats qu'à Manchester. A l'arrivée, le bilan est même supérieur ! Cela prouve l'efficacité de notre système de détection et d'entraînement. »*

DÉPÊCHES

■ **AVIRON : les Français ont bien entamé les Championnats du monde** d'Aiguebelette (Savoie) en qualifiant trois bateaux directement pour les demi-finales, dimanche 31 août, lors de la journée inaugurale. Bénédicte Luzuy, en skiff poids légers, s'est imposée dans sa série, imitée par les médaillés de bronze d'Atlanta (1996) en deux sans barreur (Andrieux-Rolland), puis par le quatre sans barreur médaillé d'argent à Atlanta (Fauché-Bosquet-Vecten-Moncelet).

■ **OLYMPISME : un attentat a été commis** à l'aide d'un engin explosif artisanal contre des bureaux du Comité olympique grec, provoquant de légers dégâts, dimanche 31 août, dans le centre d'Athènes. Dans cinq jours doit être désignée parmi les cinq candidates, dont Athènes, la ville qui accueillera les Jeux olympiques de 2004.

■ **MOTOCYCLISME : Olivier Jacque (Honda) a terminé 2e en 250 cc** au Grand Prix de la République tchèque, derrière le triple champion du monde Massimiliano Biaggi (Aprilia), dimanche 31 août, à Brno. L'Italien est désormais à 11 points du leader actuel du classement, le Japonais Tetsuya Harada (Aprilia), troisième de l'épreuve. En 500 cc, l'Australien Michael Doohan (Honda), vainqueur pour la onzième fois de l'année, a égalé le record de victoires en une saison détenu depuis 1973 par Giacomo Agostini.

■ **RUGBY : le Stade français, qui a confirmé à Castres** (23-16) ses prétentions, Toulouse, vainqueur à Béziers (35-11), et Perpignan, dominateur (19-6) devant Agen, restent les trois seules équipes invaincues à l'issue de la troisième journée du championnat de France de rugby, qui a vu Bourgoin gagner pour la première fois (14-9, face à Grenoble) et Nice battre Brive (32-31), champion d'Europe en titre. Le championnat va maintenant s'interrompre jusqu'au 29 novembre.

■ **VOILE : Loïck Peyron a remporté**, dimanche 31 août, le Grand Prix des multicoques de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), confirmant sa première place au classement provisoire du Championnat des multicoques de 60 pieds, après ses victoires dans le Grand Prix de Fécamp et dans la Course de l'Europe.

■ **LOTO : résultats des tirages nº 70 du samedi 30 août.** Premier tirage : 18, 21, 32, 35, 36, 45, numéro complémentaire : 15. Rapport pour 6 bons numéros : 7 849 425 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 84 710 F. ; pour 5 bons numéros : 9 600 F. ; pour 4 bons numéros : 182 F. ; pour 3 bons numéros : 17 F.
Second tirage : 4, 25, 26, 29, 30, 41, numéro complémentaire : 49. Rapport pour 6 bons numéros : 30 067 755 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 185 280 F. ; pour 5 bons numéros : 9 565 F. ; pour 4 bons numéros : 187 F. ; pour 3 bons numéros : 18 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 97189

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I								■				
II							■					
III						■						
IV								■	■			
V		■								■		
VI			■								■	
VII				■	■							
VIII							■					
IX						■						
X					■							

HORIZONTALEMENT

I. Venu de Germanie il est aujourd'hui Italien. Accessoire pour le bain. – II. Une fois de plus, mais combien ? Pour que le plat soit moins plat. – III. Sa danse annonce des problèmes pour le chef. Seul, il ne fera pas une grande friture. – IV. Souvent mise en pièces. Finissent par peser. – V. Du changement dans les affaires. En fin de journée. – VI. Convient. Faciles à découper. – VII. La septième chez les Grecs. Comme une terre retournée, retournée et encore retournée. – VIII. Arrive toujours à la fin. L'endroit idéal pour tirer. – IX. Port du Liban. Destinée à la consommation. – X. Ouverture sur la table. Usinées avec précision.

VERTICALEMENT

1. Grâce à elle, nous étions dans de beaux draps. – 2. Fait encore son poids en or. Le premier gros porteur. – 3. En Floride. Tragédie de Lully. – 4. Font la chèvre. Poisson rouge. – 5. Qui n'est plus dans son état premier. Possessif. – 6. Dans la gamme. Passage champêtre. – 7. Donna de la force au destin et de la voix à Otello. Vient de l'au-delà. – 8. Voyelles. Docteur de l'Eglise. – 9. Hissé par vent portant. Petite monture descendue des montagnes ariégeoises. – 10. Prendra connaissance. Un perroquet dans l'eau des tropiques. – 11. S'affiche maintenant à l'écran. Fils d'Aphrodite, il aida à construire Rome. – 12. On les garde sous la main pour ne pas tomber dans l'oubli.

Philippe Dupuis

▸ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

SOLUTION DU Nº 97188

HORIZONTALEMENT

I. Avoirdupoids. – II. Pi. Gain. Vrac. – III. Po. Niaiserie. – IV. Allô. Nsp. IGN. – V. Roubles. Etna. – VI. Incluses. Aer. – VII. Ti. En. Niât. – VIII. Est. Dot. Liés. – IX. Utopie. Atout. – X. Repositionné.

VERTICALEMENT

1. Appariteur. – 2. Violoniste. – 3. Luc. Top. – 4. Ignoble. Pô. – 5. Rai. Lundis. – 6. Dianes. Oei. – 7. Unissent. – 8. Sp. Si. Ai. – 9. Ove. Alto. – 10. Irritation. – 11. Daigne. Eun (nue). – 12. Scénariste.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME Nº 33

Sorties non obligatoires

Quatre excursions culturelles sont proposées à 100 vacanciers qui coulent de paisibles heures de repos sur une plage près d'un hôtel en Grèce. 49 personnes s'inscrivent pour Thèbes, 42 pour Rhodes, 35 pour Athènes et 30 pour Delphes. Si le total excède 100, c'est que 24 courageux ont pris une option pour deux excursions, 10 autres se sont inscrits pour trois excursions, et il se trouve même en plus quelques acharnés pour faire les quatre circuits. Bien sûr, il y en a comme toujours qui choisissent de bronzer sans faire la moindre excursion, mais ils se comptent sur les doigts de la main.

Combien sont-ils ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

© POLE 1997

Solution du problème nº 32 paru dans *Le Monde* du 26 août

Le nombre de policiers est de 22 Si on appelle V
le nombre de voyageurs, il faut raisonner sur le nombre N = V – 6.
Ce nombre N est à chaque arrêt multiplié par 2/3.
Comme on ne suppose pas qu'une fraction de voyageur puisse descendre,
c'est que N est un multiple de 3 x 3 x 3 x 3 = 81.
Pour que V puisse rester inférieur à 100, il n'y a qu'une solution,
N = 81 et V = 87 (N = 0 est contraire à l'hypothèse).
Le nombre de voyageurs descend successivement
de 87 à 60, 42, 30 et... 22.

Rencontre mathématique

QUELQUE 350 concurrents ont participé vendredi 29 et samedi 30 août au pôle universitaire Léonard-de-Vinci à la Défense à la onzième édition du championnat international des jeux mathématiques et logiques, organisé par la Fédération française des jeux mathématiques.

Depuis le mois de septembre 1996, jeunes et moins jeunes, au total 80 000 concurrents, tentent de résoudre des problèmes où l'humour côtoie la créativité soumis à leur sagacité. Les meilleurs matheux sélectionnés participent à ces championnats dans sept catégories : CM, pour les élèves des cours moyens de l'école primaire ; C1, pour les collégiens de 6e et 5e ; C2, pour les collégiens de 4e et 3e ; L1, pour les lycéens ; L2 pour les étudiants (bac + 1, bac + 2) ; GP pour le grand public (adultes) et HC (haute compétition) pour les professionnels des mathématiques.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.
Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

Orages sur la moitié Est

UNE VASTE DÉPRESSION est centrée au nord des îles britanniques. La zone pluvieuse qui lui est associée traverse lentement le pays d'ouest en est. Elle intéressera mardi les régions de la moitié est et dans l'air chaud de basses couches des foyers orageux se développeront. Ces orages pourront être forts, en particulier près du pourtour méditerranéen. Plus à l'ouest, nuages et éclaircies se partageront le ciel.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – On bénéficiera de belles périodes ensoleillées. Toutefois le ciel se chargera sur la Bretagne en fin d'après-midi. Il fera de 20 à 22 degrés.

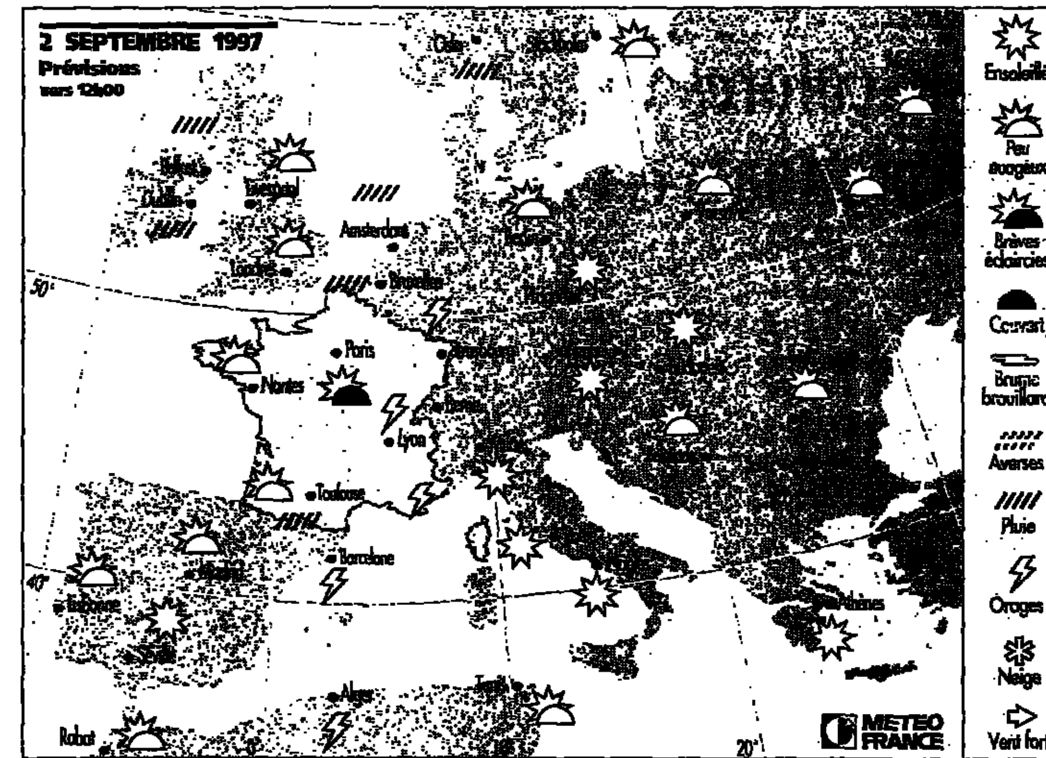
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les pluies s'évacueront des régions le plus à l'est en début de matinée. Ensuite quelques éclaircies se développeront, en particulier sur la Haute-Normandie. Il fera de 22 à 24 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Au lever du jour il pleuvra sur la Champagne. Ces pluies gagneront les autres régions et prendront parfois un caractère orageux. Il fera 25 degrés au maximum.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Poitou-Charentes et Aquitaine les passages nuageux alterneront avec les éclaircies. Sur Midi-Pyrénées les pluies matinales s'évacueront vers l'est. Des orages pourront éclater sur le relief pyrénéen. Il fera de 22 à 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le temps sera maussade avec des pluies souvent modérées et des orages parfois forts. Dans l'après-midi quelques rayons de soleil perceront les nuages sur le Limousin. Il fera de 25 à 26 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le ciel sera pluvieux toute la journée. Des orages accompagnés de fortes précipitations se déclencheront, plus particulièrement près de la côte méditerranéenne. Il fera de 23 à 26 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

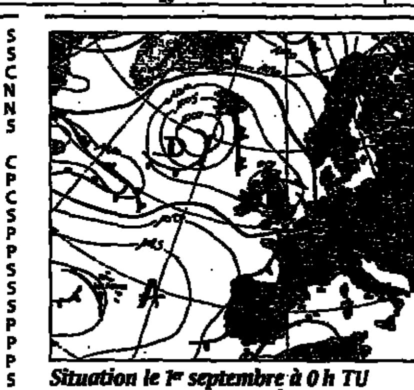
■ **ANTILLES.** Des séjours à tarifs privilégiés sont proposés jusqu'au 18 octobre par Jet Tours (tél. : 01-46-34-19-79) pour des départs le dimanche sur les vols Air France. Cinq établissements ont été sélectionnés : la Plantation Sainte-Marthe et le Méridien, à Saint-François en Guadeloupe (4 800 F de Paris, pour 7 jours, petits-déjeuners inclus), le Domaine de l'Anse Caritan et le Méridien, Trois-Ilets en Martinique (4 500 F).

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Changement de nom et de logo pour Holiday Inn Worldwide qui devient Holiday Hospitality. Le groupe britannique gère ou exploite sous contrat de franchise plus de 2 300 hôtels, soit 390 000 chambres dans 60 pays, sous les marques Holiday Inn, Holiday Inn Crowne Plaza, Crowne Plaza, Holiday Inn Express, Holiday Inn Garden Court, Holidex et Priority Club.

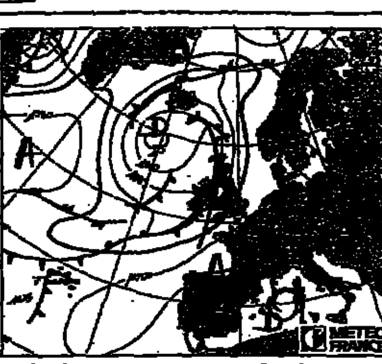
PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.



						PAPEETE	21/26	S	KIEV	10/15	N	VENISE	18/28	N	LE CAIRE	22/31	S
						POINTE-A-PIT.	25/32	S	LISBONNE	17/27	N	VIENNE	15/26	S	MARRAKECH	22/38	S
						ST-DENIS-RÉ.	18/23	C	LIVERPOOL	14/19	S	**AMÉRIQUES**			NAIROBI	14/23	C
						EUROPE			LONDRES	14/22	S	BRASILIA	13/29	S	PRETORIA	12/25	N
						AMSTERDAM	15/17	P	LUXEMBOURG	14/18	P	BUENOS AIR.	9/17	S	RABAT	17/27	N
FRANCE métropole			NANCY	14/22	P	ATHENES	23/30	S	MADRID	9/26	N	CARACAS	25/32	S	TUNIS	22/33	S
AJACCIO	18/28	N	NANTES	12/22	N	BARCELONE	18/25	P	MILAN	18/30	S	CHICAGO	14/24	P	**ASIE-OCÉANIE**		
BIARRITZ	15/22	N	NICE	19/26	P	BELFAST	12/18	P	MOSCOU	3/12	S	LIMA	18/25	C	BANGKOK	26/34	C
BORDEAUX	14/23	N	PARIS	13/23	N	BELGRADE	16/25	S	MUNICH	10/27	C	LOS ANGELES	21/27	S	BOMBAY	26/29	P
BOURGES	14/22	N	PAU	14/22	N	BERLIN	17/28	N	NAPLES	20/29	S	MEXICO	12/21	N	DJAKARTA	25/31	C
BREST	11/19	N	PERPIGNAN	18/25	P	BERNE	13/24	N	OSLO	15/18	P	MONTREAL	16/25	P	DUBAI	28/37	S
CAEN	14/20	N	RENNES	12/22	N	BRUXELLES	14/17	P	PALMA DE M.	21/28	S	NEW YORK	22/26	C	HANOI	27/29	P
CHERBOURG	10/20	N	ST-ETIENNE	14/23	P	BUCAREST	14/24	S	PRAGUE	13/25	S	SAN FRANCS.	17/25	S	HONGKONG	27/29	P
CLERMONT-F.	14/23	P	STRASBOURG	15/23	P	BUDAPEST	16/27	S	ROME	19/28	S	SANTIAGO/CHI	12/17	S	JERUSALEM	21/29	S
DIJON	15/23	P	TOULOUSE	16/23	N	COPENHAGUE	18/23	P	SEVILLE	18/33	S	TORONTO	16/24	C	NEW DEHLI	26/33	S
GRENOBLE	15/25	P	TOURS	12/22	N	DUBLIN	11/17	P	SOFIA	13/22	P	WASHINGTON	20/31	N	PEKIN	17/25	S
LILLE	13/23	N	**FRANCE outre-mer**			FRANCFORT	17/24	S	ST-PETERSB.	5/14	N	**AFRIQUE**			SEOUL	23/28	P
LIMOGES	13/21	N	CAYENNE	23/32	S	GENEVE	16/21	N	STOCKHOLM	16/24	S	ALGER	23/31	P	SINGAPOUR	27/31	P
LYON	17/24	P	FORT-DE-FR.	25/31	N	HELSINKI	5/16	N	TENERIFE	16/23	S	DAKAR	26/29	S	SYDNEY	15/22	P
MARSEILLE	19/26	P	NOUMEA	16/22	S	ISTANBUL	18/22	P	VARSOVIE	15/22	N	KINSHASA	20/30	S	TOKYO	25/34	S



Situation le 1er septembre à 0 h TU



Prévisions pour le 3 septembre à 0 h TU

AUTOMOBILE

Le retour de Laverda confirme la renaissance de la moto italienne

LA MOTO vit à l'heure de la renaissance italienne. Pratiquement rayées de la carte au début des années 80, les marques transalpines reviennent dans la course avec de nouveaux modèles à la fois modernes et authentiques. Les difficultés des constructeurs japonais qui s'inspirent ouvertement de leurs lignes effilées et la vogue grandissante d'une certaine sensibilité « rétro » parmi les motards offrent une nouvelle chance aux machines italiennes.

Renouvelées, les Moto-Guzzi et, surtout, les Ducati attirent de nouveau l'attention alors qu'Aprilia se positionne sur le marché en croissance des 125 cc tout en s'efforçant de relancer sa 650 cc, une moto dessinée par Philippe Starck mais qui n'a pas recueilli le succès escompté. Il convient aussi d'ajouter la vogue des scooters italiens, au design toujours aussi élégant. Commercialement, ces deux-roues venus d'Italie représentent en France près de 5 000 ventes sur les cinq premiers mois de cette année, toutes catégories confondues.

L'un des aspects les plus marquants de ce « *rinascimento* » est la réapparition de Laverda, constructeur de grosses motos sportives qui connut ses heures de gloire à la fin des années 70, notamment avec une fameuse machine de 1 000 cc dotée d'un moteur trois cylindres. A l'image de Triumph en Angleterre, la marque a été recréée de toutes pièces à l'initiative d'investisseurs n'ayant a priori pas grand'chose à voir avec la motocyclette. Deux des trois nouveaux propriétaires de Laverda sont des industriels de l'agroalimentaire spécialisés dans la fabrication de fromages et le troisième exerce dans le textile. La nouvelle usine de Zané, près de Vicenza (nord de l'Italie), emploie 150 salariés dont plusieurs metteurs au point venus de chez Lamborghini.

« C'EST UNE MOTO D'HOMME ! »

Après avoir produit une 650 cc réservée à l'exportation, Laverda vient de lancer une 750 cc qui, elle, a été jugée digne d'être également vendue en Italie. « *C'est une moto d'homme !* » lance d'emblée l'importateur français avec un sourire entendu. Disponible en une seule teinte noire, la Laverda 750S est effectivement du genre musclé.

Au ralenti, son bicylindre en ligne émet une sonorité engageante, sorte de samba métallique plutôt agréable à l'oreille. Ramassée mais aussi élancée, point trop lourde mais parfaitement stable, cette machine exige de son pilote qu'il se mette en pelote sur le guidon, la tête presque à la verticale de la roue. Dans cette position, le meilleur moyen de garder l'équilibre est encore d'accélérer. Après avoir hésité une demi-seconde, le bicylindre s'ébroue sans ménagement. La montée en régime colle littéralement le pilote sur le réservoir dont la partie supérieure est totalement plate mais l'on s'aperçoit que la Laverda n'est pas aussi macho qu'elle le prétend. Cette moto qui grogne plus qu'elle ne rugit ne privilégie pas la puissance à tout prix : ses 748 cc délivrent 92 chevaux alors que ses rivales japonaises ou anglaises de même cylindrée doivent faire l'objet d'un sévère bridage pour ne pas s'emballer au-delà de la limite légale de 100 chevaux.

Ces 92 chevaux suffisent amplement à satisfaire l'amateur d'accélérations énergiques. La partie cycle – point fort traditionnel des italiennes – permet de négocier sans arrière-pensées les grandes courbes ou d'enchaîner les virages en série et son freinage est au diapason de ses performances dynamiques. Mais la singularité de cette moto tient surtout à la rugosité de son moteur dont la puissance se situe « *en haut* », dans les régimes élevés. En deçà de 3 000 à 4 000 tours, le bicylindre italien n'est pas dans son élément et, si on ne l'a pas compris, il le fait savoir en infligeant de vigoureux soubresauts jusqu'à ce que l'on ait engagé un rapport inférieur de la boîte six vitesses. Après un temps d'apprentissage, on peut cesser de conduire l'œil rivé sur le compte-tours et apprivoiser cette moto à la vibrante voix de basse qui craint moins les sur-régimes que les sous-régimes.

Il est cependant difficile d'être aussi compréhensif pour ce qui concerne les commandes (notamment au guidon), peu pratiques et d'un maniement rugueux lui aussi. De même, le rayon de braquage, démesuré, rend horripilante la moindre manœuvre à l'arrêt. Mais la Laverda n'est pas une moto de tous les jours. Elle préfère les escapades dominicales, les virées estivales. Ses défauts ne dissuaderont pas, bien au contraire, les motards qui ne détestent pas être rudoyés de la sorte par une « *moto d'homme* »...

Jean-Michel Normand

★ **Laverda 750S, moteur bicylindre quatre temps (748 cc) à refroidissement liquide. Poids à sec : 176 kg. Puissance : 92 chevaux à 9 000 tr/min. Prix : 68 990 francs.**

D.R.

Au ralenti, le bicylindre en ligne de la Laverda 750S émet une sonorité engageante, sorte de samba métallique plutôt agréable à l'oreille.

L'écran à cristaux liquides permet d'éviter les pièges du trafic routier

DANS quelques semaines, les automobilistes franciliens pourront se fier à autre chose qu'à leurs intuitions – forcément aléatoires, quoi qu'ils en disent – pour s'extraire d'un embarras routier. Cet automne, deux services concurrents capables d'informer en temps réel les conducteurs sur l'état du trafic seront pour la première fois commercialisés auprès du grand public.

Dès ce mois de septembre, les Renault Scénic pourront recevoir le système Carminat Infotrafic. Intégré dans le tableau de bord de la voiture, un petit écran couleurs à cristaux liquides conçu par la Sagem et commandé par un clavier ultrasimplifié indique sur une carte de la région parisienne la localisation de tous les événements (ralentissements, bouchons, travaux, fermetures...) susceptibles de renseigner utilement le conducteur. Celui-ci peut déterminer son itinéraire en connaissance de cause ou s'en remettre à la machine.

Carminat Infotrafic dispose à tout moment d'informations sur la circulation (collectées auprès des organismes publics par le service Visionaute développé par Médiamobile) et grâce au récepteur GPS (repérage par satellite) intégré dans la voiture, sait précisément se situer dans l'espace. Dès lors, ce système peut proposer à tout moment l'itinéraire le plus rapide et déterminer le temps de parcours nécessaire pour atteindre la destination demandée. En prime, il fournit quelques prestations annexes : station-service la plus proche et taux de remplissage des parkings, par exemple. Pour faire bonne mesure, il affiche en permanence la température extérieure et l'heure.

UNE VERSION PORTABLE

Prochainement, Renault commercialisera Carminat Infotrafic au prix de 8 000 francs. A cette somme, il faudra ajouter 120 francs par mois d'abonnement à Visionaute. Une version portable, sans GPS et plus dépouillée (temps de parcours non actualisé, possibilités de « zoom » plus réduites, écran monochrome, pas de prestations annexes) sera disponible pour moins de 3 000 francs.

Rapidement, la couverture de ce service s'élargira à d'autres métropoles françaises puis européennes. Les Renault Laguna puis la remplaçante de la Safrane pourront à leur tour être équipées. Avant de lancer ce premier service à destination du grand public, Renault a déjà vendu, pour un supplément de prix de quelque 20 000 francs, 100 Safrane pourvues d'un système Carminat d'aide à la navigation efficace pour trouver son chemin mais incapable de renseigner sur l'état du trafic.

BMW propose déjà sur ses séries 5 et 7 un service de navigation GPS comparable (à partir de 28 210 francs) aux performances identiques. Au Salon de Francfort, Renault présentera une nouvelle génération (15 000 francs environ), plus compacte et plus précise, de cette aide à la navigation.

Presque simultanément à la Scénic Visionaute, apparaîtra Skipper (2 900 francs), un service qui ne nécessite pas le paiement d'un abonnement et s'installe sur n'importe quel véhicule. Mis au point par Europe Grolier, filiale d'Europe 1, Skipper se présente sous forme de deux cartes installées sur la face intérieure du pare-soleil, côté passager. Des diodes de couleurs matérialisent l'état du trafic et ses prestations sont comparables à celles de la version simplifiée de Carminat Infotrafic.

L'EXEMPLE DU JAPON

D'ores et déjà, 1 500 voitures de la compagnie des Taxis Bleus utilisent cet équipement (Renault commencera en fin d'année à équiper les taxis G 7), ce qui leur permet également de jouer le rôle de « traceurs » : leur position est signalée tous les 300 mètres, afin de compléter les informations relatives au trafic obtenues auprès des systèmes d'informations publics. Par ailleurs, 3 000 Skipper seront livrés à Matra afin d'équiper des... Espace, que la société produit depuis 1984 avec Renault. Début 1998, une version Skipper-2, plus sophistiquée, concurrencera le système Infotrafic des Scénic. Quel sera le succès de ces nouveaux services ? Selon ses concepteurs, Skipper devrait, en un an, équiper 10 000 véhicules, la moitié appartenant à des particuliers, l'autre moitié à des sociétés de transport (Calberson, par exemple). Chez Renault, on table sur 200 000 unités vendues en France d'ici à 2002. L'exemple du Japon (où 2,5 millions d'automobilistes en sont équipés) semble indiquer que l'avènement de la voiture multimédia est en marche, à condition que les équipements soient relativement abordables et, surtout, parfaitement fiables.

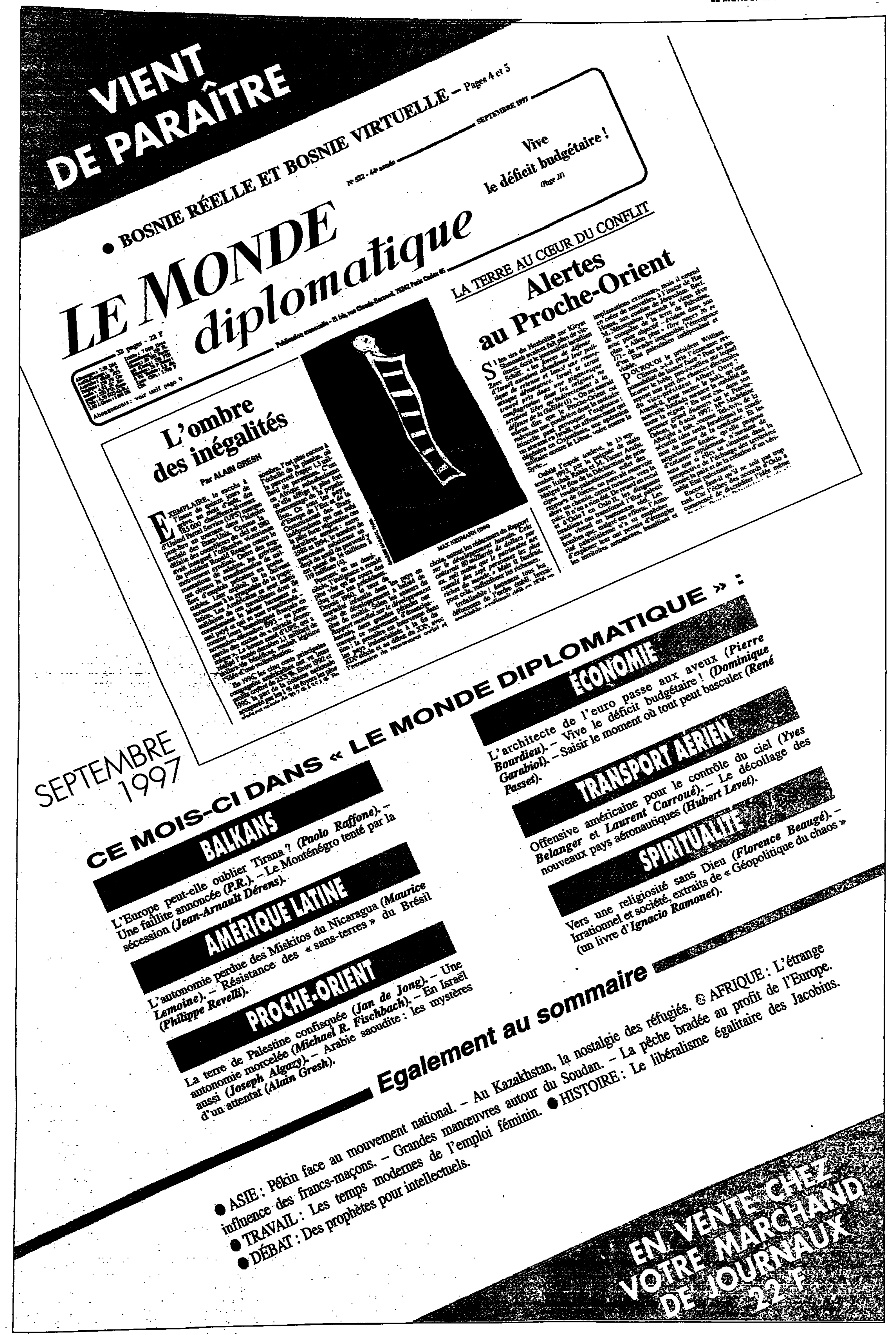
C'est la raison pour laquelle Renault a préféré retarder de cinq mois le lancement de Carminat-Visionaute, qui aurait dû intervenir en avril, afin de venir à bout de certaines difficultés techniques liées au décryptage des informations et à des problèmes de fonctionnement de certains cristaux liquides à température élevée.

J.-M. N.

DÉPÊCHE

■ **CIRCULATION.** La RATP va étendre, à partir du mardi 2 septembre, son réseau d'autobus de nuit « Noctambus », qui sera porté de 10 à 18 lignes desservant Paris et sa banlieue avec des fréquences accrues durant les week-ends. Au départ de la place du Châtelet, 13 de ces lignes amélioreront la desserte de certains quartiers, et continueront vers la banlieue qui bénéficiera par ailleurs de 5 lignes spécifiques complétant le maillage du réseau dans la première couronne de la capitale, assurant au total la desserte de 1 500 arrêts dans Paris et sa proche banlieue. La cadence de la desserte sera d'un bus toute les heures sur l'ensemble des lignes durant la semaine, renforcée à un bus toutes les demi-heures dans Paris durant les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche.

هكذا من الأصل



MUSIQUE **Pour la sixième année consécutive, le public a répondu massivement à la programmation proposée par Gérard Mortier et Hans Landesmann au Festival de Salzbourg. Les neuf productions lyriques de cette édition 1997 auront été accueillies avec un enthousiasme parfois tempéré par quelques lazzis, qui, paradoxalement, font les vrais triomphes. ● CETTE ÉDITION aura prouvé que le Festival peut se passer des stars et consacrer des équipes de jeunes chanteurs emmenés par des metteurs en scène et des chefs d'orchestre réunis autour de projets auxquels ils adhèrent. ● DERNIER OPÉRA à entrer en lice cet été, *La Clémence de Titus*, de Mozart, avait été présentée à la Monnaie de Bruxelles, en 1982, par Gérard Mortier, qui venait d'en être nommé directeur. Quinze ans plus tard, cette production prend les allures d'un manifeste.**

Le « nouveau Salzbourg » ou le crépuscule des stars

Gérard Mortier a su imposer une programmation qui privilégie des interprètes soudés autour de projets qui traitent musique et théâtre à égalité. C'était une nouvelle fois le cas avec « La Clémence de Titus », dernière production du Festival, qui a obtenu un triomphe mérité

LA CLÉMENCE DE TITUS, opéra seria en deux actes de Wolfgang Amadeus Mozart, sur un livret de Caternio Mazzolà d'après *Métastase*. *Avec Jerry Hadley* (Titus), Patricia Schumann (Vitellia), Dorothea Röschmann (Servilia), Vesselina Kasarova (Sesto), Debora Beronesi (Annio), Lorenzo Regazzo (Publio), Camerata Academica de Salzbourg, chœurs de l'Opéra d'Etat de Vienne, *Gustav Kuhn* (direction). Ursel et Karl-Ernst Herrmann (mise en scène), Karl-Ernst Herrmann (décors et costumes). Kleines Festspielhaus.

SALZBOURG
de notre envoyé spécial

Dernière production à entrer en scène : *La Clemenza di Tito* dans la mise en scène des époux Herrmann. Présentée pour la première fois au Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles, en 1982, *elle au*ra été à l'origine d'un des mini-scandales dont Salzbourg a le secret, quand elle y fut reprise, en 1993. Lors de la première répétition avec orchestre, Riccardo Muti avait quitté la fosse. Revenant pour la deuxième, il partait définitivement. Comptait-il sur la solidarité de l'Orchestre philharmonique de Vienne pour mettre Gérard Mortier dans l'embarras ? Le maestro italien avait sans doute *oublié que les Viennois comptent* autant leurs billets de banque que les mesures quand ils jouent : on ne laisse pas passer 4 000 F par service. Appelé à la rescousse, Gustav Kuhn sauva la production.

APPROCHE ARTISANALE

Il est toujours là quatre étés plus tard, mais avec la Camerata Academica de Salzbourg. Riccardo Muti, qui se voyait tellement en successeur de Karajan à la direction du Festival qu'il s'est acheté une maison toute proche de Salzbourg, attend sans doute son heure – comme *quelques autres*. Mais les Wiener Philharmoniker lui faisant moins les yeux doux, il ne reste au chef d'orchestre italien que la Scala de Milan – dont il est le directeur musical de plus en plus critiqué pour sa programmation et l'absence de grands chefs à ses côtés – et quelques concerts symphoniques guère à la mesure d'un talent malheureusement obéré par un contentement de soi qui éloigne peu à peu Muti des *grands centres musicaux. Voilà* peut-être pourquoi il a accepté de venir diriger l'Orchestre national de France, à peu près déserté par les chefs de sa trempe, les Abbado, Haïtink, Chailly, Maazel, Solti, Boulez, etc.

En attendant, *La Clémence de Titus* triomphe dans le Petit Festspielhaus, sans Muti, et toujours avec l'excellent Gustav Kuhn, à qui l'on reprochera seulement d'unifier un peu trop les tempos, *mais dont on ne peut que louer* l'attention constante qu'il porte au plateau et la netteté d'une direction qui laisse la Camerata de Salzbourg chanter à plein poumon – quel orchestre ! Ce triomphe est l'honneur du « nouveau Salzbourg ». Il consacre la validité de cette approche dramaturgique réfléchie, artisanale au sens le plus noble du terme, qui aura tant fait pour imposer l'Opéra royal de Bruxelles dans un monde lyrique *trop souvent marqué jusque dans* les années 80 par la négligence de quelques vedettes.

Ce que Gérard Mortier a imposé à la Monnaie de 1982 à 1992 et qu'il aurait pu mettre en œuvre à l'Opéra-Bastille s'il n'avait laissé tomber l'éponge un an et demi avant l'ouverture du nouvel opéra constatant que l'affaire était bien mal engagée de tous côtés, ce que l'ancien assistant de Rolf Libermann au Palais Garnier démontre à *Salzbourg* contre la toute-puissance des agents et de certains chanteurs et chefs d'orchestre, c'est que l'opéra peut parfaitement se passer de stars.

*Le théâtre lyrique ne pourra sur*vivre que s'il est confié à des équipes réunies sur de seuls critères qualitatifs et placées sous la responsabilité de chefs et de metteurs en scènes qui réfléchissent à la façon d'interpréter des ouvrages trop souvent traités comme des concerts en costumes ou écrasés par des mises en scène de régisseurs et de scénographes ignorant tout des régles spécifiques du genre et de la musique. *Incidemment, Salzbourg peut aus*si se passer de l'Orchestre philharmonique de Vienne qui n'a plus l'exclusivité du jeu dans la fosse : personne n'a regretté les Viennois quand le Mozarteum, la Camerata Academica et le Philharmonia de Londres les y remplaçaient dans *Pelléas et Mélisande*, de Debussy, *Mitridate*, *L'Enlèvement au sérail*, *La Clémence de Titus*, *Lucio Silla*, de Mozart et *Le Grand Macabre*, de Ligeti.

*Les distributions de cette édi*tion ne comportaient donc aucun chanteur dont les cachets par soirée atteignent le prix d'une berline de luxe. Les chefs eux-mêmes, à part Claudio Abbado, qui occupe – pour de bonnes raisons – la place qui lui revient dans le monde musical et, dans une moindre mesure Christoph von Dohnanyi, n'étaient pas ce que l'on appelle des stars. Sylvain Cambreling, Marc Minkowski, Valery Gergiev, Gustav Kuhn, Roger Norrington *ont certes une* excellente réputation, mais ce ne sont pas des chefs que le public attend à la sortie des artistes pour les acclamer. Dans le passé, on aura vu Karajan ou Muti ainsi fêtés, saluant depuis leur carrosse fendant la foule des mélomanes réduits à *la dignité de nymphettes* hurlant leur amour à un *boys band*.

Cette période est révolue à Salzbourg et presque partout dans le monde. Mortier consacre la fin des stars du chant et leur propension à refuser de passer deux mois dans un théâtre pour répéter à fond un spectacle, de ces chanteurs qui profitent du moindre petit temps libre laissé par un trou dans les répétitions pour aller gagner beaucoup d'argent ailleurs, qui n'hésitent pas à débarquer quelques jours avant la générale en ne respectant aucunement la mise en scène – les mêmes enregistrent parfois leurs rôles pour le disque en re-recording, des mois, voire des années après la mise en boîte de l'opéra par leurs collègues. Mortier prouve, jusque dans ses erreurs, qu'une distribution n'est pas une addition de gosiers mais une pâte qui doit prendre.



Le triomphe remporté par « L'Enlèvement au sérail », dirigé par Marc Minkowski et mis en scène par François Abou Salem, dans la cour de la Résidence, a prouvé que le public salzbourgeois pouvait acclamer une distribution de jeunes chanteurs emmenés par un chef encore à l'orée de sa carrière.

OLIVER HERRMANN

UN ART DU CHANT ÉBOURIFFANT

Comme celle de l'*Enlèvement*, celle de la *Clémence* réunissait des chanteurs auxquels le public a fait un triomphe mérité et savamment gradué en fonction du talent respectif de chacun. Et si Jerry Hadley, *le plus connu*, fut le moins ovationné, ce ne fut que justice. Voix fatiguée nullement compensée par une composition dramatique et vocale appropriée, ce ténor aura fait de Titus un rôle vériste qui détonnait gravement au sein d'une distribution proche de la perfection. Voilà qui rappelait les dernières distributions de Karajan qui mélangeaient des chanteurs dont l'aura ne suffisait pas à masquer des disparités stylistiques effarantes.

Et l'on n'était pas peu heureux de constater que Vesselina Kassarova, qui avait tant déçu à Bastille dans *Les Capulets et les Montaigus*, de Bellini, exposait là une voix égale sur toute la tessiture, un art du chant aussi ébouriffant dans la vocalise qu'émouvant dans le rôle omniprésent de Sesto, l'amant manipulé par Vitellia. Patricia Schumann était cette Vitellia dont les époux Herrmann ont fait un sosie de Maria Callas dans *La Vestale*, de Spontini. Sa beauté à couper le souffle, son chant pur de tout effet, son souffle infini ne pouvaient que se couler dans une mise en scène qui ne délivre pas de message, mais se « contente » de lire le livret, d'en décrypter les implications psychologiques, les ressorts dramatiques avec une telle acuité que cette production se confond avec l'œuvre de Mozart.

Alain Lompech

Beethoven, Verdi, Janacek et Weill en 1998

L'édition 1998 du Festival de Salzbourg permettra de revoir *Les Noces de Figaro*, *La Flûte enchantée* et *L'Enlèvement au sérail*, de Mozart, dans les mises en scène de Luc Bondy, Achim Freyer et François Abou Salem. Seront repris *Saint François d'Assise*, d'Olivier Messiaen, mis en scène par Peter Sellars, et *Fidelio*, de Beethoven, mis en scène par Herbert Wernicke, qui sera le metteur en scène d'un nouveau *Don Carlos*, de Verdi, dirigé par Lorin Maazel.

Gérard Mortier, qui aura tant fait pour populariser Janacek, a programmé *Katia Kabanova* dans une mise en scène de Christoph Marthaler, avec Sylvain Cambreling à la direction musicale, tandis que *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny*, de Kurt Weill et Bertolt Brecht, sera confié à Peter Zadeck. Un cycle de concerts Beethoven a été demandé à l'Orchestre de Birmingham et à Simon Rattle : une originalité, chaque concert proposera la création d'une œuvre d'un compositeur britannique. Un autre cycle est confié au pianiste Vladimir Ashkenazy.

Le bilan en chiffres

● **Recettes.** Avec environ 150 millions de recettes, l'édition 1997 du Festival de Salzbourg, qui s'est tenue du 19 juillet au 31 août, se solde par une baisse d'environ 4 % par rapport à celles de l'édition 1996, qui avaient été exceptionnellement élevées.
● **Ventes.** 240 200 billets ont été *vendus. Le taux de remplissage a* été de 93 %.
● **Public.** 75 % des spectateurs venaient de l'étranger. Le nombre de visiteurs en provenance des Etats-Unis a augmenté de 18 %, ceux des pays du Benelux de 24 %, ceux d'Espagne de 15 %, et ceux de France de 7 %.
● **Budget.** Le Festival de Salzbourg reçoit environ 90 millions de francs de subventions publiques, sur un *total d'un peu plus de 300 millions* de francs de bugdet. La différence entre subventions et recettes de la billetterie vient du mécénat privé, de la vente des programmes, disques, livres et gadgets de la boutique du festival et des droits de retransmission radio et télévision.

La « Caravane des quartiers », un festival itinérant pour la fête dans les cités

Bénévolat et fibre militante sont deux leviers essentiels d'une manifestation qui mêle concerts, cirque et théâtre de rue

REPORTAGE

On prépare un couscous géant qui clôt les spectacles et en résume l'esprit

LYON
de notre envoyé spécial

« Avec elles, vous pouvez être tranquille, ce sont les championnes de la cité. » Mme Himeur et Mme Fendy sourient d'un air entendu. Celle qui vient de lâcher ce compliment a bien raison. Préparer un couscous pour cinq cents personnes, cela ne leur fait pas peur. Elles ont l'habitude des repas de fête. Début des opérations, dimanche matin, 7 heures : épluchage des oignons. Ensuite, quelques *voisines viendront* donner un coup de main, puis les messieurs suivront, pour installer les tables. Tant pis *si la veille* on s'est couché tard après le concert de Zahouania.

Il y a quelques mois, quand les programmes de la « Caravane » commencèrent à circuler, tout le monde dans la cité a repéré le nom de la chanteuse raï. A la fin des années 80, Zahouania chantait en duo avec Cheb Hasni, assassiné en 1994, le très osé *Beraka* (la Baraque). Elle est une star dans la communauté maghrébine. Pour l'heure, en cette fin d'après-midi, dans les locaux de l'Apasc, Association pour l'animation sociale et culturelle de la cité Langlet-Santy, dans le 8e arrondissement de Lyon, on finit d'organiser le repas de la « journée des familles », un couscous géant qui clôt la « Caravane des quartiers » et résume à lui tout seul l'esprit.

Créé en 1989 *à l'initiative de mili*tants associatifs dans les banlieues, ce festival itinérant met un point d'honneur à impliquer la population des quartiers populaires où elle plante ses chapiteaux. Avec un doigté à toute épreuve. A Lyon, le premier jour, deux-trois ados resquilleurs *se sont retrouvés* à frotter des assiettes en échange d'une entrée gratuite : *« C'est le deal*, leur a-t-on dit, *un "passe" contre la vaisselle. Chez nous, tout le monde participe à la plonge, musiciens et techniciens compris... »* Persuadés par un copain, déjà « intégré », ils ont joué le jeu, toute agressivité désamorcée.

Bénévolat et fibre militante sont deux leviers essentiels de la « Caravane des quartiers ». Certains artistes se produisent gratuitement, d'autres acceptent de négocier leurs cachets. En 1996, une convention triennale fut signée avec la fondation Abbé-Pierre.

CONFIANCE AUX HABITANTS

Un ballon d'oxygène de 1,5 million chaque année, dont 600 000 F répartis entre « Permis de vivre » et « Au nom de la mémoire », deux associations satellites de la « Caravane ». Une aide à laquelle s'ajoutent désormais celles de l'Etat et aussi, à chaque étape, des collectivités locales. L'abbé Pierre a fait le déplacement à Lyon, ultime étape cette année de la « Caravane des quartiers », du 27 au 31 août. Il salue l'enjeu de ce projet, qui fait confiance aux habitants d'un quartier, leur offre la possibilité de se rencontrer. Aujourd'hui, celui du quartier des Etats-Unis, dans le 8e arrondissement. *« Un quartier dans lequel il y a uniquement du logement social et qui a mauvaise réputation »*, raconte Marc Villarubias, agent de développement culturel de la ville. Un quartier classé « sensible », mais le seul de l'agglomération lyonnaise qui, à l'issue du contrat de ville, va sortir des procédures de développement *social en 1998. Il a maintenant* une meilleure image, grâce notamment au Musée urbain Tony-Garnier. La « Caravane des quartiers » participe à cette réhabilitation.

Une caravane forte de deux cents âmes, car de nombreux amis ont convergé de Mons, Toulouse, Colmar, *toutes les villes traversées.* Ils tenaient à être là pour le bouquet final. Des concerts, du cirque, du théâtre de rue, des spectacles pour enfants avec Générik Vapeur Arno, Zahouania, les Colombiens Lumbalu...

MÉLANGER LES PUBLICS

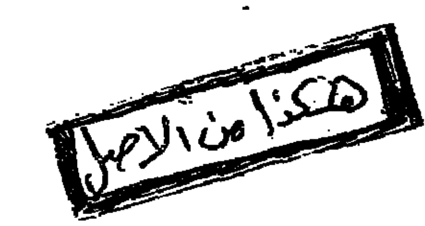
Une programmation éclectique, nourrie de nombreuses productions locales, et osée, avec le soir, en tête d'affiche, des noms obscurs pour les gens du quartier. La « Caravane » veut mélanger les publics.

Parfois ça marche, parfois ça ne marche pas. Pour Arno, les branchés rock sont venus en nombre, se mêlant aux gamins et aux mamans. La veille, par contre, le public était clairsemé pour la soirée « Galicia Tropical », concoctée par Manu Chao, ex-chanteur leader du groupe défunt La Mano Negra, impliqué pratiquement dès le départ aux côtés de la « Caravane ». A Lyon, le soir du 28 août, il avait carte blanche pour présenter quelques-uns des artistes du vaste projet *« qui le mène par le bout du nez »* : l'histoire débutera l'an prochain avec la « Caravane » à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice, à l'occasion de la Coupe du *monde de football*. Elle se prolongera en 1999 avec la création de la « Foire aux mensonges », un spectacle dont l'apothéose sera une fête immense donnée en l'an 2000 dans cette même ville, consacrée capitale européenne de la culture. En attendant, à Lyon, le 28 août au soir, *Manu Chao* se donne du plaisir sur scène avec Josepha, sa voisine en Galice. Elle a soixante-cinq ans, joue du tambourin, chante et improvise, très à l'aise au milieu d'Os Diplomaticos, groupe rock, lui aussi de Galice. Une région à laquelle Manu Chao reste très attaché : *« C'est l'un des endroits où l'on sait encore faire la fête. J'ai vraiment envie que les gens de la "Caravane" connaissent ça. »*

Patrick Labesse

Une « Caravane africaine » en 1998

Après Belfast en 1995, puis Barcelone et Mons cette année, la « Caravane » franchira à nouveau les frontières de l'Hexagone en 1998. Outre Barcelone et Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne, elle envisage de prendre le train de Dakar à Bamako, *entre le 1er novembre et le 13 décembre de l'année prochaine*, l'idée étant de proposer tout au long du trajet spectacles, animations, expositions et ateliers. *Deux étapes sont déjà prévues*, à Tambacounda (Sénégal) et Kayes (Mali). L'expérience, qui rappelle celle qu'entreprit La Mano Negra en Colombie fin 1993, doit déboucher dans l'idéal sur une « Caravane africaine », puisque, à l'issue de l'opération, une grande part du matériel et des chapiteaux seront laissés sur place à des acteurs culturels. Par cette action, présentée à Lyon le 29 juin, en présence de l'abbé Pierre, la « Caravane des quartiers », espère aider des populations africaines à « devenir maître-d'œuvre d'un projet local ».



La Mostra au carrefour embrouillé de l'Europe et d'Hollywood

Les ministères de la culture français et italien créent un prix Marcello-Mastroianni

Le week-end fut morne à la Mostra de Venise sur laquelle plane encore l'image de Marcello Mastroianni auquel le Festival a dédié sa 54e édition, comme un ultime hommage à une icône d'un temps révolu. La présence hollywoodienne envahissante a toutefois été compensée par un film... américain, *The Second Civil War*, de Joe Dante, une satire politiquement très incorrecte de la démocratie américaine.

VENISE
de notre envoyé spécial

Tout invité du festival arrive au Lido en vedette. C'est-à-dire en petit bateau à moteur. La vraie vedette est là pour l'accueillir, en nombre : un véritable mur de portraits de Harrisson Ford dans le rôle du président des Etats-Unis qu'il joue dans *Air Force One*. La Major qui distribue le film (Disney) n'a pas mégoté sur l'« Harry-affichage ». Le message est on ne peut plus clair : Venise se voudrait, au moins le temps d'un festival, ville franche vouée à une cinéphilie diversifiée ? Ne vous faites pas d'illusion, ici aussi mon pouvoir règne sans partage (pas celui du président des Etats-Unis, celui d'Hollywood). Ici aussi c'est moi le *boss*.


MOSTRA DE VENISE

Toute projection, comme dans tous les autres festivals, s'ouvre par la séquence logo – rappelant que cette séance se déroule dans le cadre de la Mostra. Ce mini-clip, était, à Venise, une attraction modeste, un peu désuète. On l'a changé. Avant chaque film, les festivaliers sont désormais gratifiés d'un court métrage en images de synthèse, où on voit un lion ailé sortir des nuages dans un fracas de *tonnerre*, tendre *les ailes* au-dessus de la cité des Doges digitalisée tel un monstre de dessins animés japonais de série, avant de venir rugir en haut d'une colonne. Est-ce un oiseau ? Est-ce un avion ? Non, c'est le lion de Saint-Marc ! Il n'est pas simplement devenu hideux, il est devenu méchant, tournant vers le public une mâchoire hargneuse, salué à chaque séance par des sifflets.

Face à l'arrogance du *boss* américain et à l'agressivité de la bestiole informatique, il ne reste plus guère que la tutélaire image – une icône, au sens strict, de Marcello Mastroianni, auquel ce 54e festival est dédié. Son portrait orne affiches, catalogues et billets d'entrée. *Beau d'une beauté surréelle*, véritablement angélique sur cette photo extraite de *La Dolce Vita*, il paraît comme l'ultime puissance protectrice d'un peu de considération pour le genre humain et d'un peu de goût pour le cinéma. Mais est-ce en signe de bénédiction qu'il lève ainsi les bras, paumes tournées vers le ciel, ou en signe d'impuissance ?

Toujours est-il que le ministère du cher Marcello (retrouvé sur l'écran dans la version longue du portrait filmé que lui a consacré sa compagne, Anna-Maria Tato, *Je me souviens* (dont la version courte sort en France le 10 septembre) n'est pas achevé.

UN « DINAMITERO » AMÉRICAIN

Il vient d'être réquisitionné pour la cause du cinéma européen (en v.o.), franco-italien. La création d'un prix Marcello-Mastroianni a, en effet, été décidée par les ministères de la culture des deux pays. Destiné à récompenser chaque année un(e) comédien(ne), il sera alternativement distribué depuis l'Italie ou la France. Premier *rendez-vous en 1998 à Venise*.

La réquisition de Mastroianni pour le combat commun suffirait-elle à sauver le cinéma européen de la tenaille américano-informatique ? A ce moment de réflexion, légèrement désabusé et un tantinet manichéen, l'écran de la Mostra s'alluma, le hideux lion de synthèse vola, et commença un film complexe, ambitieux, spectaculaire..., drôle. C'était un film américain. Plus précisément, *The Second Civil War*, de l'excellent Joe Dante, grand *dinamitero* du cinéma de genre, qui passait cette fois à une satire terriblement politiquement incorrecte sur l'état de la démocratie américaine quand le *salad-bowl* des divergences communautaires a remplacé l'idéal du *melting pot*.

La manière dont, avec une alerte maestria, Dante met en scène les différents fronts (politiques, médiatiques et affectifs) ouverts par la décision du gouverneur de l'Idaho de fermer ses frontières plutôt que d'accueillir les orphelins basanés que veut lui imposer Washington, renoue avec *une tradition du cinéma américain* incarnée par Ford, Capra, Cimino... sur la nature et la situation de leur pays. Et devinez quoi ? Ce n'est même pas un film de cinéma : *« Aux Etats-Unis, un film avec un thème aussi politique et actuel n'arrive plus sur le grand écran »*, explique son réalisateur. On songe alors que le festival avait projeté en catimini, avant l'ouverture, un autre grand film politique réalisé pour la télévision. Cela s'appelle *La Prise du pouvoir par Louis XIV*, de Roberto Rossellini, cela date certes de 1966, mais enfin, c'est franco-italien. Tout n'est pas perdu ?

Jean-Michel Frodon

A la recherche du cinéma italien

VENISE
de notre envoyé spécial

La médiocrité des films présentés ces derniers jours en compétition officielle autorise quelques incartades dans les sections parallèles, notamment à la recherche méticuleuse du cinéma italien. Deux films « engagés » sur des sujets sensibles défraient justement la chronique, pour des raisons qui ont plus ou moins à voir avec le cinéma.

D'abord *Porzus*, de Renzo Martinelli, qui évoque le massacre perpétré par des maquisards communistes en 1945, dans la région du Frioul, d'une vingtaine de résistants issus de la droite catholique. Cet épisode tragique inspire au réalisateur un film soumis aux pires complaisances du mélodrame, la reconstitution de l'événement émergeant par flash-back successifs d'une ultime (et passablement ridicule) confrontation, en 1980, entre les responsables de la tuerie, réfugiés en Yougoslavie, et un survivant.

Il n'y aurait rien à ajouter sur ce film-fossile s'il n'avait relancé la polémique au sujet du rôle des communistes durant cette période avec une acuité comparable à « l'affaire Aubrac » récemment déclenchée en France. Le résistant communiste, Mario Toffanim, dont est inspiré le sombre héros du film, a déposé un recours d'urgence pour tenter d'interdire *in extremis* la projection du film à la Mostra. Débouté, il a promis de poursuivre son action avant la sortie du film en Italie, prévue pour le 12 septembre.

Pas de recours en justice pour la principale victime de *Tano di morire*, de la réalisatrice Roberta Torre, seule la loi du silence accueillant comme il se doit ce torrentiel réquisitoire chanté contre la Mafia, qui a fait les délices des festivaliers.

Roberta Torre, vidéaste milanaise réputée, installée à Palerme en 1991, fut rapidement adoptée par les habitants du quartier de la Vucciria, qui l'initièrent à la chronique du lieu. L'idée de *Tano di morire* est née de l'une des histoires, qui raconte l'élévation et la chute de Tano Guarassi, mafieux et boucher local entré dans la légende.

VIOLENCE JUBILATOIRE

Roberta Torre décide de tourner son premier long métrage avec les habitants du quartier et se livre en leur compagnie à leur propre caricature en même temps qu'au pastiche d'une imagerie populaire nourrie de comédies musicales, de bandes dessinées, de films familiaux et de reportages télé.

La violence jubilatoire qui émane de ce macabre pamphlet contre les cockails de bêtises rétrogrades et de jouissances qui font le lit de la Mafia jette par ricochet un trouble iconoclaste sur la nature du spectacle ordinairement offert en la matière par les grands réalisateurs italo-américains. On ne sait trop d'ailleurs à quel saint vouer cet objet inclassable, qui ressemble à une synthèse palermitaine de Brecht et de John Waters, tout en plongeant ses racines dans le carnavalesque médiéval.

Tano di morire s'avère ainsi très intelligemment bête et méchant, on ne saurait donc plus moderne dans sa façon d'exprimer son sujet.

J.-M. F.

Appian, entre l'étude sur la nature et le Salon

Bourg-en-Bresse consacre une exposition au peintre lyonnais

ADOLPHE APPIAN (1818-1898), peintures et gravures de l'école lyonnaise. Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000 Bourg-en-Bresse. Tél. : 04-74-22-83-83. Tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30 jusqu'au 21 septembre.

Comme la plupart des artistes lyonnais du XIXe siècle, Adolphe Appian entra dans la carrière comme dessinateur en soierie – la Fabrique était alors prospère – avant de se consacrer à la peinture. Il hésita aussi un temps entre les pinceaux et le cornet à pistons, qu'il pratiqua dans la Fanfare lyonnaise. Finalement, sa vocation de paysagiste l'emporta, qu'avait sans doute suscitée l'enseignement à l'école des beaux-arts du peintre Jean-Michel Grobon.

Dès lors, il parcourt la campagne du Dauphiné – qu'illustrait la présence à Crémieu, puis à Morestel, du peintre Auguste Ravier –, les sites du Bugey et de la Savoie. Les tableaux réunis à Bourg le montrent habile à cuisiner, en amoureux de la nature paisible, des sous-bois humides, des rochers moussus, des troncs tachés de lichen, des ciels vaporeux, des étangs aux reflets immobiles.

Il travaille dans l'esprit de ceux des forêts de Barbizon et de Marlotte, qu'il fréquente d'ailleurs, avec une prédilection pour ce qu'il appelle *« les petits coins intimes »* et un joli métier aux alternances d'empâtements et de glacis transparents. Sa rusticité expérimentée a plus de saveur, de fruit dans les petites études sur nature, il dit ses *« pochons »*, que dans les grands tableaux d'atelier destinés aux Salons officiels, où il fait bonne figure dans la course aux honneurs.

Ces grandes machines, où l'on décèle souvent l'influence de Corot et de Daubigny, dont il aimait se dire l'élève, sont plus figées dans la tradition réaliste que les œuvres de plein vent où s'exprime la vivacité de l'artiste.

Mais c'est la lumière du Midi qui, à partir de 1874, achève de le libérer. Monaco, Martigues, Collioure... et Venise lui ont inspiré des œuvres alertes emportées d'une touche grasse, proches de la sensation. C'est là la part originale et moderne d'Appian à laquelle il eût fallu accorder plus d'importance.

Heureusement, l'exposition comprend aussi de grands fusains, une technique qu'il possédait parfaitement, et surtout une suite d'eaux-fortes aux tailles vigoureuses et précises, des gravures tirées « façon monotype » aux ténèbres mystérieuses. Elles confirment une sensibilité et un métier entre le romantisme, le réalisme et parfois l'impressionnisme.

Jean-Jacques Lerrant

La bibliothèque du Centre Pompidou fermera le 29 septembre

LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION (BPI), qui fermera le 29 septembre au soir, en raison des travaux qui vont avoir lieu au Centre Pompidou, ouvrira à nouveau mercredi 19 novembre dans un ancien supermarché, à proximité du Centre. Sur une surface moindre, cette BPI provisoire, qui comptera quelque 600 places assises, *« ne sera pas une miniaturisation de l'actuelle bibliothèque »*. Le premier axe privilégié sera celui de la référence : dictionnaires, encyclopédies... Aux ouvrages sur papier s'ajouteront les documents électroniques, notamment les CD-ROM bibliographiques. Le second axe sera celui de l'actualité. Toute la presse des cinq dernières années, quel que soit son support, et les cinq dernières années d'acquisition de livres et de films, toutes disciplines confondues. L'accès gratuit à Internet sera conservé. La réduction de l'offre doit être compensée par la mise en place d'un service de réponses à distance (courrier, téléphone, Minitel, Internet).

Des bâtiments du Bauhaus entrent au patrimoine mondial de l'Unesco

LES BÂTIMENTS construits par l'école du Bauhaus à Dessau et Weimar, en Allemagne, ont été officiellement inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco dimanche 31 août, lors d'une cérémonie à Dessau. La veille, des bâtiments de l'époque de Martin Luther (1483-1546) étaient eux aussi entrés officiellement au patrimoine mondial, notamment de la maison natale du réformateur à Eisleben et de l'église du château de Wittenberg.

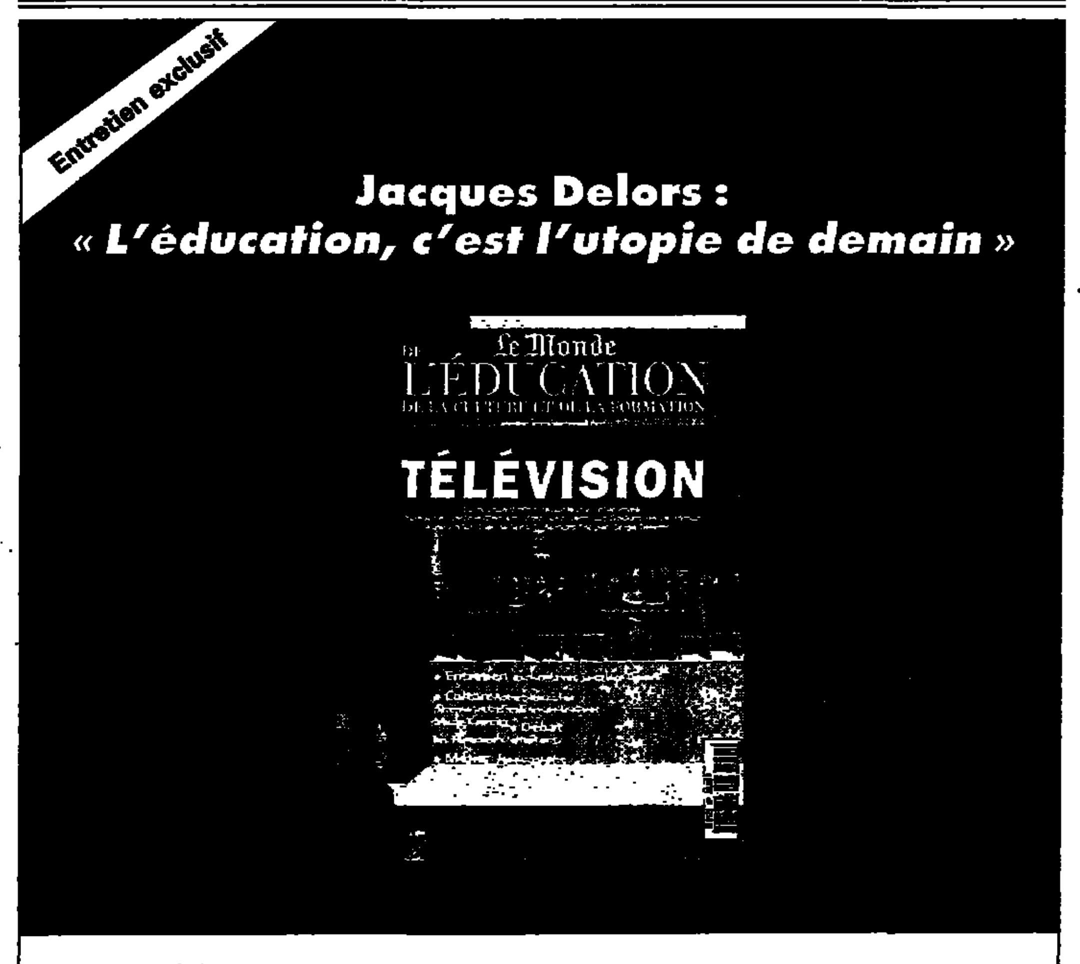
La décision d'inscrire les bâtiments de l'école fondée par Walter Gropius en 1919 ne distingue pas seulement des immeubles, mais aussi les lieux de création dont sont issues ses théories, a estimé le directeur de la Fondation du Bauhaus, Rolf Kuhn, lors de la cérémonie.

DÉPÊCHES

■ **CHANSON : la chanteuse canadienne Céline Dion fait l'objet** d'une poursuite judiciaire pour violation de droits d'auteur à propos *de Prière païenne, une chanson de son album D'eux, a révélé Le Journal de Montréal* dans son édition du samedi 30 août. Un auteur québécois, Martin Beaudry, et son éditeur, Jean-Marcel Raymond, demandent 9,2 millions de dollars canadiens (plus de 30 millions de francs) de dommages et intérêts, estimant que *Prière païenne* est une copie de *Tes lèvres mauves*, créée par Beaudry en 1993. Jean-Jacques Goldman, est également poursuivi, ainsi que le manager de la chanteuse et la compagnie de disques Sony.

■ **CINÉMA : *Le Cinquième Elément*, de Luc Besson, a franchi le cap des 7 millions de spectateurs en France**, arrivant ainsi en tête du box-office 1997. Il a attiré plus de 40 millions de spectateurs dans le monde, pour un chiffre d'affaires supérieur à 168 millions de dollars. Ce succès, particulièrement net aux Etats-Unis, devrait encore s'amplifier puisque le film sort prochainement dans plusieurs pays d'Europe, dont l'Allemagne, ainsi qu'au Japon.

■ **À NOS LECTEURS :** le guide culturel reviendra à son rythme quotidien, avec ses rubriques, dans nos éditions du lundi 8 septembre datées 9.



STRATÉGIE Un conseil d'administration de CEP Communication devait entériner, lundi 1er septembre, la démission de son « patron historique », Christian Brégou, et son remplacement par Pierre Dauzier, PDG d'Havas. ● HAVAS, en absorbant sa filiale presse-édition, veut répondre aux critiques qui lui étaient faites de se cantonner à un rôle de holding, tout en s'adaptant à la stratégie définie par son actionnaire de référence, la Générale des eaux. ● LES DIRIGEANTS d'Havas réfutent *« le procès d'un démantèlement »* du groupe, mais n'excluent pas la cession de certains actifs non stratégiques. Ils envisagent des rachats ou des joint-ventures à l'international, mais démentent avoir engagé des négociations avec des partenaires européens. ● LA RÉGIE publicitaire IP, filiale à 100 % d'Havas Intermédiation, devrait être cédée, le 12 septembre, au groupe germano-luxembourgeois CLT-UFA.

Havas absorbe sa filiale presse-édition CEP Communication

Pierre Dauzier, PDG d'Havas, remplace Christian Brégou à la tête du sixième groupe européen de presse et d'édition. L'objectif est de mieux répondre à la stratégie d'internationalisation de l'actionnaire de référence, la Générale des eaux

UNE PAGE de l'histoire d'Havas et de sa filiale CEP Communication devait être tournée, lundi 1er septembre, à l'issue du conseil d'administration de la filiale presse-édition du groupe de communication français.

Christian Brégou, après avoir dressé le compte rendu de l'activité de CEP Communication qu'il préside depuis 1979, devait se voir signifier par Pierre Dauzier, président d'Havas, son départ du groupe.

Dans sa déclaration, en plus de cette *« séparation »* avec un homme qu'il connaît depuis vingt-huit ans, Pierre Dauzier devait indiquer qu'il prendra désormais la tête de CEP Communication, tandis que Eric Licoys, actuel directeur général d'Havas, devrait prendre la présidence du groupe Express.

« DEUX MÉTIERS »

Mais le PDG d'Havas devait annoncer surtout qu'Havas allait absorber CEP Communication qui s'appelera désormais Havas Publications Edition (HPE). Ce nouveau nom symbolise la stratégie récente d'Havas, que Jean-Marie Messier, PDG de de la Compagnie générale des eaux, actionnaire de référence du groupe de communication (30 %), décrivait en février : *« Havas doit se concentrer sur deux métiers : l'audiovisuel et l'édition. »*

En fusionnant avec sa filiale presse-édition CEP Communication, qui représente un quart de son chiffre d'affaires et plus de la moitié de son résultat net, Havas poursuit son évolution. De conglomérat, le groupe est ensuite devenu société holding à la faveur de sa privatisation pour se transformer aujourd'hui en société réellement opérationnelle. L'absorption devrait avoir lieu sans conséquences sociales.

Trois axes sont désormais à l'ordre du jour d'Havas : *« Donner plus d'efficacité aux structures, internationaliser son développement et mettre au point une entreprise fondée sur l'interactivité avec mission de devenir chef de file dans ce domaine »*, affirme Eric Licoys.

Le départ de Chistian Brégou est consécutif à cette stratégie nouvelle. Il signifie aussi *« la fin de certaines baronnies »* et *« prés carrés »* au sein d'Havas. *« Havas va décider directement et non plus par patron de filiale interposé »*, tranche Eric Licoys.

Le tout-puissant patron de la très rentable filiale presse-édition d'Havas n'était plus en accord avec la présidence du groupe et surtout son actionnaire principal, la Compagnie générale des eaux.

L'annonce par Jean-Marie Messier d'une future cession de *L'Express* et du *Point* aurait suscité une forte opposition de Christian Brégou.

Deux logiques se sont affrontées. L'une est le fait d'un nouvel actionnaire de référence, soucieux de la rentabilité de son groupe, et qui constate que Reed-Elsevier ou le canadien Thomson cèdent leurs participations dans les titres grand public pour se concentrer sur l'information spécialisée, les banques de données et le multimédia.

L'autre est dans la logique du fondateur d'un groupe qui réalise 11,2 milliards de chiffre d'affaires et dégage un bénéfice net en hausse à 520,4 millions en 1996 (après amortissement des survaleurs).

Craignant un *« démantèlement »* du groupe, Christian Brégou a dû en outre faire face aux reproches de son actionnaire, qui accusait CEP Communivation d'être *« trop hexagonal »* et de n'avoir pas réussi à s'implanter sur le plan international. En février, Havas est monté de 73 % à 100 % dans sa filiale.

« Quand on contrôle à 100 %, on contrôle différemment, fait remarquer Pierre Dauzier. *Les mentalités sont plus difficiles à faire évoluer que les structures, et nous somme amenés à être plus directifs afin de réussir à atteindre nos objectifs. »*

Le divorce d'avec Christian Brégou a donc été consommé début juillet.

« Je refuse le procès sous-jacent qui est fait à la Générale des eaux d'être un bradeur de fonds de commerce, affirme toutefois Eric Licoys. *C'est faux et ce n'est pas logique. Comment pourrions-nous développer un groupe multimédia, ce qui est notre intention, en nous privant de nos sources, l'édition et la presse ? Il y aurait une véritable incohérence dans un tel comportement. »*

Depuis que la Générale des eaux est montée à hauteur de 30 % dans le capital d'Havas, le périmètre du groupe a toutefois été remodelé. Havas Voyages n'est plus une priorité, la participation d'Havas dans sa filiale publicitaire Havas Advertising devrait être réduite de 38 % à 20 % dès que possible.

PARTICIPATIONS MINORITAIRES

L'Office d'annonces (annuaires) a fait l'objet, en février, d'un accord de reprise par France Télécom. *L'Express* et *Le Point* sont à vendre. De nombreuses participations minoritaires dans des régies ont été cédées au groupe Publicis en juillet *(lire ci-dessous)*, avant que des cessions plus symboliques comme IP ou la participation d'Havas dans la CLT ne soient entérinées.

« Il faut permettre au groupe Havas de respirer, ce qui passe, c'est vrai, par la cession de tel ou tel actif », déclare Eric Licoys.

« Notre préoccupation, poursuit-il, *est de donner au groupe un statut beaucoup plus international, de réorganiser les structures de façon plus efficace et de donner une priorité au multimédia. »*

Sensible au caractère très boudeur des boursiers à l'égard d'Havas, Pierre Dauzier veut apporter une réponse *« à ceux qui considèrent que le groupe est trop riche, manque de stratégie et n'offre pas assez de rendement. Les investisseurs anglo-saxons nous ont toujours considéré comme une holding »*, explique-t-il en envisageant très clairement des opérations de croissance externe, d'autant que le groupe dispose d'une coquette trésorerie (1,3 milliard de francs).

« Il s'agira soit de rachats purs et simples, soit d'opérations internationales menées en partenariat, dans le domaine de la presse ou de l'édition au niveau européen. Quoi qu'il en soit, nous conserverons le leadership quand nous réaliserons des partenariats », précise M. Dauzier.

De là à supputer des négociations en cours avec des géants du secteur comme Reed Elsevier, Pearson, Bertelsmann, Wolter Kluwers ? *« Pour l'instant, nous n'avons démarré aucune négociation avec qui que ce soit »*, tranche Pierre Dauzier.

Yves-Marie Labé et Nicole Vulser

L'activité de CEP dans la presse et l'édition

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS (en millions de francs)

PRESSE GRAND PUBLIC : 1 579
- Groupe Express (L'Express, Lire ...)
- Le Point
- Courrier international
- Groupe Expansion (L'Expansion, L'Entreprise, La Vie française ...)

PRESSE PROFESSIONNELLE : 1 915
- Groupe Moniteur (Le Moniteur, Gault Millau Magazine, Maison française ...)
- Groupe Tests (01 Informatique, L'Ordinateur individuel)
- Groupe Usine nouvelle
- Groupe France agricole
- Groupe LSA
- International

SALONS : 621

ÉDITION
- International : 718
- Education et référence (Larousse-Bordas, Nathan, Le Robert) : 1 888
- Scientifique, technique, médical (Dalloz, Dunod, Masson, Armand Colin...) : 782
- Littérature et Poche (Laffont, Plon-Perrin, Les Presses-Solar-Belfond, UGE Poche (Pocket, 10/18, Fleuve noir ...)) : 1 163
- France Loisirs (à 50% avec Bertelsmann) : 1 876
- Divers

CEP Communication a réalisé un chiffre d'affaires de 11,2 milliards de francs en 1996 pour un résultat net part du groupe de 574,9 millions de francs, en hausse de 10,3 % par rapport à 1995.*

* Avant amortissement des écarts d'acquisition

Le pôle multimédia entièrement réorganisé

Agnès Touraine, présidente de Liris Interactive, a la charge de réfléchir à la création du nouveau Havas Multimédia, qui regroupera sous une seule entité, toutes les activités interactives du groupe. Liris Interactive, l'unité multimédia de CEP, sera ainsi placée sous la même bannière qu'Havas Edition Electronique, ce qui permettra de proposer un catalogue de près d'une centaine de titres.

Spécialisé à la fois dans les encyclopédies et les dictionnaires en CD-ROM, ce pôle d'Havas a développé une gamme ludo-éducative, notamment avec Nathan, de l'information professionnelle (en partenariat avec *L'Usine nouvelle*, *Le Moniteur*, *L'Expansion*...) avec des sites Internet très visités, comme Cadres on line. Havas Multimédia travaille à la mise au point d'outils-clés pour les produits on line ou off line, comme la reconnaissance vocale. Dans le redécoupage des activités multimédias du groupe, le service d'accès à Internet Havas On Line, a rejoint Cégétel, l'opérateur téléphonique du groupe Générale des Eaux en avril.

Six mois déterminants

● **6 février** : Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux, scelle un accord avec Havas aux termes duquel sa société devient l'actionnaire principal du groupe de communication en passant de 2,5 % à 30 % du capital.

● **8 février** : dans un entretien au *Monde*, Jean-Marie Messier déclare que *« Havas doit se concentrer sur deux métiers : l'audiovisuel et l'édition »*.

● **21 février** : le conseil d'administration d'Havas entérine la montée à 30 % de la Générale des eaux dans son capital. Plusieurs administrateurs minoritaires présentent leur démission : Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), Antoine Jeancourt-Galignani (AGF), Philippe Lagayette (Caisse des dépôts), Michel François-Poncet (Paribas)

● **28 mars** : l'assemblée générale d'Havas nomme quatre nouveaux actionnaires issus de la Compagnie générale des eaux : Jean-Marie Messier, Eric Licoys, Guillaume Hannezo et Jean-Pascal Tranié, ainsi que le PDG de Strafor Facom, Henri Lachmann, et le PDG d'Axa, Claude Bébéar.

● **11 juin** : Jean-Marie Messier déclare, lors de l'assemblée générale de la Générale des eaux, qu'il est prêt à céder *Le Point* et *L'Express*. En précisant : *« Havas peut vivre sans eux, ils peuvent vivre sans nous. »* A propos de CEP Communication, il fait remarquer : *« Le patron du pôle communication, c'est le patron de la Générale des eaux. Tout ce qui touche la presse professionnelle et l'édition est stratégique : c'est le contenu dont nous avons besoin pour des produits multimédias. »*

● **12 juin** : Christian Brégou, PDG de CEP Communication, est réélu à l'unanimité pour six ans à la tête du groupe par les administrateurs de CEP.

● **26 juin** : Pierre Dauzier, PDG d'Havas, indique à l'assemblée générale des actionnaires d'Havas qu'il a demandé à Eric Licoys, proche conseiller de M. Messier et qui vient d'être nommé directeur général d'Havas, et à Christian Brégou de *« réfléchir »* et *« de lui faire une recommandation »* concernant une éventuelle cession du *Point* et de *L'Express*. Il confirme un désengagement d'Havas dans la publicité : sa participation dans Havas Advertising doit passer de 38 % à 20 %.

● **4 juillet** : Havas cède à Publicis ses participations minoritaires dans les régies publicitaires cinéma (Médiavision), affichage dans le bus et le métro (Métrobus), régies locales cinéma (France Vision) et espaces commerciaux dans le métro (Promométro).

Le discret bâtisseur d'un empire

PORTRAIT

Gestionnaire pur et dur, Christian Brégou est un solitaire qui ne s'estime « pas fait pour les paillettes »

SA BIOGRAPHIE publiée par le *Who's who* est un record de concision – neuf lignes –, et sa participation à des dîners en ville fait figure d'événement : à la différence d'autres éditeurs et patrons de presse, Christian Brégou, cinquante-cinq ans, cultive la discrétion. *« Je ne suis pas fait pour les paillettes et j'ai pour principe de ne jamais répondre aux rumeurs »*, aime répéter celui dont l'ancien patron de la CGE, Ambroise Roux, disait *« qu'il prouve qu'on peut toucher aux médias sans perdre la boule »*.

Pur produit d'Havas, où il a débuté en 1969 après l'Essec, Christian Brégou affirme aimer aussi *« la cohérence d'entreprise »*. Au faîte de l'empire de presse et d'édition qu'il a fondé au début des années 70 à partir de l'ancienne Compagnie européenne de publication (CEP), Christian Brégou est devenu l'un des hommes les plus puissants de la galaxie éditoriale.

Le patron de CEP Communication a la tête bien faite et l'intelligence rapide. Toujours impeccable, il fait preuve d'une courtoisie presque surannée, au point que ses collaborateurs, qui louent ses qualités, lui attribuent aussi une certaine froideur, sans doute sœur de la timidité. Ses contempteurs, qui sourient de ce couche-tôt qui n'aurait jamais bu une goutte de vin, préfèrent parler de l'*« absence totale d'état d'âme »* chez ce *« blue chip »* (valeur vedette) du monde des affaires, pour qui l'amélioration des dividendes fait figure de devoir sacré.

Les salariés licenciés des maisons d'édition que CEP a rachetées ses dernières années – Larousse et Nathan, notamment – n'ont pas oublié les coupes claires dont ils furent victimes. Cette image de gestionnaire pur et dur, de patron inflexible, va souvent jusqu'à faire oublier sa passion non feinte pour le métier d'éditeur dont témoigne sa volonté de publier des livres qualifiés de *« difficiles »*.

DÉFENSEUR DE L'ÉCRIT

CEP Communication a été bâti à partir de l'observation qu'il a menée dans les pays anglo-saxons : *« L'information économique à centre d'intérêt »*, c'est-à-dire la presse professionnelle et spécialisée, constitue un axe de développement sans pareil. Sous l'impulsion de Christian Brégou, le pôle presse, construit à partir de deux anciens titres (*L'Usine nouvelle*, créée en 1891, et *Le Moniteur*, en 1903), s'est élargi jusqu'à atteindre les rives de la *« grande presse »* (*L'Express*, *Le Point*, *L'Expansion*), que Christian Brégou a toujours rêvé d'aborder. Après avoir démarré par l'édition de référence (Larousse, Nathan), l'entité édition s'est lancée dans la littérature générale (Laffont, Plon), ravissant au passage la première place de l'édition française à Hachette à la fin des année 80.

Toujours intéressé par ce qui naît outre-Atlantique, Christian Brégou fut l'un des premiers éditeurs à explorer le champ des nouvelles technologies multimédias. Plaidant vigoureusement en faveur de *« la permanence de l'écrit »*, le PDG de CEP en fit son « dada », au risque d'irriter un peu plus Pierre Dauzier, comme lors d'un séminaire à l'étranger où il monopolisa la parole.

Ce solitaire, dont on sait peu de choses, hormis qu'il se « ressource » en restaurant un vieux moulin dans l'Aisne, projetait maintenant de hisser la filiale presse-édition d'Havas dans les premiers rangs mondiaux. En se fondant sur sa réélection toute fraîche – à l'unanimité ! – à la tête de CEP, au début de l'été. Mais les actionnaires d'Havas en ont décidé autrement.

Y.-M. L.

La régie IP pourrait passer dans le giron de CLT-UFA

***APRÈS** une première cession de* certaines de ses activités dans les régies publicitaires – les participations minoritaires d'Havas dans Médiavision, Métrobus, France Vision et Promométro ont été vendues à Publicis au cœur de l'été –, le groupe de communication présidé par Pierre Dauzier étudie un désengagement, cette fois-ci incomparablement plus symbolique : celui de sa régie publicitaire IP, filiale à 100 % d'Havas Intermédiation, au profit du groupe CLT-UFA.

Historiquement, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) avait confié au groupe français la régie de toutes ses chaînes de télévision. Ce qui a notamment permis à IP de se développer de façon importante en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique. Aujourd'hui, IP est implantée dans vingt-quatre pays et vend l'espace publicitaire de 64 chaînes de télévision (IP ayant aussi des clients qui ne sont pas dans la sphère de CLT-UFA, comme La Cinquième en France ou la future chaîne pour enfants Fox Kids), 84 radios, 12 réseaux radiophoniques, 71 titres de presse et 63 magazines distribués dans les avions.

Ce beau mariage noué entre Havas et la CLT-UFA a déjà connu plusieurs accrocs, par le passé. C'est ainsi que les contrats de régies de M 6 ou Channel 5 – co-détenues par la CLT-UFA – ont échappé à Havas. Mais surtout, la compagnie luxembourgeoise reprochait à Havas de tirer trop facilement parti du développement de la CLT. C'est la raison pour laquelle, à chaque renégociation du contrat de régie liant les deux groupes, le taux de marge du groupe de Pierre Dauzier a été revu à la baisse. Un scénario qui s'est d'ailleurs reproduit une fois de plus lors de la signature du contrat qui court jusqu'à fin décembre 2000.

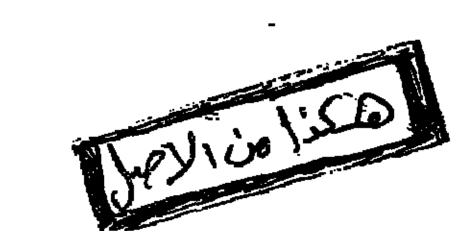
CLARIFICATION DES LIENS

De ce fait, la valorisation d'IP a fortement chuté au fil des années. Au total, sur un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de francs en 1996, Havas Intermédiation (dont le principal actif est de très loin IP, mais qui détient aussi des participations dans d'autres régies, comme Peaktime, Adways, OSP ou RCI, en charge des magazines du groupe Air France, qui pourrait d'ailleurs lui être rétrocédé) n'a dégagé que 117,7 millions de résultat net part du groupe.

Deux conseils d'administration de la CLT-UFA et de GBL, le groupe dirigé par Albert Frère, sont très attendus, les 10 et 12 septembre. Ils devraient permettre de connaître les modalités du désengagement d'Havas dans IP. Les négociations, entamées depuis plusieurs semaines, arrivent en phase finale, mais certains délicats problèmes resteraient à régler : le groupe luxembourgo-allemand gardera-t-il les actifs internationaux de la régie, comme des contrats avec des chaînes au Japon ou en Inde, intégrera-t-il les régies IP au sein des chaînes du groupe ?

En outre, Havas doit aussi clarifier ses relations capitalistiques avec CLT-UFA. *« Nous ne pouvons pas nous satisfaire des 10 % que nous détenons via Audiofina dans la CLT »*, déclarait en avril Pierre Dauzier, sans choisir entre un renforcement de ses parts ou une cession. C'est cette dernière solution qui semble aujourd'hui, de loin, la plus probable. Là encore des négociations – menées parallèlement à celles sur IP – avec les actionnaires de CLT-UFA pourraient aboutir dans les semaines qui viennent. Pierre Dauzier souhaite aussi à terme se désengager totalement du bouquet numérique concurrent de CanalSatellite, Télévision par satellite (TPS), dont Havas détient plus de 2 % en cumulé.

N. V.



Une caméra chez « ma tante »

Christophe Otzenberger observe le Crédit municipal, l'ancien mont-de-piété, d'un œil impitoyable, mais son regard sur les clients, chômeurs pour la plupart, suscite la compassion

UN VIOLON, une chaîne hi-fi, une paire de jumelles, un ensemble téléviseur-magnétoscope, des couverts en argent, un vase en cristal de Bohême, une étole de vison... *Ou* de raton-laveur ? Cet inventaire est authentique. La référence à Prévert n'est pas indue car le poète fut et reste populaire. Le mont-de-piété aussi. Même modernisé et devenu Crédit municipal, cet organisme de prêt sur gages, lieu emblématique de nombre de romans du XIXe siècle, demeure inscrit dans la mémoire collective au chapitre des drames sociaux. Ce n'est pas un hasard si l'argot s'en est emparé, l'appelant le « clou » ou « ma tante », pour en faire un épouvantail.

Cette institution issue de l'Ancien Régime est plus que jamais indispensable en ces temps de chômage. Pas de commentaire dans *Voyage chez ma tante, au Mont de piété*, de Christophe Otzenberger, les images parlent d'elles-mêmes et ne tardent pas à crier de vérité. *« Numéro 138 au guichet 8 ! »* Ce pourrait être la Sécurité sociale ou l'ANPE.

Un immigré sans papiers, une bourgeoise déchue ou un chômeur en fin de droits se dirigent vers le comptoir de l'espoir, avec appréhension. Pour un objet déposé en garantie, on n'obtient guère que 40 % du prix qu'il peut atteindre aux enchères. La personne du guichet met en garde puis va consulter en coulisse un intraitable commissaire-priseur. Le Crédit municipal n'est plus une œuvre sociale, il doit se plier à la loi du marché, impitoyable. L'étudiante aux fins de mois impossibles s'entend dire que son violon, acheté 6 000 francs, ne lui vaudra que 1 500 francs alors qu'elle en espérait 2 000 ou 3 000 francs. Au mieux chacun apporte un morceau de vie, au pire un dernier lambeau. *« Ça ne me suffira pas »*, dit un homme déçu par le montant de l'estimation. Il tente d'ajouter sa chevalière, mais le doigt résiste. La bague finit par glisser – quel arrachement ! Une chômeuse présente un manteau de fourrure. Signe des temps, on ne prend plus – *« Invendable ! »*. *« A quarante-quatre ans, on ne veut plus de vous »*, confie-t-elle avant de quémander un *« minimum »*, pour *« dépanner »*, pour ne pas aller *« à la rue »*. Elle vient de perdre un nouveau pan de dignité.

Un autre perdant aura un tout petit peu plus de chance : il gagnera la considération de la dame du guichet qui prend soin de demander *« Vous avez besoin de combien ? »*, avant d'aller tenter une négociation avec un commissaire-priseur au froid regard. En vain. Elle se révolte : *« Il est dans la merde. On aurait pu faire une exception ! Je suis dégoûtée. »* Un peu de chaleur humaine à l'ère glaciaire. D'autres, prêt et intérêt remboursés, parviennent à récupérer leur bien. Ah ! le sourire de cet homme qui remet sa chaîne de cou. Elle paraît plus petite qu'avant, il a beaucoup grossi. *« C'est les soucis »*, dit-il. Lui vient de reprendre un brin de dignité.



La caméra de Christophe Otzenberger est captivante. Elle est chargée de sensibilité. On le constatera encore, la semaine suivante, dans la même case d'Arte, avec *La Force du poignet*, l'histoire d'Eliane qui, pour se sortir du chômage, prend la route après avoir racheté la clientèle de Marcel, représentant de commerce à la retraite. Un autre rude document teinté d'espoir, grâce – notamment – au timide courage de cette femme de cinquante ans qui tente une nouveau et incertain départ.

Dans le générique de fin d'*Une journée chez ma tante*, le réalisateur adresse un remerciement appuyé *« aux clients du Crédit municipal qui ont accepté d'être filmés »*. Si leurs biens n'en ont guère, leur témoignage prend assurément de la valeur. Et le regard du téléspectateur peut aussi en avoir, quand le petit écran devient le cadre d'un minimum de partage et de solidarité.

Francis Cornu

★ ***La Vie en face : Une journée chez ma tante, au Mont de piété*, Arte, mardi 2 septembre, 20 h 45.**

★ ***La Vie en face : La Force du poignet*, Arte, mardi 9 septembre, 20 h 45.**

Les pitbulls

par Alain Rollat

FAUT-IL interdire les paparazzi ? Si l'on s'en tient aux images diffusées depuis dimanche matin par toutes les chaînes de télévision et aux micros-trottoirs réalisés à ce sujet, la question ne se pose même plus : cette espèce de papillon voyeur, qui vit en « meutes » carnassières, est assurément nuisible et doit être éliminé.

Les caméras seront d'ailleurs les premières à témoigner à charge. M 6, par exemple, s'est empressée de remontrer un document diffusé il y a deux ans par « Zone interdite », son magazine de référence. On y voit, en direct ou presque, comment se déroulait la chasse de nuit à la princesse Diana dans les rues de Londres. Surprise à la sortie du cabinet de son psychiatre, la proie tente de fuir, mais les paparazzi la cernent. Eblouie par les flashes, elle s'immobilise sur un trottoir, cache son visage derrière un journal. Elle pleure, on perçoit ses sanglots. Quand elle parvient enfin à se réfugier dans sa voiture, elle est mitraillée à bout portant, des deux côtés à la fois. On imagine sans peine ce qu'a pu être l'hallali, l'autre nuit, dans le tunnel du pont de l'Alma, pour quelques pellicules à 250 000 dollars l'unité, sang compris.

TF 1 avait en stock deux scènes analogues, filmées de jour. La première montre Diana attendue par *la « meute » à l'aéroport de Marbella*. Elle essaie de s'abriter derrière une raquette de tennis qu'elle tient dans sa main gauche. L'un des paparazzi va jusqu'à se coller à la raquette dans l'espoir d'un gros plan inédit. La seconde montre la princesse aux sports d'hiver, en Autriche. Elle s'avance vers la caméra qui l'épie, plaque la main sur l'objectif, prie le reporter d'images de « respecter » les vacances de ses enfants pendant qu'une autre caméra enregistre le tout sans qu'elle le sache. France 2 annonce, pour sa part, un « Envoyé spécial » consacré aux mœurs des paparazzi dont les extraits sont prometteurs : il y est question de chasse en hélicoptère sur les plages.

L'émotion est si forte, les coupables si désignés qu'on en finirait par oublier que l'impact de ces images ne vaut que par l'intention qu'on leur prête pour les besoins du procès souhaité. Que faisaient ces caméras sur les trottoirs de Londres, à l'aéroport de Marbella, sur les pistes d'Autriche, sinon la même chose que les appareils photos qu'elles accompagnaient et qu'elles prétendent dénoncer ? Qui a acheté ces films ? A quels prix ? Et ces photos de Diana et de son ami Dodi, parues en France dans les dernières livraisons de magazines friands d'intimités, en quoi sont-elles différentes de celles montées en épingle par les tabloïds anglais puisqu'elles proviennent des mêmes sources ?

Le procès en réparation donnera bonne conscience à ceux qui ne veulent pas voir que les paparazzi *ne sont que les pitbulls que nous* entraînons à dévorer ces images auxquelles nous vouons un culte souverain, dans notre société de consommation médiatique devenue anthropophage.

LUNDI 1er SEPTEMBRE

TF 1

20.45

AVOCAT D'OFFICE
Marchands de rêves.
Téléfilm O de Daniel Vigne, avec Marlène Jobert
(100 min). 698248
Me Moretti enquête sur la mort suspecte de l'amie de sa nièce. Elle découvre qu'elle adhérait à une secte...

22.25

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Villeneuve.
Saint-Cyr : Les hommes d'honneur
(75 min). 3277159
L'équipe du Droit de Savoir *a suivi les jeunes élèves officiers de la célèbre école de Saint-Cyr.*

23.40 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Bastion pirate.
0.35 et 1.40, 3.45 TF 1 nuit.
0.45 et 3.55, 4.25 Histoires naturelles. Documentaire (65 min). 4154127
1.50 La Création. Concert. 4.50 Musique. Concert (10 min).

France 2

20.50

JEUX SANS FRONTIÈRES
Divertissement présenté par Olivier Minne et Jean Riffel.
Avec la participation pour la finale de la ville de La Clusaz
(130 min). 77922804

23.00

PERFORMANCE D'ACTEURS
Spectacle présenté par Thierry Beccaro et Jango Edwards.
[2/2] Le Gala d'ouverture du 17e Festival international Performances d'acteurs à Cannes (75 min). 397440
0.15 Journal, Météo.
0.35 Rallye. Paris-Moscou.
0.50 Tatort. Série. Le coffre-fort (90 min). 6714173
2.25 *Little Karim*. Documentaire. 3.10 Safari Namibie. Documentaire. 3.50 24 heures d'infos. 4.00 Météo. 4.35 Rallye. Série. [2/7] (60 min).

France 3

20.50

LE TRAIN ■■
Film de John Frankenheimer, avec Burt Lancaster
(1964, N., 135 min). 77829517
D'après un fait divers réel, un grand film d'action savamment composé, dans une atmosphère historique authentique.
23.15 Journal, Météo.

23.40

SPIRALE ■
Film de Christopher Frank, avec Claire Nebout
(1987, 90 min). 9284984
Un homme, directeur d'un laboratoire photographique, est ravagé par un amour fou pour une femme mystérieuse qu'il a rencontrée sur la Côte d'Azur, entourée d'une faune bizarre.
1.10 Françoise Dolto. Documentaire d'Elisabeth Coronel et Arnaud de Mezamat. [1/3] Tu as choisi de naître (50 min). 1102227
2.00 New York District. Série. Le blues de l'assassin (45 min).

Arte

20.45

▶ QIU JU, UNE FEMME CHINOISE ■■■
Film de Zhang Yimou, avec Gong Li, Lei Lao Sheng, Zhi Jun
(1992, v.o., 95 min). 988842
Lion d'or au Festival de Venise 1992 et prix d'interprétation féminine pour l'actrice.
22.20 Kinorama. Magazine.

22.35

DÉLITS FLAGRANTS ■■
Film documentaire de Raymond Depardon (1994, 110 min). 7796848
Au Palais de justice de Paris, les interrogatoires des petits délinquants pris en flagrant délit.
0.25 Court circuit. Courts métrages (30 min). 59666
15 sans billets, de Samuel Tasinaje.
Un peintre fauché cherche à récupérer 1 500 francs prêtés à un ami.
Le Regard, de Todd Kessler.
Une fillette dérobe des boucles d'oreilles dans un magasin...
0.55 Eating ou le dernier secret des femmes ■■ Film de Henry Jaglom (1990, rediff., 110 min). 96004666

M 6

20.45

WILLOW ■■
Film de Ron Howard, avec Val Kilmer
(1988, 145 min). 962604
Un conte magique qui mêle des souvenirs de Blanche-Neige aux références bibliques. Beaucoup de moyens matériels, des truquages impressionnants...

23.10

LES DISPARUES DU PENSIONNAT
Téléfilm Δ de Michael Robinson, avec David Keith, Alyssa Milano
(100 min). 5983975
Des pensionnaires du collège religieux d'une petite île au large de Seattle ont disparu mystérieusement.
0.50 Jazz 6. Magazine. David Linx (vocaliste) et Diederik Wissels (piano), le charme du jazz belge (60 min). 4646005
2.55 Préquenstar. Invité : Pow-Wow (rediff.). 3.45 Movida opus 3. Documentaire. 4.35 Les Piégeurs (rediff., 25 min).

Canal +

20.35

BRAVEHEART
Film de Mel Gibson, avec Mel Gibson
(1995, 170 min). 21913888
Un paysan écossais dont la femme vient d'être assassinée prend la tête de la révolte contre le roi d'Angleterre.
23.25 Flash d'information.

23.30

LE PLEIN DE SUPER ■■■
Film d'Alain Cavalier, avec Patrick Bouchitey
(1975, 94 min). 4459333
Un employé de garage lillois doit conduire à Cannes la voiture américaine d'un client. Il part avec un ami infirmier. Tous deux recueillent un auto-stoppeur puis son cousin.
1.15 Tennis. En direct de Flushing Meadow : 8e jour de l'US Open (344 min). 57553482

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Pascal Payen-Appenzeller [1/5].
20.30 L'Histoire en direct. 1970 - 1981 : Le Larzac.
21.30 Paroles de l'intime. Louis Althusser (Lettres à Franca).
22.40 Toit ouvrant. Le magazine qui décoiffe.
0.05 Du jour au lendemain. Dominique Laplane (La Pensée d'outre-mots). 0.48 Les Cinglés du Music'Hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

19.31 Festival de Lucerne. Concert donné en direct de la salle von Moos Stahl, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado : Symphonie no 8 Inachevée, de Schubert ; Gesungene Zeit, de Rihm, Rudolf Kussmaul, violon ; Symphonie no 9 La Grande, de Schubert.
22.00 Festival Pablo Casals à Prades. Concert donné le 9 août, à l'église Saint-Pierre, par le Chœur du Festival de Prades, dir. Jean-Pierre Lagard.
0.00 Comment l'entendez-vous ? (Rediff.). L'univers de la Domna, par Esther Lamandier. 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Fernand Léger et la musique. Fonderie d'acier, de Mossolov, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly.
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Mozart, Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 Des trains pas comme les autres. Brésil (France 2 du 28/8/97)
21.30 Les Belges du bout du monde. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Thalassa. Magazine.
23.30 Enjeux - Le Point. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).

Planète

19.35 La Passion de l'imam Hossein.
20.35 La Tribu du tunnel.
21.25 La Femme américaine au XXe siècle.
22.15 Notre télévision. [1/6]. A vous Cognacq-Jay.
23.10 Sur les traces de la nature. [9/13]. L'héritage de Chaka.
23.35 Carnet de vol, carnet de vie. Jean-Marie Conty raconte ses compagnons.
0.30 Aotearoa, terre de guerriers (55 min).

Histoire

20.00 Il était une fois... les Français : Le Pain noir. [1/2] Le Père fraternité. Téléfilm de Serge Moati [7/16] (60 min). 501191555
21.00 Il était une fois... la France : Richelieu. Téléfilm de Jean-Pierre Decourt [1/6] (60 min). 504383536
22.00 Il était une fois... la France : D'Artagnan amoureux. Feuilleton [1/5].
23.00 Histoire, le film : la croisée des destins ■■ Film de George Cukor (1955, 120 min). 507188468

Paris Première

20.05 Courts particuliers. Autour de Mathieu Kassovitz et Vincent Cassel.
21.00 Cyrano de Bergerac. Pièce de théâtre d'Edmond Rostand dans une mise en scène de Robert Hossein, avec Jean-Paul Belmondo, Béatrice Agenin (180 min). 12317710

France Supervision

20.45 Il était une fois Hollywood ■■ Film de Jack Haley Jr (1974, 125 min). 99270623
22.50 L'Etui à musique. Invité : Maurice Baquet.
23.15 Richard Strauss. Concert (55 min). 39811555
0.25 Bach Family. Concert (30 min). 65652289
0.55 Suite no 1, de Bach. Concert (25 min). 45338395

Ciné Cinéfil

20.30 Le Rêve ■ Film de Jacques de Baroncelli (1930, N., 70 min). 75918062
21.40 On va se faire sonner les cloches ■ Film de George Seaton (1950, N., v.o., 90 min). 3859246
23.10 La Joyeuse Divorcée ■■ Film de Mark Sandrich (1934, N., v.o., 105 min). 84263828

Ciné Cinémas

20.30 Mort d'un pourri ■■ Film de Georges Lautner (1977, 125 min). 13107781
22.35 *Les Racines du ciel* ■ Film de John Huston (1958, v.o., 125 min). 38217975
0.40 Urga ■■■ Film de Nikita Mikhalkov (1991, 120 min). 94475531

Festival

19.05 Jeux d'enfants. Téléfilm de Michel Léviant, avec Olivia Capeta (85 min). 34108246
20.30 Le Guépard ■■■ Film de Luchino Visconti (1962, 175 min). 12648246
23.25 La Goula. Court métrage de Roger Gulliot (35 min).

Série Club

19.50 Monsieur Ed. George Burns Meets Mister Ed.
20.15 Une famille pour deux. Un lit pour deux.
20.45 Edouard et ses filles.
21.45 et 1.30 Madame et ses flics. Mort en play-back.
22.30 Two. L'évasion.
23.45 Le Saint. Le jeu de la mort.
0.40 Nick chasseur de têtes. Roxane (50 min).

Canal Jimmy

20.00 Une fille à scandales. Alligators d'égout et jeux d'épée.
20.25 Souvenir. Numéro un : Joe Dassin.
21.30 New York Police Blues. Soupçons.
22.15 Chronique de la route.
22.20 SFW ■ Film de Jefery Levy (1995, 95 min). 34852081
23.55 The Temptations. Concert enregistré en 1989 (65 min). 95478555
1.00 Motor Trend. Magazine.
1.20 Star Trek. Nous, le peuple (50 min).

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Planète aventure. La course des trappeurs.
23.00 Chez Marcel. Magazine.
0.00 Vidéo guide : New York.

Disney Channel

20.00 Tous sur orbite.
20.10 Bec de Grive. Téléfilm (90 min). 6762642
21.40 Santo Bugito.
22.05 Thunder Alley. Rencontre accidentelle.
22.30 Planète Disney.
23.30 Sylvie et compagnie. Des parents à louer.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Invité : Jean Chouraqui.
20.55 Une femme en péril. Téléfilm de Rod Hardy, avec Donna Mills (95 min). 504727333
23.00 Clair de lune. Les Topistos.
23.45 Femmes aux yeux ouverts. D'Anne-Laure Folly.

Eurosport

20.00 et 21.00 X Games 1997. Sports fun à San Diego (Californie).
22.00 Sumo. Tournoi Basho de Nagoya (Japon).
23.00 Eurogoals. Magazine.
0.00 Snooker (90 min).

Muzzik

20.00 Une leçon particulière avec Kenneth Gilbert.
21.00 Eugène Onéguine. Opéra en trois actes de Piotr Ilitch Tchaïkovski *enregistré au festival de Glyndebourne, en 1994*. Solistes : Yvonne Minton, Elena Prokina (160 min). 561873265
23.40 Colin James à Montréal. Concert enregistré au Festival international de jazz de Montréal en 1996 (65 min). 507307536
0.45 L'Arpeggione de Schubert. Concert (30 min). 502960753

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.

Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.

☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

EN VUE

■ De nombreux journalistes *sud-africains* s'étaient rassemblés, dimanche matin, devant la résidence de **Charles Spencer**, frère de Diana. Le paparazzo **Fanie Jason** se tenait à l'écart, de l'autre côté de la rue : depuis qu'il a pris en chasse *Diana, en visite* au Cap en 1996, le vicomte lui interdit d'approcher à moins de 10 mètres de sa personne et de 50 mètres de sa villa.

■ Les récentes photographies de Diana en croisière témoigneraient de son talent de *manipulatrice* : la presse, en ne parlant plus que des *« tourtereaux de la Riviera »*, a passé du même coup sous silence l'anniversaire de **Camilla Parker Bowles**, la maîtresse de son ex-mari, estime **James Whitaker**, spécialiste des *« royals »* au *Daily Mirror*.

■ A la fin du séjour de Diana dans la villa de **Mohammed Al Fayed** à Saint-Tropez, la semaine dernière, les paparazzi s'étaient cotisés pour lui offrir un bouquet de fleurs.

■ *« Mastroianni pour être tranquille allait dans les châteaux romains, eux vont au Ritz où ils sont sous les yeux de tous »*, a déclaré, après la mort de Diana, **Tazio Secchiaroli**, 72 ans, le photographe qui inspira le personnage du paparazzo dans *La Dolce Vita* de **Federico Fellini**.

■ La télévision chinoise a annoncé brièvement la mort de la princesse de Galles, à la fin du bulletin d'information, après une série de portraits de cadres modèles et un reportage sur des danseurs acrobatiques tibétains.

Des jeunes filles en fleurs de papier

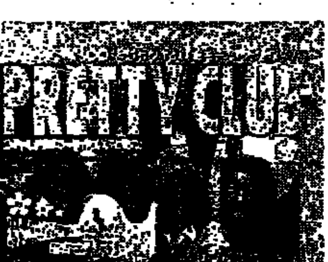
Plusieurs magazines, suivant une mode qui, à Tokyo, s'est emparée de la jeunesse, consacrent régulièrement des dizaines de pages à des photos d'adolescentes

REPRODUIRE son image, la *donner ou l'échanger et, désormais,* la faire publier est la nouvelle coqueluche des adolescentes japonaises. Après la *pocket bell* (le Tatoo japonais), que possèdent 60 % des lycéennes, puis les téléphones portables, la diffusion de l'image personnelle est devenue un nouveau mode de communication chez les jeunes Japonaises, selon le quotidien l'*Asahi*, qui consacrait récemment un article de « une » à ce phénomène. Après *Egg*, qui l'a lancé il y a deux ans, deux autres mensuels ont suivi : *Pretty Club* et *Heart Candy* qui réservent chacun une quarantaine de pages aux photographies d'adolescentes.

Les *purikura* (Print Club), cette sorte de Photomaton apparue en 1995, ont désormais envahi les salles de jeux vidéo des quartiers jeunes de Tokyo. Une console, un écran et un rideau et, derrière, deux ou trois lycéennes dont on ne voit plus que le bas de la jupe de l'uniforme, plissée et mini, et les chaussettes blanches tire-bouchonnées (*must* du moment). Agglutinées devant l'écran, elles choisissent sur la console les motifs de fond – souvent des figurines à la mode –, ou une légende que l'ordinateur va ensuite imprimer en arrière-plan de la photo.

En quelques minutes sortent seize minuscules Photomaton de 2 centimètres sur 2, sous forme de vignettes autocollantes d'un ou de deux ou trois visages rapprochés. De nouvelles machines permettent aussi d'obtenir un tampon à votre effigie. On compte 10 000 machines à mini-photomaton à travers l'archipel qui produisent chaque jour quelque 16 millions de minuscules portraits autocollants...

Tamponnées sur un cahier ou sur toute surface lisse, un bras par exemple, distribuées aux copains, collées sur des cartes de visite (même des lycéennes s'en font faire) ou affichées sur les tableaux des salles de jeux vidéo, avec éventuellement les coordonnées d'un Tatoo ou d'un portable, ce sont des centaines de millions de frimousses qui circulent entre les ados nippons.



La vogue de ces magazines de photo (baptisés par l'expression anglaise *« give and take street magazine »*) démultiplie encore cette communication par la photo. *Egg*, qui annonce un tirage de 300 000 exemplaires, reçoit ainsi un millier de photos par mois adressées par ses lectrices. Les adolescentes (ou adolescents, mais moins nombreux) remplissent une fiche contenue dans le magazine pour devenir « modèles » de la revue.

Aux photos d'amateurs s'ajoutent celles d'« élues » prises par des photographes de la publication, dans la rue ou un cadre familier, *la chambre par exemple*, pour figurer alors dans la rubrique *« come to my home »* : les photos se doivent alors d'être assorties de quelques détails intimes. Ceux qui veulent rencontrer les « modèles » dont les photos sont accompagnées de précisions sur l'âge, les mensurations et les *hobbies* peuvent écrire au magazine qui transmettra. Ces publications comportent d'ailleurs des publicités de clubs de rencontres : les filles qui se font enregistrer pouvant gagner quelques milliers de yens en répondant aux appels.

Aux pages de photos de jeunes nippones souriantes, ingénues, espiègles ou provocantes s'ajoutent celles consacrées aux régimes diététiques, aux lieux à la mode et à la présentation des modèles d'appareils de photo jetables. Avoir en effet un appareil de photo jetable dans son sac est un nouveau « must » des lycéennes. Grâce au boom de l'image de soi chez les jeunes Japonais, Nihon Polaroïd a vu ses ventes bondir de 50 % en un an.

Les albums de photos de jeunes étudiantes soucieuses de se faire connaître pour devenir modèle ou actrice est un phénomène qui date du début des années 1990. Il est concomitant à la mode disco, où les filles s'exhibaient dans des tenues légères en dansant sur des podiums avec les garçons à leurs pieds. Puis la mode était retombée. L'essor des « médias de communication personnelle » est porté par ce regain du désir de diffuser son image.

Philippe Pons

DANS LA PRESSE

FRANCE-SOIR
Bernard Morrot

■ Question sacrilège : si les paparazzi tant décriés hier par les déontologues de service n'avaient pas donné aux moindres faits et gestes de Diana un écho hystérique, les actions charitables qu'elle a menées en faveur des enfants cancéreux ou des victimes des mines anti-personnel auraient-elles eu un aussi grand retentissement ? Pire encore : la jeune et jolie princesse divorcée de l'héritier du trône d'Angleterre n'a-t-elle pas délibérément choisi d'utiliser sa notoriété due aux viols répétés de sa vie privée pour mieux faire connaître au grand public les souffrances des plus humbles ? Les gens de la rue l'ont compris qui, hier, pleuraient non seulement une princesse de conte de fées broyée dans son carrosse d'acier, mais aussi une gentille jeune femme au sourire tendre, si tendre...

LE FIGARO
Michel Schifres

■ Personne n'approuve que la vie privée soit violée – encore faut-il savoir ce que recouvre cette notion d'autant plus floue qu'elle paraît précise. Mais suivre des personnes célèbres qui ont fait l'après-midi des courses aux Champs-Elysées, qui ont dîné dans un des palaces de Paris, qui ont si souvent accepté avec joie d'être photographiés, qui ont parfois utilisé les médias, est-ce vraiment de l'*« acharnement médiatique »* comme l'assure Mme Trautmann, souvent mieux inspirée ?

LIBÉRATION
Laurent Joffrin

■ Victime d'un mariage raté et de la raison d'Etat monarchique, décidée à refaire sa vie dans l'indépendance, sincèrement occupée des pauvres et des blessés de la vie, cette héroïne de papier glacé, a tenu son rôle sans déchoir. L'émotion du public est sans mélange et l'on a du mal à rappeler que la traque médiatique est pour les *« royaux »* le revers d'une médaille qui leur procure gloire et fortune pour s'être seulement donné la peine de naître. La saga Diana passionnait la moitié du globe. Sa mort la transforme en tragédie pour tabloïd, avec sur le devant de la sène une princesse fragile et libre, tuée dans un dérapage médiatique autant qu'automobile. Extraordinaire conte moderne qui voit le démiurge de la communication provoquer la mort de sa créature et le public qu'il voulait satisfaire crier à l'assassin.

MARDI 2 SEPTEMBRE

TF 1

17.05 21, Jump Street. Série. Cas de conscience.
17.55 Pour être libre. Série. Pour être libre.
18.25 Mokshû Patamû. Jeu.
19.00 Tous en jeu. Jeu. *Le nouveau quiz quotidien animé par Nagui.*
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.45

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT ■ ■
Film de Robert Zemeckis, avec Kathleen Turner, Michael Douglas (1984, 110 min). 553043
Une romancière vole au secours de sa sœur, enlevée en Colombie.

22.35

Y A PAS PHOTO !
Magazine présenté par Laurent Fontaine et Pascal Bataille. *Sujets : Gianni Versace ; David Ginola ;* Les serial killers (100 min). 2557482
Une des nouveautés de la rentrée de TF 1.
0.15 Le Docteur mène l'enquête. Série. O Passage à tabac.
1.10 et 1.50, 2.55, 3.55, 4.35 TF 1 nuit.
1.20 Reportages. Magazine. Gaston, le roi du périph' (rediff.). 2.00 et 3.05, 4.10 Histoires naturelles. Documentaire. 4.45 Musique (15 min).

France 2

17.05 Matt Houston. Série. Amnésie.
18.05 Les Années collège. Série. [2/2] Avoir seize ans.
18.40 Les Z'amours. Jeu.
19.25 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.

20.50

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE ■
Film d'Irvin Kershner, avec Mark Hamill, (1980, 130 min). 77999376
Le combat de Luke Skywalker et de la princesse Leila contre Dark Vader.

23.05

LE RETOUR DU JEDI ■
Film de Richard Marquand, avec Mark Hamill, Harrison Ford (1983, 135 min). 9258260
Troisième épisode de La Guerre des étoiles, *avec un héros, pas mal de créatures répugnantes, des effets spéciaux et des scènes d'action.*
1.20 Journal, Météo. 1.35 Rallye. Paris-Moscou (rediff.). 1.50 Tatort. Série. Drôle de trouvaille (85 min). 6861425 3.20 24 heures d'infos. 3.30 Météo. 3.35 Jeux sans frontières. *La finale* (rediff., 115 min).

France 3

16.40 Minikeums. Dessins animés.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional.
20.02 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LA CARTE AUX TRÉSORS
Divertissement présenté par Sylvain Augier. La Guadeloupe, Basse-Terre (115 min). 614289
22.55 Journal, Météo.

23.20

▶ GUYNEMER OU L'ESPRIT DE LA CHASSE
Documentaire de Jean-Pierre Chapel et Gilles Cayatte (55 min). 1211918
1914, la France est en guerre contre l'Allemagne. Elle crée les premières unités aériennes dont un jeune homme de vingt ans, Georges Guynemer, sera l'un des héros. Il décède en 1917, abattu au-dessus de la Belgique.
0.15 Françoise Dolto. [2/3] Parler vrai (55 min). 7735319
1.10 New York District. Série (45 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 D'un pôle à l'autre. [16/16]. Patriot Hills (Antarctique) – Pôle Sud (30 min). 5260
19.30 7 1/2. Présenté par Vivienne Radermacher.
20.00 Archimède. Un cœur gros comme ça (25 min). 70956
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : UNE JOURNÉE CHEZ MA TANTE
AU MONT-DE-PIÉTÉ
Documentaire de Christophe Otzenberger (45 min). 498802
A l'origine institution à vocation sociale, le Crédit municipal de Paris fonctionne comme un organisme financier.
● *Lire page 27.*

21.30

▶ SOIRÉE THÉMATIQUE : ARAGON
21.35 Aragon, le pouvoir magique des mots. Documentaire (110 min). 8371260 *Portrait conçu en deux parties : « Changer la vie », de sa naissance en 1897 jusqu'à 1936, et « Transformer le monde », de 1936 jusqu'à sa mort en 1982.*
23.25 La vie est à nous ■ Film de Jean Renoir (1936, N., 70 min). 7137024
0.35 ▶ Qiu Ju, une femme chinoise ■ ■ ■ Film de Zhang Yimou (1992, rediff., 95 min). 3806715
2.10 Le Regard. Court métrage de Todd Kessler (1995, 15 min). 4909929

M 6

18.00 Highlander. Série. Pour l'amour de Kali.
19.00 Raven. Série. Le bon samaritain.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. La nouvelle femme de ménage.
20.35 E = M 6 junior. Magazine. Les chevaux.

20.50

DOCTEUR QUINN, FEMME MÉDECIN
Série, avec Jane Seymour (180 min). 50770208
Le train fou.
Epouse, mère et médecin.
Faute professionnelle.

23.35

L'AFFAIRE AMY FISHER
Désignée coupable. Téléfilm O de John Hezfeld, avec Alyssa Milano, Jack Scalia (95 min). 4184753
Une adolescente aguichante, maîtresse d'un garagiste marié et père de famille, ne supporte pas la séparation que lui impose son amant et attente à la vie de son épouse.
1.10 Capital (rediff.). 2.55 Culture pub (rediff.). 3.10 Jazz 6 (rediff.). 4.00 Turbo (rediff.). 4.30 Les Piégeurs (rediff.). 4.50 Mister Biz (rediff.). 5.15 Prenez-les vivants (20 min).

Canal +

15.00 Ghosts. Clip de Michael Jackson.
15.45 Le Plein de super ■ ■ ■ Film d'Alain Cavalier (1975, 90 min). 5831288
17.25 Tennis. Résumé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.20 Cyberflash. Magazine.
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

T-REX
Film de Jonathan Betuel, avec Whoopi Goldberg, Pons Maar (1995, 90 min). 498753
Une femme-flic humanoïde doit former un dinosaure comme nouvel équipier.
22.05 Flash d'information.

22.10

TÉMOIN MUET ■
Film d'Anthony Waller, avec Marina Sudina (1994, 95 min). 2312821
A Moscou, en 1994, une jeune américaine muette travaille comme maquilleuse sur un thriller à petit budget que des compatriotes tournent dans des studios désaffectés.
23.45 Tennis. En direct. (279 min). 56170192
4.25 Babylon 5. Série.
5.10 Faux frères, vrais jumeaux Film d'Andrew Davis (1995, ♦, 109 min). 7013338

Radio

France-Culture

20.30 Archipel Médecine.
21.32 Mémoire du siècle. Maurice Coussonneau.
22.40 Nuits magnétiques. Après l'usine : la friche ! [1/4].
0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Milovanoff (Le Maître de paons). 0.48 Les Cinglés du Music'Hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.30 Concert. Les Prom's. Donné en direct du Royal Albert Hall de Londres, par l'Orchestre Royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly : Œuvres de R. Strauss.
22.30 Concert. Concerts de la Société philharmonique, donné le 25 septembre 1995, au Conservatoire royal de Bruxelles, par le Trio Alma.
0.00 Comment l'entendez-vous ? (rediff.). Le chant mozartien, par Jeffrey Tate. 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Leif Ove Andsnes, piano. Sonate nº 2 op. 35 Marche funèbre, de Chopin ; Concerto op. 16, de Grieg, par l'Orchestre philharmonique de Bergen, dir. Kitaïenko ; En saga op. 9, de Sibelius, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir. Pekka Salonen ; Suite luciférienne op. 45, de Nielsen ; Sonate pour violon et piano, de Janacek, Christian Tetzlaff, violon.
22.40 Les Soirées...
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 V comme vengeance. Téléfilm de Patrick Jamain [1/8], avec Roger Souza (100 min). 50023314
21.40 Carnets de voyage.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Strip Tease. Magazine.
23.30 Les Grandes Enigmes de la science. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [17/32]. Windsor *versus* Crown.
20.35 Histoires oubliées de l'aviation. [5/6]. Seadart.
21.05 Paul Bowles, le titan de Tanger.
22.00 La Passion de l'imam Hossein.
22.55 La Tribu du tunnel.
23.45 La Femme américaine au XXe siècle.
0.40 Notre télévision. [1/6]. A vous Cognacq-Jay (55 min).

Paris Première

21.00 Maurice Chevalier. De Philippe Fortin.
21.50 Les Documents du JTS. Les lumières de la ville : Bourvil.
22.25 Rue Barbare ■ Film de Gilles Béhat (1983, 105 min). 25174840

Histoire

21.00 Mille et une vies : Jules Ferry. Téléfilm de Jacques Rouffio, avec Thierry Fortineau (120 min). 507135376
23.00 De l'actualité à l'histoire. Animé par Marc Ferro et Jean-Pierre Langellier, éditorialiste au *Monde*. La SNCF est-elle encore un service public ? Quelle terre pour Israël ? (rediff.).

France Supervision

20.45 Les Francofolies 1997 : *Verbecke, Milteau,* Hugues Aufray. Concert (50 min). 72077840
21.35 The Jazz Singer ■ Film de Richard Fleischer (1980, 115 min). 80258050
23.45 Richard Strauss. Concert enregistré au Festival Richard Strauss, à Garmisch-Partenkirchen (55 min). 68144753
0.40 Il était une fois... Hollywood ■ ■ Film de Jack Haley Jr (1974, 130 min). 31720661

Ciné Cinéfil

20.30 Sérénade au bourreau Film de Jean Stelli (1951, N., 90 min). 2907314
22.00 Les Nouveaux Riches ■ Film d'André Berthomieu (1938, N., 90 min). 6935145

Ciné Cinémas

20.30 Mediterraneo *Film de Gabriele Salvatores* (1991, 90 min). 2978444
22.00 Les Evadés ■ ■ *Film de Frank Darabont* (1995, v.o., 140 min). 43492260

Festival

20.30 Le Goût des fraises. Téléfilm de Franck Cassenti, avec François Cluzet (95 min). 62329555
22.05 Pognon sur rue. Téléfilm de Jean-Louis Bertuccelli, avec Daniel Prévost (85 min). 57554550

Série Club

20.45 L'Age de cristal. *La fille du temps.*
21.35 Madame et ses flics. Le prix du cadavre.
22.30 Edouard et ses filles.
23.00 Le Saint. Les amateurs d'art.

Canal Jimmy

21.00 Spin City. *La grève.*
21.25 Cambouis. Magazine.
22.20 Portrait. Magazine.
22.25 Sinatra.
23.00 Star Trek : la nouvelle génération. Icare (v.o.).
23.45 Quatre en un. Magazine.
0.15 L'Homme invisible. La fusée.
0. 5 Le Meilleur du pire.

Disney Channel

19.35 L'Incorrigible Cory.
20.00 Tous sur orbite.
20.10 Bandits, bandits ■ ■ *Film de Terry Gilliam* (1981, 110 min). 5124482
22.00 Honey West.
22.25 Richard Diamond.
22.40 Juste pour rire.
23.10 Profession critique.
23.35 Sylvie et compagnie. Opération tire-bouchon (25 min).

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Invitée : Jehanne Collard.
20.55 Harcelée. Téléfilm d'Alan Metzger, avec Connie Sellecca (95 min). 504794005
23.00 Clair de lune. David père de famille.
23.45 Un été à Saint-Tropez *(120 min).*

Eurosport

20.00 X Games 1997. Sports fun. Sky surfing à San Diego (Californie).
21.00 Boxe. En direct. Combat en dix reprises : Mika Khilstrom (Fin.) – *Mike Holden* (GB) à Londres (120 min). 450647
23.00 World Cup Legends.
0.00 Equitation. Pulsar Crown Series en Allemagne (60 min).

Voyage

19.30 Vidéo guide : Egypte.
20.20 Deux jours en France.
20.35 Suivez le guide.
22.30 Planète aventure. La maîtrise du vide.
23.00 Chez Marcel. Magazine. *Invité : Michel Drucker.*
0.00 Vidéo guide : Tunisie.
0.50 Chronique Polac (60 min).

Muzzik

19.15 Eclat, Pierre Boulez. De Frank Scheffer.
20.10 et 1.10 Cardiff Singer of the World 1997. Concert enregistré le 15 juin 1997 (50 min). 509860227
21.00 Nuit russe à la Waldbühne. Concert *interprété par l'Orchestre philharmonique de Berlin,* dir. Seiji Ozawa (105 min). 505237685
22.45 Paco De Lucia et John McLaughlin. Concert (60 min). 502252591
23.45 Jazz 625 : Ben Webster. Concert enregistré au Marquee Club à Londres en 1964 (40 min). 501017802
0.25 Chants grégoriens. Concert (45 min). 509131357

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. *21.30 World Report.* 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, *20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39,* 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Ecologia. 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. *21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel.* 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou *interdit aux moins de 12 ans.*
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Aventures en Floride. Film de James B. Clark (1963, 90 min). Avec Chuck Connors. *Jeunesse.*
22.00 Touché ! Film de Jeff Kanew (1985, 110 min). Avec Anthony Edwards. *Espionnage.*
0.20 Sois belle et tais-toi. Film de Marc Allégret (1958, N., 100 min). Avec Henri Vidal. *Comédie.*

TMC

20.35 Les Tortues Ninja. Film de Steve Barron (1990, 100 min). Avec Judith Hoag. *Fantastique.*

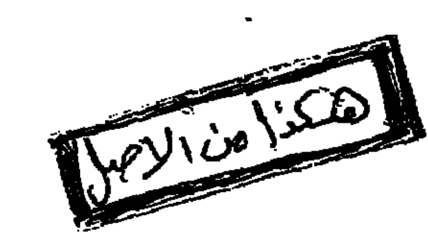
TSR

20.35 The Mask. Film de Charles Russell (1994, 105 min). Avec Jim Carrey, Peter Green, Richard Jeni. *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Le Monde
MARDI 2 SEPTEMBRE 1997

Le groupe Promodès lance une double OPA pour prendre le contrôle de Casino

Le propriétaire de Continent et Champion investirait 25 milliards de francs

« NOUS EXAMINERONS les dossiers dans une logique offensive et non défensive », déclarait Paul-Louis Halley, le président du groupe de distribution Promodès, évoquant d'éventuelles acquisitions lors de l'assemblée générale de son groupe, au mois de mai. Lundi 1er septembre, Promodès a décidé de passer à l'offensive. Le numéro cinq français de la grande distribution – enseignes Continent, Champion, Codec, 8 à Huit, etc. –, a déposé dans la matinée, auprès du Conseil des marchés financiers, deux offres publiques d'achat (OPA) sur *« l'intégralité du capital des sociétés Casino et Rallye (qui contrôle 28 % de Casino) »*, précise un communiqué de Promodès.

Les prix proposés aux actionnaires des deux sociétés sont, pour Casino, de 340 francs l'action ordinaire, 272 francs l'action à dividende prioritaire et 120 francs le bon de souscription d'action ; pour Rallye, de 420 francs l'action ordinaire et 470,40 francs l'obligation remboursable en actions. Cela représente, selon Promodès, *« un bonus de 19 % sur le cours moyen des trois derniers mois de Casino »*. Au total, les deux OPA représenteront un investissement de quelque 25 milliards de francs pour le groupe présidé par M. Halley. *« Depuis sa création, la croissance externe a toujours fait partie de l'histoire de Promodès »*, explique le groupe. L'an dernier, le distributeur normand avait récupéré les restes de l'ancienne chaîne de supérettes Félix Potin. Mais, cette fois, il s'agit clairement d'une opération « hostile ».

Les deux distributeurs ont tenté, depuis plusieurs mois, de trouver une solution amiable de rapprochement. Plus ou moins d'accord sur le principe, Paul-Louis Halley et Jean-Charles Naouri, actionnaire de contrôle de Casino et Rallye *via* sa holding financière Euris, sont l'un comme l'autre farouchement attachés à leur indépendance. Promodès insiste sur le *« projet industriel »* que représente ce rapprochement, tandis que M. Naouri a souligné à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas d'urgence pour Casino à grossir par croissance externe. L'ancien PDG de Casino, Georges Plassat, avait même été « débarqué » en juin pour avoir évoqué la nécessité d'atteindre très vite la taille de 200 milliards de francs de chiffre d'affaires.

C'est dire que ce rapprochement était la dernière grande opération de concentration attendue en France, après le rachat de Docks de France par Auchan voici un an et l'entrée de Carrefour dans le capital de Cora, en décembre.

BÉNÉFICE EN HAUSSE DE 66,5 %

Si les OPA réussissent, le nouvel ensemble Promodès-Casino devancera largement Carrefour, en tête des groupes de distribution capitalistes, avec un chiffre d'affaires cumulé de l'ordre de 170 milliards de francs (contre 154,9 milliards pour Carrefour). Par ailleurs, contrairement à Carrefour, Promodès-Casino serait un groupe « multiformat » (hypermarchés, supermarchés, commerces de proximité) ce qui lui permettrait de faire jeu égal avec les grands groupements d'indépendants, tels que Leclerc ou Intermarché. Enfin, géographiquement, Promodès et Casino sont complémentaires au niveau international, le premier étant bien implanté dans le sud de l'Europe, le second à l'est (Pologne) et même aux Etats-Unis et au Mexique, où il possède une filiale de 158 magasins *« cash and carry »*, Smart & Final.

Promodès, qui avait réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires consolidé hors taxe de 103,5 milliards de francs, a annoncé lundi un bénéfice net en hausse de 66,5 % au premier semestre 1997, à 528 millions de francs. Le groupe normand compte aujourd'hui 160 hypermarchés Continent et 700 supermarchés Champion, et emploie 55 000 personnes dans douze pays.

Casino, fondé par Geoffroy Guichard à Saint-Etienne au siècle dernier, détient 119 hypermarchés et 460 supermarchés, qui génèrent un chiffre d'affaires de 66,8 milliards. Le groupe doit annoncer lui aussi, mercredi, des résultats en forte hausse. Il n'a pas caché son intention de contre-attaquer.

Pascal Galinier

Le miroir voyeur

par Pierre Georges

NI DUPES. Ni hypocrites. Ainsi meurent les princesses du temps. Ainsi naissent les légendes du siècle. A cent, à mille à l'heure, dans un carrosse tiré par six cents chevaux-vapeur et poursuivi par la meute de ceux qu'il faut bien appeler les chiens de presse. La chasse à courre s'est achevée en plein Paris, par une belle nuit d'été, de la façon la plus imbécile, la plus bête qui soit.

Lady Di et Dodi, la princesse et le milliardaire, un titre déjà pour scénario de romance d'été, sont morts dans le fracas et l'horreur d'un excès de légende comme de vitesse. Ils fuyaient l'actualité, la leur. Ils fuyaient ce miroir voyeur accroché à leurs basques et traîne. Ils fuyaient comme des voleurs, entre jeu de société et exaspération, les voleurs d'image.

L'accident est arrivé. Absurde, tragique, universel. Le monde entier sait désormais qu'il y a un tunnel sous l'Alma de Paris et que l'on peut y mourir d'une trajectoire d'étoile brisée par son trop grand scintillement. Ce lundi matin, sept paparazzi sont toujours en garde à vue, c'est-à-dire très exactement dans la situation où ils mettent en permanence leurs victimes, consentantes ou non. L'enquête dira leur part de responsabilité dans cette traque mortelle. Elle dira l'avant et peut-être l'après, si leur inconscience professionnelle les a conduits à photographier encore et toujours, comme mus par un ressort de coffre-fort, la fin sanglante de l'aventure.

Est-ce un hasard ? L'enquête a été confiée à la brigade criminelle. C'est dire qu'il y a, dans les têtes et les consciences, sinon dans les faits, soupçon de crime. Non d'un crime de sang, mais d'un crime de moeurs médiatiques, d'une permanente, incessante, exaspérante persécution. Photographier, photographier, photographier. Mitterrand sur son lit de mort, les petits plats d'un cannibale japonais, l'ex-mari de Stéphanie en ses prouesses sexuelles. Ou les amours et aventures de Lady Di.

Ni dupes, ni hypocrites. Nous sommes tous des paparazzi. Ou tous leurs clients. Tartuffes à l'occasion, indignés souvent, réprobateurs toujours, mais clients. Vieux et humain ressort d'un voyeurisme de l'actualité. Oh ! cela ne passe pas toujours par un acte délibéré d'achat de la presse à sensation, par une volonté affichée d'en savoir et d'en voir toujours plus. Il est d'autres moyens, à commencer par la salle d'attente du médecin ou l'affichage kiosquier.

Nous sommes tous, ou presque, l'oeil collé au viseur du paparazzo, comme au trou de la serrure. Voir, et condamner bien sûr, mais voir d'abord et condamner ensuite. La preuve ! Si cette mort de Diana fut un tel choc, un fait divers à retentissement universel, c'est que la légende a été soigneusement, universellement brodée, photo après photo, rumeur après rumeur, événement après événement. Cette jeune femme avait construit sa légende et nous avec elle, jouant de la presse et jouée par la presse. Elle s'était installée au sommet de notre mémoire visuelle et affective. Nous l'avons tant regardée, tant vue, donc tant aimée. Ou, qui sait, tant détestée, ce qui revient au même.

Sinon comment expliquer l'émotion ? Le grand roman-photo mondial des seize dernières années se termine pitoyablement. Dans la mort, les larmes de sang et d'encre. Entre Ritz, yacht, Mercedes, jet society, jeux de Cour et conte de faits.

Quatre mille Palestiniens autorisés à revenir travailler en Israël

APRÈS plus d'un mois de bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, quatre mille Palestiniens ont été autorisés lundi 1er septembre à revenir travailler en Israël, a-t-on annoncé de sources officielles israéliennes. Cette mesure concerne des Palestiniens mariés et âgés de plus de trente-cinq ans.

En outre, 250 enseignants de Cisjordanie employés à Jérusalem-Est, ainsi que 200 fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et 2 000 commerçants, ont été autorisés à accéder au territoire israélien ou à le traverser, a précisé un responsable du ministère de la défense, Shlomo Dror. *« Nous avons transmis les listes de Palestiniens autorisés à revenir en Israël à l'Autorité palestinienne »*, a ajouté M. Dror. *« Nous allons examiner chaque jour la levée progressive du bouclage en vue de permettre aux Palestiniens de venir gagner leur vie en Israël. »*

60 000 Palestiniens disposaient d'un permis de travail en Israël avant le bouclage imposé à la suite du double attentat suicide qui avait tué 14 Israéliens le 30 juillet à Jérusalem – *(AFP)*.

DÉPÊCHES

■ **CONGO : seize à vingt enfants sont morts dimanche 31 août par noyade à la piscine de la cité de la NSele, une ancienne résidence du maréchal Mobutu transformée en centre de réinsertion pour enfants située à 60 km à l'est de Kinshasa, a annoncé la radio officielle congolaise, la Voix du peuple. L'accident aurait eu lieu lorsque des éléments de l'armée congolaise sont intervenus autour de la piscine, où des garçons avaient entrepris de déshabiller des filles. Les victimes faisaient partie d'un groupe de 2 000 à 3 000 enfants venus en excursion à la NSele. – *(AFP)***

■ **FAITS DIVERS : un homme d'une quarantaine d'années a abattu ses beaux-parents à Calais (Pas-de-Calais) devant leur domicile, dans la nuit du dimanche 31 août au lundi 1er septembre. Réfugié dans sa maison de Coulogne, dans la proche banlieue de Calais, il y a mis le feu, a tiré en direction des pompiers et des policiers et annoncé au téléphone son intention de se suicider. Blessé lors de l'assaut, lundi, à 6 heures, l'homme a été hospitalisé.**

■ Le décès de la princesse de Galles nous oblige à reporter un entretien sur la Belgique avec la philosophe Isabelle Stengers, ainsi que notre page « Débats ».

La fin de l'impunité pour le clan Kennedy

NEW YORK
de notre correspondante

Il fut un temps où, aux Etats-Unis, s'appeler Kennedy permettait pratiquement d'échapper au droit commun, où les infidélités conjugales du président étaient protégées, où son jeune frère pouvait garder son siège de sénateur après un accident de voiture douteux dans lequel sa passagère avait trouvé la mort, bref où les Américains étaient prêts à tout pardonner à cette dynastie qu'ils surnommaient leur « famille royale ».

Ce temps, semble-t-il, est révolu. Poursuivi depuis plusieurs mois par la rébellion très publique de sa première femme et par les frasques extra-conjugales de l'un de ses frères, Joe Kennedy, quarante-cinq ans, l'un des fils de feu Robert Kennedy, a annoncé jeudi 28 août qu'il renonçait à briguer l'an prochain le poste de gouverneur du Massachusetts – un poste qu'il qualifiait il y a un mois encore de *« meilleur job des Etats-Unis »*. Sa deuxième femme à ses côtés, Joe Kennedy, qui occupe actuellement sous l'étiquette démocrate l'un des sièges de représentant du Massachusetts au Congrès, a expliqué en trébuchant sur les mots, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 28 août, qu'il craignait que sa candidature ne débouche sur une campagne centrée sur ses problèmes personnels et ceux de sa famille plutôt que sur les questions dont il aurait voulu entretenir l'électorat : l'éducation et la santé.

« Ce ne serait pas juste pour ma famille, et ce ne serait pas juste pour le peuple du Massachusetts », a-t-il déclaré, en précisant qu'il serait, en revanche, de nouveau candidat au renouvellement de son siège au Congrès en novembre 1998. Deuxième des onze enfants de Bob et Ethel Kennedy, Joe paraissait destiné à une carrière politique digne de celle de son père et de ses oncles, en dépit d'un divorce qui l'a séparé de la mère de ses deux fils jumeaux, Sheila Rausch, et qui lui a permis d'épouser son chef de cabinet, Beth Kelly. Mais le dépôt d'une demande d'annulation de son premier mariage auprès du Vatican, grâce à laquelle il aurait pu épouser religieusement sa deuxième femme, a été pour l'épouse répudiée la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : dans un livre qui a fait le tour de tous les talk-shows télévisés, Sheila Rausch s'est révoltée contre cette procédure, offrant un portrait personnel peu flatteur de son ex-mari et ternissant quelque peu l'image Kennedy.

Parallèlement, l'un des frères cadets de Joe, Michael Kennedy, trente-neuf ans, affrontait les révélations de la presse de Boston sur la liaison qu'il aurait entretenue avec la baby-sitter de ses trois enfants, une adolescente de quatorze ans, et qui l'exposait à des poursuites judiciaires pour détournement de mineure.

Comme l'avait fait Ted Kennedy après l'accident de Chappaquiddick en 1969, Joe a donc choisi de présenter des excuses publiques à ses électeurs, en juin dernier, pour lui et son frère. Mais le mal était déjà fait : sa cote de popularité avait chuté de 60 % en janvier à 34 % en juillet, et les remontrances du cousin John dans les colonnes de son magazine *George*, ce mois-ci, n'ont rien fait pour renforcer l'image d'une famille harmonieuse. Les médias, certes, parlent beaucoup moins de la sœur aînée de Joe et Michael, Kathleen Kennedy-Townsend, qui mène tranquillement une carrière réussie de gouverneur-adjoint du Maryland. Mais, pour les vingt-huit membres de la troisième génération du clan – qualifié récemment par *Newsweek* de *« dynastie en déclin »* –, la fameuse magie Kennedy s'est évaporée. L'indulgence aussi.

Sylvie Kauffmann

Nantes se donne des « agents d'accueil » pour faciliter le stationnement

Le dialogue avec les automobilistes plutôt que des contraventions

NANTES
de notre correspondant

Chemisette à carreaux bleu et blanc, veste bleue et ciré blanc en cas de pluie, les six « agents d'accueil stationnement » ont commencé à déambuler autour de la place Royale, à Nantes, le 1er septembre. *« Il s'agit de faire respirer un peu la ville, de remettre une présence humaine et du dialogue là où il n'y a plus que des machines »*, explique Albert Mahé, adjoint au maire (PS) et président de la Société d'économie mixte Nantes-gestion-équipements, qui les a recrutés.

Les agents d'accueil sont là pour informer, renseigner, écouter, porter le paquet de l'automobiliste cherchant ses clés, aider si besoin lors des manœuvres de stationnement. Ils n'ont pas de carnet de contraventions, et pas le moyen de prévenir la police en cas d'infraction.

Envisagée au départ, cette idée a été abandonnée au vu des réactions hostiles suscitées en conseil municipal. Tant mieux, sans doute, car ce mélange des genres n'aurait pas permis de mesurer l'impact que le service peut avoir sur le civisme. Et la police municipale ne viendra ni plus ni moins qu'avant, c'est promis. *« Nous faisons le pari que les automobilistes changeront de comportement s'ils sont informés oralement sur l'utilisation des horodateurs, l'existence de parkings couverts proches, la tarification, la présence de places réservées aux handicapés ou aux livraisons, si on leur signale où se trouve tel magasin ou équipement »*, ajoute Albert Mahé, convaincu que le dialogue sera plus payant que la crainte du papillon vert sur le pare-brise.

UNE EXPÉRIENCE DE QUATRE MOIS

Payant au sens strict du terme, puisque le taux d'utilisation des horodateurs sera l'un des critères d'évaluation de l'expérience. Alors que trouver une place libre à cet endroit est une gageure dans la journée, la moyenne quotidienne d'utilisation des horodateurs n'est que de 2 h 30 par place pour 8 heures payantes. L'effet du dialogue noué avec les automobilistes se mesurera donc à l'augmentation du nombre d'heures payées et à la rotation plus importante des véhicules qui devrait en découler.

Menée à la demande du ministère des transports, l'expérience s'étalera sur quatre mois et sera suivie de près par un cabinet d'études spécialisé. Chaque soir, les agents d'accueil stationnement rempliront un compte rendu d'activité, un point hebdomadaire sera fait par la mission Déplacements de la ville de Nantes et deux enquêtes de satisfaction permettront de porter un jugement plus global.

Au-delà de l'impact attendu sur le stationnement, cette création d'emplois publics d'un genre nouveau est aussi suivie avec attention par la municipalité nantaise. *« Ce ne sont pas des emplois "Aubry", puisque nous avons préparé l'opération avant la présentation du plan gouvernemental, mais ils pourraient très bien s'inscrire dans ce cadre »*, estime Albert Mahé. Les six agents d'accueil stationnement ont été embauchés sous contrat à durée déterminée de quatre mois. Ils travaillent à mi-temps et sont payés au SMIC plus 10 %. Si elle juge l'expérience concluante, la municipalité n'aura que l'embarras du choix pour l'étendre aux 5 264 places de stationnement payantes du centre-ville.

Adrien Favreau

Reprise à Paris, Tokyo sous les 18 000 points

LES VALEURS FRANÇAISES ont commencé la semaine sous le signe de la hausse, lundi 1er septembre, se reprenant sensiblement après avoir perdu 4,6 % la semaine dernière. Peu après la mi-journée, l'indice CAC 40 gagnait 1,41 % à 2 809,46 points.

Quelques heures plus tôt, le marché japonais avait terminé la séance sur un nouveau recul. L'indice Nikkei a perdu 255,12 points, soit 1,40 %, à 17 974,30 points. A la veille du week-end, l'indice phare de la Bourse de Tokyo avait déjà perdu 222 points. Les opérateurs ont noté que cette baisse s'est effectuée dans le calme. C'est la première fois depuis le 15 avril que le Nikkei s'inscrit sous les 18 000 points. Les acheteurs sont restés sur la défensive pendant toute la journée, dans l'attente d'indications sur les intentions des investisseurs étrangers à court terme.

Sur le marché des changes, le dollar était en hausse face au franc et au mark. La devise américaine s'échangeait à 6,1084 francs et 1,8148 deutschemark, contre respectivement 6,0755 francs et 1,8062 deutschemark. En revanche, il cédait du terrain face au yen à 120,83 yens, contre 121,03 yens vendredi.

Le marché obligataire français était stable, le contrat notionnel du Matif s'échangeant à 129,80.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	01/09 Titres échangés	Capitalisation en F
Elf Aquitaine	243714	165945954
Promodes	54193	125109397
Total	196987	114770836
LVMH Moet Hen.	87937	112341988
Carrefour	27766	104929897
L'Oreal	35420	78325124
Finextel	647103	75711131
Alcatel Alsthom	92117	68979954
Rhone Poulenc A	287740	65343862,40
Axa	142593	55294512

BOURSE

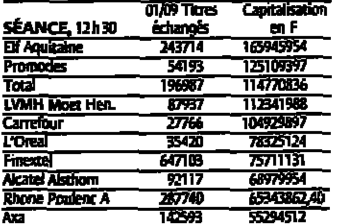
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 1er septembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	17974,30	–1,40	–7,16
Honk Kong index	13425,65	–5,02	–0,19

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 01/09	Var. en % 29/08	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2801,38	+1,11	+20,97
Londres FT 100	4837,10	+0,41	+17,45
Zurich	—	—	—
Milan MIB 30	21444	+0,13	+36,61
Francfort Dax 30	3972,10	+1,69	+37,51
Bruxelles	14262	+0,31	+34,92
Suisse SBS	5242,20	+0,49	+32,98
Madrid Ibex 35	6572,13	+0,61	+27,50
Amsterdam CBS	598,80	+0,74	+36,93

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 29/08	% 28/08	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,5900	–0,01	326	350
Écu	6,6130	–0,05	—	—
Etats-Unis (1 usd)	6,0485	–0,37	5,8000	6,4000
Belgique (100 F)	16,3020	–0,02	15,7700	16,8700
Pays-Bas (100 fl)	298,8300	–0,01	—	—
Italie (1000 lir.)	3,4375	+0,17	3,2100	3,7100
Danemark (100 krd)	88,3900	–0,03	83	93
Irlande (1 iep)	9,0055	+0,52	8,5800	9,4200
Gde-Bretagne (1 L)	9,8075	+0,19	9,3300	10,1800
Grèce (100 drach.)	2,1385	–0,14	1,9200	2,4200
Suède (100 krs)	77,1700	–0,36	72,5000	82,5000
Suisse (100 F)	407,0900	–0,06	395	419
Norvège (100 k)	81,2800	–0,12	76,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,8290	–0,01	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes.)	3,9845	+0,01	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc.	3,3150	—	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,3590	–0,33	4,1000	4,7800
Japon (100 yens)	5,0636	–0,95	4,8900	5,2400

PARITÉS DU DOLLAR

PARITÉS DU DOLLAR	01/09
FRANCFORT : USD/DM	1,8103
TOKYO : USD/Yens	120,8400

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 29/08	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,13	5,57
Allemagne	3,10	5,67
Grande-Bretagne	7,06	7,07
Italie	6,88	6,73
Japon	0,52	2,24
Etats-Unis	5,65	6,30

MATIF

Échéances 29/08	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	81306	129,68
Déc. 97	11099	98,54
Mars 98	2	98,30

Tirage du *Monde* daté dimanche 31-lundi 1er septembre : 574 154 exemplaires 1 3

(PUBLICITÉ)

La croiss
la rentré

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

Le Monde
ECONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES



MARDI 2 SEPTEMBRE

La croissance fait sa rentrée

D O S S I E R

▼France
Les économistes se rejoignent sur un pronostic favorable. Mais la grande question demeure : quand les entreprises vont-elles réinvestir ?

Unanimes pour une fois, les économistes sont formels : *« Ça repart. »* Ce qui repart, c'est l'activité économique qu'on a coutume de mesurer par sa variation : la croissance du produit intérieur brut (PIB). Celle-ci pourrait se situer l'an prochain entre 2,9 et 3 %, a annoncé lundi 25 août le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, ajoutant que les prévisions s'étaient *« encore un peu améliorées depuis la semaine dernière »*.

Bonne nouvelle, si elle se confirme. Car avec un taux de croissance à peine supérieur à 1 % en moyenne depuis le début des années 1990, la France vient de connaître l'une des plus longues phases de stagnation de son histoire moderne. Par comparaison, les quinze ans précédents, entre 1974 et 1989, font figure d'âge d'or, avec un taux de croissance moyen de presque 3 % par an. Les conséquences d'une croissance faible sont hélas bien connues. Faillites, hausse du chômage, difficultés d'accès des jeunes à l'emploi, éviction des travailleurs les plus âgés et les moins qualifiés, le tout se traduisant par un déficit croissant des comptes publics et par l'appauvrissement de larges couches de la population. Il n'en faut pas plus pour faire une société malade.

Pour le gouvernement socialiste, la croissance est un enjeu crucial. Elle seule permettra d'inverser la courbe du chômage qui obsède l'opinion française et relègue au second plan toutes les autres préoccupations. Le problème est qu'en dehors du diagnostic relativement optimiste pour l'année en cours les économistes restent divisés sur à peu près toutes les questions concernant ce phénomène mystérieux qui est au cœur de leur discipline. Ces questions peuvent être très générales : qu'est-ce qui fait qu'une économie croît ? Très pratiques : quelle politique économique mener pour favoriser la croissance ? Ou très spécifiques : étant donné les caractéristiques de l'économie française, quelles sont ses chances de retrouver dans un proche avenir un « sentier de croissance » normal ?

Pour y répondre, il faut d'abord d'essayer de comprendre pourquoi la France s'est distinguée des économies comparables, en affichant l'un des plus bas taux de croissance du « G7 », le groupe des sept économies les plus riches du monde. Selon les statistiques normalisées de l'OCDE, le produit intérieur brut français n'a progressé que de 1,3 % par an en moyenne de 1992 à 1996, contre 1,4 pour le Japon, 1,5 pour le Canada et l'Allemagne, 2 pour le Royaume-Uni et 2,6 pour les Etats-Unis. Seule l'Italie a fait plus mal sur cette période (1,1 %). Pour François Monier, ancien directeur de la prévision du ministère de l'économie et des finances, il n'y a pas d'explication simple de la contre-performance française, qui résulte *« d'une conjonction exceptionnelle d'événements négatifs »*. En 1991-92, une récession cyclique classique, après la forte croissance des années 1986 à 1990, s'est conjuguée à des facteurs français : l'éclatement de la « bulle » immobilière et la crise du système financier (selon le même scénario qu'au Japon), l'entrée en récession de l'économie allemande et la hausse des taux d'intérêt, la dévaluation de plusieurs monnaies européennes et du dollar.

Dans un pays *« peu sûr de lui en matière économique »*, ces différents ingrédients, joints à la hausse du chômage et aux incertitudes européennes, ont entretenu un sentiment d'abattement psychologique. D'où un comportement frileux des agents économiques, les ménages épargnant plutôt que de consommer, les entreprises hésitant à investir.

D'autres explications sont plus sévères, comme celle de ce haut-fonctionnaire qui attribue la crise française *« à un gros déficit de la demande globale liée à une politique monétaire grossièrement inadéquate »*. Les *« règles de Taylor »* – du nom d'un économiste conseiller de Bill Clinton – permettent de mettre en évidence un taux d'intérêt à court terme optimal.

Sophie Gherardi
Lire la suite page II

CHRONIQUE
Par Serge Marti

L'Allemagne au pied du mur

Solidaires face aux épreuves du moment – un baromètre politique annonçant la tempête outre-Rhin – et unis sur les véritables enjeux à plus long terme – la naissance d'un euro *« stable »* aux conditions et échéances prévues –, ainsi ont voulu apparaître Lionel Jospin et Helmut Kohl, le 28 août à Bonn, à l'occasion de la première visite de politesse rendue en terre allemande par le premier ministre socialiste au chancelier chrétien-démocrate, depuis sa désignation à Matignon, en juin. Les deux chefs de gouvernement se retrouveront le 19 septembre à Weimar pour un sommet franco-allemand, plus officiel, deux mois plus tard lors d'un autre sommet, le 20 novembre, à Luxembourg, européen celui-ci et voulu par la France, consacré à un seul thème, il est vrai constamment d'actualité : le chômage.

A la différence du chef de gouvernement français, qui peut encore compter sur un climat de confiance relative – soumis au résultat de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du temps de travail – à l'approche de ces deux rendez-vous, son homologue allemand est au pire de sa forme.

Contraint d'interrompre momentanément ses vacances, début août, pour enterrer la *« réforme fiscale du siècle »*, présentée jusque-là comme un élément vital pour relancer une économie encore atone, Helmut Kohl a été contraint de taper du poing sur la table, en rentrant de congés à la fin du mois, pour démentir les rumeurs de remaniement ministériel déclenchées par l'annonce du départ de Theo Waigel. Après les élections législatives de l'automne 1998 et neuf années passées à la tête du puissant ministère fédéral des finances.

Il s'agit là bien plus que de simples péripéties. Considéré comme le pilier d'une coalition gouvernementale en pleine débâcle et le principal soutien d'un chancelier soumis, y compris au sein de son propre parti, à de nombreuses critiques, tant sur sa façon de mener la course vers l'euro que sur sa conduite des affaires économiques, un éventuel départ anticipé du grand argentier allemand affaiblirait considérablement la position de M. Kohl. Longtemps considéré comme l'homme qui tient le mieux le destin de l'Europe entre ses mains, celui-ci se voit reprocher aujourd'hui son incapacité à définir l'avenir de son propre pays.

L'euphorie née de la chute du mur de Berlin a cédé la place à une rancœur quotidiennement entretenue par les déceptions nées de la réunification et notamment du lourd impôt de solidarité (7 % des revenus) que les Allemands continuent à verser chaque mois. Dans le même temps, plus de la moitié d'entre eux (53 % fin août) continuent à s'opposer à la création d'une monnaie unique, même « stable », appelée à se substituer au « mark fort » qui a si longtemps servi de marque de fabrique – et de label à l'exportation – à la première puissance économique européenne. L'épisode de la réforme fiscale avortée, les querelles politiques et les critiques adressées par les experts de l'OCDE à un pays suspecté de ne pas vouloir vraiment s'attaquer aux vrais problèmes d'une économie affaiblie par l'immobilisme bien plus que par la conjoncture, sont autant d'éléments qui, cet été, ont envoyé le mark au tapis. *La monnaie allemande est tombée, début août*, à son plus bas niveau par rapport au dollar, dopé par la croissance flmaboyante qui perdure aux Etats-Unis. En cette période de rentrée, le carnet de notes de l'Allemagne est fait d'un mélange de résultats mitigés. Certes, une légère accélération de la croissance est escomptée à l'horizon 1998 (elle pourrait atteindre 3 %), mais elle repose toujours pour moitié sur l'exportation (le commerce extérieur a enregistré un excédentt record de 58 milliards de marks au premier semestre, en hausse de 36 % sur celui de 1996) et non pas sur l'investissement et la consommation, dont on n'espère pas le redémarrage avant de longs mois. En raison d'une mauvaise maîtrise de la politique fiscale, les déficits publics se sont creusés (le gouvernement espère cependant les maintenir à 3 % du PIB cette année, y compris en comptant déficit des Länder) et les facteurs monétaires, liés à la surenchère salariale, ont affecté le niveau de compétitivité des travailleurs allemands.

Le principal point noir reste naturellement le marché de l'emploi. En juillet, l'Allemagne a encore compté 17 000 chômeurs de plus, ce qui porte le nombre de demandeurs d'emplois à 4,35 millions de personnes, soit 11,4 % de la population active, avec toujours un forte déséquilibre entre l'Ouest (9,7 % de chômeurs) et l'Est (18,1 %). De quoi aviver un peu plus les récriminations à l'égard des *ossies* ex-communistes qui auront bénéficié, de 1995 à 1998, de subventions volontairement maintenues « à un haut niveau » par le conseil des ministres allemand alors que les concours versés à l'Ouest ont été sensiblement réduits. La plupart des experts considèrent que l'emploi continuera à être l'enfant pauvre de l'accélération de la reprise économique attendue en Allemagne en 1998. L'année où Helmut Kohl espère être réélu à la chancellerie. Afin de parachever la mission historique qu'il s'est assignée.

En millions
37,0
36,0
35,0
34,0
30,0
29,0
28,0
8,0
7,0
6,0
ALLEMAGNE
ALLEMAGNE OCCIDENTALE
ALLEMAGNE ORIENTALE
91 92 93 94 95 96 97
Source : OCDE

Trois millions d'emplois perdus

La face cachée du redressement japonais

▼ Avec une hausse du PIB de 3,7 % en 1996, l'archipel est à peine convalescent, voire en instance de rechute

La deuxième économie du monde sort à peine d'un long marasme. Comme en France, la période a été marquée par la dégradation des finances publiques et une méfiance *persistante des agents économiques.* Avec une croissance du produit intérieur brut de 3,7 % en 1996, *le Japon peut-il être considéré* comme guéri ? Convalescent plutôt, voire en instance de rechute, *car il est encore difficile de discerner* sur quoi débouchera la transformation de l'économie japonaise.

C'est en 1992 que la machine à croissance de la décennie 1980 (4 % en moyenne), et plus encore de la *période de haute croissance* (10 % dans les années 60), s'est grippée. La rupture de 1992 a constitué une *surprise car, jusqu'alors, le modèle* japonais avait démontré sa plasticité. En 1973-74, le premier choc pétrolier a *débouché sur des* mutations sectorielles rapides orchestrées par le MITI (ministère de l'industrie et du commerce extérieur). De même, le second choc pétrolier a été assez aisément absorbé puisque, entre 1979 et 1985, la croissance nippone a été deux fois supérieure à la moyenne de l'OCDE.

A l'inverse, la récession des années 90 résiste aux traitements connus : au fil de plusieurs plans de relance, 60 000 milliards de yens – soit environ 120 milliards de francs, parfois doublement *comptabilisés il est vrai – ont été* injectés dans l'économie, sans succès. Il faudra finalement porter le *taux d'escompte de la Banque du* Japon à 0,5 % fin 1995 pour obtenir des résultats tangibles. La singularité de cette récession provient de l'éclatement de la « bulle » financière. Contrairement aux chocs pétroliers, l'origine des problèmes est cette fois endogène, ce qui explique l'incapacité du pays à rebondir selon les mécanismes éprouvés. La baisse brutale des actifs boursiers et immobiliers a réduit la richesse de la collectivité nippone d'*environ 10 %. Cet effet d'appauvrissement* a incité les agents économiques au repli, après une *période de surinvestissement* et de suréquipement. L'atonie interne est en outre venue se combiner avec *une hausse du yen jusqu'à* un niveau historique de 80 pour 1 dollar en avril 1995 (contre 240 yens pour 1 dollar au moment des accords du Plaza, en 1985).

Qu'est-ce qui explique finalement la reprise de 1996, avec une *croissance retrouvant* les niveaux des années 80 ? Schématiquement, les dépenses privées et les exporta*tions ont relayé les dépenses pu*bliques. En particulier, la dépréciation du yen (115 yens pour 1 dollar) a amélioré la compétitivité des produits japonais. Au vu de ces résultats, *les autorités ont estimé en* juillet 1997, dans un Livre blanc de l'Agence de planification économique, *que l'économie japonaise* avait recouvré une croissance auto-entretenue et qu'elle n'avait plus *besoin de perfusion budgétaire.* Il n'était que temps, car le déficit des administrations publiques a atteint 5,1 % du PIB et *leur dette brute* 90 % *du PIB, très au-delà des cri*tères de Maastricht ! Les prochaines années seront celles de *l'assainissement*, avec en point de mire un déficit public ramené à 3 % pour 2003. Un tel recul des déficits *suppose toutefois la* poursuite d'une politique monétaire bienveillante.

Une lecture plus attentive de la performance de 1996 montre cependant à quel point la porte est *étroite. Le comportement des ménages* a été influencé par l'annonce de mesures fiscales pour 1997, dont *une augmentation de la TVA* intervenue en avril (de 3 % à 5 %). Le PIB de 1996 a pu être gonflé du fait des anticipations. *Les prévisions* pour 1997 laissent d'ailleurs entrevoir une année plus médiocre, avec *un taux compris* entre 2 % et 2,5 %. Les enquêtes de confiance (*Tankan*) indiquent bien une amélioration des perspectives *dans* la grande industrie, mais confirment un certain pessimisme des PME. Ce pessi*misme n'est pas irrationnel* : les faillites d'entreprises ont atteint au premier semestre 1997 un passif record de 6 330 milliards de yens.

Les années 1997 et 1998 seront décisives pour ancrer la confiance et éviter que les ménages ne se replient vers une épargne de précaution. Or certains chocs pourraient heurter l'économie nippone : une montée des conflits avec les Américains, si l'excédent commercial japonais s'accroît encore sous l'effet de la hausse du dollar ou la défaillance d'une des grandes banques, toujours fragilisées par les stocks de créances douteuses. La tempête sur les devises asiatiques de l'été 1997 n'engage pas à la sérénité.

On le voit, le modèle économique japonais n'a pas encore retrouvé cohérence et solidité. Selon l'Agence de planification économique, qui est attachée au premier ministre, le Japon dispose pourtant d'une réserve de croissance à la condition d'engager de profondes réformes. Elle préconise un vaste programme de déréglementation, de la finance aux télécommunications, en passant le marché du travail.

L'Agence estime qu'un tel programme donnera un surplus annuel de croissance de 1 % par an sur la période 1998-2003. Un « big bang » financier est ainsi programmé avec, à la clef, une concurrence étrangère accrue et une autonomie des opérateurs par rapport au ministère des finances.

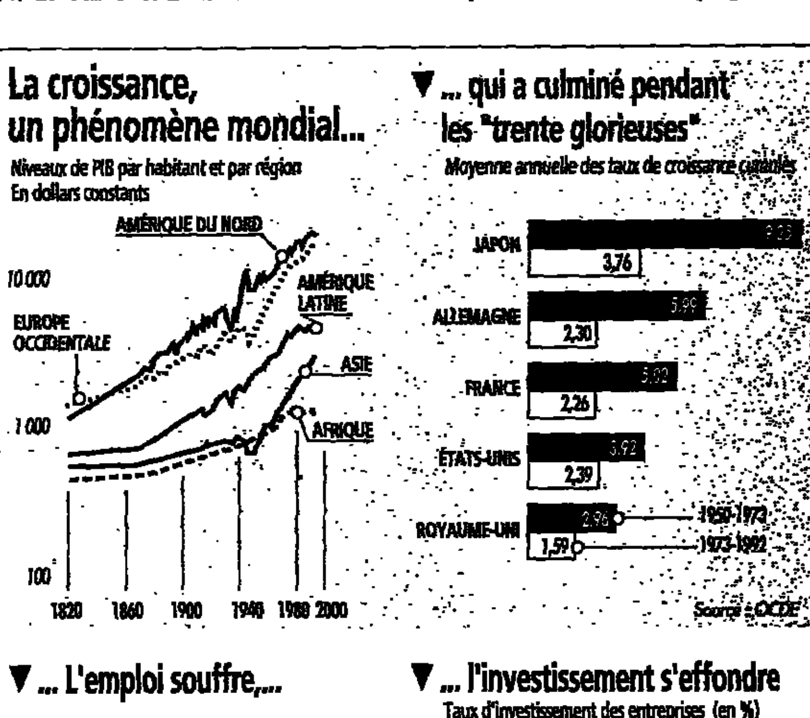
L'enjeu de ces réformes est considérable, car elles devraient accélérer l'érosion de l'un des piliers du système japonais, le pilotage public des activités économiques. La volonté de déréglementation, très présente dans le discours politique, est une des conséquences majeures de la récession de 1992-1995, qui a démontré que les relances macro-économiques combinées à la tutelle administrative ne permettaient plus nécessairement de sortir de l'ornière. Toutefois, en matière de libéralisation, les Japonais sont soucieux d'esquisser leur propre voie. Contrairement à l'expérience britannique de 1986, le « big bang » financier *japonais* est étalé sur 1997-2001 en étapes prudentes. Les déréglementations nip*pones ne seront donc pas une* simple transposition, à dix années de distance, de celles engagées par les *Anglo-Saxons*.

Une autre spécificité résiste : l'emploi. Au plus fort de la réces*sion japonaise*, le *taux de chômage* n'a jamais dépassé les 3,5 %. Certes, on peut objecter que ce taux est le *plus élevé depuis* quarante ans, qu'il est en trompe-l'œil pour des raisons sociologiques ou qu'il *masque* une précarisation. *Il* faut pourtant admettre que le Japon a su préserver, parmi les attributs *de* son modèle économique, une capacité à protéger l'emploi face aux fluctuations de la croissance. Qu'en sera-t-il si le programme de déréglementation est étendu au marché du travail ?

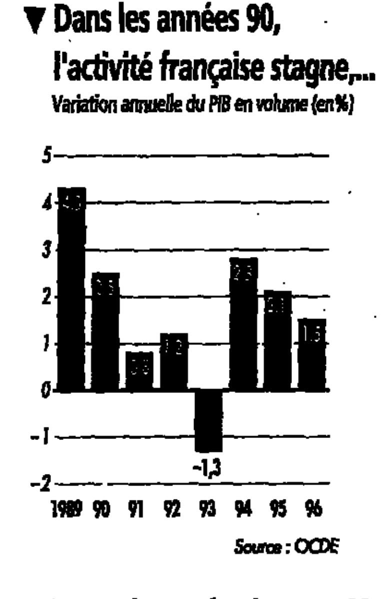
Patrice Geoffron

La croissance, un phénomène mondial...
Niveaux de PIB par habitant et par région
En dollars constants

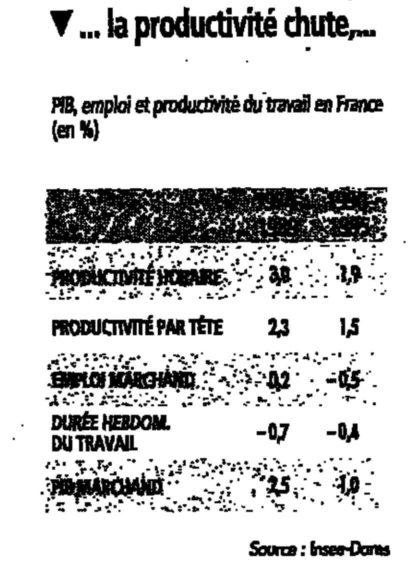
▼ ... qui a culminé pendant les "trente glorieuses"
Moyenne annuelle des taux de croissance cumulés



▼ Dans les années 90, l'activité française stagne,...
Variation annuelle du PIB en volume (en %)



▼ ... la productivité chute,...
PIB, emploi et productivité du travail en France (en %)

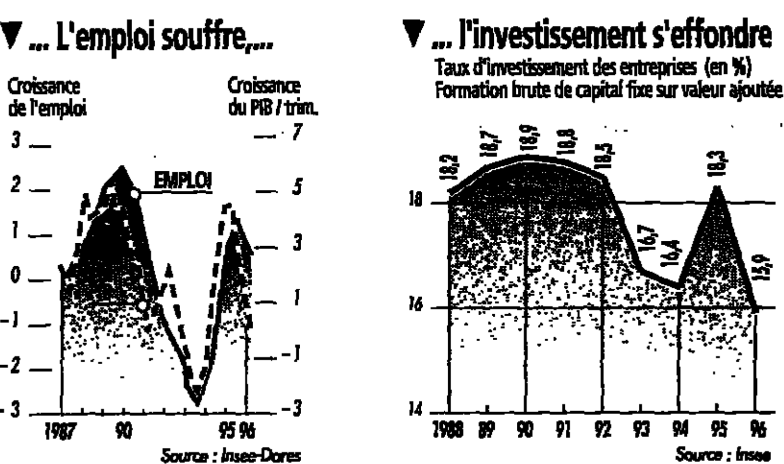


PRODUCTIVITÉ HORAIRE	3,0	1,9
PRODUCTIVITÉ PAR TÊTE	2,3	1,5
EMPLOI MARCHAND	0,2	-0,5
DURÉE HEBDOM. DU TRAVAIL	-0,7	-0,4
PIB MARCHAND	2,5	1,0

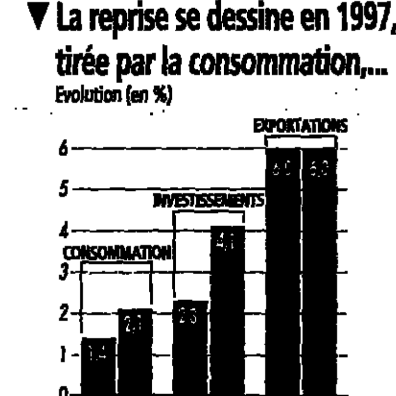


▼ ... L'emploi souffre,...

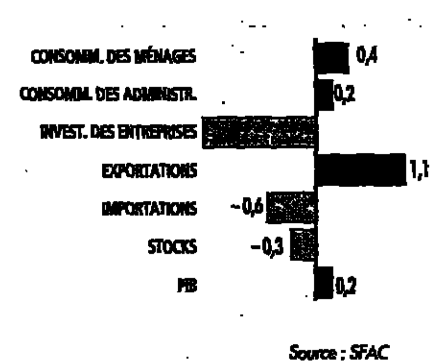
▼ ... l'investissement s'effondre
Taux d'investissement des entreprises (en %)
Formation brute de capital fixe sur valeur ajoutée



▼ La reprise se dessine en 1997, tirée par la consommation,...
Evolution (en %)



▼ ... en dépit d'un premier trimestre décevant



La croissance fait sa rentrée

Suite de la page I

Ce taux doit baisser si la production tombe en dessous de son potentiel et si l'inflation est inférieure à un certain niveau : pendant des *années*, la France *a maintenu* des taux d'intérêt à court terme – les seuls qui dépendent de la banque *centrale – toujours supérieurs* à l'optimum.

Pierre Jaillet, économiste à la Banque de France, *ne partage pas* cette analyse : *« Dans nos enquêtes auprès des entreprises, elles ne mentionnent jamais les taux d'intérêt comme un frein à l'investissement. »* Sans nier l'influence des taux d'intérêt *sur* la croissance économique, il souligne que la politique monétaire a des effets très différents selon les pays : au Royaume-Uni, tous les taux sont indexés sur le court terme et, *via* les crédits hypothécaires, *tout* changement de politique monétaire influence directement le portefeuille des mé*nages. En France, la transmission* est plus lente et plus incertaine, la baisse des taux courts comportant *toujours un risque de hausse* des taux longs, imposée par les marchés. Le véritable problème réside*rait dans* les déficits budgétaires structurels qu'on a laissé filer quand l'économie française allait *bien, ce qui a obligé* à faire une politique budgétaire restrictive à rebours de ce qu'aurait nécessité la *conjoncture*.

Pour le présent, les économistes se rejoignent sur le diagnostic assez favorable de 2,5 % de croissance du PIB français en 1997. Cette convergence s'explique : tous les éléments qui jouaient *contre la croissance jouent* maintenant en sa faveur. Les taux d'intérêt nominaux sont bas, à court terme comme à long terme, même si le coût « réel » de l'argent reste substantiel pour les ménages et les petites entreprises, compte tenu d'une inflation très faible. L'environnement international est favorable, avec une reprise confirmée ou amorcée chez les principaux partenaires commerciaux de la France, et une hausse du dollar qui rend les *produits* européens plus compétitifs. La demande extérieure qui tire l'activité française *depuis des mois* n'a pas de raison de s'essouffler. *Quid* alors de la demande intérieure ? Celle-ci assure *tout de même plus des deux* tiers de l'activité économique. Sachant que la demande publique (19 % du PIB) n'a *guère tendance* à augmenter en ces temps de contraction budgétaire, les conjoncturistes *scrutent deux grandeurs* principales dans la demande intérieure : la consommation des mé*nages (60 % du PIB) et l'investisse*ment des entreprises (20 % du PIB).

ATTENTISME

Pendant plusieurs années, la *consommation des ménages est* restée faible : la population française ne s'accroît que très peu, et *les gains – modestes – de pouvoir* d'achat étaient épargnés plutôt que dépensés. Mais les quelques derniers trimestres ont montré une certaine décrue du taux d'épargne et une consommation plus dynamique. La grande question est de savoir quand l'investissement des entreprises va à son tour redémarrer. Dans toutes les enquêtes, les entreprises citent volontiers la faiblesse de la *demande* des ménages pour justifier leur attentisme.

Mais à chaque fois que, ces dernières années, la consommation s'est redressée l'investissement n'a pas suivi. *« C'est la volatilité de la demande d'un mois ou d'un trimestre à l'autre qui décourage les entreprises,* analyse Christian de Boissieu, universistaire et économiste de la chambre de commerce de Paris. *Le nouveau comportement attentiste et opportuniste des consommateurs, les incertitudes sur l'euro et les à-coups de la politique économique entretiennent le " brouillard ". Avec un tel manque de visibilité, les firmes n'investissent que si elle sont assurées d'un rendement supérieur aux 4,5 % de taux d'intérêt réel à long terme des placements financiers. »*

En Allemagne, en revanche, la *reprise repose davantage sur* l'investissement. *« Nos entreprises prennent du retard. En investissant moins, elles incorporent moins de nouvelles technologies »*, souligne M. de Boissieu. Sachant que la *croissance exceptionnelle des* Etats-Unis depuis six ans est pour une bonne part attribuée à la révo*lution informatique*, on peut en effet s'inquiéter. Car, en investissant peu – peu en France, en tout cas – *alors que leur stock de capital* vieillit, les entreprises laissent se dégrader peu à peu le potentiel de *croissance du pays*.

Le potentiel de croissance ? Peu de questions, ces temps-ci, passionnent autant les experts. La revue du CEPII, *Economie internationale*, y consacre son dernier numéro. Sans entrer dans les raffinements méthodologiques, disons que certains organismes, comme l'OCDE ou le FMI, définissent empiriquement le taux de croissance potentiel en projetant les tendances passées, ce qui pose *le problème de la période de ré*férence choisie. L'approche « structurelle » considère, elle, les facteurs de production (capital et travail), leur efficacité tendancielle et leur degré d'utilisation sans tensions inflationnistes. Les deux approches peuvent donner des résultats assez éloignés. En effet, en fonction de la différence entre la croissance constatée et la croissance potentielle – appelée « écart de production » ou en anglais *output gap* –, on ne préconisera pas la même politique économique. Si l'économie est très en dessous de son *potentiel*, une *stimulation par* les instruments traditionnels (politique budgétaire et monétaire) *s'impose. Si, en revanche*, l'économie est près de son potentiel, prudence : elle peut très facilement atteindre *ses limites matérielles*, et donc créer de l'inflation. Est-ce le fruit du hasard ? Les experts de la *direction de la prévision*, à Bercy, jugent que l'écart de production pour la France est très important, tandis que ceux de la Banque de France le trouvent tout petit : 3,5 % en 1995 selon la DP, entre 0,2 et 0,5 %, selon la Banque. Pour la même année, l'OCDE estime l'*output gap* de la France à 2,4 %, le FMI à 2,7 %, la Communauté européenne à 0,4 %.

Ces querelles d'experts ne *doivent pas faire sourire. Si Alan* Greenspan, le grand orfèvre de la croissance des Etats-Unis, ne *s'était pas persuadé que le poten*tiel de l'économie américaine était désormais plus élevé (c'est-à-dire qu'elle pouvait supporter sans inflation un taux de chômage inférieur à 5 %), il aurait depuis longtemps relevé les taux d'intérêt... au risque de casser une croissance saine, créatrice d'emplois et non inflationniste. Ce qui laisse soup*çonner que les banques centrales* européennes, *via* leurs calculs « conservateurs » en matière de croissance potentielle, ont favorisé des politiques non optimales pour l'emploi. Pierre Jaillet, à la Banque de France, défend un autre point de vue : si l'écart de production est faible, les entreprises françaises vont très vite buter sur les limites de leur production, *et, donc*, elles se remettront à investir. Y aurait-il alors effet de rattrapage ? Henri Delessy, *économiste de La Poste*, qui a coordonné avec Gilbert Cette, de la Banque de France, le numéro d'*Economie internationale* sur la croissance potentielle, n'y croit guère. *« Ce qu'on constate empiriquement, c'est hélas la stagnation sous le potentiel, rarement le rattrapage et jamais le dépassement. Donc ce qui a été perdu n'est pas compensé par une croissance plus forte les années suivantes. »*

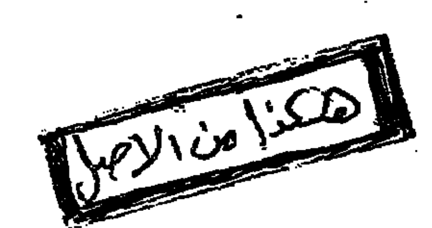
OPTIMISME

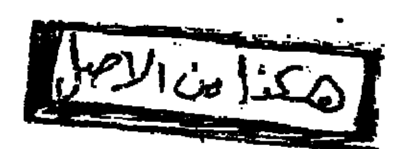
Il y a des experts plus optimistes. François Monier, à la Cour des comptes, trouve *« la configuration actuelle magnifique »*, comparable à celle de 1988. Non sans humour, il conseillerait volontiers au gouvernement d'en faire le moins possible, pour surtout ne pas risquer de casser la croissance qui est déjà là : *« et, dans un an, il n'aurait plus qu'à faire constater la réussite de sa politique... »*

La France n'est donc pas définitivement brouillée avec la croissance ? Il y a Jean-qui-rit, au ministère de l'économie : *« Pas du tout. Il y a des ressources en main-d'œuvre, la productivité augmente, le rythme du progrès technique n'a pas diminué depuis quinze ans. Pourquoi voulez-vous qu'elle soit le seul pays du monde à échapper à la reprise ? »* Et il y a Jean-qui-pleure, *en l'occurrence l'économiste* Charles Wyplosz, qui fait remarquer que le carcan de Maastricht à peine desserré, au printemps 1998, un autre sera imposé, celui du pacte de stabilité, au 1er janvier 1999. Un délai bien court pour re*donner de l'air* à l'économie. Et les réformes structurelles indispensables, comment les faire accepter *socialement, s'il n'y a pas de* contreparties possibles en termes de chômage ?

Si la croissance retombe, comme en 1994, l'avenir n'est pas rose. Mais si la croissance est là, et qu'elle dure, tout peut *s'améliorer* très vite. Car la croissance crée désormais beaucoup plus d'emplois en France. Entre 1973 et 1993, avec un taux de croissance voisin (2,3 % en moyenne), les Etats-Unis avaient créé dix millions d'emplois, et la France zéro. Or, entre 1993 et 1995, avec une croissance de 1,1 %, la France n'a détruit « que » 0,1 % d'emplois, ce qui permet d'inférer qu'à partir de 1,2 % de croissance elle doit commencer à en créer. En ce cas, l'économie française rejoindrait la tendance constatée outre-Atlantique et absorberait plus facilement les 180 000 personnes qui arrivent chaque année sur son marché du travail. *« Il semble qu'on soit en train de conjurer la malédiction française de la croissance sans emploi »*, avance Daniel Cohen, professeur à l'Ecole normale supérieure. Les politiques de l'emploi, si coûteuses, n'ont donc pas été inutiles. Un économiste, en verve, conclut : *« Je suis tellement optimiste, tenez, que je ne vois pas quelle bêtise on pourrait faire qui casserait cette belle machine ! »*

S. Gh.





Jacques Méraud, premier directeur du CERC

« Le poids dominant du tertiaire dans l'économie doit changer notre politique de croissance »

Jacques Méraud, soixante et onze ans, est un peu le père de tous les conjoncturistes *français*. C'est lui qui, à l'Insee (Institut national de la statistique) a lancé les premières enquêtes de conjoncture dans les années 50-60. Membre du Conseil de la *Banque de France*, de la Commission des comptes de la nation, du Conseil économique et social, il a été, avec Pierre Massé, parmi les fondateurs du CERC (Centre d'études sur les revenus et les coûts).

« Quelle est votre explication *pour la faiblesse* de la croissance en France ?

– Je suis convaincu que nous manquons de création monétaire, depuis trop longtemps. Entre 1959 et 1972, *la masse monétaire a augmenté* en moyenne de 5,6 % par an en termes réels, et le PIB (produit intérieur brut) en a fait autant. De 1973 à 1996, la masse monétaire ne progresse plus que de 0,4 % par an. Le PIB a moins ralenti, mais sa progression n'est plus *que de 2 %* par an. Depuis six ans, c'est encore pire, la croissance moyenne a été d'à peine 1,1 %. De tels rythmes font disparaître des emplois, alors qu'à 4 %, il s'en crée *énormément, de l'ordre de* 300 000 par an.

– L'insuffisance de croissance ne détruit pas que l'emploi, elle pèse aussi sur le niveau de vie...

– Bien sûr. Comme nous sommes dans une société de plus en plus duale, tout le monde ne profite pas également de la croissance. Un taux relativement faible peut suffire pour les privilégiés, dont les besoins sont, pour l'essentiel, satisfaits. Mais, depuis le début des années 80, le pouvoir d'achat des ouvriers a diminué par rapport à celui des cadres supérieurs.

– Vous ne croyez pas aux bienfaits de la *politique de l'offre* ?

– Dans la dynamique de croissance, l'offre et la demande jouent chacune leur rôle. Il ne s'agit pas de les opposer, mais de les harmoniser. Il ne faut pas tout sacrifier aux détenteurs de capitaux. Ce dont les entreprises ont besoin, c'est avant tout de clients. Beaucoup d'entre elles ont de l'argent et n'investissent guère. Elles préfèrent les placements financiers. Pendant ce temps, les *besoins des catégories moyennes* et modestes demeurent insatisfaits. Et cette tendance se manifeste aussi dans toute l'Europe.

– Pour mieux partager le gâteau, certains préconisent la réduction du temps de travail.

– Cette approche malthusienne ne peut que nuire à la croissance. Comment voulez-vous passer à 35 heures – ou pire, à 32 heures – dans les petites entreprises et l'essentiel du secteur tertiaire ? On a pensé trop exclusivement au travail par équipe qui caractérise la grande industrie. Dans les bureaux ou les commerces, on ne va *pas faire travailler les gens à* 4 heures du matin ! Les 35 heures, ce serait le partage de la pénurie, qui se fait toujours au détriment des plus faibles. Dans ce cas, la productivité ne pourrait que baisser, et la diminution des salaires s'imposerait pour éviter l'inflation. *C'est la productivité et la* croissance qui permettent la baisse du temps de travail, pas l'inverse !

– Que faudrait-il faire, alors ? De la relance ?

– Attention, il ne s'agit pas d'un problème de conjoncture, mais de retrouver une croissance forte et qui dure. Ce qu'il faut, c'est solvabiliser les gens de façon permanente. L'augmentation du poids du tertiaire change profondément l'économie et doit donc changer radicalement notre analyse de la croissance. Regardez ce qui se passe : quelle que soit la phase du cycle, le tertiaire se porte toujours *mieux que l'industrie. Les services* marchands représentent déjà près de la moitié du PIB et les services non marchands 17 %, et cette hausse se poursuit. L'industrie, c'est à peine le quart du PIB, le bâtiment et les travaux publics 5 %, et l'agriculture 4 %. Du point de vue de la productivité, cette structure impose une nouvelle analyse. Dans sa définition classique de la productivité, Jean Fourastié exprimait la vision de l'ingénieur, fondée *sur le progrès technique*. Pour lui, le travail du coiffeur n'était pas plus productif de nos jours qu'il y a deux siècles. Cependant, le coiffeur qui reçoit en une heure trois personnes au lieu de deux améliore sa productivité de 50 %. Cette composante commerciale fait qu'il y a une capacité énorme de hausse de la productivité dans les services si l'on donne les moyens aux clients d'entrer dans les boutiques.

***– Il faut donc distribuer du* pouvoir d'achat ?**

– Bien sûr, mais pas par n'importe quel canal. Il y a un butoir à l'augmentation des salaires. Si l'on veut éviter l'inflation par les coûts, la hausse ne doit pas dépasser les progrès de la productivité. Dans l'industrie, celle-ci se construit *bien avant la vente du produit*, au moment où l'entreprise s'équipe. Mais dans les services, le progrès de la productivité – et donc du pouvoir d'achat qu'elle engendre – *se fait* par la *demande*, au moment de la vente. Dans une économie de services, pour que la vente ait lieu et que les progrès de productivité se matérialisent, il faut qu'il y ait eu auparavant un pouvoir d'achat disponible. En régime de croisière, le rythme de croissance *s'entretient de lui-même*. Mais, dès qu'un événement quelconque ralentit la croissance, il faut bien injecter du pouvoir d'achat autrement.

– La solution se trouve du côté de la politique monétaire ?

– Entre pouvoir d'achat et *moyens de paiement, le lien est* évident. La théorie explique que la monnaie en circulation (MV, soit la masse monétaire multipliée par la vitesse de circulation) est égale à *la* richesse produite (PQ, soit les prix multipliés par les quantités). Les monétaristes disent qu'en modérant *M*, on modère *P*. *Mais* non ! On modère surtout Q, les quantités produites ! Quand la masse monétaire progresse de 0,3 % à 0,4 % par an, comment s'étonner *que cela fasse baisser la production* ? En comprimant M – ce qui revient à tout miser sur V, mais la vitesse de circulation ne peut augmenter éternellement – on a fabriqué la récession. Les banques centrales européennes savent très bien freiner mais beaucoup moins stimuler.

– Elles ont pourtant beaucoup baissé leurs taux d'intérêt ?

– Certes, mais la masse monétaire obéit mal aux impulsions *dans ce sens. La création monétaire*, c'est pour l'essentiel du crédit. Or les entreprises et les ménages répugnent aujourd'hui à s'endetter. D'autre part, on méconnaît trop le fait que le rôle du crédit est plus faible dans les services que dans l'industrie. Il faut donc trouver pour *l'avenir* d'autres sources de création monétaire que l'endettement.

– Mais si l'on stimule la création monétaire pour relancer la *machine, ne craignez-vous pas* le risque inflationniste ?

– Il ne s'agit pas de fabriquer des billets les yeux fermés. Mais surestimer le risque inflationniste est aussi dommageable que l'inverse. Traditionnellement, les économistes considèrent que l'inflation menace si la demande aug*mente, parce qu'ils craignent que* l'offre ne puisse pas suivre. C'est qu'ils pensent surtout à l'offre industrielle. Mais dans les services, la capacité de production poten*tielle est plus importante et peut* se mobiliser le plus rapidement. Pour peu qu'on la solvabilise par une création monétaire plus active, la demande de services trouvera son offre immédiatement, sans susciter de tensions inflationnistes. Et l'on aura alors immédia*tement* un *progrès de la productivité* qui est la source du pouvoir d'achat.

– Pour la France et l'Europe, que préconisez-vous en fin de compte ?

– Il faudrait confier à la Banque centrale le soin d'une « régulation *monétaire permanente* » *en lui* fixant comme pour la FED américaine la mission de soutenir la croissance et pas seulement de maîtriser l'inflation. Réguler, en l'occurrence, voudrait dire d'abord se fixer un objectif d'évolution de la masse monétaire fondé sur les capacités de production potentielles. Celles-ci seraient suivies en permanence, sans être sous-estimées comme c'est trop souvent le cas actuellement. En*suite, il s'agirait d'ajuster les* moyens de paiement à la production jugée à la fois souhaitable et possible : freiner si la masse monétaire progresse spontanément trop vite, ou injecter de la monnaie si elle croît trop lentement, comme elle l'a fait ces dernières années. Ainsi, les autorités monétaires pourraient dire à l'Etat : *« Actuellement, je mettrais bien 15 ou 20 milliards dans le pot. »* On pourrait stimuler la demande privée *aussi bien que la demande pu*blique. Les bénéficiaires seraient choisis par le gouvernement en fonction de sa politique. Les modalités d'action pourraient être très diverses, du genre prime de rentrée scolaire ou prise en charge d'une part des intérêts dus par certains accédants à la propriété : ce sont là des exemples. Mais l'initiative viendrait des autorités monétaires. Ainsi le moteur économique serait régulièrement *alimenté en carburant.* »

Propos recueillis par Sophie Gherardi et Erik Izraelewicz

Les dures leçons de l'« arrogance » américaine

NEW YORK
de notre envoyé spécial

Lors du sommet de Denver qui, fin juin, réunissait dans l'Etat américain du Colorado les chefs d'Etat *et de gouvernement* des pays les plus industrialisés (la Russie ayant rejoint le G 7 à cette occasion), Jacques Chirac et Helmut Kohl avaient refusé de « porter le chapeau », à savoir le stetson tendu par Bill Clinton à ses hôtes pour donner un ton résolument western au dîner qui devait clore les travaux du « club des riches ». Au propre comme au figuré, l'expression prend tout son sens. Derrière la querelle sur le couvre-chef se dissimulait l'agacement du couple franco-allemand, constamment confronté, au cours de ce sommet, aux brillantes performances de *« l'économie la plus forte du monde »* et, en revanche, tenu pour responsable des réformes inachevées et du taux de chômage *exorbitant de part et d'autre* du Rhin, contribuant ainsi à la morosité ambiante en Europe.

« Est-ce que nous n'en faisons pas un peu trop ? Est-ce que nous n'allons pas finir par nous mettre tout de monde à dos ? », se demandait récemment, avec une ironie à peine feinte, le magazine *Time* dans un dossier consacré à *« l'arrogance »* réelle ou supposée des Etats-Unis. Le fait est que, sur le plan économique, l'Amérique a quelques raisons de bomber le torse. Alors que nombre de pays d'Europe occidentale continuent à pâtir d'une langueur monotone, que le Japon n'en finit pas d'essayer de sortir de la crise de confiance qu'il traverse *depuis cinq ans et que les « dragons »* de l'Est asiatique, dans la tornade monétaire, se transforment en « tigres de papier », les clignotants de l'économie américaine restent au vert vif.

CROISSANCE ININTERROMPUE

De 5 743 milliards de dollars fin 1990, le PIB américain est passé à 7 871 milliards à fin mars 1997. L'Amérique, qui en est à sa septième année de croissance ininter*rompue*, a affiché au premier trimestre un taux de croissance, en rythme annuel de 4,9 %, lequel s'est légèrement ralenti les trois mois suivants (3,6 %). D'ores et déjà, l'objectif de 3 % pour l'ensemble de l'année sera atteint, en dépit de l'effet négatif de l'inces*sant déficit du commerce extérieur* (55,6 milliards pour le premier semestre 1997). La création de richesse est un phénomène à présent bien ancré. Depuis 1991, le PIB a augmenté de 2,6 % par an en moyenne, ce qui a naturellement eu des effets positifs sur l'emploi, sujet *de controverse entre Améri*cains et Européens. Redescendu à 4,8 % en juillet, le taux de chômage aux Etats-Unis est à son plus bas niveau depuis vingt-trois ans.

Ce bilan particulièrement positif, baptisé *« économie-nirvana »* par des commentateurs aux anges, explique en grande partie l'envolée des marchés boursiers. Wall Street a progressé de 19 % depuis le début de l'année et de 210 % depuis janvier 1991. A présent, les actions des entreprises cotées valent plus de vingt fois, en moyenne, les bénéfices escomptés pour l'année 1997. De *son côté, le dollar au plus* haut depuis huit ans face au mark allemand se sera apprécié de 50 % environ par rapport au yen – son rival commercial – depuis le printemps 1995 et de 25 % environ par rapport à la monnaie allemande.

Fort de ces statistiques qui doivent beaucoup à la gestion prudente d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, Bill Clinton peut se vanter, pour sa part, d'avoir conclu avec l'opposition républicaine, fin juillet, un accord budgétaire important qui devrait ramener le déficit budgétaire américain (lequel représente actuellement à peine 1,5 % du PIB) au niveau zéro en 2002.

REVENDICATIONS SALARIALES

Parmi les ombres susceptibles d'obscurcir ce tableau, figurent, outre le déséquilibre des échanges commerciaux, un taux d'épargne traditionnellement très bas (5 %) et, sur le plan social, de multiples problèmes non réglés (une pauvre*té qui* frappe encore 13 % de la population, des disparités de revenus croissantes, des exclus de la croissance trop nombreux). *Il* faut y ajouter, depuis quelques mois, la crainte d'une reprise de l'inflation en raison des revendications salariales que justifie la forte croissance. Au premier trimestre 1997, les rémunérations ont augmenté de 4,2 %, un taux très supérieur à celui de l'inflation (3 %). A ce sujet, le récent conflit qui a éclaté chez *UPS (United Parcel Services)*, le numéro un mondial de la distribution de courrier à domicile et qui *s'est conclu sur une victoire sala*riale des 185 000 employés, a été considéré comme un test. La grève des camionneurs d'UPS, bien accueillie par les Américains, ce qui est une nouveauté, a été l'occasion de reparler de l'insécurité de l'emploi, et notamment du travail à *temps partiel, qui concerne 21 mil*lions d'Américains, soit 18,3 % des salariés.

La rotation très importante constatée sur le marché du travail est pourtant un élément de mobilité et donc de progrès. Entre 1979 et 1995, la machine économique amé*ricaine a créé 70 millions d'emplois* et en a détruit 43 millions d'autres. En dépit des déclarations rassurantes des pouvoirs publics sur la qualité des nouveaux *jobs*, la polémique se poursuit à propos de la « précarité » de ces emplois et de la paupérisation du salariat américain. *La situation a pourtant réelle*ment changé. Des postes qualifiés créés dans les secteurs de la technologie (lesquels ont contribué à hauteur d'un tiers au taux de croissance annuel du PIB) ont succédé aux emplois de « vendeurs de pizzas » du début de la reprise économique. *Leur rémunération* a également progressé. A présent, 68 % des emplois créés sont payés davantage que le salaire médian américain. A Denver, vitrine de la *high-tech* et *du plein emploi, on* est persuadé de la réalité de cette évolution. Mais tous les Américains n'ont pas encore l'impression de vivre dans le Colorado.

Serge Marti

CROISSANCE

Questions-réponses

1 La croissance a-t-elle toujours existé ?

Le développement, c'est-à-dire l'amélioration continue de la production et du bien-être, est *un phénomène récent. Il* a commencé en Occident par la révolution agricole du milieu du XVII[e] siècle. Pour la première fois dans l'histoire, la hausse des ren*dements n'est pas annulée par* celle de la population. Le surplus sera investi dans le textile, les mines et l'acier, moteurs de la révolution industrielle. Entre 1870 et 1989, le taux de croissance du revenu par tête a été d'environ 2 % par an dans les principaux *pays industrialisés. A ce rythme*, la richesse est multipliée par sept en un siècle. Et, pourtant, un taux de 2 % passe aujourd'hui pour une croissance médiocre. C'est que, entre 1950 et 1975, le taux de croissance a tourné autour de 5 % en Europe et au Japon, *induisant un enri*chissement jamais vu par le passé. Depuis vingt ans, l'Asie orientale et d'autres pays en développement ont pris le relais, tandis que les pays « mûrs » se sont rapprochés de leur tendance séculaire de 2 %.

2 Quels sont les facteurs de la croissance ?

On distingue traditionnelle*ment deux facteurs principaux*, le capital et le travail. Dans les sociétés agraires, la terre constitue une limite à l'augmentation de la richesse puisque, si la population croît, il faut exploiter de moins bonnes terres. Mais, dans les sociétés industrielles, la combinaison capital-travail permet une croissance apparemment indéfinie de la production. Ce n'est pas seulement l'augmentation quantitative des fac*teurs (en anglais inputs) qui* permet la croissance, bien que l'expansion de la population active ait joué un grand rôle, de même que l'accumulation du capital matériel (usines, machines, infrastructures). Il y a aussi un aspect qualitatif : le progrès technique permet d'améliorer la productivité, c'est-à-dire l'efficacité du travail. La « productivité globale des facteurs » est une sorte de boîte noire où les *économistes mettent tout ce qui* n'est pas directement imputable aux quantités de travail ou de capital. Or ce « résidu » explique 60 % de la croissance française entre 1950 et 1973 !

3 Qu'est-ce qu'un cycle économique ?

Les phases d'expansion de l'activité sont en général suivies de phases de contraction, avec une certaine régularité. La pro*duction croît rapidement dans* les phases ascendantes et moins dans les phases descendantes. Quand elle recule en valeur absolue, on parle de « récession ». L'exemple le plus célèbre est la grande crise commencée en 1929 aux Etats-Unis et qui s'est en*suite propagée au reste du* monde. Depuis un demi-siècle, la France n'a connu que deux récessions en année pleine : 1975 et 1993. Mais des « crises » conjoncturelles sur un ou plusieurs trimestres ont eu lieu en 1952, 1958, 1964, 1974 (premier choc pétrolier), *1980 (deuxième* choc pétrolier), 1984, 1992, 1995. Outre les cycles conjoncturels, il y aurait, selon l'économiste russe Kondratieff, des cycles longs, d'une durée d'environ cinquante ans. Après les « trente glorieuses » qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale et les « vingt douloureuses », on pourrait donc s'attendre à une nouvelle longue phase d'embellie...

4 Une économie peut-elle croître indéfiniment ?

Tous les économistes du XIX[e] siècle qui estimaient inévitable la fin du mouvement d'enri*chissement*, à cause des rendements décroissants des facteurs de production, ont été démentis. Mais il existe, théoriquement, des limites au développement. Par exemple, si l'accumulation du capital s'interrompt, si la population se réduit, ou si ses besoins sont satisfaits jusqu'à la saturation. En 1970, le rapport du club de Rome préconisait la *« croissance zéro »*, pour éviter au monde de courir à sa perte par le gaspillage des ressources non renouvelables, la destruction de l'environnement et l'explosion démographique. Dans la réalité, les limites physiques de la croissance n'ont jamais été atteintes, parce que le progrès technique (*« ingrédient »* mis en évidence par Robert Solow en 1957) a *constamment nourri la productivité*. Passées en quelques décennies de l'agriculture à l'industrie, puis au tertiaire, les économies ouvertes d'aujourd'hui ont continué à produire toujours plus (mais pas toujours mieux). Si les pays les plus anciennement industrialisés ont vu leur taux de croissance moyen se ralentir, la croissance forte s'est propagée aux pays en développement, du moins à ceux qui ont pu mettre en œuvre les re*cettes du décollage : épargner pour* investir, fournir de la main-d'œuvre adaptable et trouver des débouchés à leur production par le commerce international.

5 Y a-t-il un lien entre croissance et emploi ?

Il peut y avoir des sociétés sans croissance et sans chômage, comme beaucoup d'économies agraires traditionnelles. Dans les *années 30, la grande crise a révélé* que les mécanismes de marché seuls ne suffisent pas à assurer le plein emploi et que, si les consommateurs deviennent insolvables, l'activité économique ne peut que se contracter. D'où l'adoption des idées keynésiennes sur le soutien de la demande par les dépenses publiques et le développement du *welfare sate* qui a coïncidé avec la phase de croissance et de plein emploi de l'après-guerre. En *France, la montée du chômage de*puis le premier choc pétrolier (1974) est souvent attribuée au ralentissement de la croissance. Mais d'autres pays ont connu depuis un taux d'expansion tout à fait comparable au nôtre, sans que le chômage y augmente. La véritable spécificité de la France c'est que, à croissance égale, elle a pendant, vingt ans, créé moins d'emplois que les Etats-Unis. Depuis deux ans, notre croissance semble plus *riche en emplois, même si la* hausse de la population active empêche pour l'instant le taux de chômage de baisser.

6 Quels sont les moteurs conjoncturels de la croissance ?

*Une économie produit pour sa*tisfaire une demande ou un marché. La demande intérieure est constituée essentiellement par la consommation des ménages, par l'investissement (des entreprises ou des administrations) et, accessoirement, par la constitution de *stocks. Elle est en partie satisfaite* par l'importation, qui vient donc en déduction de la croissance. La demande extérieure est servie par les exportations, qui, elles, contribuent à la croissance. Les théoriciens de l'offre affirment que la demande globale compte moins pour *la poursuite* de la croissance que l'épanouissement des forces du marché et de la concurrence, ce que contestent les néo-keynésiens.

Bibliographie

- **L'Economie française, édition 1997-1998** (Insee-Le Livre de poche, 1997, 220 p., 40 F).
- **La Croissance économique**, de Pierre Maillet (PUF, « Que-sais-je », 1987, 128 p., 42 F).
- ***Les Infortunes de la prospérité***, *de Daniel Cohen* (Pocket Agora, 1997, 230 p., 36 F).
- **La Croissance économique, problèmes économiques, 5-12 mars 1997** (La Documentation française, 80 p., 35 F).
- **Croissance potentielle et écart de production**, *Economie internationale*, revue du Cepii, n° 69, 1[er] trimestre 1997 (La Documentation française, 240 p., 117 F).

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	juillet	juin	juin	mai	mai	juin	mai
Dernier mois connu	+0,1	−3,1	+1,2	−1,7	−0,5	+0,5	+0,2
Cumul sur 12 mois	+3,8	+7,8	+3,1	+2,2	+2,5	+1,2	+5,2
Taux de chômage (en %)	juillet	juin	juillet	juin	avril	juillet	juillet
Dernier mois connu	4,8	3,5	11,5	12,6	12,5	5,5	9
Un an avant	5,4	3,5	10,3	12,4	12,3	7,6	9,9
Indice des prix (en %)	juillet	juin	juillet	juillet	août	juillet	juillet
Dernier mois connu	+0,1	0	+0,5	−0,2	0	− 0,2	0
Sur 12 mois	+2,1	+2,2	+1,9	+1	+1,5	+3	+1,8
Solde commercial (en milliards)	juin	juillet	mai	mai	mai	mai	juin
Dernier mois connu (monnaies nationales)	−13,3	+ 739	+10,1	+16,5	+ 4 181,5	−0,5	+1,9
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	−177,6	+8 084,4	+108,3	+121,9	+65 409,9	−10,2	+33
Cumul sur 12 mois (en dollars)	−177,6	+ 69,7	+68,3	+ 22,6	+41,7	−16,4	+24,2
Croissance du PIB (en %)	97.T2	97.T1	97.T1	97.T1	97.T1	97.T2	97.T1
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	+2,2	+6,6	+1,8	+1	−1,2	+3,5	+3,4
Sur 12 mois	+3,1	+2,6	+2,8	+1,1	−0,4	+3,5	+2,8
Solde des paiements courants en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	−2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	−0,2
Déficit public en % du PIB							
1998 (prévisions OCDE)	−1,2	−2,3	−2,7	−3	−3,8	−1,8	+0,5
1997 (estimations OCDE)	−1,1	−3,1	−3,2	−3,2	−3,2	−2,8	−0,2
Dette publique en % du PIB 1997	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT L'AVENIR

Les ménages

	niveau du trimestre précédent	juillet 1997
Niveau de vie futur	→	↗
Chômage	↘	→
Evolution des prix	→	→
Situation financière	→	→
Opportunité d'acheter	→	↗
Opportunité d'épargner	→	→

Les industriels

	niveau du trimestre précédent	juillet 1997
Carnets de commandes	↗	↗
Commandes étrangères	↗	→
Prix de vente	→	↗
Perspectives personnelles de production	↗	↗
Perspectives générales de production	→	↗

Source : Insee

A partir de juin, le moral des ménages reflété par l'enquête mensuelle de l'Insee s'oriente nettement à la hausse, concernant tant le niveau de vie général que leurs propres perspectives, leur situation financière, leurs intentions de consommation. Même l'opinion concernant le chômage s'améliore.

Dans les entreprises, l'optimisme gagne également en vigueur : hésitantes au premier trimestre, les opinions se renforcent en juillet. Tous les indices sont en hausse (production, prix, carnets de commande). Seule la demande étrangère est jugée une peu moins favorable, après trois trimestres de hausse.

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 675	39,43	25 590 000	3 081 100

La mondialisation n'est pas responsable du chômage en France

En moins d'un mois, Paris abritera deux conférences sur l'emploi : celle de fin septembre convoquée par le gouvernement et la conférence ministérielle de l'OCDE de mi-octobre. Les *Perspectives de l'emploi 1997*, publiées par le secrétariat de l'Organisation sont très utiles pour mettre en perspective ces deux conférences.

Ce rapport analyse la détérioration de la situation des travailleurs peu qualifiés. Ce phénomène touche tous les pays de l'OCDE, mais il se fait plus cruellement sentir en France. En 1989, 27 % des Français entre 25 et 64 ans peu qualifiés n'étaient pas recensés comme ayant un emploi, comme dans les autres grands pays de l'OCDE. En 1994, cette proportion est passée à 38 % en France, contre 32,5 % pour les grands pays de l'OCDE. On observe la même évolution relative pour les hommes qualifiés et pour les femmes.

Cette dégradation relative de la situation française est le coût payé pour une stabilité relative de l'écart entre hauts et bas salaires, célébrée comme le modèle social français. Pourtant, la simple existence de ce coût montre que cette stabilité est une illusion. En comparant la France aux pays à écart croissant entre hauts et bas salaires, on ne compare pas ce qui est comparable. On ignore la baisse du revenu de ceux qui perdent leur emploi en France (mais qui l'auraient conservé dans un pays plus flexible comme la Grande-Bretagne), alors que l'on tient compte de la baisse du salaire de ceux qui continuent d'être employés dans un pays flexible (mais qui auraient été mis au chômage en France). Il y a une exception française dans les formes de l'inégalité sociale, pas dans son existence.

▼Le progrès technique est la principale cause de la détérioration du travail peu qualifié dans tous les pays riches

Reste une question essentielle : pourquoi cette détérioration de la situation du travail peu qualifié commune à tous les pays riches ? Le rapport de l'OCDE commence par éliminer, comme cause possible, la concurrence des pays émergents (à bas salaires).

L'analyse de neuf pays de l'OCDE au cours des années 80-90 montre que, même si elles se sont accompagnées d'une baisse des prix, les importations en provenance des pays émergents ont eu un impact très modeste sur les emplois peu qualifiés dans ces neuf pays de l'OCDE, et un effet encore plus modeste sur les salaires. En appliquant ces résultats à la France, la possible baisse des prix des importations françaises ne pourrait expliquer qu'une baisse de 3 % de l'emploi peu qualifié en France et une baisse de moins de 2 % des bas salaires français.

Ce résultat ne doit pas étonner. Nos importations des pays émergents ne représentent même pas 1 % de notre PIB : c'est tout simplement trop peu pour exercer un effet important sur l'économie française. Contrairement à une idée très répandue, la mondialisation de l'économie française n'a guère changé depuis 1975 : les importations totales françaises représentent 18 % du PIB français en 1975, 21 % en 1995. Une mondialisation aussi stable ne peut pas expliquer le triplement du taux de chômage observé depuis 1975 – pas plus d'ailleurs que l'ouverture de notre économie entre 1955 et 1970 n'explique le faible et stable taux de chômage d'alors.

Si ce n'est pas le commerce international, alors quoi ? La réponse est le progrès technique. Dans tous les pays, celui-ci s'est répandu très rapidement, détériorant la situation du travail peu qualifié dans tous les secteurs à la fois. D'où l'impression de paupérisation perceptible en ce moment. Cette propagation a été encore accélérée par les politiques du coût du travail élevé pratiquées en France (salaire minimum, charges sociales, etc.) qui ont incité les firmes à substituer des machines aux travailleurs.

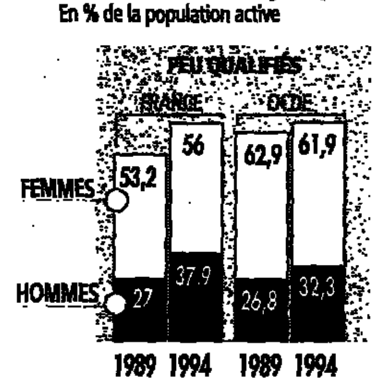
Le progrès technique ne s'arrête pas. On s'y adapte par une plus grande « flexibilité » de chaque travailleur. Contrairement à ce qui est asséné en France, celle-ci n'est pas synonyme de baisse des salaires. Elle est compatible avec le maintien ou la hausse des salaires, à condition que ceux-ci rétribuent de meilleures qualifications, obtenues par un investissement constant de chaque travailleur pour acquérir de nouvelles compétences.

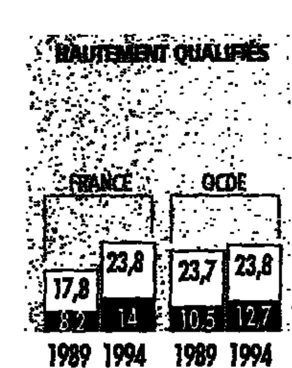
La flexibilité de l'économie française s'est, certes, accrue depuis quelques années. Mais elle est introduite avec de telles réticences et de telles résistances qu'elle en devient très coûteuse en distorsions et inégalités. Elle repose très largement sur les jeunes générations et ceux qui entrent pour la première fois sur le marché du travail. Cette inégalité dans les efforts demandés se reflète dans un sentiment d'insécurité de l'emploi, bien plus fort parmi les jeunes travailleurs français que chez les jeunes des autres pays de l'OCDE.

Reposant surtout sur le renouvellement des générations, la flexibilité française est lente à se propager. Du coup, elle a du mal à tenir compte des compétences des jeunes générations : il y a une baisse constante des salaires (de 1 % à 2 % par an) pour des jeunes de plus en plus qualifiés. Ce dernier aspect est dévastateur, ne serait-ce que parce qu'il détruit la rentabilité des efforts d'éducation consentis : pourquoi chercher à améliorer ou entretenir ses connaissances si c'est pour servir de bouche-trou ?

▼ Part des 25-64 ans n'ayant pas d'emploi

En % de la population active





Source : OCDE

La France a un urgent besoin de mise à plat. L'apparente stabilité des disparités salariales est un leurre qui cache des inégalités croissantes dans la répartition des efforts et des privilèges entre générations. Le discours politique est incohérent dans son refus d'un lien salaire-emploi. Il affirme que les salaires des pays émergents ont un effet immédiat sur les emplois et salaires français, alors que les importations de ces pays ne font même pas 3 % des salaires versés aux Français. Mais, en même temps, il nie tout lien entre salaire minimum et emploi en écartant l'idée qu'une hausse du SMIC (ou que le passage de 39 à 35 heures à salaire constant) puisse réduire l'emploi, alors même que les salaires sous influence du SMIC représentent de 10 % à 20 % des salaires versés aux Français. Quand laissera-t-on le marché du travail fonctionner comme un vrai marché, sans intervenir sur les salaires ou les embauches par des effets d'annonce toujours désastreux ? Cela n'empêchera pas la justice sociale d'être (bien mieux) assurée par des transferts directs garantissant le revenu jugé minimum par la société française à ceux qui ne peuvent le gagner par leur seul salaire.

Patrick Messerlin
Professeur à l'IEP-Paris

L'Algérie prête à s'affranchir de la tutelle du FMI

L'Algérie veut faire mieux que le Maroc et la Tunisie. Pendant dix ans (1983-1992), le Maroc a dû se plier aux plans d'ajustements structurels du Fonds monétaire international (FMI) avant de pouvoir recouvrer sa liberté économique. La Tunisie (1987-1994) a fait un peu mieux. La tutelle n'a dûré que sept ans.

Quatre ans : Alger ne veut pas aller au-delà. En mai 1994, les caisses de l'Etat asséchées, étranglé par le poids du remboursement de la dette extérieure, le gouvernement de Mokdad Sifi avait été contraint de se tourner vers un FMI – diabolisé pendant des années – pour obtenir de l'argent frais. Un accord *stand-by* d'un an avait été conclu, assorti d'un prêt de 1,3 milliard de dollars. Arrivé à expiration, il était relayé par un plan d'ajustement de trois ans.

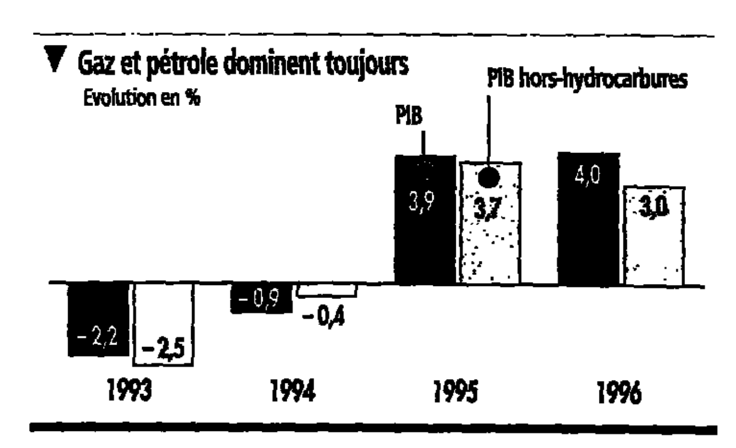
A son échéance, en mai 1998, il ne sera donc pas reconduit. L'Algérie gèrera son économie et ses finances comme elle l'entend, sans devoir rendre compte de ses actes ni suivre les recommendations (assorties de crédits) du Fonds ou de la Banque mondiale. L'actuel premier ministre, Ahmed Ouyahia, en a fait la promesse à la mi-août devant les députés – élus en juin – qui discutaient du programme triennal du gouvernement. Approuvé à une très large majorité par une assemblée aussi peu contestataire sur les choix économiques que politiques, le programme affiche des objectifs ambitieux : croissance de 7 % l'an à l'horizon 2000 (contre 4 % en 1996) : inflation contenue (4,5 %), création de 1,2 million d'emplois, construction de 800 000 logements.

L'Algérie a les moyens financiers de s'affranchir du FMI. Grâce à la remontée de ses recettes pétrolières et gazières (qui représentent la presque totalité de ses ressources en devises) et à une réduction sévère des importations, l'Etat a renfloué ses caisses au-delà de toute espérance. Les réserves de change atteignaient 6,4 milliards de dollars au début de l'été ; elles passeront à 8 milliards à la fin de l'année (beaucoup plus que les 4,6 milliards souhaités par le Fonds). Le FMI n'est sans doute pas opposé à ce que l'Algérie, remise en selle financièrement, s'affranchisse de sa tutelle. Certes, les effets bénéfiques du rééchelonnement de la dette négociée en 1994-1996 par Alger dans le cadre du club de Paris et du club de Londres, vont s'estomper. Dès l'année prochaine, les remboursements aux prêteurs étrangers vont recommencer à augmenter (2,9 milliards de dollars en 1998 ; 3,1 milliards en 1999). Mais, outre son matelas de devises, l'Algérie peut tabler à bon compte sur une forte croissance de ses exportations d'hydrocarbures. Et sur la réouverture de lignes de crédits par les organismes de financement (type Coface) et les banques internationales.

▼ Grâce à la remontée de ses recettes pétrolières et à une réduction sévère des importations, l'Etat a renfloué ses caisses au-delà de toute espérance

▼ Gaz et pétrole dominent toujours

Evolution en %



Sources nationales

Pour autant, il serait bien aventureux d'en conclure que l'Algérie est remise sur pieds, et que le programme du chef du gouvernement va réussir. D'où viendront, par exemple, les 1,2 millions d'emplois dont M. Ouyahia a promis la création ? Selon un document confidentiel du FMI, pour « *réduire le taux de chômage*, [il] *faudrait une croissance du PNB hors hydrocarbures de l'ordre de 6 %* par *an à moyen terme, et une production* [privilégiant les emplois à] *haute intensité de travail* ». Dans son discours-programme, le chef du gouvernement a bien mis l'accent sur « *les programmes spéciaux de grands travaux* » (refection de voies de chemins de fer, reboisement des zones montagneuses), mais l'essor d'une économie non liée aux hydrocarbures reste du domaine du rêve dans un pays balayé par les vagues d'une violence folle qui fait fuir les investisseurs étrangers, compagnies pétrolières exceptées.

Il est probable que pour réduire le chômage (un actif sur trois est sans travail, dont une majorité de jeunes) le gouvernement table sur les emplois induits par son programme de construction de logements. Les pouvoirs publics ont prévu d'accroître de 800 000 logements le parc existant d'ici l'an 2000. Le besoin est indéniable. Un document de travail diffusé l'an passé par le gouvernement, évaluait à 1,2 million d'unités le « *déficit en logement* » auquel s'ajoute « *une demande additionnelle de l'ordre de 800 000 logements à l'horizon 2000* ». Ainsi, conclut-il, « *2 millions de logements doivent être réalisés, soit une production annuelle de 300 000 logements* ».

Deux chiffres permettent de mesurer l'ampleur de la tâche. Il y a cinq ans, lorsque l'Algérie a sombré dans la violence, les livraisons de logements neufs n'ont pas dépassé 28 000 unités. En 1996, selon les chiffres du Conseil national économique et social, la construction de moins de 100 000 logements a été lancée (mais pas forcément achevée). Comment doubler brutalement le rythme, alors que quantité d'entreprises du BTP ont fermé, que les cimenteries tournent au ralenti ? Autre obstacle, dans l'Algérie actuelle les classes moyennes n'ont pas les moyens financiers d'accéder à la propriété. Et inutile de se tourner vers le système bancaire. Aucun établissement financier n'est en mesure aujourd'hui de jouer ce rôle dans des conditions satisfaisantes. D'où les craintes de certains de voir les rares logements neufs continuer à être octroyés par le régime à ses amis politiques – naguère les membres du Front de libération nationale (FNL), aujourd'hui les militants du Rassemblement national démocratique (RND) où les islamistes repentis.

Les promesses de M. Ouyahia d'accentuer le programme de privatisation n'est pas davantage convaincant. Poussé par les institutions financières internationales, Alger s'est engagé à céder au privé la plupart de ses entreprises publiques. Le programme a pris beaucoup de retard. Devant les députés, le premier ministre a renouvelé sa promesse de le mener à bien. Mais lui – ou son successeu r– passeront-ils aux actes sachant que les firmes contrôlées par l'Etat assurent les trois quarts des emplois dans le secteur manufacturier ?

Libéré de la tutelle du FMI, ce n'est pas faire un procès d'intention au premier ministre que de s'interroger sur la mise en oeuvre d'une politique de privatisation aux conséquences sociales dévastratrices.

Jean-Pierre Tuquoi

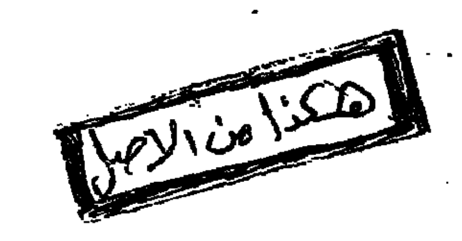
▼ UN CHIFFRE

35 %

BAISSE DU NOMBRE DE PAUVRES EN ASIE EN DIX ANS

Dans la lutte millénaire contre la misère, le continent le plus peuplé du monde a fait, en deux décennies, des progrès époustouflants. Le nombre de pauvres en Extrême-Orient a chuté de 35 % entre 1985 et 1995, après avoir déjà diminué de 27 % dans la décennie précédente. La Banque mondiale, dans deux études qu'elle vient de publier sur la pauvreté en Asie, estime encore à 900 millions le nombre des indigents. Mais ces masses considérables ne représentent plus que deux habitants sur dix, contre six sur dix il y a vingt ans.

Si des pays comme la Thaïlande et la Malaisie ont réduit de 90 % et plus la part de leur population pauvre, la croissance dans toute la zone s'est accompagnée d'un creusement des inégalités. Ce phénomène peut être très dommageable pour l'avenir des sociétés extrême-orientales, pour qui la cohésion sociale, une relative égalité des revenus et des chances sont des valeurs fondamentales, souligne la Banque mondiale. Ce sont les campagnes reculées qui continuent de végéter, alors que les zones côtières se développent. Dans une étude consacrée à l'Inde, l'organisation internationale souligne que 35 % de la population y vivent avec moins de 1 dollar par jour.





Investir pour s'en sortir

Par Richard Zisswiller

Aujourd'hui, la France est un acteur encore important d'une économie qui s'est globalisée à un degré insuffisamment perçu par nos concitoyens. Or, pour maintenir et développer son niveau de vie, notre pays doit être plus compétitif dans des marchés très concurrentiels, qui le seront chaque jour davantage de par l'émergence de nouveaux concurrents. C'est pourquoi le développement de services et de produits innovants, technologiquement avancés et du meilleur rapport qualité-prix, est devenu la clé d'un futur dans lequel le niveau de vie des Français pourrait continuer de croître. Afin qu'il en soit ainsi, notre économie doit se tourner plus rapidement vers des secteurs à valeur ajoutée forte qui créent des emplois correspondant à des niveaux de formation plus élevés.

Pour que ce mouvement s'accélère, trois conditions sont requises. La première est de pouvoir se désengager des secteurs en déclin au profit des secteurs d'avenir. Or ce désengagement est rendu difficile et très coûteux par la mécanique des rigidités socio-économiques (fiscalité, lois sociales, rigidités juridiques...) qui protègent trop l'existant au détriment du devenir. La deuxième condition suppose un investissement suffisant dans les projets qui assureront la compétitivité future. Sans investissement, il n'y a ni produits nouveaux, ni gains de productivité, ni emplois nouveaux. La troisième condition est la confiance, puisque, sans elle, on n'investit pas dans le futur.

Pour obtenir le cycle vertueux investissement-emploi-revenus-consommation, il y a un débat réel sur ce qui est prioritaire. Pour les uns, c'est la consommation, pour les autres, l'investissement. Ce débat est déterminé par les conditions économiques, certains cycles de développement ayant débuté par la croissance de la consommation, d'autres par celle de l'investissement, sachant qu'une réelle reprise développe tôt ou tard les deux mécanismes. Il nous apparaît que, dans les conditions actuelles, l'élément déterminant est l'investissement.

La demande mondiale est depuis plusieurs années en croissance forte. La croissance du PIB mondial ces trois dernières années s'est située entre 3,5 % et 4 % et celle du commerce mondial a atteint 10 % en 1994, 8,5 % en 1995 et 4,5 % en 1996. Elle a tendance à remonter en 1997. Il est vrai que la France n'a pas pu, pendant cette période, exploiter au mieux cette croissance. En effet, d'une part, elle exporte à plus de 60 % en Europe, zone qui a connu l'une des croissances les plus faibles, et, d'autre part, le taux de change du franc est resté longtemps défavorable.

La concurrence se renforçant, la qualité et le prix des produits et des services deviennent déterminants. Le renouvellement des produits et l'amélioration de la productivité sont donc impératifs pour l'offre française. Nous sommes dans une économie où l'offre concurrentielle entraîne la demande.

Les technologies, particulièrement celles de l'information et de la communication, évoluent très vite et doivent être assimilées rapidement. Les entreprises qui ne suivent pas perdent des marchés. Or nous observons que les investissements dans ces domaines sont nettement insuffisants, comparés à ceux de nos concurrents américains, japonais ou nord-européens. En effet, aux Etats-Unis, cette part dans l'investissement total est passée ces dernières années de 20 % à 40 %, voire à 50 % dans certains secteurs, alors qu'en France elle n'a progressé que de 15 % à 20 % environ. L'investissement dans les technologies de l'information excède nettement 3 % du PIB par habitant aux Etats-Unis, tandis qu'il n'en représente que 1,8 % en France. Notre pays se situe légèrement en dessous de la moyenne européenne et est nettement distancé par les pays d'Europe du Nord. Par ailleurs, l'investissement des entreprises en recherche et développement, faiblesse traditionnelle, reste insuffisant, même s'il est maintenant dans la moyenne européenne.

Dans les conditions actuelles, c'est l'investissement, non la consommation, qui est déterminant. L'économie n'est pas confrontée à une situation dans laquelle les recettes keynésiennes peuvent réussir

Or ces deux types d'investissement sont aujourd'hui essentiels : les premiers confèrent un avantage concurrentiel dans le domaine des relations avec les clients et les fournisseurs, les seconds dans celui des produits. Grâce aux mécanismes de multiplication et d'accélération, les investissements sont rapidement créateurs d'emploi et donc de consommation. La liaison investissement-emploi est très étroite et moins décalée que la liaison consommation-emploi. Les reprises d'investissement engendrent la croissance de l'emploi et, inversement, les baisses s'accompagnent d'un recul.

Dès lors, il est essentiel de savoir pourquoi l'investissement tarde à reprendre en France, malgré la situation financière plutôt favorable des entreprises (taux d'autofinancement de plus de 110 %, fonds propres aux normes internationales, endettement plus réduit, taux d'intérêts plus bas). Trois causes semblent l'expliquer. La faible rentabilité des fonds propres, qui reste trop éloignée des normes américaines et internationales (2 % à 3 % contre 6 % à 8 %) en raison du niveau élevé des charges des entreprises. L'atonie de la demande de consommation qui est toujours citée en premier par les chefs d'entreprise (carnets de commandes). On notera cependant que celle-ci a crû de 2,1 % en 1996. Les prévisions de 1997 oscillent entre 1,5 % et 2 % et 1998 devrait être une meilleure année. Les capacités de production doivent être reconsidérées comme variables explicatives. En effet, bien qu'elles n'atteignent pas encore le seuil critique de 85 % à 87 %, qui généralement déclenche l'investissement, elles ne nous semblent pas jouer un rôle aussi fondamental que par le passé dans une économie de service de plus en plus immatérielle.

Mais peut-être faut-il ajouter à ces raisons objectives, modérément convaincantes, deux autres facteurs plus difficiles à cerner. D'abord, les entreprises auraient insuffisamment pris conscience de la nécessité de l'investissement de compétitivité exigé par la globalisation des marchés. Il peut apparaître, en effet, que l'élément déterminant de celle-ci n'est plus le cycle des ventes au détail, de la construction ou de la production, mais celui des technologies avancées. Et comme la France est davantage engagée dans les technologies moyennes, l'investissement n'est pas assez tiré par celles-ci. L'exemple de la faiblesse comparative dans les technologies informatiques de réseau illustre bien ce phénomène. Contrairement à celle de la France, l'économie des Etats-Unis a profité de l'investissement dans les technologies avancées, qui, tout en provoquant des destructions d'entreprises et d'emplois dans les secteurs anciens, ont provoqué l'émergence de nouveaux services et de nouvelles entreprises dont certaines se sont propulsées au niveau mondial. C'est ainsi que la croissance classique n'atteindrait plus que 1,7 % alors que la croissance moyenne est de 2,6 %, la différence de 0,9 % provenant des technologies avancées.

Ensuite, le facteur confiance qui, tout simplement, pourrait manquer. En effet, une décision d'investissement est difficilement réversible. C'est donc l'incertitude des chefs d'entreprise sur les prélèvements que l'Etat peut effectuer sur les firmes et sur certains ménages dans le futur qui peut les dissuader d'investir malgré des conditions plutôt favorables. Dans cette hypothèse, il y aurait une solution au problème. Elle consisterait à diminuer le coût d'opportunité par un amortissement fortement accéléré et autorisé sur une période suffisamment longue.

En conclusion, ce qui est déterminant dans les conditions actuelles de l'économie, c'est l'investissement et non la consommation. L'économie aujourd'hui ne nous semble pas confrontée à une situation dans laquelle les recettes keynésiennes peuvent réussir. En effet, dans le contexte actuel de chômage élevé, une politique trop favorable à la hausse des salaires bénéficie dans une large mesure à l'épargne et à l'achat de biens importés. Les solutions favorables à une offre renouvelée nous paraissent avoir plus de chance de succès. On a coutume d'expliquer le plein emploi américain par la consommation et la flexibilité du marché du travail ; l'explication tient davantage au niveau élevé de l'investissement dans ce pays.

Richard Zisswiller *est délégué général, chargé des études à la chambre de commerce et d'industrie de Paris.*

Faut-il avoir peur de la dette publique ?

Par Loïc Cadiou et Jérôme Creel

Les commentaires sur l'endettement public donnent souvent l'image d'une dynamique perverse, auto-entretenue par l'augmentation du poids des paiements d'intérêts, et donc explosive. Le bon sens requiert alors que tout soit fait pour enrayer ce dérapage, et le critère de dette publique du traité de Maastricht, fixant à cette dette un plafond de 60 % du PIB, semble répondre à cette exigence. Mais le bon sens associé à un minimum d'esprit critique conduit d'abord à élargir cette vision simpliste et partielle de l'économie, car les intérêts que paye l'Etat sur sa dette ne se perdent pas dans un trou noir, et l'Etat n'emprunte pas aux extraterrestres. Aussi faut-il également se demander qui accepte de détenir les titres publics et qui en perçoit les intérêts ?

Lorsque le Trésor français émet des obligations, les institutions financières se pressent pour les acquérir, car ces actifs sont les plus appréciés du marché. De ce fait, les épargnants deviennent les véritables détenteurs de la dette publique. Par exemple, un placement d'assurance-vie n'est rien d'autre qu'un achat d'obligations. Et, dans la situation actuelle de désendettement des entreprises, il s'agit essentiellement d'obligations d'Etat.

Mais pourquoi les particuliers achètent-ils ces obligations, et le font-ils en toute connaissance de cause ? Deux réponses peuvent être apportées à cette question. D'un côté, des économistes font l'hypothèse que les ménages souscrivent aux obligations émises par l'Etat uniquement en prévision des impôts nouveaux que le gouvernement devra lever dans le futur pour leur rembourser ces titres. Dans ce cas, les obligations publiques détenues par les ménages n'accroissent pas leur patrimoine. Toutefois, cette thèse n'est guère étayée par les travaux empiriques : le déficit public n'apparaît pas comme un important facteur d'épargne. En Europe, l'augmentation de l'épargne des agents privés (ménages et entreprises) depuis le début des années 90 a d'ailleurs nettement dépassé celle des dettes publiques.

Il existe en réalité d'autres inquiétudes plus lourdes à l'origine des décisions d'épargne : parmi celles-ci, la perspective de se retrouver au chômage, les difficultés financières des proches, ou encore la remise en question du système par répartition qui conduit les actifs à s'assurer une meilleure retraite. Ces incertitudes sont à l'origine d'une seconde réponse : pour faire face aux aléas et aux fluctuations de leur revenu, les ménages souhaitent accumuler un patrimoine financier, et sans en être conscients participent à la demande de titres publics. Dans ce cas, la dette publique est bel et bien un élément de la richesse privée. Ainsi, tant que les agents privés (ménages et entreprises confondus) désirent accroître leur patrimoine financier, il n'y a pas de raison de s'inquiéter du niveau de la dette publique.

Le vrai problème de la dette consiste plutôt à se demander si les ressources dégagées de manière durable par l'Etat assurent sa solvabilité

Pourtant, la hausse régulière de la dette publique au cours de deux dernières décennies continue de faire peur. Cette irrésistible ascension est-elle soutenable ? Ne conduit-elle pas les Etats européens à la faillite ? Prenons du recul et plaçons-nous en Europe au milieu des années 70. Qui aurait osé prévoir que le ratio de dette sur PIB serait multiplié par trois en vingt ans (passant de 20 % à 60 % du PIB), sans avancer que l'Etat ne doive à un moment ou à un autre répudier sa dette ? Vraisemblablement personne. Aujourd'hui, une partie des craintes reposent sur la simple constatation de la hausse de la dette publique. Or la stabilité du ratio de la dette sur PIB n'a aucun fondement théorique. Certes, l'inflation ou l'émission de « papier-monnaie » ne permettent plus aujourd'hui de financer cette dette en spoliant les créanciers.

Pourtant les risques d'insolvabilité sont limités, on le voit en Belgique et en Italie. Il n'existe pas de seuil absolu à ne pas dépasser. Après avoir connu des taux d'intérêt réels élevés, dûs aux politiques monétaires de désinflation des années 80, puis au choc de la réunification allemande, les pays européens bénéficient actuellement d'une baisse des taux qui réduit la charge de la dette et favorise la croissance. Les craintes d'insolvabilité des Etats européens sont dès lors de moins en moins fondées. D'ailleurs, ces craintes ne sont pas pertinentes dans des économies qui souffrent d'un chômage lié en partie à l'atonie de la demande, comme c'est la cas des économies européennes depuis le début des années 90. Dans une telle situation, il est en outre vain et irrationnel d'épargner exclusivement en vue du remboursement de la dette publique : une partie de cette dette sera financée par l'amélioration prévisible de la conjoncture et des rentrées fiscales.

Les recommandations de politique économique ne peuvent reposer sur des critères immuables, et se passer d'une analyse circonstanciée des situations des pays auxquels elles sont destinées. Ainsi en est-il des critères de finances publiques du traité de Maastricht. Que les Etats-Unis, qui se trouvent en situation de plein emploi et enregistrent un déficit courant important, cherchent à réduire leur déficit public et par là leur endettement est tout à fait pertinent. En revanche, que les pays européens à fort taux de chômage, faible inflation et excédents extérieurs élevés fassent de même n'a pas de sens.

Loïc Cadiou *est économiste, membre de l'Association pour une recherche naïve en économie (Arené).* **Jérôme Creel** *est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Paris-Dauphine.*

LIVRE

La machine à surévaluer

par Martine Laronche

L'EURO CONTRE L'EUROPE ?
GUIDE DU CITOYEN FACE À LA MONNAIE UNIQUE
de Gérard Lafay
Editions Arléa, 176 p., 100 F.

Pourfendeur de la pensée unique, Gérard Lafay se livre à une attaque en règle de l'euro tel qu'il se profile. Il promet ni plus ni moins que l'éclatement de l'Europe si les dirigeants persévèrent dans leurs erreurs, les pieds sur les freins budgétaire et monétaire. Le professeur d'économie politique à l'université Paris-II, nostalgique d'une Europe emmenée par la France, a en ligne de mire les tenants du mark fort, les bureaucrates de Bruxelles et l'ultralibéralisme anglo-saxon.

Gérard Lafay s'emploie à démonter ce qu'il qualifie de *« mythe du mark »*. Beaucoup d'Allemands croient que le miracle économique des années d'après-guerre est imputable à la force de leur monnaie. Alors qu'en réalité il s'expliquerait, pour une large mesure, par sa sous-évaluation, et ce jusque dans les années 70, sous-évaluation alliée à une stabilité des prix à l'intérieur du pays. Lorsqu'ils souhaitent un *« mark fort »*, les Allemands confondent deux notions différentes du pouvoir d'achat monétaire, selon que l'on se place à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières, estime l'auteur. Le mark a toujours été fort sur le plan interne, en raison de la modération des prix allemands. En revanche, dans le système de Bretton-Woods, avant l'instauration des changes flottants, le mark était faible à l'extérieur. L'Allemagne, qui, grâce à des atouts spécifiques (formation professionnelle, position dominante sur certains marchés...), a réussi pendant un certain temps à surmonter le handicap d'une monnaie devenue forte sur le plan externe, a subi de plein fouet le choc de l'unification (avec l'ex-Allemagne de l'Est), avec pour conséquence le ralentissement de la croissance et la montée du chômage. Ce choc, comme l'a décrit un autre économiste, Jean-Paul Fitoussi dans *Le Débat interdit* (Editions Arléa, 1995), a affecté l'ensemble des équilibres macroéconomiques. Et la France, qui sous la férule de Pierre Bérégovoy, feu le premier ministre de François Mitterrand, n'a pas décroché de la monnaie allemande, a payé le prix fort.

« Les premières phases de l'UEM (Union économique et monétaire), inspirées par la logique de la Bundesbank, ont fonctionné comme une machine à surévaluer, entravant structurellement la croissance et engendrant une nouvelle détérioration du chômage », écrit Gérard Lafay. Il considère que, de la même façon que le marché unique avait omis de définir les principes d'une politique commerciale commune, l'Union ne se pose pas la question d'une stratégie monétaire commune vis-à-vis du dollar et des monnaies extra-européennes. Or les Etats-Unis ne se sont pas privés de cette arme monétaire. De même que certains pays asiatiques (même s'ils en subissent en ce moment le contrecoup). Si les salaires nominaux de ces pays sont quarante fois plus faibles que dans la zone mark, le niveau général des prix est, lui, cinq fois plus faible. Le pouvoir d'achat des salariés (obtenu en divisant les salaires nominaux par le niveau général des prix) y est donc seulement huit fois plus faible. Pour Gérard Lafay, c'est là l'illustration du *« dumping monétaire »* souvent reproché aux pays asiatiques.

Se privant de l'arme monétaire et coincés par des déficits budgétaires, les tenants de la pensée unique invoquent donc les *« rigidités du travail »* pour expliquer le chômage. Un discours repris par les entreprises engagées dans la mondialisation. Or ce qui guette l'Europe, souligne Gérard Lafay, c'est le modèle ultralibéral américain, dont il dresse, au passage, un tableau peu flatteur dont il ne retient que les pires aspects. Car, faute d'avoir inscrit le critère de l'emploi dans le traité, celui-ci risque de devenir ipso facto *« un poste d'ajustement »*. Impuissants, les Etats proposent principalement deux posologies pour réduire le chômage : l'une *« ultralibérale »*, fondée sur la flexibilité, l'autre *« dirigiste »*, reposant sur le partage de la pénurie de travail.

Antimaastrichtien, Gérard Lafay plaide pour que l'impératif de croissance et, donc, d'emploi soit mis au coeur d' *« une refondation européenne »*. Face à l' *« impasse »* dans laquelle se trouve l'Europe monétaire, il réclame l'abandon du modèle allemand pour construire l'UEM, ainsi que la révision du traité de Maastricht. Convaincant quand il démontre les méfaits d'une monnaie surévaluée, l'auteur l'est moins sur les moyens de sortir de l' *« impasse »* dans laquelle se trouve l'Europe monétaire. Pour résoudre la contradiction entre le projet politique d'un euro fort (afin d'attirer les opérateurs privés et les banques centrales étrangères) et la nécessité économique d'avoir des taux de change raisonnables, l'euro devrait passer par une phase transitoire. Il serait d'abord une monnaie commune qui servirait pour les transactions et les réserves internationales. Les monnaies nationales subsistant temporairement pour effectuer les transactions internes et définir les niveaux de prix et de salaires à l'intérieur des pays. Durant la même période, un mécanisme de change serait reconstitué entre les pays de l'Union avec comme objectif *« de stabiliser leurs relations mutuelles et de gérer collectivement leur position vis-à-vis du reste du monde »* (avec une parité de pouvoir d'achat avec le dollar). La troisième phase de l'UEM, la fusion de ces différentes monnaies, n'interviendrait qu'à une date ultérieure.

L'auteur propose également de restaurer *« une préférence communautaire sélective »*, en encourageant les industries d'avenir, ce qui est souhaitable, mais aussi, ce qui est plus discutable, *« en faisant face à la concurrence sauvage de nombreux pays à bas salaires »*. Comment ? Une taxe compensatrice serait appliquée sur les importations en provenance des *« pays fautifs »*, son taux variant selon l'origine géographique des produits et son montant étant reversé aux Etats concernés. Les pays qui constituent la périphérie de l'Union européenne, Afrique et pays de l'Est, seraient moins taxés que les pays lointains géographiquement et culturellement. Au niveau mondial, l'auteur propose de repenser l'ensemble des institutions mises en place par les accords de Bretton Woods, au service des conceptions américaines. L'Organisation mondiale du commerce doit s'efforcer de favoriser un *« libre-échange maîtrisé »*, en admettant l'expression de préférences régionales. Des idées intéressantes, mais dont certaines peuvent sembler anachroniques.

PARUTION

● ***LE COMMISSAIRE AUX COMPTES ET LE MARCHÉ FINANCIER,*** **Etudes empiriques du rôle informationnel de l'auditeur légal, de Bahram Soltani**
Dans cet ouvrage, Bahram Soltani, maître de conférences à Paris-I, et ancien collaborateur du cabinet d'audit international KPMG, ne se contente pas de redéfinir les règles professionnelles qui permettent aux commissaires aux comptes d'affirmer *« la régularité, la sincérité et la conformité à la notion d'image fidèle »* des documents financiers destinés au monde de la finance comme aux autorités juridiques et fiscales. A partir de plusieurs rapports d'audit réalisés dans les pays anglo-saxons, traitant aussi bien de l'impact du contenu informatif du rapport d'audit sur le cours boursier ou sur le comportement de la communauté bancaire, que du lien entre la qualité de l'information financière et de l'efficacité des marchés, l'auteur explique la complexité de cette tâche. Et comment l'auditeur externe doit s'efforcer de satisfaire des interlocuteurs rendus chaque jour plus exigeants par la globalisation et la modernisation des marchés financiers. (Economica, 176 p, 145 F.)

Informatique - Secteurs de Pointe

Mobilisez vos compétences

Depuis 1980, le Groupe SEDI (150 collaborateurs 130 MF de CA) accompagne avec succès les plus grandes entreprises dans leurs développements technologiques.

Nous renforçons notre Département Technique et souhaitons intégrer plusieurs

INGÉNIEURS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

- Temps Réel
- Génie Logiciel
- Télécoms
- IHM ...

INGÉNIEURS SYSTÈMES ET RÉSEAUX

- Administration UNIX
- Administration Réseaux...

Vous êtes de formation Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent et possédez l'expérience de la mise en œuvre ou du pilotage de projets (1ère expérience ou stages significatifs acceptés).

Si vous désirez valoriser vos compétences sur des projets d'envergure, adressez votre dossier de candidature (lettre et CV) sous réf. MPD/09 à SEDI, Service du Recrutement, 164 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Fax : 01 47 47 82 91

SEDI

SDDP Corporate

Bienvenue dans un monde de défi, de performance, d'innovation

RHONE-POULENC AGRO recrute pour son Centre de Recherche situé dans le Sud-Est de la France un

RESPONSABLE ANALYSE, SPECTROMETRIE DE MASSE ET FORMULATION

De formation minimum Ingénieur Chimiste, vous avez une solide expérience en analyse, en spectrométrie de masse, en management d'équipe et de projets, vous communiquez aisément en français et en anglais, alors rejoignez-nous pour :

- *organiser et superviser les activités de support analytique, de spectrométrie de masse et de préparation des formulations en appui aux études de toxicologie, d'écotoxicologie et de métabolisme,*
- *assurer l'animation d'une équipe d'une dizaine de techniciens et garantir la conformité aux règles des Bonnes Pratiques de Laboratoire,*
- *développer des techniques nouvelles,*
- *apporter conseil et support à la toxicologie internationale de la société en développant une expertise reconnue.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo ainsi que vos prétentions à : RHONE-POULENC AGRO Responsable des Ressources Humaines - référence ASF 355 rue Dostoïevski - BP 153 - 06903 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex.



RHÔNE-POULENC

OBC

SFAC

La SFAC - 900 personnes, plus de 2,4 Milliards de Frs de CA en 1996 - est une des sociétés du groupe EULER, plus de 2200 collaborateurs répartis en Europe et aux USA, 5 Milliards de Frs de CA, numéro 1 mondial sur le marché de la protection et la gestion du compte-clients des entreprises. Nous recherchons, dans le cadre de schémas directeurs ambitieux des

Ingénieurs Systèmes/Réseaux

GRANDS SYSTEMES IBM, DB2 / 6000, SNA, CLIENT/SERVEUR, UNIX, ORACLE, TCP/IP.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure en informatique - *Ecole d'Ingénieurs, Université* - ayant une expérience de 2 à 6 ans de la fonction système et/ou réseau et la pratique d'environnements hétérogènes.

La diversité de nos projets, leur envergure internationale nécessitent de *réelles qualités d'organisation, de contact* et de management d'équipes et/ou de projets ainsi que la pratique de la langue anglaise. Les débutants à fort potentiel ne seront pas exclus de notre recherche.

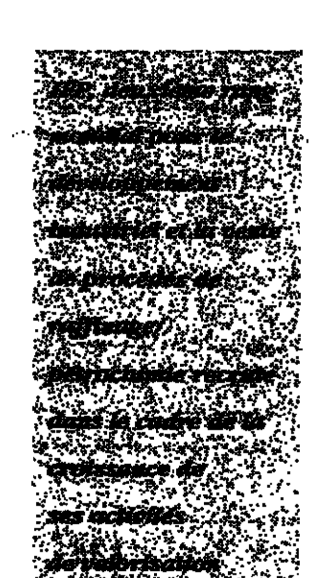
Si vous êtes motivés, merci d'envoyer lettre, CV, *prétentions* et salaire actuel sous référence GIE à EL CONSEIL 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.

Publipartner

Ingénieurs Commerciaux







INGÉNIEURS PROCESS

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

Dans le cadre de la mise en forme de nouveaux concepts technologiques (optimisation de schémas de procédés, simulation dynamique, développement de nouveaux types d'équipements), vous serez chargés, dans un contexte international, de la conception des unités de raffinage/pétrochimie pour le compte de nos clients. Vous participerez à la mise en service des unités que vous aurez conçues.

Vous avez complété votre formation par une spécialisation à l'étranger.

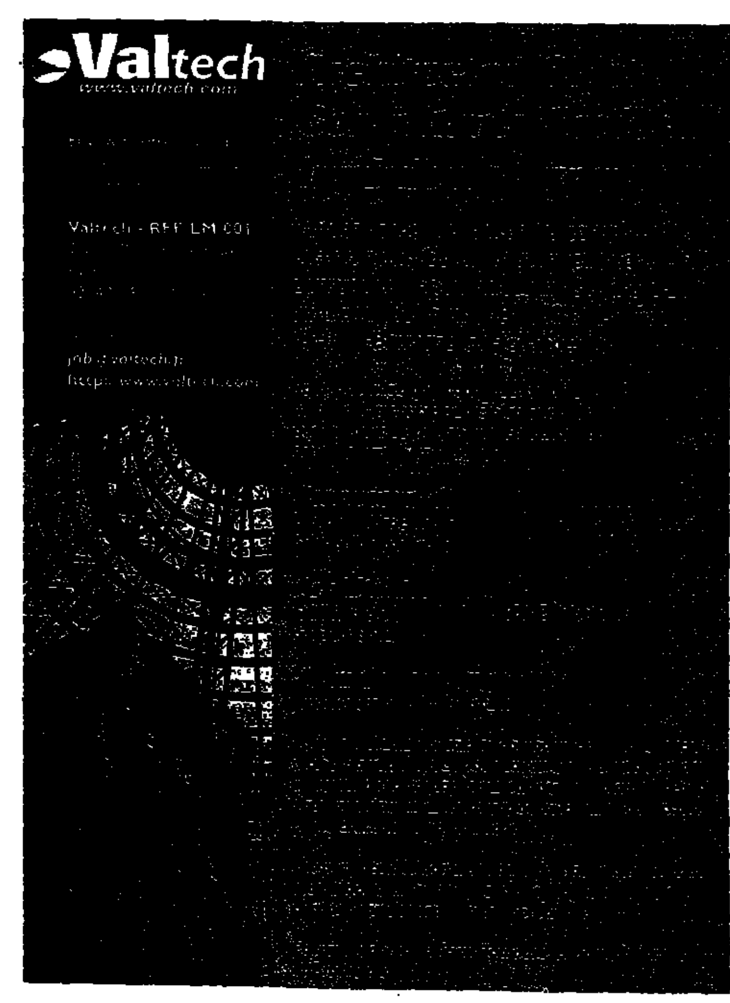
Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais, des aptitudes relationnelles et une grande autonomie.

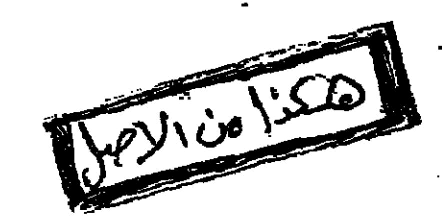
Ces postes basés à Rueil (92) comportent des missions de courte et moyenne durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence V.PRO à Institut Français du Pétrole - Service Recrutement - 92852 Rueil Malmaison cedex.

Publipartner

LA RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELLE





Les multinationales, porte-avions des PME à l'exportation

▼ Réseaux
De grandes entreprises aident les petites à trouver des débouchés à l'étranger. Des exemples à développer

Rien ne prédisposait la multinationale et la PME vosgienne à faire affaire ensemble. Ce ne sont d'ailleurs pas des relations commerciales qu'elles ont nouées. Mais la plus grande a fait, en quelque sorte, la courte échelle à la plus petite pour appuyer ses efforts à l'exportation. Plus précisément, les établissements Cunin, une entreprise familiale sise à Contrexéville, ont trouvé auprès du prétrolier Total un appui pour réaliser une étude de marché au Vietnam.

Spécialisée à l'origine dans les métiers de plombier et de couvreur, la PME a développé la commercialisation de petites unités industrielles – laiteries, brasseries, usines d'embouteillage, viennoiseries, – qu'elle vend clef en main à l'étranger. La Russie est un marché particulièrement lucratif, mais politiquement risqué. L'entreprise, qui y réalise l'essentiel de sa marge nette, a voulu trouver de nouveaux débouchés afin d'assurer ses arrières en cas de crise à Moscou. Après avoir hésité entre l'Amérique latine et l'Asie, son choix s'est finalement porté sur le continent asiatique, et plus particulièrement sur le Vietnam.

Accaparée par la gestion du quotidien, la direction a confié le projet de prospection à une stagiaire, Christelle. *« Le problème majeur de PME comme la nôtre, c'est que nous manquons de temps,* explique Serge Cunin, le PDG. *Nous sommes convenus avec notre jeune stagiaire que, si elle réussissait à monter le dossier, à obtenir une assurance prospection et une subvention de la région, elle pourrait partir l'année suivante au Vietnam pour procéder à l'étude de marché et faire une première sélection pour recruter un représentant local. »* L'étudiante en gestion des ressources humaines a tenu le pari. Une fois le dossier sur les rails, elle est partie près de deux mois au Vietnam au printemps 1997. Mais pas totalement à l'aventure. Elle a séjourné dans les locaux de Total, avec bureau et téléphone à disposition. Elle a pu bénéficier de l'expérience et du carnet d'adresses de la multinationale, ainsi que de ses connaissances en matière de lois et réglementations nationales sur les investissements étrangers.

Économie de temps, d'argent, d'énergie, ce partenariat entre une PME et une multinationale s'est opéré sous la houlette de Partenariat France, une association lancée en juin 1996 par le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur de l'époque, Yves Galland, pour aider les PME à se développer à l'exportation. Elle réunit une cinquantaine de grands groupes, dont une quinzaine sont particulièrement actifs. Ceux-ci peuvent apporter le petit coup de pouce sans lequel un projet devrait rester dans les tiroirs. Les aides vont de l'hébergement et du tutorat d'un CSNE (coopérant du service national en entreprise) à des conseils, mises en relation avec des opérateurs et des décideurs étrangers, etc. *« Ce qui importe principalement pour les PME, c'est qu'on leur ouvre un carnet d'adresses et qu'elles puissent bénéficier sur place du prestige et de la notoriété d'un grand groupe »,* note Alain Chevalier, président de Partenariat France, ancien PDG de Moët-Hennessy. Les dossiers sont présélectionnés par les directions régionales du commerce extérieur, puis examinés par un bureau exécutif qui cherche un partenaire.

Vision Numéric, une société qui a mis au point un logiciel de gravure en trois dimensions, est entrée par ce biais en contact avec Dassault Industrie. *« Au départ, nous nous sommes mis d'accord pour participer à leur côté en mai 1997 à l'exposition de Shanghaï. Malheureusement, ils ont dû annuler leur participation,* raconte Michel Bonneton, le PDG. *Mais depuis on se téléphone, et chaque fois que j'ai besoin d'un conseil j'obtiens une réponse rapide et utile. Ils m'ont laissé, en quelque sorte, la porte ouverte, et je viens me servir. »* Thierry Doreau, PDG de la Grande Champagne, une tonnellerie de Segonzac, dans la région de Cognac, a pu, pour sa part, partir aux côtés des fournisseurs de Carrefour à la *« Quinzaine de la France »*, organisée, en mars, par le groupe, dans ses magasins au Brésil et en Argentine. Il y avait parmi eux des négociants en vin, ce qui lui a permis de faire des affaires tout en prospectant de nouveaux marchés internationaux.

Walter Tessa, le patron de Contrôle Mesure Systèmes, une entreprise du Creusot, a découvert l'existence de Partenariat France en feuilletant une revue. Spécialisé dans l'étude et la réalisation de matériels de contrôle non destructif, il a sollicité l'aide d'un grand groupe pour trouver des représentants aux Etats-Unis. Ce fut EDF. *« Leurs ingénieurs de par leur métier connaissent parfaitement les domaines d'application de nos produits,* remarque M. Tessa. *Nous leur avons expliqué ce que nous cherchions et ils nous ont pris les rendez-vous et accompagné sur place. »*

Même si la plupart des PME le souhaitent secrètement, le but de ces partenariats à l'export n'est pas de faire des affaires avec la multinationale qui les parraine. Il ne s'agit pas de devenir son fournisseur ni d'en obtenir des financements. Sanofi a dû refroidir les ardeurs d'une petite entreprise qui souhaitait ni plus ni moins qu'elle la rachète. *« Nous n'apportons jamais d'aide financière,* précise Christian Fréchin, responsable du développement de l'emploi externe chez Sanofi. *Mais nous pratiquons la mise en réseau et nous apportons des aides ponctuelles. »*

L'opération Partenariat France, qui a permis d'aider environ cent trente entreprises en un an, ne reflète pas l'intégralité de ce qui peut se faire en la matière. Certains groupes préfèrent agir seuls. A l'instar de Michelin, qui aide les PME en Auvergne. D'autres ont rejoint l'association, mais se préoccupaient déjà de portage. C'est le cas de Total, un des plus actifs du club. Son aide ne se limite pas à l'accueil de CSNE, mais la multinationale peut, par exemple, aider une PME à choisir un partenaire pour créer une société mixte, à trouver des clients potentiels, mettre à disposition ses collaborateurs pour des missions ponctuelles, etc. *« La question était de savoir ce que nous pouvions faire pour contribuer de façon modeste à la croissance et à l'emploi,* explique Jean-Eric Blumereau, directeur des relations inter-entreprises. *La réponse apportée à l'époque par Serge Tchuruk, puis reprise par Thierry Desmaret, a été d'offrir notre expérience à l'international aux PME. »*

Deux autres sociétés, Pechiney et Rhône-Poulenc, pratiquent, en plus de ces aides gratuites ou tout juste indemnisées, une forme particulière de portage. Elles mettent à disposition des PME leurs réseaux commerciaux à l'international moyennant une commission sur les ventes. Rhône-Poulenc, implanté dans cent soixante pays, travaille ainsi pour une centaine de PME-PMI, dans la chimie, les fibres et l'agroalimentaire, ce qui a représenté en 1996 un volume d'affaires de 2,3 milliards de francs. Les entreprises sont choisies en fonction des produits de façon à créer des synergies.

Actuellement, les PME-PMI françaises sont encore insuffisamment tournées vers l'exportation, avec en volume un petit tiers des exportations nationales. Le portage pourrait en accélérer le rythme. Mais rares sont encore les groupes qui en font un axe de leur stratégie.

Martine Laronche

Vendre en Pologne certes, mais comment faire quand on est petit ?

▼ Conseils
Grâce à Eurochallenge, trois PME françaises ont fait leurs premiers pas vers un marché prometteur

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Colibri, Européenne de télécommunications et Philocolor ne sont pas des entreprises françaises bien grosses, mais elles lorgnent vers l'Est compliqué, car leur dynamisme et leurs intuitions leur ont soufflé qu'elles devaient saisir les occasions de ces économies en mutation rapide. Leurs trois patrons ont donc choisi d'explorer la Pologne, parce qu'un marché de quarante millions d'habitants, ça ne se refuse pas quand la France est en panne et que l'enrichissement rapide et visible d'une partie de la population polonaise annonce de beaux jours.

Mais leurs entreprises ne sont guère fortunées et n'ont pas les moyens de se lancer dans de longs séjours de repérage. Aussi sont-ils passés par les services d'Eurochallenge, une organisation privée qui a maillé les réseaux de conseils en exportation à travers le monde. Moyennant 30 000 francs, ils ont reçu un billet d'avion, des bons pour cinq ou six nuits d'hôtel et un copieux carnet de rendez-vous avec les interlocuteurs les plus intéressants.

Philippe Darves-Bornoz, PDG de Colibri Pâtisseries, vient *« pour voir »*, ou plutôt pour consolider le chiffre d'affaires de cette entreprise de Charente-Maritime qu'il a reprise en 1994 au bord du dépôt de bilan, avec 42 salariés et 25 millions de francs de chiffre d'affaires. Après avoir développé des produits nouveaux, il est aujourd'hui bénéficiaire et annonce 65 salariés et 90 millions de francs de chiffre d'affaires essentiellement réalisé avec de la madeleine et des bûches de Noël. Mais la concurrence est rude et les prix baissent. Expédier quelques camions de bûches en chocolat par an en Russie ne lui suffit plus. Il a trouvé l'an dernier en Allemagne un importateur pour une madeleine haut de gamme à talon en chocolat grâce à Eurochallenge. Il aimerait attaquer l'Europe de l'Est par la Pologne, mais ses premiers contacts sont décevants : le syndicat polonais de la pâtisserie industrielle est tenu par des artisans qui n'ont guère envie de sortir de leurs habitudes. La visite de deux petits industriels montre des machines vétustes et une hygiène laissant beaucoup à désirer.

En fin de semaine, une visite à Gdansk et une autre à Cracovie sont plus fructueuses. *« J'ai rencontré là de vrais industriels,* raconte Philippe Darves-Bornoz. *L'un possède une belle usine sous-employée et l'autre maîtrise sa distribution ».* Il est parvenu à quelques conclusions fortes : *« Avant toute chose,* dit-il, *tester nos madeleines auprès des consommateurs pour voir à quel prix ils seraient prêts à les acheter »* ; il importe aussi de trouver un industriel pour fabriquer sur place lesdites madeleines et profiter ainsi du très bas coût de la main-d'œuvre.

Européenne de télécommunications SA (ETSA) a gardé l'esprit d'équipe qui a fait son succès sur le créneau de téléphone mobile. Elle est donc représentée par deux de ses fondateurs, le PDG Denis Bertrand et le directeur de la production Guy Holin. Seize personnes motivées ont fait passer le chiffre d'affaires de l'entreprise de 7 millions de francs en 1994 à 52 millions en 1996. Installé en Indre-et-Loire, ETSA conçoit, sous-traite et installe des amplificateurs de puissance et des ensembles *« faible bruit »* qui améliorent la réception des communications téléphoniques. L'explosion du téléphone mobile les a servis ainsi que la qualité insuffisante des communications acheminées par France Télécom, SFR ou Bouygues. Mais cette niche ne durera pas plus de deux ans parce que la saturation approche et que les grands constructeurs comme Motorola ou Alcatel intégreront bientôt ces amplificateurs dès la conception. L'exportation s'impose.

Ses dirigeants abordent la Pologne, pour la première fois. Première découverte, le réseau de l'opérateur Centertel est extrêmement important avec 185 000 abonnés et 3 000 kilomètres de faisceaux hertziens sur tout le territoire et il a remporté l'appel d'offres pour le nouveau réseau DPS 1 800 (hautes fréquences). Deuxième découverte, Denis Bertrand et Guy Holin parlent le même langage que le directeur technique français de Centertel, Bertrand Le Guern, lequel les met en contact avec un de ses collaborateurs. Leur deuxième rendez-vous auprès d'une responsable de l'agence nationale des radiocommunications les alerte sur une difficulté imprévue : leurs amplificateurs devront obtenir une homologation officielle. Après plusieurs contacts supplémentaires, ils rentrent à Paris persuadés qu'il leur faut passer par l'intermédiaire d'un distributeur polonais qui se chargera de franchir les barrages réglementaires.

De son côté, Olivier Cardineau, directeur général de Philocolor, est venu en Pologne chercher des partenaires pour les peintures industrielles que produit cette entreprise centenaire d'Indre-et-Loire qui réalise 25 millions de francs de chiffre d'affaires avec 25 salariés. Lui aussi, comprend vite que ces produits sont dans la cible en termes de qualité et de prix. Mais à condition de s'associer avec un industriel local qui *« mettra à la teinte »* les produits semi-finis qu'il lui expédiera de France et surtout qui se chargera de les faire homologuer dans un pays très attentif à l'environnement. Les représentants en Pologne de Bouygues et de Leroy-Merlin lui ont donné de précieux conseils sur les factures à présenter en douane et sur les procédures d'homologation.

C'est à Poznan qu'Olivier Cardineau a trouvé le partenaire idéal, un grossiste importateur qui travaille déjà avec les Allemands et dont le dirigeant de trente ans est à peine plus âgé et aussi ambitieux que lui. M. Cardineau sait maintenant qu'il n'exportera qu'en s'associant avec des distributeurs locaux. Colibri et ETSA ont décidé de revenir en Pologne. L'un apportera ses amplificateurs, l'autre ses madeleines. Avec des propositions de prix et de quantités. Tous trois sont enchantés du *« boulot »* qui les attend. Ils n'ont plus peur de l'aventure à l'Est dont les frontières ont été repoussées vers la Russie voisine, *« trop grosse et avec trop de turbulences »* pour qu'ils s'y intéressent tout de suite.

Alain Faujas

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Bernard Kapp

L'espionnage industriel, style Louis XV

Depuis la fin de la guerre froide, la CIA et les autres grands services de renseignement se seraient largement reconvertis, nous dit-on, dans l'espionnage industriel, pudiquement rebaptisé veille technologique ou encore intelligence économique. Ce faisant, les grandes puissances ne font que renouer avec des pratiques remontant au milieu du XVIII[e] siècle, moment où l'appareil d'Etat colbertiste de Louis XV mit en place une organisation clandestine pour aider l'industrie nationale à piller les technologies concoctées dans les pays voisins !

L'industrie française, largement dominée par les manufactures royales édifiées au siècle précédent, était alors extrêmement dynamique. Il faut en effet savoir que la production – y compris celle de la sidérurgie – a connu pendant la période 1735-1785 une croissance plus rapide que la production anglaise. Mais nos industriels étaient manifestement en retard en termes d'innovation et de qualité sur leurs concurrents d'Europe du Nord. Si bien qu'il apparut très vite souhaitable d'organiser discrètement ce que nos technocrates appelleraient aujourd'hui des transferts de technologie occultes.

Intendant général des finances et membre du Conseil du commerce, Trudaine fut le principal maître d'oeuvre de cette politique. Ce grand commis du Royaume, qui est surtout connu de nos jours pour avoir fondé l'Ecole des ponts-et-chaussées, siégeait également à l'Académie des sciences. Une double casquette qui lui permit d'organiser un petit réseau de scientifiques passionnés par la cause du progrès technique et de recruter une poignée de volontaires pour effectuer de longues et minutieuses missions d'observation dans les pays voisins.

Le cas de Gabriel Jars, l'une de ses meilleures recrues, est particulièrement intéressant. Spécialiste de la métallurgie, ayant une bonne formation théorique, le jeune Lyonnais avait également accumulé une certaine expérience pratique pour avoir aidé son père à administrer une mine et une fonderie de cuivre. Mais Trudaine lui demanda de retourner pendant deux ans sur les bancs de l'école pour parfaire sa formation en chimie et en dessin industriel. Il lui fit ensuite faire quelques stages dans diverses entreprises françaises du secteur avant de l'envoyer sillonner l'Europe. Des mines de fer de Styrie et de Carinthie aux aciéries de Sheffield en passant par les forges du Tyrol et les fabriques de fer blanc de Bohême, l'ingénieur-espion passa alors plus de dix ans, de 1758 à 1769, à voyager et à envoyer des centaines de rapports détaillés sur les techniques utilisées.

Muni de bonnes lettres d'introduction, Jars se contentait généralement de se présenter au maître des lieux comme un voyageur de passage et de montrer une curiosité désintéressée pour ses activités. Flatté par cette marque d'intérêt, celui-ci finissait presque toujours par emmener le visiteur parcourir ses installations. Tout l'art, pour le Français, consistait alors à concentrer son attention sur les détails essentiels : la conception originale d'une machine ou d'un four, les proportions d'un mélange, la manière d'effectuer telle ou telle manipulation. La visite terminée, il couchait ses observations sur le papier, remplissant de longues pages de descriptions minutieuses et dessinant de mémoire une multitude de plans et de schémas, qu'il faisait ensuite parvenir sous pli cacheté à ses commanditaires parisiens.

Il fallait par contre recourir à des ruses pour mener l'enquête en Grande-Bretagne, où les industriels – pour la plupart très conscients de leur avance technologique – prenaient souvent soin de protéger leurs secrets de fabrication. En Angleterre comme en Ecosse, Jars dut prendre de fausses identités, se faisant passer à plusieurs reprises pour un naturaliste dépourvu de toute connaissance technique, afin de ne pas être soupçonné... La moisson d'informations n'en fut pas moins abondante, puisqu'il introduisit en France toute une série de procédés britanniques concernant la fabrication de l'acide sulfurique, du minium ou encore des lames de rasoir...

Autre agent-clé du réseau, John Holker, fut chargé par Trudaine de coordonner les efforts de modernisation dans le domaine textile. Ce catholique de Manchester, qui avait débuté sa carrière en lançant une entreprise de tissage de coton, s'était engagé dans la cause jacobite et avait fini par s'exiler à Paris en 1747, après la cuisante défaite de son parti.

Prenant des risques certains, il accepta en 1754 de repartir en mission secrète dans sa ville natale. Voyageant sous divers accoutrements, affublé d'un nom d'emprunt, il mena une longue enquête sur les dernières innovations techniques introduites dans les métiers à tisser. Et il ne se contenta pas de rédiger quelques rapports documentés sur la question. Sachant d'expérience que la qualité, dans l'industrie textile, dépend au moins autant du savoir-faire des ouvriers que du perfectionnement des machines, il ouvrit une discrète officine de recrutement qui envoya plusieurs années de suite des dizaines de tisserands très qualifiés dans les manufactures françaises. Un trafic de main-d'oeuvre qui fut d'ailleurs compliqué à organiser : les bateaux à destination de la France étant particulièrement surveillés dans les ports anglais, les ouvriers étaient d'abord embarqués pour la Hollande, où ils étaient accueillis par des agents français puis convoyés vers leurs lieux de travail.

Quant à Holker lui-même, il fut largement récompensé pour son courage et ses efforts puisque le gouvernement lui attribua, dès son retour, une rente à vie de 600 livres avant de la nommer inspecteur général des manufactures et de lui accorder, vingt ans plus tard, l'insigne honneur d'un titre de noblesse français.

L'organisation montée par Trudaine avait évidemment pour fonction essentielle de valoriser et de diffuser les informations recueillies sur le terrain. Et cette mission relevait d'un bureau composé de quatre intendants et de six à huit adjoints représentant les principales places industrielles et commerciales du royaume. Mais cette cellule, qui était hébergée et intégralement financée par le Conseil du commerce, manquait d'expertise technique. Un certain nombre de commissions spécialisées, composées d'académiciens et d'hommes de l'art, étaient donc appelées à évaluer les rapports et à se prononcer sur l'intérêt d'introduire un procédé ou de transplanter une innovation. Il fallait enfin passer à la pratique en encourageant une manufacture royale ou un entrepreneur privé à modifier ses processus de production ou à lancer la fabrication de nouveaux produits. Ce dont l'Etat se chargeait le plus souvent, dans la bonne tradition colbertiste, en accordant une subvention ou en passant des commandes fermes.

Cette première grande campagne d'espionnage industriel s'est très vite essoufflée après la disparition de son instigateur, en 1769. Mais il ne faudrait pas oublier pour autant que certaines spécialités qui ont fait la fortune de l'industrie française au XIX[e] siècle – comme la coutellerie de Thiers ou les tissus de soie moirée de Lyon – en sont directement issues...

Informatique - Réseaux Télécommunica

Secteurs de Pointe

Exploitée et développée par 1 200 informaticiens dans 12 centres à travers le monde, notre informatique vous permet, avec 2 milliards de Francs de budget, d'évoluer dans un environnement innovant, créatif et riche en opportunités et de vous orienter vers le développement des systèmes d'information, la gestion et l'industrialisation de l'exploitation, l'architecture ou encore les télécommunications.

Ingénieurs informaticiens - Jeunes diplômés et expérimentés

Banque d'affaires internationale présente dans près de 60 pays, Paribas est un acteur majeur dans les techniques bancaires et financières de pointe.

Jeune diplômé ou jeune cadre issu d'une grande école, vous serez appelé à prendre une part active à l'évolution des applications existantes et au développement de projets nouveaux au sein des Métiers de Paribas (banque commerciale, marchés de capitaux, titres, gestion institutionnelle et privée, conseil) et de ses activités fonctionnelles.

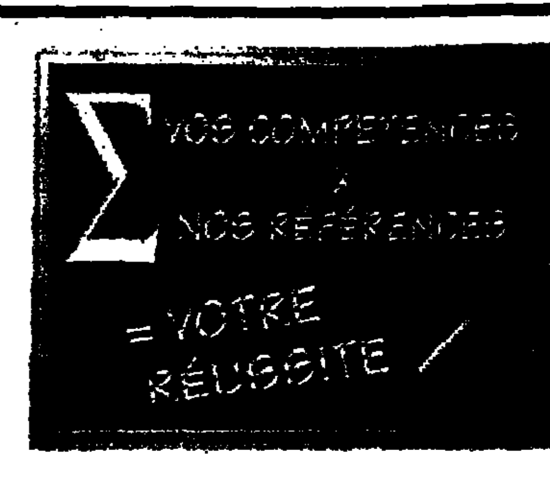
Vos connaissances et votre expérience détermineront votre niveau d'intervention et votre autonomie dans des environnements IBM Central (MVS-CICS, COBOL, DB2) et client serveur (SYBASE, ORACLE, POWERBUILDER, SQL, C, VB).

De l'apprentissage des différentes phases d'un projet à l'animation d'une équipe, vous assumerez la responsabilité de tout ou partie des projets qui sont nombreux et variés (Euro, Flux, l'An 2000, Garanties, RGV, Prêts Emprunts de titres...).

Vous découvrirez que chez Paribas votre réussite est liée essentiellement à vos qualités d'ouverture d'esprit, de créativité et de combativité et que votre évolution, soutenue par une politique active de formation, vous permettra de vous ouvrir à d'autres fonctions (commerciale, financière, organisation...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. ED LM à Paribas, Direction des Ressources Humaines, BP 141, 75078 Paris Cedex 02.





L'équation gagnante !

Notre société de services et de conseil informatiques à forte croissance, 130 ingénieurs et consultants, apporte à ses clients un conseil opérationnel et des solutions dans les technologies de l'information et de la communication. Nous renforçons notre pôle informatique technique, industrielle et scientifique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence LMDE/0997 à : Telsa Informatique - Groupe ON-X, 15 quai de Dion-Bouton, 92800 PUTEAUX.



Ingénieurs ou docteurs

Avec 1 à 5 années d'expérience sur des projets importants en études, spécification, développement et validation, dans les domaines suivants :
- Architecture des systèmes
- Logiciel embarqué
- Développement objet
- Traitement du signal et de l'image
- Communications numériques et réseau Hauts Débits

Votre expérience vous a amené à développer au moins trois compétences en informatique ou en électronique parmi les suivantes :
- C, C++, Visual C++, JAVA
- UNIX, Windows-NT
- un OS temps réel (VxWorks, VRTX...)
- un IHM (IlogViews, UIMX...)
- une méthode Objet (OMT, HOOD, CORBA...)
- les architectures (DSP, RISC, ASIC...)
- un SGBD (ORACLE, INGRES)

MEDIA SYSTEM

...la soupIesse... Donnez-leur un nom !

Organisateur

Dresdner Kleinwort Benson est la nouvelle marque fédératrice des activités du Groupe Dresdner Bank dans le domaine des marchés de capitaux et de la banque d'investissement. Dans ce contexte, la Banque Internationale de placement s'appelle désormais Dresdner Kleinwort Benson (marchés), filiale à 100 % du Groupe Dresdner Bank et pôle de compétence mondial du groupe en matière d'arbitrage. Reconnus pour notre technicité, notre capacité d'innovation et notre souplesse de fonctionnement, nous nous sommes imposés depuis 1979 sur les plus grandes places financières internationales.

Rattaché(e) au chef du département Organisation & Sécurité, vous conduirez des missions de diagnostic, d'optimisation de procédures, d'assistance au démarrage de nouvelles activités, d'aide à la définition de structures... En étroite collaboration avec les utilisateurs, vous participerez également à la conception et à la réalisation des évolutions importantes de notre système d'information. Enfin vous assisterez le responsable de l'équipe dans ses fonctions de responsable de la sécurité du système d'information.

De formation bac + 4/+5, vous avez une expérience d'au moins 2 années en organisation et/ou conception de systèmes d'information. Créatif et rigoureux, vous avez d'excellentes qualités de contact et la volonté de faire aboutir vos projets.

Si vous souhaitez développer une expérience riche et motivante, si vous voulez prendre des initiatives, vous allez rejoindre des équipes conviviales, motivées et créatives.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf DRGMON, à Dresdner Kleinwort Benson (marchés), Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.



Dresdner Kleinwort Benson

MEDIA SYSTEM

...éé ...uveau métier : ... en technologies

...s majeures en Europe ...nologiques. Ses clients ...rvices, innovent dans ...haitent recourir à des ...s encore, évoluent ou ...mpétitifs : ils sollicitent ...les technologies.

...e expertise multimétier ...ntités en Europe sont ...e gamme de domaines ...aéronautique, spatial, ...rts, énergie, défense, ...ro-alimentaire, finance, ...s publics. ...ffusion des technologies

...ppuie sur une diversité ...complémentaires auprès ... métier. Chaque projet ...porter des consultants ... : *ingénieurs d'études*, ...s seniors ou experts ; ils ...ur d'affaires ou respon-...onsultant est choisi pour ...urce qu'Altran souhaite ...*main, sa force vive.* Un ...s permettra de vivre et ...e l'innovation en France

Nous proposons à des ingénieurs grande école de contribuer à notre fort développement dans le domaine des réseaux/télécoms. Vous souhaitez valoriser vos compétences en intervenant sur des projets d'envergure auprès des opérateurs constructeurs ou utilisateurs.

En fonction de votre expérience, nous vous confierons des responsabilités de :
- conception, réalisation
- assistance à maîtrise d'ouvrage
- expertise ou conseil.

Responsables de projets réseaux

Vous intervenez sur les aspects d'architecture, interconnexion, coordination de déploiement, validation d'équipements et supervision.

Vous possédez de bonnes connaissances techniques en transmission et protocoles (ATM, SDH, RNIS, CCITT/FDDI, FRAME RELAY, SNA, TOKEN RING...), équipements (autocommutateurs, PABX, multiplexeurs, routeurs...) et supervision (SNMP, CMIP, HP-OPENVIEW...). Réf LMDE487.

Ingénieurs radiocommunication

Vous intervenez sur les métiers d'accès réseaux par radio, faisceaux et boucle locale. Vous avez de bonnes compétences en ingénierie radio, design réseaux, conception de systèmes et d'équipements, électronique et traitement du signal, sur les normes DECT, GSM, CDMA, systèmes PMR et satellites VSAT, UMTS, GLOBALSTAR. Vous maîtrisez l'anglais. Réf LMDE488.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Jean-Michel Martin, ALTRAN, 58, Bd Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.

BDDP Corporate

CA 96 : 1,4 MILLIARD DE F
CROISSANCE : + 35 %
3 500 CONSULTANTS

...RAN
altran.fr

les ingénieurs de l'innovation

: un catalogue d'...

Database manager



La Redoute, N°1 de la VPC en France, est filiale du groupe Pinault - Printemps - Redoute.

Répondant au Directeur Marketing, vous dirigez une équipe d'environ 10 personnes et vous tirez toute la connaissance issue de la base de données clients de l'entreprise (15 millions d'adresses, 2 000 variables) pour fournir à votre Direction les études ou segmentations nécessaires à la construction de la stratégie Marketing et du plan commercial.

Vous êtes le garant de la qualité, de la pertinence et de la fiabilité des informations-clients et en assurez la diffusion au sein de la Direction. Vous maîtrisez nécessairement les techniques d'analyse de données et êtes garant du leadership de La Redoute en matière de Datamining. Vous êtes naturellement décideur pour toutes les évolutions impactant la base de données en collaboration avec la Direction Informatique. Diplômé d'études supérieures (type ENSAE ou Ingénieur + DESS de Statistiques), vous justifiez d'au moins 8 années d'expérience dans le métier.

Le poste requiert une bonne maîtrise de l'anglais, de la culture grand système (IBM Oracle) et des outils tels SAS ainsi que l'expérience réussie de la conduite de projets.

Merci de nous adresser CV + photo + prétentions sous référence DMR 09/97 à SOLIC CARRIERES, 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

LA REDOUTE



Informatique Réseaux Télécommunications

CADRES ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :
INTERNET http://www.cadresonline.com MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi

Responsable de zone "Opérateurs de réseaux internationaux"

Dans un contexte mondial en constante evolution et très concurrentiel, les services internationaux offerts par France Télécom aux opérateurs de réseaux représentent un enjeu économique et stratégique important.

Vous développez dans un *axe* business et professionnalisez les relations avec les opérateurs de la zone dont vous *avez* la responsabilité, dynamisez l'action de l'équipe commerciale que vous animez, motivez les filiales et les acteurs locaux qui peuvent servir de relais dans les actions commerciales, veillez à la cohérence *des offres, gérez en direct certains* comptes.

A 35 ans environ, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années de négociation à l'international, de développement d'activités de haute technologie auprès de grands comptes, de management d'équipes commerciales. **La pratique de l'anglais est indispensable** ; une seconde langue serait un "plus".

Le poste est basé à **Paris**, avec de fréquents déplacements à l'étranger.

Des perspectives intéressantes d'évolution de carrière sont ouvertes a un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence RZ, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à : **SM CONSEIL**, 3 rue Treilhard, 75008 Paris.



France Telecom

Réseaux et Services Internationaux
Worldwide Networks and Services

Responsable d'étude

"architecture de réseaux intelligents"

Branche Télécom d'un Groupe d'importance et de notoriété mondiales, nous menons une politique active de recherche pour maîtriser les technologies clés permettant de préparer l'avenir à long terme et pour adapter les technologies émergentes aux exigences industrielles.

Au sein de l'unité de recherche appliquée " logiciels de télécommunications ", vous assurez la coordination de l'étude visant à élaborer la stratégie de migration des applications de réseaux intelligents vers les nouvelles architectures logicielles de télécoms.

A 30 ans environ, de formation universitaire (thèse) ou grande école d'ingénieurs, vous pratiquez l'anglais et justifiez d'une expérience de 3 à 5 années en étude et développement d'applications dans le domaine des télécoms/réseaux et de l'informatique technique, acquise en environnement industriel.

Votre réussite à ce poste, basé au Centre de Recherche du Groupe, en région parisienne, vous ouvrira de larges possibilités *d'évolution, en France et à l'étranger.*

Merci d'adresser, sous réf. ITL, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre conseil, qui traitera *votre candidature en toute confidentialité.*

SM Conseil *3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS*

OPOCH

SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Un expert

Ingénieur pluridisciplinaire de formation supérieure, vous vous distinguez par votre pragmatisme, votre capacité d'analyse et une expérience confirmée en sécurité des systèmes d'information. Votre expertise couvre l'ensemble des domaines de sécurité, de l'infrastructure aux applications, en passant par les systèmes et les réseaux.

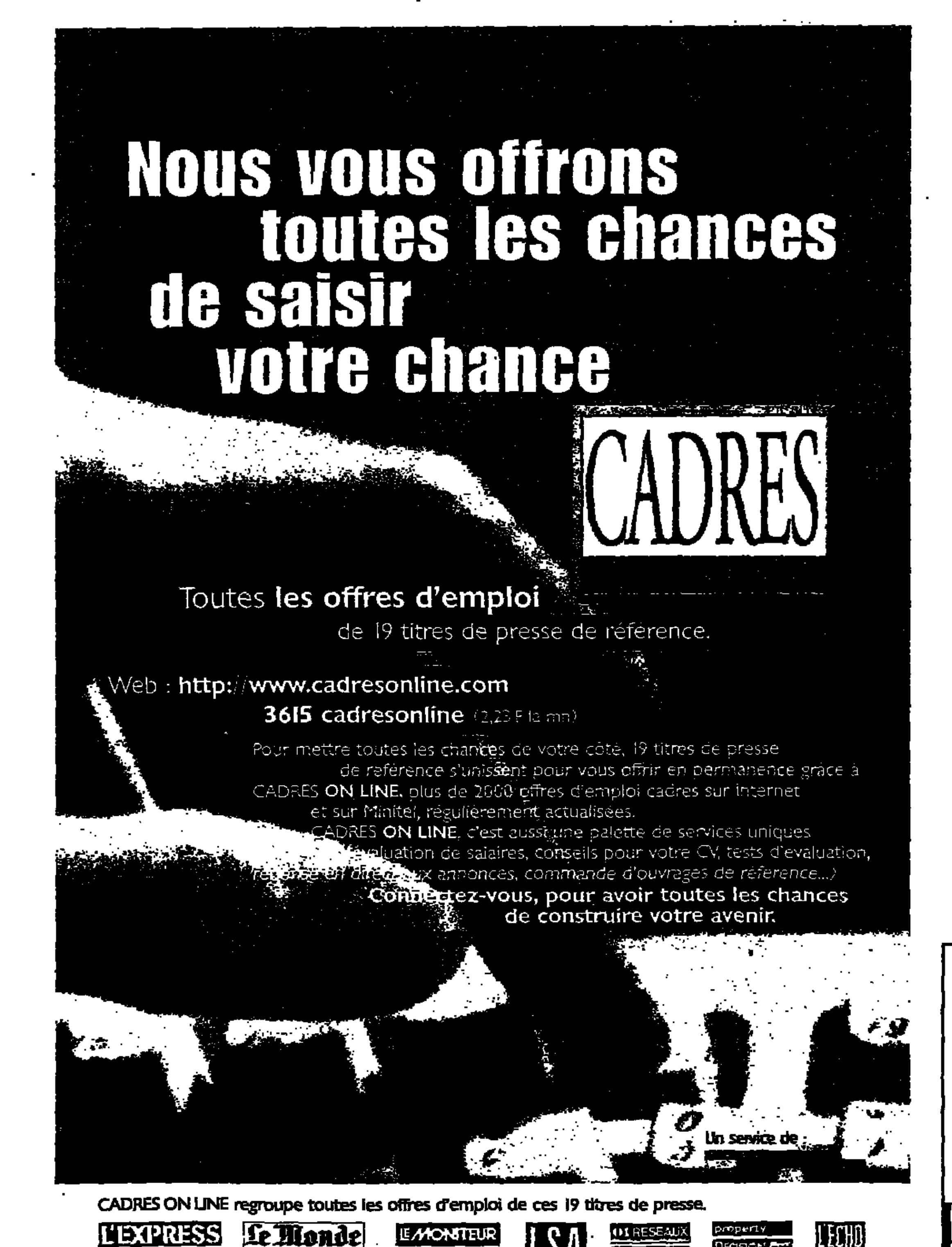
Dans notre entreprise liée au secteur des *loisirs, dont la clef de* voûte réside dans l'informatique avec un réseau de communication très important, vous définirez les besoins et mettrez en œuvre les solutions techniques *en matière de* secours et de mesures de sécurité nécessaires à notre métier très spécifique : cryptographie, réseaux locaux, encodage, *habilitations*... Homme de *dialogue*, vous *organiserez* et animerez le volet sécurité au sein des différents projets qu'implique notre métier.

Au plan informatique vous évoluerez autour des grands systèmes *IBM S 390 avec les logiciels* IMS, CICS, DB 2 et RACF, avec des réseaux locaux interconnectés en environnement Windows NT et TCP-IP, systèmes UNIX, réseaux X 25.

Nous vous proposons d'écrire, sous référence 9732/LM, *aux* consultants du cabinet CLEAS qui nous connaissent bien.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 Paris



Jeunes Diplômés ou Première Expérience Professionnelle (3 à 5 ans) :

participez au test d'une campagne de communication de recrutement.

Votre profil :

- *vous êtes issu d'une école d'ingénieur (spécialisation télécommunications, informatique) ou d'une école de commerce*
- *vous êtes ingénieur (télécommunications, informatique) ou commercial dans une entreprise de télécommunications, une SSII, une société de services ou dans la Grande Consommation.*

Curieux et direct, votre opinion nous intéresse !

Ce test aura lieu dans nos locaux de Boulogne Billancourt les 10 et 11 septembre 1997 de 18h30 à 20h30.

Bien sûr, vous bénéficierez d'un dédommagement pour votre aimable participation.

N'attendez pas, téléphonez dès aujourd'hui à Frédérique au 01 47 61 58 38.

CASIMIR Pôle technologique d'Auvergne recrute

DEUX CONSEILLERS EN DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le CDT identifie les projets de développement technologique, les besoins en accompagnement, partenariat et prestations des PME et TPE. Le CDT connaît les ressources régionales et extra-régionales.
Homme (ou femme) expérimenté(e) (10 ans d'expérience industrielle).
A l'aise dans les réflexions stratégiques, curieux, ouvert et performant dans ses capacités d'écoute et d'expressions. Son éthique est irréprochable. Le lieu de travail est Clermond-Ferrand et nécessite de nombreux déplacements courts. Le salaire n'est pas inférieur à 200 KF annuel.

- **CDT : SECTEUR SANTE** - Profil : diplômé en biologie humaine, expérience avérée en production, affaires réglementaires et produits nouveaux, domaines : GBM, cosmétologie, pharmacie et nutrition.
- **CDT : MAITRISE DES PROCEDES** - Profil : ingénieur diplômé, expérience en tous procédés (mécanique, métallurgie, plasturgie et agroalimentaire), contrôle industriel (capteurs, automatismes, maintenance, traçabilité...), machines spéciales.

CASIMIR - BP 154 - 63173 AUBIERE CEDEX

Informatique - Secteurs de Pointe

Editeur de progiciels financiers de dimension internationale recherche dans le cadre de son développement un

Chef de Produit

La Défense (92) **(H/F)**

Vous apportez votre expertise fonctionnelle à l'équipe de développement dans le domaine de la trésorerie francs et devises. Vous étudiez les besoins des clients en France et à l'étranger, participez à la conception des produits et à la modélisation des informations. Vous suivez la mise en oeuvre du projet en collaboration avec le Chef de Projet.

De formation supérieure, 30/35 ans, vous possédez 4 ans minimum d'expérience acquise dans un poste opérationnel en finance, complétée par une expérience réalisée dans une SSII spécialisée dans la conception d'outils de gestion. Idéalement vous possédez de plus de solides compétences techniques et une bonne culture informatique.

Anglais courant impératif.

Si vous êtes interessé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à **Jean-Pierre Scandella, Michael Page Informatique**, 3 bd bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage ou de vous connecter au **http://www.mpfrance.com** sous la référence IPS16379.

MP

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

CHEFS DE PRODUITS HAUTE TECHNOLOGIE
ASIE – EUROPE – USA – AMERIQUE DU SUD

Le Monde est notre Village. La Haute Technologie est notre Marché.

Nous sommes filiale 100 % d'USINOR – 3,5 milliards de C.A.
Nous concevons, fabriquons et commercialisons des aciers et alliages spéciaux (Nickel, Chrome, Cobalt) destinés à être utilisés dans des environnements à très hautes sollicitations (température, corrosion et magnétisme). Nos clients : industries de l'électronique, *télécommunications, aéronautique et espace, industrie pétrolière. Notre technicité nous place aujourd'hui aux tout premiers rangs* de la compétition internationale.
Sur les marchés de très haute technologie où la remise en question est permanente, IMPHY vit sur le mode de l'innovation et de la conquête commerciale. Notre objectif de développement est ambitieux. Nous recrutons aujourd'hui trois Chefs de Produit.

• Mission Marketing : vous contribuez directement auprès de la Direction, à l'élaboration du Plan Stratégique (évolution du couple Produit/Marché, *facteurs de différenciation, veille technologique, développement de la gamme de produits...).*

• Mission Commerciale : vous préparez les plans d'action à moyen et long terme. Vous les négociez avec le réseau de filiales et agents commerciaux dans les principaux pays. Vous assurez les prévisions de ventes et la recherche de partenariats techniques et commerciaux.

Vous êtes donc simultanément un homme de terrain en contact direct avec le Réseau et les clients internationaux, ainsi qu'un homme *de réflexion, conseiller de la Direction. Vous proposez des choix d'investissement technologique et de développement géostratégique.* Selon les lignes de Produits et industries concernées, chacun des postes a une orientation plus technique ou plus commerciale. Nous conviendrons avec vous de celui qui répondra le mieux à votre expérience, à vos aspirations et à votre personnalité. Mais ces trois postes ont en commun : • une réflexion stratégique de haut niveau dans un environnement technique • un contact direct sur le terrain international • une grande autonomie associée à un fort esprit d'équipe • des opportunités d'évolution très nombreuses au sein de notre Entreprise et du Groupe USINOR.

De formation Ingénieur ou ESC, vous avez environ 30 ans et possédez une première expérience similaire acquise dans les produits industriels. Vous parlez, bien sûr, couramment l'anglais et vous avez une bonne maîtrise d'une ou plusieurs langues. Deux postes *sont basés à Paris-La Défense, l'autre en Province. La rémunération est à la hauteur du challenge.*



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil CPA-GKS Conseil, 54 rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, *qui vous garantit la confidentialité. Réf. SMI.*

MEDIA SYSTEM

MAÎTRISE D'ŒUVRE, INGÉNIERIE DES TRANSPORTS PUBLICS





Directeur des Projets

Filiale du Groupe SCETAUROUTE (2 500 personnes), la SEMALY est aujourd'hui l'un des leaders de l'ingénierie des transports publics et connaît une croissance forte, tant en France (Lyon, Nantes, Strasbourg, Montpellier...) qu'à l'étranger (Irlande, Portugal, Italie, Suisse, Espagne, Moyen-Orient, Asie...). Elle développe des missions complètes d'ingénierie pour des investissements de 1 à 5 Milliards de Francs : réalisations de métros, tramways, bus en site propre...

La Direction des Projets a la responsabilité vis à vis des clients d'une part, et du PDG d'autre part, du bon déroulement des projets, de toute nature et de toute importance, de la Société. Elle intervient :
- en phase d'offre, en appui à la Direction du Développement,
- en phase de réalisation, avec l'appui de la Direction des Services Techniques qui assure notre production (études, plans, consultation d'entreprises, gestion de marchés, contrôle de réalisation).

Ses moyens sont constitués d'une équipe permanente de 30 personnes composée de chefs de projets et d'un Service de Gestion de Projets qui assure les missions de gestion des délais, coûts, procédures administratives et assurance qualité.

Directement rattaché au PDG, vous avez pour missions :
- au quotidien, l'estimation, le lancement et le bon déroulement des projets, en apportant votre appui aux Chefs de projets et en assurant le contrôle de leur activité,
- dans la durée, et avec une vision stratégique : développement et adaptation des moyens humains de la Direction des Projets, ainsi que des méthodes de gestion de projets. Vous prenez en compte l'évolution de notre métier vers une ingénierie globale et le montage d'opérations complexes en Groupements.

40 ans environ, de formation Grandes Ecoles (X, ECP, Ponts, A&M...), vous possédez une expérience forte dans *la conduite de grands projets d'infrastructures, acquise dans l'ingénierie, les entreprises de Travaux Publics ou l'industrie.*

Vous avez une capacité naturelle à manager une équipe d'ingénieurs/chefs de projets expérimentés.

Rigoureux dans le contrôle de l'activité, vous avez aussi acquis un véritable savoir-faire pour guider les chefs de *projets dans la résolution de situations complexes.*

Vous parlez couramment anglais. Poste basé à Lyon.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) s/réf. 6565 GMD à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT

People & People
RECRUTEMENT ET AUDIT

1, place des Cordeliers 69002 Lyon

L'AGENCE FRANCAISE DU SANG

établissement public administratif de l'Etat assurant la tutelle du secteur de la transfusion sanguine recrute son

RESPONSABLE DES SYSTEMES d'INFORMATION

Informaticien, organisateur, vous avez une expérience, d'au moins 5 ans de la gestion de projets nationaux. Dans ce cadre, vous êtes chargé, notamment de gérer et de mettre en oeuvre les actions *nécessaires au fonctionnement coordonné des outils informatiques des établissements de transfusion* sanguine (ETS). Vous animez une équipe de 5 personnes.

Votre réussite dans ce poste dépendra de vos capacités d'animation et de négociation avec les ETS, les acteurs publics français et européen et les fournisseurs. Une connaissance du secteur sanitaire serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre et rémunération actuelle) à :

Monsieur le président de l'AFS - 6, rue Alexandre Cabanel - 75015 PARIS

CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR

Evoluez au cœur des grands projets de construction de demain en rejoignant Ciments Calcia, filiale de Ciments français, de Italcementi Group. Avec 1650 collaborateurs, une dizaine de cimenteries et 3,7 milliards de F. de CA, Ciments Calcia est l'un des premiers acteurs nationaux de la fabrication et de la commercialisation de ciments.

Jeunes Ingénieurs
1ère expérience

Ingénieur Grande École, généraliste, parlant couramment l'anglais (l'italien serait un atout), vous possédez une première expérience concrète dans l'industrie. Vous recherchez une opportunité *alliant animation d'hommes et développement* technique.

Après une phase de formation et d'intégration aux fonctions et process industriels, réalisée dans un cadre international, vous serez investi dans la conduite de projets multidisciplinaires sur l'un de nos sites en France. Au-delà de cette première année, vous assumerez, aux niveaux techniques et humains, la responsabilité des fonctions clés de nos usines. *L'une des étapes pourra se dérouler dans l'une des* filiales du groupe à l'étranger.

Dynamisme, investissement personnel et mobilité vous permettront de construire une carrière à haute responsabilité dans un groupe de premier plan.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence 655740LM en précisant votre rémunération actuelle à notre conseil : MERCURI URVAL - 14 bis, rue Daru - 75378 Paris Cedex 08.

Ciments Calcia
Italcementi Group

Diriger une PME dans l'Ouest de la France

Notre société (CA 35 MF - 40 personnes), filiale d'un important groupe français, est spécialisée dans les travaux électriques d'équipement et de maintenance d'installations, pour des entreprises publiques et privées. Nous consolidons en permanence notre notoriété en apportant un service rigoureux et évolutif à nos clients. Très implantés localement, notre disponibilité et notre réactivité favorisent notre efficacité.

A 30 ans environ, **Ingénieur Electricien, BTP ou généraliste**, nous vous confierons ce centre de profit que vous dirigerez avec autonomie et combativité, de manière à développer son volume d'affaires et sa rentabilité. Négociateur, animateur et meneur d'hommes, vous saurez mobiliser votre équipe et la faire progresser pour *optimiser le service* apporté à vos clients.

Vous apportez votre expérience du pilotage de chantiers et d'affaires complexes sur le plan commercial, technique et humain. Nous vous accueillons dans une fonction de **patron d'entreprise** au sein d'un groupe solide, en croissance et offrant de bonnes perspectives de carrière.

Merci d'écrire sous réf. M/3294/Q à notre Conseil, qui vous garantit toute confidentialité.

CHP Cabinet Henri PHILIPPE - 2 bis, rue Michelet - 92441 Issy-les-Moulineaux Cedex.

Évidence — Membre de Syntec-Conseil

Informatique - Réseaux Télécommunications

Jeunes ingénieurs informaticiens

Nous allons vous faire aimer l'an 2000 !

A l'**OCISI**, Centre National d'Intégration et de Soutien Informatiques de **France Télécom**, nous évoluons dans un monde de haute technologie *conjuguant expertise et qualité.*

Diplômés d'une école d'ingénieurs à dominante informatique (bac + 5), débutant dans la vie active ou justifiant d'une première expérience de moins de 3 ans, *vous souhaitez valoriser votre potentiel dans un environnement porteur* et évolutif, à la pointe de la technologie, au sein d'un Groupe où vous pourrez construire votre savoir-faire et votre devenir.

A la fois rigoureux et ouverts, *ayant l'esprit d'équipe* et le sens du service, vous montrez une motivation pour les métiers techniques, ou pour ceux se situant dans les phases ultérieures à la conception et aux développements informatiques.

Après une formation personnalisée et une période d'adaptation vous permettant d'être rapidement opérationnels, vous interviendrez dans le cadre de projets d'intégration, ou de qualification, d'applications et de composants systèmes d'infrastructure (UNIX, ORACLE, RESEAU).

Les postes sont basés à **Guyancourt** (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence OCG, à :
SM CONSEIL, 3 rue Treilhard, 75008 Paris.



France Telecom

Organisme Central d'Intégration et de Soutien Informatiques

Mobile ? ...Mobiles !

Nous sommes l'un des groupes leaders sur le marché en plein essor de la téléphonie cellulaire. Les attentes toujours croissantes du marché et les très fortes perpectives de notre activité au niveau mondial nous conduisent à renforcer notre Service Client. Notre équipe Support Terminaux GSM recherche un

INGENIEUR SUPPORT CLIENTS INTERNATIONAUX

Poste basé à Paris Ouest (92) — Frequents deplacements à l'étranger

Missions et Responsabilités

Rattaché à notre Direction Commerciale, vous êtes chargé, *au sein d'une petite équipe*, d'assurer le suivi de nos clients internationaux (opérateurs et grands distributeurs). Vous évaluez sur place les problèmes techniques rencontrés et proposez des solutions opérationnelles. *Vous assurez* l'analyse et le suivi des réclamations et des informations provenant des hot-lines. Vous participez au développement de notre politique Service Client. Vous prenez une part active à l'analyse de la concurrence en relation avec le Marketing. Vous jouez un rôle-clé dans l'amélioration de la conception de nos futurs produits.

Profil et Offre

A 26/32 ans environ, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs (électronique, télécoms,...) et *disposez d'une première expérience de support-client* dans un contexte high-tech. Vous avez un excellent niveau d'anglais et, éventuellement, une bonne maîtrise d'autres langues. Vous êtes *autonome et disponible pour de courts et fréquents déplacements à l'étranger.* Votre objectivité technique (alliée à la formation spécifique que vous recevrez), votre sens commercial et votre esprit d'initiative vous permettront d'être un interlocuteur *reconnu et apprécié de nos clients.* La polyvalence de ce poste (expérience technique, commerciale et internationale) doit vous assurer, à terme, de larges perspectives d'évolution au sein de notre structure.

Les entretiens avec la société auront lieu le 19 septembre.

PREMIERE Ligne

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous ref. 7457 à notre conseil **PREMIERE LIGNE** - 54 avenue du Général Leclerc - 92513 Boulogne Cedex
Fax : 01 46 05 00 34, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Consultants Seniors en Monétique

CABINET DE CONSEIL EN ORGANISATION, EN FORTE CROISSANCE, SPÉCIALISTE DE L'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DES MOYENS DE PAIEMENT, RECHERCHE :

250/380 KF - Paris

Consultants seniors en monétique, diplômés d'une Ecole d'Ingénieur et d'une formation complémentaire en gestion ou en organisation, vous possédez une expérience de 3 à 10 ans de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à la carte bancaire ou privative, le chèque, la carte santé, les échanges financiers internationaux, le passage à l'Euro...

Vous participerez à des missions de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans les secteurs bancaire, industriel et des services, en France et à l'étranger. Elles concerneront toutes les phases du projet : études, pilotage, conduite du changement et recette.

Outre vos compétences techniques et fonctionnelles, vous devrez faire preuve de qualités personnelles de synthèse, de clarté, de mobilité intellectuelle, de dynamisme et d'autonomie, ainsi que d'une capacité à convaincre et d'une aisance relationnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CSMP à *SME conseil, 16 rue de la Banque, 75002 PARIS.* Discrétion assurée.



LBW

Vous êtes directeur général,
découvrez votre Monde le mardi *
Un rendez-vous :

« Le Monde de l'organisation et de la gestion »

- Dirigeants
- Cadres
- Juristes/Ressources humaines
- Gestion/Finance
- Conseil/Audit
- Marketing et communication
- Fonction commerciale

Carrières internationales dont carrières européennes

*** daté mercredi**

Carrières Internationales

Alcatel Business Systems
propose une gamme étendue de solutions de télécommunications (voix, données) répondant à tous les besoins des entreprises.

Product Marketing Manager*

Au sein du département chargé du marketing des produits "Voice Communications Systems", vous prenez la responsabilité de la ligne de produits "Small Systems" destinée à une clientèle de PME-PMI d'une centaine de pays dans le monde. Vous *recueillez et analysez les besoins des pays pour définir et* positionner une offre homogène au niveau mondial : structure hard et soft des produits, politique de prix, packaging. Vous vous attachez particulièrement à garantir la cohérence de tous les composants de l'offre pour en faciliter la commercialisation *par un réseau de revendeurs. Véritable chef d'orchestre entre* la R&D, le réseau commercial et les équipes de support, vous êtes un homme de communication à l'aise dans un contexte international.

Ingénieur, 30/35 ans, vous êtes doté d'une solide expérience marketing de produits logiciels dans un contexte de ventes indirectes B to B. Vous parlez couramment anglais.



Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 668/LM à notre conseil : **ALPHA CDI** - 20 avenue André Malraux 92300 Levallois-Perret, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**Chef de Produit*

SHELL GABON, LES CLES DE LA REUSSITE POUR DE JEUNES GABONAIS, INGENIEURS OU FUTURS DIPLOMES

Shell Gabon, société d'exploitation et de production de pétrole, est une des plus importantes entreprises du pays : 700 cadres, techniciens et ouvriers, résolument tournés vers l'avenir, contribuent à *mettre en valeur les ressources pétrolières* nationales. La gestion des ressources humaines est dynamique. La formation poussée, le système de mobilité qui permet d'évoluer tous les 3 à 4 ans, assurent aux cadres performants une carrière riche et évolutive, *à la mesure de leurs talents.*

Shell Gabon offre plusieurs opportunités :

- à des jeunes ingénieurs avec une première expérience professionnelle réussie de 2 à 4 ans. Ils renforceront les équipes techniques.
- *à de jeunes diplômés, issus d'une grande école ou d'une université réputée en* Europe ou en Amérique. Ils évolueront progressivement dans l'entreprise.

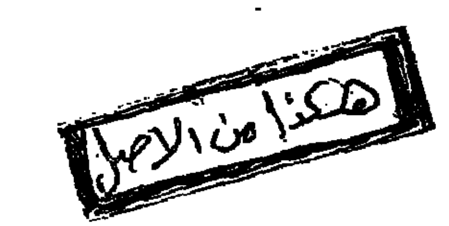
De nationalité gabonaise, vos qualités de motivation, d'esprit de décision, votre *capacité d'analyse et de synthèse,* votre sens des affaires, votre aptitude à communiquer pourront s'exprimer pleinement à Shell Gabon.

Vous êtes motivé par une carrière au sein d'une entreprise très performante, filiale de Shell, un des tout premiers groupes mondiaux ? Faites-vous connaître en envoyant votre dossier complet (CV + lettre de motivation) à SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous la référence 170 351 LM. Futur diplômé, si vous êtes intéressé *par un stage, faites-le également* savoir à notre Conseil. Les entretiens auront lieu à Paris et dans d'autres capitales d'Europe éventuellement.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DE SYNTEC

Evidence







Secteurs de Pointe

L'OFFICE DEPARTEMENTAL D'H.L.M. DE LA SEINE SAINT-DENIS
Etablissement Public Administratif

20 000 logements
Budget annuel 800 000 000 F
520 collaborateurs

recrute selon conditions statutaires

pour exercer les fonction de responsable technique de sa délégation de Stains

UN INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE ou UN TECHNICIEN TERRITORIAL CHEF Spécialité bâtiment

Responsable de la maintenance technique d'un secteur d'environ 5 600 logements vous aurez également en charge l'encadrement du personnel technique de la délégation. Pour ce faire vous serez assisté de six techniciens et d'un contremaître.

Vous aurez pour missions essentielles de :
- mettre en oeuvre la maintenance de proximité du patrimoine,
- coordonner, impulser et contrôler l'ensemble des activités du secteur (travaux, hygiène, sécurité, propreté),
- participer à l'élaboration annuelle du programme de grosses réparations.

Ce poste nécessite une grande aptitude à l'encadrement et à l'organisation, une expérience confirmée dans la maintenance *des bâtiments et une bonne maîtrise des procédures publiques.*

Rémunération statutaire + Régime indemnitaire attractif.

Les candidatures manuscrites motivées avec Curriculum Vitae détaillé et photographie sont à adresser à Monsieur le Président de l'O.D.H.L.M. 93 - 159, av. Jean Jaurès - B.P. 72 - 93002 BOBIGNY Cedex.

Le Centre National d'Études Spatiales recherche pour sa direction des lanceurs à Evry (91) :

Ingénieur études

Vous serez chargé, dans le cadre des programmes **ARIANE**, de l'activité **« groupe d'activation moteur tuyères » et « liaison Bord-Sol ».**

De formation Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une première expérience d'une à trois années dans les automatismes (asservissements, régulation) les circuits hydrauliques et, si possible, le pilotage.

Veuillez adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence 97/DLA/21, à la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.



MEDIA SYSTEM

L'Agence Scientifique et Technique de Recherche Industrielle et de Développement (ASTRID) est un organisme en voie de création qui a pour **mission de fédérer les compétences et les besoins en Recherche et Développement** en Rhin-Sud dans *une zone géographique Sud Alsace – Nord Franche-Comté.* Elle recherche son

Directeur

➢ *Son objectif principal* sera de recenser les **besoins des entreprises en matière de recherche industrielle,** d'accompagner leurs projets en devenant une réelle interface entre les partenaires, les collaborations extérieures aux entreprises (bureaux d'études, laboratoires...), les institutions. *Véritable patron de sa structure, il en évaluera les besoins* humains et matériels afin d'inscrire son action dans la durée. Il sera également le promoteur d'ASTRID auprès de tous les décideurs régionaux.

➢ Nous recherchons une personne de formation supérieure scientifique, préférentiellement pluridisciplinaire dotée d'une expérience de plusieurs années dans le monde industriel. Vous *avez animé une équipe de développement d'un produit ou d'un* service industriel. Votre expérience vous permet de maîtriser l'identification des projets industriels à forte technicité, la conception d'un produit et la recherche associée, leur mise en œuvre et leur suivi. Une expérience de coopération avec des organismes de recherche sera un atout.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à M. Jacques Triponel, APEC, 12 rue de la Bourse, 68100 Mulhouse



Société française, filiale d'un groupe international, leader mondial dans le domaine de la réfrigération par air, réalisant plus de 90 % de son C.A. à l'exportation, recherche pour son bureau de Paris

UN INGÉNIEUR THERMICIEN

Il sera responsable, au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, des calculs thermiques et des études de dimensionnement des appareils permettant de déterminer les solutions les *plus économiques.*

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre *candidature (lettre manuscrite,* C.V. *et prétentions) sous référence* 9782 à : Le Monde Publicité, 21 *bis,* rue Claude-Bernard BP 218, 75226 Paris Cedex 05, qui transmettra.



La société d'exploitation du tunnel sous la Manche recherche pour la Division Achats :

EURO TUNNEL

UN ACHETEUR SENIOR

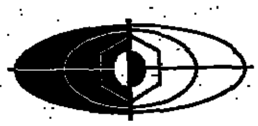
En liaison avec le Responsable des Achats, vous définissez la stratégie et la mise en *œuvre de la politique achat des investissements : matériels roulants, équipements fixes* ferroviaires. Pour cette famille de produits, vous assurez l'intégralité de la démarche achat. Vous êtes aussi force de proposition auprès de vos clients internes.

De formation ingénieur, complétée idéalement par un MBA achats, vous disposez d'une expérience d'au moins 5 à 7 ans dans cette fonction, de préférence dans l'achat de produits techniques.

Vous parlez couramment l'anglais.

Le poste est basé à COQUELLES (Calais 62).

Merci d'adresser sous réf. ACH *lettre, CV, photo à* EUROTUNNEL, *Direction des* Ressources Humaines à l'attention d'Isabelle RAYNAL - BP 69 - 62331 COQUELLES.



BCEOM, Société Française d'Ingénierie

Pour faire face à une forte expansion dans le domaine de l'Hydraulique Urbaine, nous recherchons des candidats résolument tournés vers l'international et désireux d'accompagner notre volonté de développement. Aujourd'hui, une mission d'envergure nous amène à recruter un :



DIRECTEUR DE PROJET
ASIE



Responsable direct d'une opération d'ingénierie relative à la réhabilitation et extension de *systèmes d'adduction d'eau potable sur plusieurs villes, vous assurerez* la coordination et l'animation d'une importante équipe d'intervenants expatriés et locaux. Plus particulièrement chargé du volet «Ingénierie» de cette importante mission, vous prendrez en charge la direction des *études (faisabilité,* APD, DCE, AMT) et supervision/réception de travaux. Vous gérerez ainsi les différentes étapes de cette mission tout en assurant un contact permanent avec le client, le bailleur de fonds ainsi que les entreprises.

Ce poste basé en capitale et en expatriation de longue durée implique de fréquents déplacements sur chacun des sites du projet.

A 40/45 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez exercé des fonctions similaires alliant responsabilité technique et management dans le cadre d'importants programmes d'ingénierie *liée à l'Hydraulique Urbaine à l'export,* de préférence en Asie. Une bonne maîtrise de l'anglais - lu, écrit, parlé - est indispensable.

Merci de bien vouloir nous adresser lettre de motivation, CV et photo en précisant la référence **97/49** à : BCEOM - DRH - Place des Frères Montgolfier *78286 GUYANCOURT* Cedex - Fax: 01 30 12 10 95 - E-mail : drh@bceom.fr

---

Ingénieurs des ventes

Constructeurs et équipementiers

Première monte automobile



20 000 personnes, 7 Divisions, 58 filiales étrangères,

exerce ses activités dans les secteurs Automobile et Aéronautique.

Sa Division CONNECTEURS CINCH

recherche au niveau de la

Branche Europe-Afrique

deux Ingénieurs des ventes.

Intégrés à la Direction des Ventes Première Monte Automobile de la Branche, vous aurez pour ***objectifs prioritaires*** *de :* ***développer*** *les nouvelles affaires,* ***accroître le CA*** *relevant de votre responsabilité, en garantir* ***la rentabilité.***

Vos missions : *•* *assurer* ***les relations commerciales*** *avec les services Achats, Etudes et Développement des constructeurs ou équipementiers de premier rang •* ***coordonner les revues de projets,*** *depuis la négociation des cahiers des charges jusqu'à la livraison des pièces en série •* ***vous porter garant*** *des coûts, plannings et respect des délais.*

Vous avez environ 30 ans, êtes issu d'une ***grande école d'Ingénieurs ou de Commerce*** *et justifiez d'une expérience réussie d'environ 5 années de la* ***vente technique,*** *acquise au sein d'un* ***équipementier automobile de premier rang.*** *Dynamique, synthétique et rigoureux, vous faites preuve de qualités d'écoute et d'une aptitude réelle à finaliser. Vous parlez couramment* ***l'anglais*** *pour le poste Ventes Constructeurs, ainsi qu'une* ***seconde langue européenne*** *pour le poste Ventes Equipementiers.*

Ces deux postes sont à pourvoir à ***Saint-Quentin-en-Yvelines.***

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, ***en mentionnant votre niveau actuel de rémunération,*** *sous réf.* ***9718*** *au 7 rue de Monceau, 75008 Paris.*





Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIA SYSTEM

Secteurs de Pointe



recherche pour sa filiale industrielle implantée à SULLY-SUR-LOIRE (45) un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES AÉRONAUTIQUES

En charge d'un portefeuille de clients constitué principalement de constructeurs aéronautiques, français et européens, vous assurerez le suivi commercial des contrats en cours, négocierez et établirez des offres commerciales, assurerez également le marketing, la *prospection et le développement d'affaires nouvelles.*

A 28-32 *ans, vous êtes soit* ingénieur avec de bonnes aptitudes commerciales, soit diplômé d'une école de commerce avec une grande sensibilité technique.

Dans les deux cas, vous justifiez d'une expérience similaire dans le milieu aéronautique. Parfaitement bilingue anglais, vous possédez *de très bonnes notions d'allemand.*

Résidant aux environs de Sully-sur-Loire, vous effectuerez de nombreux déplacements en France et en Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. 16107 sur lettre et enveloppe à Publipanel - 13 rue Rosenwald 75015 Paris, qui transmettra.



TECHNOPOLE DE CAEN NORMANDIE

IN-SNEC

CA 190 MF

GROUPE INTERTECHNIQUE

DIVISION TELEMESURES ET TELECOMMUNICATIONS DU GROUPE, NOUS ÉLARGISSONS NOTRE GAMME DE PRODUITS DANS LE DOMAINE DES SYSTEMES EN FAISANT APPEL AUX TECHNOLOGIES HYPERFREQUENCES. CELLES-CI CONSTITUENT POUR NOUS UN POLE D'EXCELLENCE.

RESPONSABLE DES ACTIVITÉS HYPERFRÉQUENCES

Avec une politique active de Marketing et en manageant vos équipes, vous aurez pour mission de développer des solutions porteuses d'innovation pour conquérir de nouveaux marchés, *dans un contexte mondial concurrentiel.*

Ingénieur Grande Ecole, SUPELEC, SUPAERO, SUPTELECOM, vous êtes un spécialiste confirmé des Hyperfréquences.

Par votre expérience d'environ 10 ans, vous avez le sens de l'animation des hommes et vous savez coordonner les compétences scientifiques et techniques dans le cadre de projets complexes.

Votre anglais est naturellement fluide.

Nous vous proposons de valoriser vos qualités humaines et scientifiques dans un environnement performant et évolutif.

Merci de nous présenter votre résumé de carrière sous la réf. **SN/97230** à notre Société Conseil : **JMLP Consultants SA** Actis Technopole - 12, rue du Col. Rémy - 14000 CAEN. Confidentialité assurée.

JMLP

WARNER - LAMBERT

Notre mission est d'être parmi les premiers à promouvoir la santé et le bien-être des individus. Pour la mener à bien, nous avons défini nos responsabilités fondamentales envers nos clients, nos employés, nos actionnaires, nos fournisseurs et la Société au sens large afin d'être en mesure de mieux les assumer.

CAPSUGEL

Division de ***WARNER-LAMBERT***

***leader mondial dans le domaine de la gélule, renforce son* Département International Recherche et Développement Chimie et recherche**

INGENIEUR CHIMISTE R&D h/f

En relation étroite avec le Directeur R&D, vous serez responsable de la conduite de travaux de recherche fondamentale, des plans *d'expérience, des essais en production, du transfert de technologie et vous suivrez la mise en place des innovations développées en* recherche. Pour mener à bien vos missions, vous effectuerez des déplacements de courte durée à l'étranger, notamment dans nos sites de production. Issu d'une formation en chimie (ingénieur ou docteur ingénieur), vous justifiez d'une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire, si possible dans le secteur industriel. Rigueur, dynamisme et sens relationnel seront vos points forts pour réussir dans ce poste. De bonnes connaissances dans la conduite de projets sont souhaitées. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) à **CAPSUGEL** - Ressources Humaines - 10, rue Timken 68027 COLMAR CEDEX.

Groupe International, leader sur son marché, recherche pour son site d'Amiens, centre international spécialisé dans les produits de contrôle et d'instrumentation de haute technologie, son

Responsable Achats

Somme (80) **H/F**

Rattaché à la Direction des Opérations vous gérez et contrôlez le département Achat avec des objectifs fixés de réduction des coûts, d'amélioration de la qualité et de respect des délais. Vous animez et coordonnez une équipe de 3 acheteurs spécialisés par ligne de *produits et négociez directement avec les fournisseurs stratégiques. Vous développez de* nouveaux partenariats, et êtes force de proposition dans la sélection et le référencement des fournisseurs en France et pour notre réseau international. En relation avec les départements R&D, Production et Logistique, vous participez aux orientations stratégiques Achats afin d'atteindre les objectifs de profitabilité et de maîtrise des coûts.

A 30/35 ans, de formation supérieure école d'ingénieur ou de commerce, vous justifiez de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans une activité de produits technologiques (instruments de mesure, composants électroniques, équipements informatiques...). Un *3ème cycle spécialisé en Achat est souhaité.*

Outre vos qualités de négociateur, vos capacités d'encadrement et votre aptitude à gérer le changement vous permettront de vous imposer dans ce poste.

L'Anglais courant est impératif.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à **Christophe Rosset, Michael Page Ingénieurs et Production**, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ***ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage*** ou de vous connecter au http://www.mpfrance.com sous la référence CR17695.

MP **Michael Page Ingénieurs & Production**
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

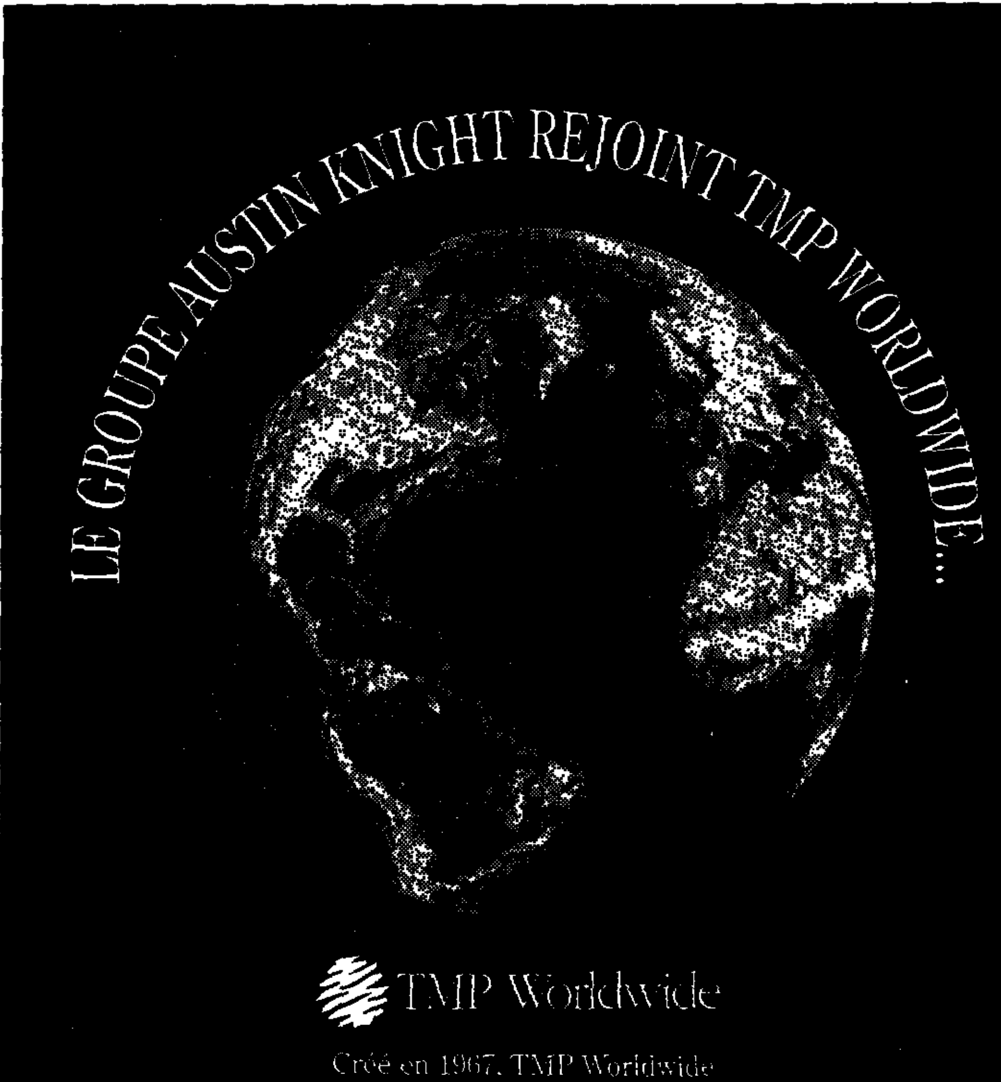
Vous êtes directeur général,
découvrez votre Monde le mardi *
Un rendez-vous :

« Le Monde de l'organisation et de la gestion »

- Dirigeants
- Cadres
- Juristes/Ressources humaines
- Gestion/Finance
- Conseil/Audit
- Marketing et communication
- Fonction commerciale

Carrières internationales dont carrières européennes

* **daté mercredi**



TMP Worldwide

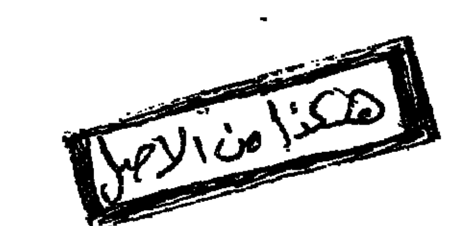
Créé en 1967, TMP Worldwide est maintenant l'un des acteurs prédominants en Communication Ressources Humaines avec près de 3000 collaborateurs et 80 bureaux dans le monde représentant un chiffre d'affaires annuel de 7 milliards de francs.

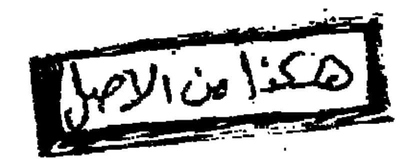
L'équipe d'Austin Knight France *rejoint donc* un *groupe qui parie avec force sur le développement des métiers de Ressources Humaines* et sur les technologies multimédia.

...POUR CONSTITUER LE PREMIER RESEAU MONDIAL DE RESSOURCES HUMAINES



26, avenue de l'Opéra - 75001 Paris
Tel : 01 53 45 11 11





Ingénieurs Conseils

Chargé d'études

DOUBLE FORMATION **PARIS**

Notre société occupe une place de leader mondial dans son activité liée au secteur des loisirs. Mobilisée par un vaste projet d'entreprise, une équipe de spécialistes de haut niveau anime notre direction des études générales. En outre, ses chargés d'études conduisent les études décisionnelles sur la faisabilité de projets pluridisciplinaires mais ils vont plus loin. En véritable consultants internes, ils accompagnent les opérationnels dans la mise en place et la réalisation des actions retenues.

Dans cette équipe restreinte, un poste de chargé d'études est à pourvoir très rapidement. Si vous avez acquis une expérience de deux à cinq ans dans une fonction d'études ou de conseil en organisation après une double formation d'ingénieur et de type Sciences Po, rejoignez-nous. Nous comptons sur vos qualités d'analyse et de synthèse, votre esprit méthodique, votre sens des relations humaines, votre goût du travail en équipe et votre capacité à mener votre activité de manière autonome.

Nous avons confié au cabinet CLEAS le soin de nous présenter votre candidature. Ecrivez-leur sous référence 9734LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 Paris.

Sciences et Santé

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER, 1 200 personnes en France et Outre-Mer, nous recrutons pour le Département «Polluants Chimiques» de notre *Centre de NANTES :*

CHERCHEUR BIOGEOCHIMISTE ORGANICIEN

H/F

Dans ce département de recherche, dont les finalités sont d'étudier et modéliser le comportement des polluants chimiques et de prévoir leurs effets à court et long terme sur les organismes marins, ce chercheur aura à charge de conduire, sous la responsabilité d'un chef de projet, des études intégrant les aspects géochimiques et écotoxicologiques du cycle de certains polluants.
Les candidats devront être titulaires d'un doctorat en géochimie des contaminants organiques et justifier de un à deux ans d'activité professionnelle dans un laboratoire de recherche. Des connaissances sur l'écotoxicologie des HAP et des pesticides, ainsi que la maîtrise des techniques d'analyse combinatoire des composés organiques à l'état de traces (CPG, CLHP, SM) sont indispensables ; l'expérience des campagnes à la mer et des prélèvements d'échantillons est souhaitée.
Les candidatures avec CV détaillé, lettre de motivation et prétentions *sont à adresser pour le 15 septembre 1997 sous la référence* DEL/97-60 à : IFREMER - Service du Personnel Centre de Nantes BP 21105 - 44311 NANTES Cedex 3.

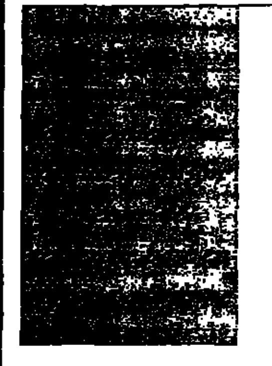
Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Directeur du Département Polluants Chimiques.
Tél. : 02 40 37 40 00.
e.mail :claude.alzieu@ifremer.fr

IFREMER

★ EURO RSCG

Directeur de département

PHARMACOLOGIE
ENDOCRINOLOGIE



Motivé(e) par la découverte de nouvelles molécules à visées thérapeutiques dans le **domaine du métabolisme**, vous serez **responsable de :**
- **la direction et l'animation** de notre équipe de chercheurs,
- **la conception et l'élaboration de projets de recherche** et du **développement pharmacologique de nouveaux médicaments**, en relation étroite avec nos chimistes spécialisés en chimie médicinale.

35-40 ans minimum, Médecin, Pharmacien ou Ph.D. vous avez acquis une **expérience de plusieurs années en recherche si possible industrielle pharmaceutique, en endocrinologie du métabolisme** (diabète, obésité et leurs complications) et **de solides compétences pharmacologiques dans ces domaines.**

Si cette proposition vous intéresse merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à PUBLIVAL sous référence 9021 - 27 route des Gardes 92190 MEUDON, qui nous le transmettra

Ingénieurs Commerciaux

CADRES ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU **MONDE** SUR :
INTERNET http://www.cadresonline.com MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi

UN UNIVERS DE PROJETS POUR UN MONDE DE SIMPLICITÉ

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

De formation supérieure grandes écoles, vo[illegible] un premier parcours professionnel, de 3 à 4 [illegible] d'affaires ou conduites de projets. Vous [illegible] une formation complémentaire en gest[illegible] vous avez un esprit de conviction et [illegible] responsabilités qui vous permette[illegible] pleinement dans une fonction qu[illegible] déplacements. L'anglais et l'e[illegible]ératifs.

Garant de la qualité auprès d[illegible] veillez au respect des coûts et de[illegible]els.

Merci d'adresser *lettre* [illegible] prétentions à Ascom-Monétel, Directio[illegible]ces Humaines, (Réf. : IA) [illegible] Claude-Chappe, BP 344, 07500 Guilherand-Granges.

[illegible] au sud de la région Rhône-Alpes (Valence), [illegible]borateurs, dont + de 300 ingénieurs, placent [illegible] au premier rang mondial de la publiphonie et [illegible] leade[illegible]tèmes de paiement électronique [illegible] la conception, la fabrication [illegible]és, nous vous offrons [illegible]nolo[illegible] marché porteur

ascom Monétel

MEDIA SYSTEM

ETIAM à Rennes

Après 7 années de préparation, nous avons créé l'entreprise en 1996. Aujourd'hui l'équipe de 7 personnes développe une «start up» de haute technologie dans les produits d'imagerie médicale coopérative utilisant les supports télécoms. Nous recherchons un

INGENIEUR COMMERCIAL

La mission : Assurer la vente de nos produits, développer nos partenariats auprès des PME de l'équipement médical et des industriels de l'informatique et des télécoms.

Vous : De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous disposez d'une expérience industrielle significative ; ingénieur, vous êtes motivé par le marketing et la vente terrain et vous les avez pratiqués.

Rejoindre notre équipe, c'est participer à une aventure prometteuse, nous apporter vos talents commerciaux et la qualité de votre engagement.

Merci d'adresser, avant le 14/09/97 lettre man., CV, photo et prétentions à notre conseil : CLAUDE NEVEN CONSULTANT - "Le Gallium" - 80 av. des Buttes de Coësmes 35700 Rennes. Les candidats présélectionnés seront reçus le 26/09/97.

Le Monde Economie le lundi *
Le Monde des Initiavives le mardi **
et la rubrique
Le Monde des Initiatives locales le vendredi ***
Trois rendez-vous
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

Ingénieurs Conseils

